

**DEVELOPPEMENT PAR ACTES  
GENERATEURS DES RECETTES  
DE LA LOI DE FINANCES DE  
L'EXERCICE 2023**

## **EXPOSE DES MOTIFS**

La loi de finances pour l'exercice 2023 est élaborée dans un contexte caractérisé par :

### **Sur le plan politique et sécuritaire :**

- l'amorce du processus électoral pour les élections générales prévues en 2023 ;
- la prorogation de l'Etat de siège dans les provinces du Nord-Kivu et de l'Ituri ;
- la situation sécuritaire tendue suite à l'agression de notre pays par le Rwanda et ses alliés sous couvert du M23, ainsi que par le conflit communautaire dans le territoire de Kwamouth.

### **Sur le plan sanitaire et humanitaire :**

- la poursuite de la maîtrise de la pandémie de Covid-19 dans sa sixième vague, l'annonce d'un nouveau cas d'Ebola dans le Nord Kivu, ainsi que la situation humanitaire préoccupante dans l'Est du pays à la suite de la guerre.

### **Sur le plan économique, financier et social :**

- l'adhésion de la RDC à la Communauté des Pays de l'Afrique de l'Est ;
- la poursuite de la mise en œuvre du Programme de Développement Local à la base de 145 territoires ;
- le ralentissement de l'activité économique mondiale entraîné par la guerre russo-ukrainienne dont les effets néfastes sont la hausse des prix des produits de première nécessité, impliquant la mise en œuvre et le renforcement des mesures de stabilisation conjoncturelles et structurelles ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la gratuité de l'enseignement primaire ainsi que l'entame de la gratuité des accouchements et la prise en charge des consultations prénatales, post-natales et néo-natales par le Gouvernement dans le cadre de la Couverture Santé Universelle ;
- l'intensification des efforts dans la lutte contre la marginalisation et

l'exclusion sociale des personnes vivant avec handicap et autres personnes vulnérables ;

- la poursuite des actions visant la valorisation, la promotion et la préservation de notre patrimoine culturel ;
- la poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route pour le basculement au budget-programme à l'horizon 2024, conformément à la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 telle que modifiée à ce jour par la Loi n°18/010 du 9 juillet 2018 relative aux finances publiques ;
- la poursuite du programme économique du Gouvernement appuyé par la Facilité Elargie de Crédit (FEC) du Fonds Monétaire International (FMI).

L'année 2023 sera donc une année de grands enjeux, raison pour laquelle les efforts du Gouvernement seront focalisés sur la mobilisation des ressources internes, en vue de la poursuite de la mise en œuvre des politiques publiques déclinées dans son Programme d'Actions, adossé au Plan National Stratégique de Développement 2019-2023 et au Programme de Développement à la base de 145 territoires.

En matière de mobilisation des ressources, l'action du Gouvernement consistera à relever la pression fiscale, en vue de converger progressivement vers le niveau de l'Afrique subsaharienne situé autour de **17,6%**. Cela passe par la diffusion de la culture fiscale et la poursuite de la mise en œuvre des réformes fiscales et douanières amorcées, ainsi que par l'intensification des missions de contrôle de gestion.

La Loi de finances pour l'exercice 2023 repose sur les principaux indicateurs et agrégats macroéconomiques suivants :

- Taux de croissance du PIB : **6,7%** ;
- Déflateur du PIB : **9,8** ;
- Taux d'inflation moyen : **8,9%** ;
- Taux d'inflation fin période : **6,8%** ;
- Taux de change moyen : **2.021,94 FC/USD** ;

- Taux de change fin période : **2.034,85 FC/USD ;**
- PIB nominal : **151.553,43 milliards de FC ;**
- PIB réel : **15.464,6 milliards de FC ;**
- Pression fiscale/Budget du Pouvoir central : **14,8%.**

Le Budget du Pouvoir central pour l'exercice 2023 est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **32.456,8 milliards de FC (16,1 milliards d'USD)**, soit un taux d'accroissement de **45,9%** par rapport à la Loi de finances pour l'exercice 2022 chiffrée à **22.253,0 milliards de FC (10,7 milliards d'USD)**.

### 1. RECETTES

Les recettes de l'ordre de **32.456,8 milliards de FC** sont constituées des recettes du budget général de **30.299,6 milliards de FC**, des recettes des budgets annexes de **541,9 milliards de FC** et des recettes des comptes spéciaux de **1.615,2 milliards de FC**.

Les recettes du budget général comprennent les recettes internes de l'ordre de **22.786,5 milliards de FC** et les recettes extérieures projetées à **7.513,2 milliards de FC**, représentant respectivement **75,2%** et **24,8%** du budget général.

Les recettes internes accusent un accroissement de **54,4%** par rapport à celles de la Loi de finances de l'exercice 2022 arrêtées à **14.755,9 milliards de FC**. Elles sont constituées des recettes courantes d'un import de **22.486,5 milliards de FC** et des recettes exceptionnelles de **300,0 milliards de FC**.

Les recettes courantes ont enregistré un accroissement de **52,4%** par rapport à celles de la Loi de finances de l'exercice 2022 situées à **14.755,9 milliards de FC**. Elles sont réparties de la manière suivante :

- **Recettes de douanes et accises : 4.949,5 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **8,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 situé à

**4.565,9 milliards de FC**, au regard du nombre important des exonérations évaluées à **1.161,3 milliards de FC**, soit **68,3%** des recettes de douanes et accises mobilisées à fin juin 2022. Ces recettes comprennent les grandes natures ci-après :

- Impôts généraux sur les biens et services (TVA à l'importation) : **1.703,6 milliards de FC**, soit **34,4%** des recettes de douanes et accises ;
- Droits d'accises : **1.442,7 milliards de FC**, soit **29,1%** des recettes de douanes et accises ;
- Droits de douanes et autres droits à l'importation : **1.496,1 milliards de FC**, soit **30,2%** des recettes de douanes et accises ;
- Taxes à l'exportation : **45,6 milliards de FC**, soit **0,9%** des recettes de douanes et accises ;
- Amendes et pénalités : **261,4 milliards de FC**, soit **5,3%** des recettes de douanes et accises.

- **Recettes des impôts : 13.389,6 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **87,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 qui était de l'ordre de **7.130,9 milliards de FC**, justifié par la contribution significative du secteur minier. Ces recettes sont constituées de :

- Impôts sur les rémunérations : **2.039,1 milliards de FC**, soit **15,2%** des recettes des impôts ;
- Impôts sur les bénéfices et profits, et sur les revenus des capitaux mobiliers : **8.466,9 milliards de FC**, soit **63,2%** des recettes des impôts ;
- Taxe sur la valeur ajoutée : **2.718,9 milliards de FC**, soit **20,3%** des recettes des impôts ;
- Autres recettes : **164,7 milliards de FC**, soit **1,2%** des recettes des impôts.

- **Recettes non fiscales : 3.532,0 milliards de FC**, soit un accroissement de **32,6%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 chiffré à **2.664,1 milliards de FC**, tiré par les recettes provenant des secteurs des Mines, Environnement et

Affaires foncières. Par grande nature, ces recettes sont ventilées de la manière suivante :

- Recettes administratives : **1.125,0 milliards de FC**, soit **31,9%** des recettes non fiscales ;
  - Recettes judiciaires : **147,1 milliards de FC**, soit **4,1%** des recettes non fiscales ;
  - Recettes domaniales : **2.065,2 milliards de FC**, soit **58,5%** des recettes non fiscales ;
  - Recettes de participations : **194,7 milliards de FC**, soit **5,5%** des recettes non fiscales.
- **Recettes des Pétroliers producteurs : 615,4 milliards de FC**, soit un accroissement de **55,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 de l'ordre de **394,9 milliards de FC**. Ces recettes sont projetées sur base des déclarations des opérateurs et prennent en compte une production journalière de **20.989** barils pour les deux groupes (on-shore et off-shore), un prix moyen du baril de **101,6 USD** après décote et des frais du terminal de **2,5 USD** le baril.

Les recettes exceptionnelles sont chiffrées à **300,0 milliards de FC**, se rapportant aux obligations du Trésor indexées que le Gouvernement projette d'émettre en 2023.

Les recettes extérieures se chiffrent à **7.513,2 milliards de FC** et enregistrent un taux d'accroissement de **32,9%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 évalué à **5.652,4 milliards de FC**. Ces recettes se rapportent :

- aux appuis budgétaires de **2.553,8 milliards de FC** qui enregistrent un taux de régression de **11,3%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 chiffré à **2.878,1 milliards de FC**. Ces recettes comprennent **1.104,8 milliards de FC** d'emprunt programme, **1.038,5 milliards de FC** de dons budgétaires et **410,5 milliards de FC** d'allocation DTS du FMI ;
- au financement des investissements d'un montant de **4.959,4 milliards de FC**, soit un taux d'accroissement de **78,8%** par rapport à la Loi de finances

pour l'exercice 2022 d'un montant se chiffrant à **2.774,3 milliards de FC**. Ces recettes comprennent **1.032,4 milliards de FC** de dons projets et **3.926,9 milliards de FC** d'emprunts projets.

Les recettes des budgets annexes, évaluées à **541,9 milliards de FC**, enregistrent un taux d'accroissement de **32,2%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 chiffré à **409,9 milliards de FC**. Ce montant est lié aux actes générateurs des recettes des établissements d'Enseignement Supérieur et Universitaire Publics, ainsi que des Hôpitaux Généraux de Référence répertoriés à ce jour. Le Gouvernement entend améliorer le captage des recettes de ces secteurs à l'issue de la rationalisation des organismes auxiliaires en cours.

Les recettes des comptes spéciaux, évaluées à **1.615,2 milliards de FC**, enregistrent un taux d'accroissement de **12,6%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 chiffré à **1.434,7 milliards de FC**. Elles se rapportent aux opérations des comptes d'affectation spéciale répertoriés à ce jour.

## 2. DEPENSES

Les dépenses projetées pour l'exercice 2023 se chiffrent à **32.456,8 milliards de FC** contre **22.253,0 milliards de FC** de la Loi de finances de l'exercice 2022, soit un taux d'accroissement de **45,9%**. Elles sont réparties en budget général, budgets annexes et comptes spéciaux, en équilibre avec les recettes correspondantes.

Les dépenses du budget général sont ventilées, selon leur nature économique, de la manière suivante :

- **Dettes publiques en capital** : **1.006,9 milliards de FC** contre **955,8 milliards de FC** de son niveau de l'exercice 2022, soit un taux d'accroissement de **5,3%**, et représentant **3,4%** des dépenses du budget général. Ce montant servira au remboursement de la dette intérieure et du principal de la dette extérieure ;
- **Frais financiers** : **630,6 milliards de FC**, représentant **2,1%** des dépenses du budget général, et un accroissement de **141,2%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 chiffré à **261,4 milliards de FC**. Ils sont essentiellement

destinés au paiement des intérêts sur la dette extérieure et de la créance titrisée de la Banque Centrale du Congo ;

- **Dépenses de personnel : 7.673,7 milliards de FC**, elles représentent **25,3%** des dépenses du budget général, soit un accroissement de **21,5%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 chiffré à **6.313,8 milliards de FC**. Outre l'existant, cette enveloppe prend en compte certaines actions nouvelles, notamment la tranche de l'exercice 2023 du barème de l'Intersyndicale Nationale de l'Administration Publique, en sigle INAP, les revendications sociales des bancs syndicaux dans le cadre des accords conclus avec le Gouvernement, ainsi que quelques tranches des barèmes et diverses régularisations ;
- **Biens et matériels : 389,5 milliards de FC**, soit **1,3%** des dépenses du budget général et un accroissement de **21,1%** par rapport leur niveau de l'exercice 2022 situé à **321,5 milliards de FC**. Ces dépenses se rapportent au fonctionnement courant des services, y compris celui des écoles et des bureaux gestionnaires dans le cadre de la gratuité de l'enseignement de base ;
- **Dépenses de prestations : 1.564,6 milliards de FC**, soit **5,2%** des dépenses du budget général et un accroissement de **97,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 situé à **790,9 milliards de FC**. Elles se rapportent aux charges liées au fonctionnement courant des services ;
- **Transferts et interventions de l'Etat : 7.414,1 milliards de FC**, soit **24,5%** des dépenses du budget général et un accroissement de **64,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 de l'ordre de **4.510,5 milliards de FC**. Ces dépenses contiennent notamment les interventions de l'Etat en faveur de certains services et permettront d'assurer le fonctionnement des Provinces, des Administrations financières et de l'Inspection Générale des Finances. Elles renferment également la quote-part patronale pour la Caisse Nationale de Sécurité Sociale des Agents Publics de l'Etat, en sigle CNSSAP ;
- **Equipements : 6.867,1 milliards de FC**, soit **22,7%** des dépenses du budget général et un accroissement de **79,8%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 évalué à **3.818,9 milliards de FC** ;
- **Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière : 4.753,1 milliards de FC**, soit **15,7%** des dépenses

du budget général et un accroissement de **38,4%** par rapport à leur niveau de l'exercice 2022 chiffré à **3.435,4 milliards de FC.**

Telle est l'économie générale de la présente loi de finances.

# LOI

L'Assemblée nationale et le Sénat ont adopté ;

Le Président de la République promulgue la Loi dont la teneur suit :

## **PREMIERE PARTIE : DES DISPOSITIONS GENERALES**

### **TITRE I : DU CONTENU DE LA LOI DE FINANCES DE L'ANNEE 2023**

#### **Article 1**

La présente Loi contient les dispositions relatives aux recettes et aux dépenses du Pouvoir Central pour l'exercice 2023.

Elle fixe globalement la part des recettes à caractère national allouées aux Provinces, conformément à la Constitution et à la Loi relative aux finances publiques.

#### **Article 2**

Le Budget du Pouvoir Central de l'exercice 2023 et les opérations de trésorerie y rattachées sont régis conformément aux dispositions de la présente Loi.

#### **Article 3**

Conformément à l'article 7 de la Loi relative aux finances publiques, le montant intégral des produits est enregistré sans contraction entre les recettes et les dépenses et, par conséquent, entre les dettes et les créances.

A ce titre, la compensation des recettes, y compris celle effectuée moyennant l'établissement des échéanciers de paiement, est strictement prohibée.

#### **Article 4**

Conformément à l'article 9 alinéa 2 de la Loi relative aux finances publiques, il ne peut être établi d'exemption ou d'allègement fiscal qu'en vertu de la Loi.

Les exonérations d'impôt, droit, taxe ou redevance accordées par le Ministre des Finances doivent se conformer aux Lois en vigueur.

Toute exonération dérogatoire, quelle que soit sa nature, en faveur d'une personne physique ou morale, est strictement prohibée.

## TITRE II : DE L'INFORMATION SUR LA GESTION DES FINANCES PUBLIQUES

### Article 5

Conformément à l'article 230 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée à ce jour, et dans le cadre du projet de loi de finances pour l'exercice 2024, les ministères dits éligibles à la gestion de budgets de résultats élaboreront leur budget dans le respect des prescrits de la Loi susmentionnée.

L'éligibilité de ces ministères est établie sur base des critères ci-après :

- le ministère dispose d'une stratégie sectorielle approuvée ;
- le ministère dispose des programmes budgétaires approuvés avec des cadres de performance y associés ;
- le ministère désigne, préalablement, les responsables de la chaîne managériale.

A cet effet, dans le cadre de l'élaboration du projet de loi de finances pour l'exercice 2024, la lettre d'orientation prévue par l'article 13 de la Loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée à ce jour, établit la liste de ces ministères éligibles en application de l'alinéa précédent.

## TITRE III : DE LA CONFIGURATION DU BUDGET DU POUVOIR CENTRAL

### Article 6

Le Budget du Pouvoir Central pour l'exercice 2023 est constitué du budget général, des budgets annexes et des comptes spéciaux fixés et répartis conformément aux documents et états annexés à la présente Loi.

Il est présenté en équilibre, en recettes et en dépenses, à **32.456.782.809.392 FC (trente-deux mille quatre cent cinquante-six milliards sept cent quatre-vingt-deux millions huit cent neuf mille trois cent quatre-vingt-douze Francs Congolais)**, tel que réparti à l'annexe I.

**DEUXIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX RECETTES  
DU BUDGET GENERAL**

**TITRE I: DE LA CONFIGURATION DES RECETTES DU BUDGET  
GENERAL**

**Article 7**

Les recettes du budget général de l'exercice 2023 sont arrêtées à **30.299.631.685.019 FC** (*trente mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf milliards six cent trente et un millions six cent quatre-vingt-cinq mille dix-neuf Francs Congolais*).

Elles sont réparties conformément à l'état figurant à l'annexe II.

**Article 8**

La part des recettes à caractère national allouées aux Provinces s'élève à **7.122.639.378.979 FC** (*sept mille cent vingt-deux milliards six cent trente-neuf millions trois cent soixante-dix-huit mille neuf cent soixante-dix-neuf Francs Congolais*), conformément à l'annexe XI.

**Article 9**

Les ressources de la Caisse nationale de péréquation pour l'exercice 2023 sont estimées à **1.780.659.844.745 FC** (*mille sept cent quatre-vingt milliards six cent cinquante-neuf millions huit cent quarante-quatre mille sept cent quarante-cinq Francs Congolais*), conformément à l'annexe XII.

Ce montant servira au financement des projets et programmes d'investissements publics, en vue d'assurer la solidarité nationale et de corriger le déséquilibre de développement, d'une part, entre les Provinces et, d'autre part, entre les entités territoriales décentralisées.

## TITRE II : DES MESURES FISCALES

### CHAPITRE I : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES DOUANES ET ACCISES

#### Article 10

Les mesures fiscales à caractère douanier reprises dans les articles 9, 11 et 12 de la Loi de finances n°21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022, telle que rectifiée à ce jour, sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux droits de douane reprises dans la présente Loi modifient et complètent les Ordonnances-loi n°011/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'importation et n°012/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'exportation.

Les mesures relatives aux droits et taxes à l'importation et à l'exportation reprises dans la présente Loi modifient et complètent les dispositions de l'Ordonnance-loi n° 10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes.

Les mesures relatives aux droits d'accises reprises dans la présente Loi modifient et complètent les dispositions de l'Ordonnance-loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises.

#### Article 11

La Note complémentaire du chapitre 11 du Tarif des droits et taxes à l'importation porté par l'Ordonnance-loi n°011/2012 du 21 septembre 2012 est supprimée.

#### Article 12

Les taux de droits de douane à l'importation des marchandises sont rabattus ou relevés, selon les cas à 5%, 10% ou 20%, tels que spécifiés dans le tableau ci-dessous :

Positions tarifaires	Désignation des marchandises	Taux
3402.31.00	Acides sulfoniques d'alkyl benzènes linéaires et leurs sels	5%
3403.99.10	Autres préparations lubrifiantes à usages industriels	5%
1521.10.10	Cires végétales à base d'huile de palme	5%
6804.22.00	Autres meules et articles similaires	5%
6804.30.00	Roues de polissage	5%
9602.00.91	Capsules en gélatine pour produits pharmaceutiques	5%

6805.30.00	Abrasifs naturels ou artificiels appliqués sur d'autres matières que les textiles et les papiers	5%
8101.99.10	Tiges de tungstène	5%
8311.30.00	Baguettes enrobées et fils fourrés pour le brasage ou le soudage	5%
2106.90.91	Compléments alimentaires à base d'aloë vera	10%
2202.99.91	Compléments alimentaires à base d'aloë vera	10%
72.24. (toute la position)	Autres aciers alliés en lingots	10%
81.06 (toute la position)	Bismuth et ouvrages, y compris les déchets et débris	10%
81.07 (toute la position)	Cadmium et ouvrages, y compris les déchets et débris	10%
81.08 (toute la position)	Titane et ouvrages, y compris les déchets et débris	10%
81.09 (toute la position)	Bismuth et ouvrages, y compris les déchets et débris	10%
71.06 (toute la position)	Argent	20%
71.08 (toute la position)	Or	20%
71.10 (toute la position)	Platine	20%
44.03 (toute la position)	Brut, même écorcés, désaubiés ou équarris	20%
44.07 (toute la position)	Bois sciés ou désossés	20%
7219.32.00	Blanks de cathodes	20%
7402.00.00	Anodes en cuivre pour affinage électrolytique	20%
48.21 (toute la position)	Étiquettes	20%

Est fixé à 0,5%, le taux de droits de douanes à l'exportation des diamants industriels et non industriels d'exploitation artisanale ainsi que de l'or d'exploitation artisanale, tel que spécifié dans le tableau ci-dessous :

Positions tarifaires	Désignation des marchandises	Taux
7102.21.10	Diamants industriels bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés, d'exploitation artisanale	0,5%
7102.31.10	Diamants non industriels bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés, d'exploitation artisanale	0,5%
7108.12.11	Or (y compris l'or platine), sous formes brutes ou mi-ouvrées ou en poudres, d'exploitation artisanale, d'une teneur de 90% à 98% en or	0,5%
7108.12.12	Or (y compris l'or platine), sous formes brutes ou mi-ouvrées ou en poudres, d'exploitation artisanale, d'une teneur supérieure ou égale à 99% en or	0,5%
7108.12.19	Autre or (y compris l'or platine), sous formes brutes ou mi-ouvrées ou en poudres, d'exploitation artisanale	0,5%

### Article 13

L'article 1<sup>er</sup> de l'Ordonnance-loi n°011/2012 du 21 septembre 2012 instituant un nouveau tarif des droits et taxes à l'importation est modifié et complété par l'annexe XX de la présente Loi.

### Article 14

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes un article 119 bis, libellé comme suit :

« Article 119 bis :

1. La douane accorde le statut d'Opérateur Economique Agréé aux sociétés établies sur le territoire national exerçant des activités industrielles, commerciales et de services, liées au commerce international, tant à l'importation qu'à l'exportation.
2. Les conditions d'octroi et de retrait du statut d'Opérateur Economique Agréé sont fixées par le Ministre ayant les finances dans ses attributions. »

### **Article 15**

L'article 137 de l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes est modifié et complété comme suit :

« Article 137 :

1. Sans préjudice des dispositions des articles 139 point 1, 317 point 2 et 322 point 1 du présent code, le paiement des droits et taxes liquidés par le receveur doit intervenir dans un délai de trois jours ouvrables, à dater de la liquidation desdits droits, et ce, avant l'enlèvement des marchandises.
2. Les droits et taxes liquidés sont payés suivant les modalités fixées par le Ministre ayant les finances dans ses attributions. »

### **Article 16**

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes les articles 137 bis et 137 ter libellés comme suit :

« Article 137 bis :

Sans préjudice de l'article 325 point 1 c) et d), tout paiement des droits et taxes intervenant au-delà de ce délai donne lieu à la perception d'une pénalité de retard dont le taux est fixé par le Ministre ayant les finances dans ses attributions. Cette pénalité est due, depuis le lendemain, du jour de l'expiration du délai prévu à l'article 137 du présent code jusqu'au jour de l'encaissement inclus. »

« Article 137 ter :

Sans préjudice des dispositions des articles 139 point 1, 317 point 2 et 322 point 1 du présent code, tout paiement des droits et taxes intervenant après enlèvement et consommation des marchandises, sans la main levée du receveur, constitue des

faits de compromettre le recouvrement des droits et taxes prévus et réprimés par l'article 385 point 1. »

### **Article 17**

Le point « e » de l'article 325 de l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes tel que modifié par la Loi de finances n°19/005 du 31 décembre 2019 pour l'exercice 2020 est abrogé.

### **Article 18**

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes les articles 325 bis, 325 ter, 325 quarter, 325 quinquies et 325 sixties libellés comme suit :

« Article 325 bis :

L'avis à tiers détenteur en matière de douane, dont le modèle est déterminé par la décision du Directeur Général des Douanes et Accises, est émis par le receveur du bureau de douane dans les cas suivants :

1. Le recouvrement des droits et taxes ainsi que les amendes dans le cadre de la clôture d'un dossier contentieux.
2. Le recouvrement des droits et taxes exigibles non payés dans le délai prescrit ou en cas de non-respect des engagements souscrits en rapport avec les facilités de paiement prévues par le présent code.

« Article 325 ter :

L'avis à tiers détenteur est délivré en trois exemplaires dont :

1. l'original et la première copie destinés au tiers détenteur qui doit, après les formalités de réception, retourner la copie auprès du Receveur du bureau des douanes compétent en guise d'accusé de réception ;
2. la dernière copie est destinée au redevable pour son information.

Le tiers détenteur concerné, saisi par le Receveur des douanes, informe le redevable de la situation de ses fonds ou de son patrimoine qu'il détient et des modalités de paiement prises à son niveau. Cette obligation d'information n'est pas suspensive de l'exécution de l'avis à tiers détenteur.

«Article 325 quater

1. L'avis à tiers détenteur est applicable :
  - a. aux créances dont le recouvrement relève de la compétence des Receveurs des douanes et qui revêtent le caractère de créances privilégiées, conformément aux dispositions des articles 136 et 316 du code des douanes ;
  - b. à tous les cas des paiements des droits et taxes éludés ou compromis ainsi qu'aux amendes et pénalités dues dans le cadre des poursuites contentieuses ;
  - c. à l'ensemble des sommes détenues par le tiers au jour de sa notification.

L'avis à tiers détenteur est utilisé à l'égard des dépositaires et débiteurs des deniers provenant du chef du débiteur.

Les tiers détenteurs peuvent être des personnes physiques ou morales relevant notamment des catégories suivantes :

- a. les clients du débiteur ;
- b. les intervenants financiers ;
- c. les centres des chèques postaux ;
- d. les employeurs, dans la limite des proportions saisissables de la rémunération fixée par le code du travail ;
- e. les gérants, administrateurs ou liquidateurs des sociétés, pour les dettes de ces sociétés constituant une créance douanière privilégiée.

«Article 325 quinquies :

1. Avant l'émission de l'avis à tiers détenteur, le Directeur Général des Douanes et Accises, son délégué ou le Receveur des douanes du bureau des douanes met le débiteur des droits et taxes ou le contrevenant en demeure de payer les sommes dues endéans huit jours ouvrables à dater de la réception de la lettre de la mise en demeure.
2. La mise en demeure visée au point 1 ci-dessus est faite par lettre avec accusé de réception ou par lettre recommandée à la poste.

3. A défaut pour le redevable de payer les sommes dues dans les huit jours suivant la mise en demeure, le Receveur des douanes notifie, l'avis à tiers détenteur, au débiteur et aux tiers détenteurs des sommes.
4. L'avis à tiers détenteur est adressé à tout tiers détenteur des sommes du débiteur d'avoir à payer à l'acquit de ce dernier, sur le montant des fonds qui sont entre ses mains et jusqu'à concurrence de tout ou partie des impôts, droits, taxes et autres sommes dues par le débiteur pour obliger le tiers visé à verser les sommes réclamées en lieu et place du débiteur.
5. A défaut pour le débiteur de payer les sommes dues dans les huit jours suivant la mise en demeure, le Receveur des douanes notifie, l'avis à tiers détenteur, au débiteur et aux tiers détenteurs des sommes.

**Article 325 sixties :**

1. Le tiers détenteur est tenu d'informer, dans les trois (3) jours ouvrables à dater de la notification de l'avis à tiers détenteur, le Receveur des douanes des sommes détenues.
2. Au vu des renseignements obtenus, le Receveur des douanes procède, au cas par cas, à la mainlevée de l'avis à tiers détenteur pour les sommes qui excèdent la valeur de la créance de l'Etat.
3. Le tiers détenteur est tenu de verser les sommes dues dans les cinq (5) jours ouvrables à dater de la notification de la mainlevée prévue au point 2.
4. A défaut de payer, le tiers détenteur devient débiteur de l'Administration des douanes dans les mêmes conditions que le débiteur lui-même conformément à l'article 77 de la loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour.
5. L'instruction administrative des réclamations relatives à la contestation des actes du receveur est, selon le cas, de la compétence du Receveur des douanes au niveau gracieux et du Directeur Général des Douanes et Accises au niveau hiérarchique.

**Article 19**

L'article 362 de l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes est modifié et complété comme suit :

« Article 362 :

1. Les infractions douanières peuvent être poursuivies et prouvées par toutes les voies de droit.

La douane dispose des pouvoirs appropriés pour procéder à l'instruction administrative d'une infraction douanière. »

2. L'instruction administrative est contradictoire et écrite »

## **Article 20**

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant code des douanes des articles 362 bis, 362 ter, 362 quater et 362 quinquies libellés comme suit :

« Article 362 bis :

1. Sans préjudice des dispositions de l'article 357 du présent code, la douane émet la décision de poursuites où elle notifie le procès-verbal de constat d'infraction douanière à l'auteur présumé de l'infraction et l'invite à s'acquitter de la dette douanière et des pénalités éventuelles et, le cas échéant, à présenter ses moyens de défense dans un délai de 15 jours ouvrables, à dater de la réception de ladite décision. L'accusé de réception faisant foi.

2. La décision de poursuites contient l'offre de règlement transactionnel de l'infraction douanière, et ce, sans préjudice de droits de défense de l'auteur présumé de l'infraction.

3. La décision de poursuites est établie par le Directeur Général des douanes ou son délégué. Elle est signifiée à l'auteur présumé de l'infraction par toute voie légale, contre accusé de réception. Lorsque l'auteur présumé de l'infraction refuse de recevoir la décision de poursuite ou est inconnu, la signification est faite à l'autorité administrative de son domicile. »

« Article 362 ter :

1. L'auteur présumé qui conteste l'infraction présente, par voie de conclusions, ses moyens de défense dans le même délai visé à l'article 362 bis point 1 ci-dessus. Passé ce délai, la douane émet l'avis de mise en recouvrement et met l'auteur présumé de l'infraction en demeure de s'acquitter des droits et taxes ainsi

que des pénalités éventuelles dans un délai de 15 jours ouvrables. Ce délai court à dater de la réception de la mise en demeure.

2. A l'expiration de la mise en demeure, il sera fait application contre l'auteur présumé de l'infraction des mesures conservatoires et de contrainte, et à leur suite, d'exécution forcée prévues dans le présent code et ses mesures d'application.
3. Si l'auteur présumé de l'infraction présente ses moyens de défense, la douane réplique par « avis d'instructeur » dans le meilleur délai de 30 jours. Dans ce cas, la douane ne peut émettre de mise en demeure, ni prendre des mesures conservatoires ou de contrainte à l'encontre de l'auteur présumé. »

« Article 362 quater :

1. L'instruction administrative est clôturée soit par une décision de classement sans suite, soit par une offre de transaction, soit encore par la poursuite de l'infraction devant les juridictions compétentes conformément à l'article 366 du présent Code.
2. Les agents de douanes verbalisateurs sont informés de la décision prise par le Directeur Général ou son délégué à l'issue de l'instruction administrative. »

## **Article 21**

L'article 371 point 2 de l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes tel que modifié par la Loi de finances n°20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021 est modifié et complété comme suit :

Article 371 point 2 :

« L'avis à tiers détenteur interrompt la prescription de l'action en recouvrement ainsi que celle en répression des infractions prévues par le Code des douanes. »

## **Article 22**

Les articles 369 et 370 de l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes tels que modifiés et complétés par la Loi de finances n° 20/020 du 28 décembre 2020 pour l'exercice 2021 sont modifiés et complétés comme suit :

« Article 369 :

- 1) L'action en recouvrement total ou partiel des droits et taxes est prescrite dans un délai de 6 ans à compter de la date d'enregistrement de la déclaration de marchandises.
- 2) L'action en répression des infractions douanières est prescrite dans le délai visé au point 1 ci-dessus, lorsque les marchandises en cause sont couvertes par une déclaration dûment enregistrée par le bureau de douane compétent. »

« Article 370 :

Lorsque les marchandises en cause n'ont pas fait l'objet d'une déclaration de marchandises enregistrée par le bureau de douane compétent, les actions en recouvrement des droits et taxes et en répression des infractions douanières liées auxdites marchandises sont prescrites dans un délai de 9 ans. Ce délai court à dater de la découverte de l'infraction douanière par les agents des douanes.

Les dispositions du point 1 ci-dessus sont applicables aux marchandises couvertes par les déclarations de marchandises dûment enregistrées à dater du 1<sup>er</sup> janvier 2020. »

### **Article 23**

Les articles 384 point 1 et 388 point 1 de l'Ordonnance-loi n°10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes sont modifiés et complétés comme suit :

« Article 384 point 1 :

Est passible d'une amende égale à l'équivalent en francs congolais de 1.000.000 à 4.000.000, toute infraction douanière lorsque celle-ci n'est pas plus sévèrement réprimée par le présent Code. »

« Article 388 point 1 :

Est passible d'un mois de peine d'emprisonnement et d'une amende égale à l'équivalent en francs congolais de 2.000.000 à 8.000.000, toute infraction aux dispositions des articles 30 point 1, 40 point 1 et 142 point 2 ainsi que tout refus de

communication de pièces et toute dissimulation de pièces ou d'opérations dans les cas prévus aux articles 46 et 118 du présent Code.»

## Article 24

Les dispositions de l'article 3 de l'Ordonnance-loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises sont modifiées et complétées comme suit :

1. Les marchandises désignées ci-après, fabriquées dans la République ou importées, ainsi que les services désignés ci-après, fournis sur le territoire de la République, sont assujettis aux droits d'accises déterminés par le présent Code.

Il s'agit de :

- 1) Agents de surface organiques autres que les savons ;
- 2) Alcool éthylique dénaturé de tous titres ;
- 3) Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus ;
- 4) Alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol ;
- 5) Alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés ;
- 6) Articles d'équipement pour la construction (réservoirs, cuves et récipients d'une contenance excédant 300 litres, portes et fenêtres, volets et stores, etc.) en matières plastiques ;
- 7) Autres boissons dont le titre alcoométrique volumique n'excède pas 0,5% vol ;
- 8) Autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple) dont le titre alcoométrique volumique excède 0,5 % vol ;
- 9) Autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques ;
- 10) Autres produits pour pipes à eau ;
- 11) Autres tabacs et succédanés de tabac fabriqués ;
- 12) Bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et « flaps », en caoutchouc ;
- 13) Bières de malt d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol ;
- 14) Boissons à base de jus de fruits ou de légumes, boissons énergisantes, limonades, autres boissons sucrées, aromatisées ou non et autres boissons à base de jus naturel d'une valeur Brix n'excédant pas 15 ;
- 15) Cartouche pour cigarettes électroniques ;
- 16) Chambres à air en caoutchouc ;

- 17) Cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac ;
- 18) Cigarettes électroniques;
- 19) Désodorisants corporels et antisudoraux;
- 20) Désodorisants corporels, préparations pour bains, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques ;
- 21) Eaux – de – vie dénaturées de tous titres ;
- 22) Eaux – de – vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses ;
- 23) Eaux minérales naturelles ou artificielles, traitées et/ou conditionnées, gazéifiées ou non ;
- 24) Essences, avgas, jet A1, kérosène, pétrole lampant, gasoil et huiles de graissage et lubrifiants, contenant ou non du biodiesel ;
- 25) Extraits et sauces de tabac ;
- 26) Gaz naturel, propane et butanes liquéfiés ;
- 27) Jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, contenant un ou plusieurs agents chimiques de stérilisation ;
- 28) Laques pour cheveux;
- 29) Liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, même contenant des huiles de pétrole ou des minéraux bitumineux en toutes proportions ;
- 30) Mélanges de boissons fermentées;
- 31) Mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques ;
- 32) Moûts de raisin fermentés ou non avec addition d'alcool ;
- 33) Papier, ouates, feutres et nontissés, imprégnés, enduits ou recouverts de savon ou de détergents ;
- 34) Parfums et eaux de toilette ;
- 35) Pipe à eau ;
- 36) Pneumatiques neufs, rechapés ou usagés, en caoutchouc ;
- 37) Préparations capillaires autres que les shampooings, les préparations pour l'ondulation et le défrisage permanent ;
- 38) Préparations des types utilisés pour l'ensimage des matières textiles, l'huilage ou le graissage du cuir, des pelleteries ou d'autres matières, même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ;

- 39) Préparations lubrifiantes (y compris les huiles de coupe, les préparations pour le dégrillage des écrous, les préparations antirouille ou anticorrosion et les préparations pour le démoulage, à base de lubrifiants) même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux ;
- 40) Préparations pour bain ;
- 41) Préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, y compris les poudres et les poudres compactes, ainsi que les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer ;
- 42) Préparations pour l'ondulation et le défrisage permanent ;
- 43) Préparations pour le prérasage, le rasage ou l'après-rasage ;
- 44) Préparations pour manucures ou pédicures ;
- 45) Préparations pour parfumer et désodoriser les locaux ;
- 46) Préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que les préparations organiques tensio-actives à usage de savon ou destinées au lavage de la peau ;
- 47) Produits de beauté ;
- 48) Produits de maquillage ;
- 49) Produits et préparations organiques tensio-actifs à usage de savon, même contenant du savon ;
- 50) Produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, même contenant du savon ;
- 51) Revêtements de sols et tapis de pieds, en caoutchouc ;
- 52) Savons ;
- 53) Shampoings ;
- 54) Succédanés de tabac fabriqués ne contenant pas de tabac ;
- 55) Tabac pressé ou saucé, utilisé pour la fabrication du tabac à priser ;
- 56) Tabacs « homogénéisés » ou « reconstitués » ;
- 57) Tubes et tuyaux en caoutchouc, même pourvus de leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple) ;
- 58) Tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple) en matières plastiques, à l'exclusion de boyaux artificiels ;
- 59) Véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, neufs ou usagés ;

- 60) Véhicules automobiles pour le transport de marchandises, neufs ou usagés ;
  - 61) Vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques ;
  - 62) Vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool ;
  - 63) Voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes, autres que les véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, y compris les voitures de type « break » et les voitures de course, neufs ou usagés ;
2. Les services visés, ci-dessus, sont ceux repris ci-après, fournis au moyen des signaux transmis ou acheminés par des procédés de télécommunications et technologies de l'information et de la communication :
- 1) Accès à l'internet ;
  - 2) Data ;
  - 3) Messagerie ;
  - 4) Voix ;
  - 5) Les services à valeur ajoutée, fournis à titre onéreux ou non ;
  - 6) L'allocation d'une liaison spécialisée pour la transmission de données, même s'il n'y a pas transfert effectif de données ;

### **Article 25**

L'article 28 de l'Ordonnance-loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises est modifié et complété comme suit :

« Article 28 :

Les taux des droits d'accises applicables aux marchandises et services visés à l'article 3 du présent Code sont déterminés comme indiqués dans le tableau repris en annexe XXI ».

### **Article 26**

Il est ajouté à l'article 55 de l'Ordonnance-loi n°18/002 du 13 mars 2018 portant Code des accises les marchandises reprises ci-dessous :

Positions tarifaires	Désignations des marchandises
2905.17.00	Alcool stéarique
2905.32.00	Propylène glycol
2905.44.00	D-glucicol (sorbitol)
2905.45.00	Glycérol
3402.31.00	Acides sulfoniques d'alkyl benzènes linéaires et leurs sels
3402.41.00	Autres agents organiques cationiques, même conditionnés pour la vente au détail
3923.29.10	Pochettes à perfusion
3923.29.20	Pochettes à transfusion
3923.90.10	Alvéoles pour suppositoires
3929.90.10	Biberons
	Les savons liquides
9602.00.91	Capsules en gélatines pour produits pharmaceutiques

### Article 27

Est passible d'une amende dont le montant est compris entre 50.000.000 et 100.000.000 de francs congolais, le cas échéant, de la peine de confiscation spéciale ou de la destruction, toute violation de dispositions de l'article 15 du présent Code.

## CHAPITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES DES IMPOTS

### Article 28

Les mesures fiscales reprises aux articles 13, 16, 17, 18, 19, 20, 23, 24, 26, 28, 29, 30, 31, 32, 33, 34, 35, 36, 37, 38, 39, 40, 41, 42 et 43 de la Loi de Finances n° 21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022 sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes des impôts reprises dans la présente Loi modifient et complètent ipso facto les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée, de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales, de l'Ordonnance-loi n° 13/006 du 23 février 2013 portant régime fiscal applicable aux entreprises de petite taille en matière d'impôt sur les bénéfices et profits, de la Loi n° 006/03 du 13 mars 2003 fixant les modalités de calcul et de perception des acomptes de l'impôt sur les bénéfices et profits, de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus et de l'Ordonnance-loi n° 89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises.

**Article 29**

Le point 5 de l'article 15 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 15 :

5. L'importation des billets de banque, des intrants, des équipements servant à la fabrication des signes monétaires et leurs pièces de rechange réalisée exclusivement par l'Institut d'émission ainsi que l'importation des devises étrangères par les banques commerciales dans les conditions définies par la Banque Centrale du Congo. »

**Article 30**

L'article 35 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 35 :

Les taux de la taxe sur la valeur ajoutée sont les suivants :

- taux normal : 16% applicable à toutes les opérations imposables à l'exclusion des opérations soumises au taux réduit ou au taux zéro ;
- taux réduit : 8% applicable :
  - aux produits ci-après :

N°	POSITION TARIFAIRE	DESIGNATION	Taux
1	02.01(Toute la position)	Viandes fraîches ou réfrigérées des animaux de l'espèce bovine (toute la position)	8%
2	02.02(Toute la position)	Viandes congelées des animaux de l'espèce bovine (toute la position)	8%
3	02.03(Toute la position)	Viandes fraîches, réfrigérées ou congelées des animaux de l'espèce porcine (toute la position)	8%
4	02.06 (Toute la position)	Abats comestibles frais, réfrigérés ou congelés des animaux des espèces bovine, porcine, ovine, caprine, chevaline frais, réfrigérés ou congelés	8%
5	02.07 (Toute la position)	Viandes et abats comestibles, frais, réfrigérés ou congelés des volailles du n° 01.05	8%
6	0303.23.00	Tilapias congelés	8%
7	0303.55.00	Chinchards congelés	8%
8	0305.51.00	Morues séchées et salées	8%
9	0305.52.00	Tilapias, siluridés, carpes, anguilles séchés et salés	8%
10	0305.53.00	Poissons des famille <i>Bregmacerotidae</i> , <i>Euclichthyidae</i> , <i>Gadidae</i> , <i>Macrouridae</i> , <i>Melanonidae</i> , <i>Merluccidae</i> , <i>Moridae</i> et <i>Muraenolepididae</i> , séchés et salés.	8%
11	0305.54.00	Harengs, anchois, sardines, sardinelles, sprats ou esprots, maquereaux, thazards, chinchards, carangues, mafous, castagnoies, comètes, séchés et salés	8%

12	0305.59.00	Autres poissons séchés et salés	8%
13	1006.20.00	Riz décortiqué (riz cargo ou riz brun)	8%
14	1006.30.00	Riz semi blanchi ou blanchi, même poli ou glacé	8%
15	1006.40.00	Riz en brisures	8%
16	1701.91.00	Sucres de canne ou de betteraves à l'état solide, additionnés d'aromatisants ou de colorants	8%
17	1701.99.00	Sucres de canne ou de betteraves à l'état solide, additionnés d'aromatisants ou de colorants	8%
18	1901.10.00	Préparations à base de lait pour l'alimentation des nourrissons et enfants en bas âge	8%
19	1901.90.90	Autres préparations de lait (produits des n°s 04.01 à 04.04) ne contenant pas de cacao ou contenant moins de 5% en poids de cacao sur une base entièrement dégraissée	8%
20	04.02 (Toute la position)	Lait et crème de lait, concentrés ou additionnés de sucre ou d'autres édulcorants	8%
21	2201.90.10	Autres eaux conditionnées pour la table	8%
22	2501.00.10	Sel iodé	8%
23	3401.19.10	Savons de ménage (autres que de toilette) présentés en barres, en pains, ou en morceaux ou en sujets frappés	8%
24	3605.00.00	Allumettes autres que les articles de pyrotechnie du n°36.04	8%

- à la vente des billets d'avion sur le trafic aérien national.

- taux 0%, applicable aux exportations et opérations assimilées. »

### Article 31

L'article 38 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié comme suit :

« Article 38 :

Pour être déductible, la taxe sur la valeur ajoutée doit figurer :

1. de façon générale, sur une facture normalisée ou un autre document en tenant lieu, dûment délivré par un assujetti et mentionnant son numéro d'impôt ;
2. en cas d'importation, sur la déclaration de mise à la consommation établie par la douane ;
3. en cas de livraison de biens ou de prestation de services à soi-même, sur une facture normalisée à soi-même. »

### Article 32

L'alinéa 2 de l'article 53 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 53, alinéa 2 :

Toutefois, cette taxe est retenue à la source par les entreprises minières assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée, pour le compte des établissements publics et des

entreprises publiques, dans lesquelles l'Etat détient la totalité du capital social, et par le Trésor Public, pour le compte des fournisseurs et prestataires de l'Etat lors des paiements de leurs factures. »

### **Article 33**

L'article 58 de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 58 :

Tout redevable de la taxe sur la valeur ajoutée qui livre des biens ou rend des services à un autre redevable ou réclame à ce dernier des acomptes donnant lieu à l'exigibilité de la taxe doit lui délivrer une facture normalisée produite par les dispositifs électroniques fiscaux ou un document en tenant lieu.

La facture normalisée ou document en tenant lieu comprend obligatoirement les mentions définies par voie de Décret. »

### **Article 34**

L'article 59 ter de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

« Article 59 ter :

Les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée sont tenues, dans les conditions précisées par voie réglementaire, de se faire enregistrer auprès de l'Administration des Impôts comme utilisatrices des dispositifs électroniques fiscaux.

Par dispositifs électroniques fiscaux, il faut entendre des appareils électroniques ou logiciels homologués dont les spécifications techniques sont définies par l'Administration des Impôts et qui sont fabriqués ou développés pour être utilisés par les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée dans leurs transactions. »

**Article 35**

L'article 59 quater de l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée est modifié et complété comme suit :

- 1) Les personnes physiques ou morales assujetties à la taxe sur la valeur ajoutée sont tenues d'utiliser les dispositifs électroniques fiscaux connectés au système informatique de l'Administration des Impôts pour la collecte et la gestion des données de la taxe sur la valeur ajoutée sur les opérations réalisées, de délivrer une facture produite automatiquement au travers desdits dispositifs lors de chaque transaction.
- 2) Les systèmes de facturation d'entreprises, acquis ou développés par une entreprise pour son propre compte doivent satisfaire aux spécifications techniques émises par l'Administration des Impôts et être homologués avant toute utilisation en République Démocratique du Congo. Ces systèmes doivent en outre respecter les critères d'inaltérabilité, de sécurisation, de conservation et d'archivage des données en vue du contrôle de l'Administration fiscale.
- 3) Les personnes physiques ou morales qui ont acquis des dispositifs électroniques fiscaux physiques peuvent bénéficier, sur demande adressée au Directeur Général des impôts, d'un remboursement forfaitaire des frais d'acquisition.  
Le remboursement est accordé sous forme de crédit imputable sur l'impôt sur les bénéfices et profits, sur la base d'un engagement d'utilisation permanente du dispositif électronique fiscal et d'un rapport d'utilisation effective sur 6 mois.
- 4) Les conditions d'importation, de fabrication, de commercialisation, de distribution ainsi que de remboursement des frais d'acquisition des dispositifs électroniques fiscaux sont fixées par arrêté du ministre ayant les finances dans ses attributions. »

**Article 36**

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un article 74 sexies libellé comme suit :

« Article 74 sexies :

Toute personne soumise à l'obligation d'utiliser les dispositifs électroniques fiscaux qui effectue une transaction sans délivrer une facture normalisée établie dans les conditions définies à l'article 59 quater, est passible d'une amende égale à cinq (5) fois le montant de la TVA non facturée avec un minimum de 10.000.000,00 de Francs congolais par facture non délivrée.

En cas de récidive, le montant de l'amende est égal à dix (10) fois le montant pour lequel la facture normalisée n'a pas été délivrée, avec un minimum de 50.000.000 de Francs congolais par facture non délivrée. Dans ce cas, l'amende peut être appliquée cumulativement avec une fermeture administrative de l'entreprise de trois (3) mois sur décision du Directeur Général des impôts.

Lorsqu'il s'agit d'une entreprise dont les dirigeants sont de nationalité étrangère, l'interdiction de séjour en République Démocratique du Congo est faite à ces dirigeants cumulativement avec les sanctions ci-dessus visées. La procédure d'interdiction de séjour est mise en œuvre sur demande du ministre ayant les finances dans ses attributions. »

### **Article 37**

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un article 74 septies libellé comme suit :

« Article 74 septies :

Les sanctions prévues à l'article 74 quater ci-dessus sont également applicables à toute personne qui :

- a) effectue une transaction et délivre une facture normalisée de valeur ou de quantité minorée ;
- b) cause un dysfonctionnement au dispositif électronique fiscal physique ou logiciels homologués ».

### **Article 38**

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un article 74 octies libellé comme suit :

« Article 74 octies :

Sans préjudice des sanctions pénales, toute modification du système de facturation d'entreprise ou l'usurpation d'identité d'autrui à des fins d'émission de factures normalisées frauduleuses ou falsifiées est passible d'une amende de 10.000.000,00 de Francs congolais par facture. »

### **Article 39**

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un article 74 nonies libellé comme suit :

« Article 74 nonies :

Les fournisseurs de système de facturation d'entreprises et les éditeurs de logiciels de facturation qui ne satisfont pas à l'obligation d'homologation de leurs logiciels sont passibles d'une amende de 50.000.000,00 de Francs congolais. En cas de récidive, l'amende est portée à 100.000.000,00 de Francs congolais.

La même sanction est applicable aux entreprises qui ont développé leur propre système de facturation électronique sans avoir satisfait à l'obligation d'homologation. »

### **Article 40**

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 10/001 du 20 août 2010 portant institution de la taxe sur la valeur ajoutée un article 74 decies libellé comme suit :

« Article 74 decies :

Tout manquement non spécifié à la réglementation relative à l'utilisation des dispositifs électroniques de facturation est passible d'une amende de 10.000.000,00 de Francs congolais.

L'administration des sanctions prévues au présent article ne fait obstacle ni au paiement de la taxe sur la valeur ajoutée éludée et des pénalités y relatives, ni aux poursuites pénales contre les auteurs et leurs complices. »

### **Article 41**

L'article 1<sup>er</sup> de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 1<sup>er</sup> :

Toute personne physique ou morale, exonérée ou non, redevable d'impôts, droits, taxes ou acomptes perçus par l'Administration des Impôts, est tenue de se faire connaître, dans les quinze jours qui suivent le début de ses activités, en formulant une demande de Numéro Impôt conforme au modèle fixé par l'Administration.

Le Numéro Impôt est attribué par l'Administration des Impôts après certification de la localisation effective du contribuable. »

#### **Article 42**

L'article 14 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 14 :

Sous peine de leur rejet par l'Administration des Impôts, les états financiers des entreprises soumises au régime de droit commun visés aux alinéas 1<sup>er</sup> et 3 de l'article 13 ci-dessus doivent être certifiés par un expert-comptable inscrit au tableau de l'Ordre national des experts-comptables, dans les conditions définies par Arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions.

Les états financiers et autres pièces justificatives à présenter à l'Administration doivent être établis dans la langue officielle. »

#### **Article 43**

L'article 26 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 26 :

L'Administration des Impôts procède au contrôle des déclarations souscrites par les contribuables, à partir du bureau sans envoi d'un avis préalable, dans le cadre de contrôles sur pièces.

Ces contrôles se limitent à l'examen des déclarations, des actes utilisés pour l'établissement des impôts et autres droits ainsi que des documents déposés en vue d'obtenir des déductions ou des remboursements.

Dans ce cas, l'Administration des Impôts peut inviter tout redevable à fournir verbalement ou par écrit des explications, éclaircissements ou justifications et, en

outre, s'il a l'obligation de tenir des livres, carnets et journaux, à communiquer sans déplacement, ses écritures et documents comptables, afin de permettre de vérifier les renseignements demandés ou fournis.

Les demandes d'explications, d'éclaircissements, de justifications et de renseignements peuvent porter sur toutes les opérations auxquelles le redevable a été partie et les informations recueillies peuvent également être invoquées en vue de l'imposition de tiers.

Dans tous les cas, le contrôle sur pièces est un contrôle de cohérence des déclarations du contribuable et non pas un contrôle général de comptabilité. »

#### **Article 44**

Il est ajouté à la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un article 30 bis libellé comme suit :

« Article 30 bis :

Sous peine de nullité des impositions, la vérification sur place ne peut s'étendre sur une durée supérieure à :

- trois (3) mois en ce qui concerne les Petites Entreprises ;
- six (6) mois en ce qui concerne les Moyennes Entreprises ;
- neuf (9) mois en ce qui concerne les Grandes Entreprises.

Toutefois, pour le contrôle ponctuel, la durée des interventions sur place ne peut excéder un mois.

Dans tous les cas, lorsque la suspension des interventions sur place est décidée pour des raisons dûment justifiées, le délai restant à courir est notifié au contribuable.

Les délais prévus à l'alinéa premier, ci-dessus, sont prorogés :

- des délais nécessaires à l'Administration des Impôts pour obtenir l'ensemble des éléments requis, y compris les relevés du compte du contribuable vérifié, lorsqu'il ne les a pas intégralement produits dans le délai figurant sur la demande qui lui est adressée ;
- du temps pris par les autorités étrangères pour fournir les renseignements sur le contribuable vérifié ou pour faire connaître leur décision sur une demande

initiiée par l'Administration des Impôts à leur destination, lorsque le contribuable a pu disposer des revenus à l'étranger ou en provenance de l'étranger.

L'expiration des délais ci-dessus n'est pas opposable à l'Administration des Impôts pour l'examen des observations ou des requêtes présentées par le contribuable après l'achèvement des opérations de vérification et en cas de manœuvres frauduleuses et de mise en œuvre des poursuites pénales. »

#### **Article 45**

L'alinéa 2 de l'article 37 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 37, alinéa 2 :

L'avis de redressement ou de non-lieu est envoyé au redevable, soit sous pli recommandé avec accusé de réception, soit remis en mains propres sous bordereau de décharge, soit par voie électronique dans les conditions de réception déterminées par Arrêté du Ministre ayant les finances dans ses attributions. »

#### **Article 46**

L'article 38 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 38 :

Lorsque les observations formulées par le redevable dans le délai sont motivées, l'Administration des Impôts peut abandonner tout ou partie des redressements notifiés. Elle en informe, dans un délai de trente jours, le redevable dans un avis de confirmation des éléments déclarés ou dans un avis rectificatif, envoyé suivant les modalités prévues par l'article 37, alinéa 2, de la présente Loi. »

#### **Article 47**

L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 42 de la Loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 42, alinéa 1<sup>er</sup> :

Les bases ou les éléments servant de calcul des impositions arrêtées d'office sont portés à la connaissance du redevable au moyen d'un Avis de taxation d'office, soit

sur support papier, soit par voie électronique. Dans ce cas, le redevable ne bénéficie pas du délai prévu à l'article 37 ci-dessus. »

#### **Article 48**

L'article 43 de la Loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 43 :

L'Administration des Impôts dispose du droit de rappeler les impôts ou suppléments d'impôts dus par les redevables au titre de l'exercice en cours et de quatre années précédentes. Toutefois, lorsque le crédit de TVA dont le remboursement est sollicité trouve son origine au cours de la période antérieure au droit de rappel, l'Administration des Impôts peut exercer son droit même au-delà de ce délai.

Exceptionnellement, l'Administration des Impôts peut remonter à un exercice antérieur au droit de rappel, même s'il a déjà été contrôlé, pour vérifier la régularité d'un déficit reportable déduit au cours d'un exercice qui se trouve dans le champ de son droit de rappel.

Le délai prévu à l'alinéa 1<sup>er</sup> ci-dessus est interrompu par la notification de redressement, par la déclaration ou tout autre acte comportant reconnaissance de l'impôt de la part du redevable ou la notification d'un procès-verbal de constat d'infraction fiscale.

Lorsqu'une décision judiciaire ou tout organisme public a révélé l'existence de fraudes à incidence fiscale, l'Administration des Impôts peut exercer son droit de vérification sur un exercice déjà prescrit. Dans ce cas, elle dispose d'un délai de deux ans à compter de la révélation des faits pour notifier des suppléments d'impôts. »

#### **Article 49**

Il est ajouté à l'article 46 bis de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un alinéa 5 et un alinéa 6 libellés comme suit :

« Article 46 bis, alinéas 5 et 6 :

Toutefois, les agents visés à l'alinéa premier, ci-dessus, peuvent, le cas échéant, procéder à la régularisation de la situation fiscale de nouveaux contribuables

découverts par eux, préalablement à leur prise en charge par les services opérationnels.

La notification de l'avis de régularisation s'effectue soit sous pli recommandé avec accusé de réception, soit remis en mains propres sous bordereau de décharge, soit par voie électronique dans les conditions de réception déterminées par Arrêté du Ministre ayant les finances dans ses attributions. »

### **Article 50**

Il est ajouté à l'article 49 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales un alinéa 2 libellé comme suit :

« Article 49, alinéa 2 :

Les Banques sont tenues de communiquer à l'Administration des Impôts, dans les dix jours du mois qui suivent celui de leur ouverture, les comptes ouverts en leurs livres par les personnes physiques commerçantes ou les personnes morales, en indiquant l'identité complète, l'adresse et le numéro de contact du titulaire, ainsi que toute modification ultérieure de ces éléments. »

### **Article 51**

L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 59 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 59 :

L'Avis de mise en recouvrement est signé par le Receveur Principal des Impôts ou le Receveur Adjoint des Impôts compétents et doit contenir les mentions ci-après :

- l'identification précise du redevable et le Numéro Impôt de celui-ci ;
- la nature de l'impôt ou autres droits dus ;
- la base imposable ;
- le montant en principal des droits mis à sa charge ;
- le montant des pénalités ;
- le délai de paiement. »

### **Article 52**

L'article 63 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 63 :

Les poursuites s'exercent en vertu des contraintes décernées par le Receveur Principal des Impôts ou, le cas échéant, par le Receveur Adjoint des Impôts.

Le Receveur Principal des Impôts, en sa qualité de comptable public principal assignataire des recettes, prête serment avant son installation suivant les modalités déterminées par voie réglementaire ».

### **Article 53**

L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 74 de la Loi n°004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 74, alinéa 1<sup>er</sup> :

Lorsque le débiteur n'est pas en mesure de payer une dette fiscale se rapportant aux impôts dont il est redevable réel, compte tenu de l'état de sa trésorerie, une suspension des poursuites peut être consentie par le Directeur compétent ou son délégué, en contrepartie de l'engagement du débiteur de s'acquitter de sa dette majorée des pénalités selon un plan échelonné. »

### **Article 54**

L'article 82 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 82 :

Le Directeur Général des Impôts peut saisir le Service de la Sûreté de l'Etat pour empêcher la sortie du territoire national de tout redevable non en règle de paiement des impôts ou sur lequel des faits avérés de fraude fiscale sont constatés à l'occasion des missions de recherche. »

### **Article 55**

L'article 82 bis de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 82 bis :

La conclusion des marchés publics, l'obtention de certains documents administratifs et le bénéfice de certains services, dont la liste sera déterminée par arrêté du Ministre ayant les Finances dans ses attributions, sont subordonnés à la présentation d'un quitus fiscal délivré par le Receveur des Impôts attestant que le requérant est en règle de paiement des impôts.

Est en règle de paiement de ses impôts, le contribuable qui n'a aucune dette d'impôts échue à la date de délivrance du quitus fiscal en sa faveur.

Sont également considérés comme étant en règle de paiement, les contribuables débiteurs, qui bénéficient de mesures d'échelonnement de la dette ou de sursis de recouvrement prévues aux articles 74 et 110 de la présente Loi.

Le modèle et les modalités de délivrance du quitus fiscal sont définis par l'arrêté susvisé. »

### **Article 56**

L'alinéa 2 de l'article 94 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 94, alinéa 2 :

Il faut entendre notamment par déclaration ne servant pas au calcul de l'impôt :

- le relevé trimestriel des sommes versées aux tiers ;
- la déclaration prévue à l'article 2 de la présente Loi. »

### **Article 57**

L'article 101 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 101 :

Sans préjudice des peines portées aux articles 124 à 127 du Code Pénal, les auteurs d'infractions fiscales qui procèdent manifestement à une intention frauduleuse et leurs complices sont passibles des peines ci-dessous :

- 1) Pour la première infraction, une amende égale au montant de l'impôt éludé ou non payé dans le délai ;

2) En cas de récidive, une amende égale au double du montant de l'impôt éludé ou non payé dans le délai.

L'intention frauduleuse consiste à poser des actes en vue de se soustraire ou de soustraire des tiers à l'établissement ou au paiement total ou partiel de l'impôt dû. »

### **Article 58**

L'article 102 de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 102 :

Les infractions fiscales visées à l'article précédent sont les suivantes :

- l'omission volontaire de déclaration d'impôts ;
- la dissimulation volontaire des sommes sujettes à l'impôt ;
- la passation délibérée des écritures fictives ou inexactes dans les livres comptables ;
- l'incitation du public à refuser ou retarder le paiement de l'impôt ;
- l'opposition à l'action de l'Administration des Impôts ;
- l'organisation d'insolvabilité et autres manœuvres tendant à faire obstacle au recouvrement de l'impôt ;
- le non reversement de tout impôt dont le contribuable n'est que redevable légal. »

### **Article 59**

L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 105 ter de la Loi n° 004/2003 du 13 mars 2003 portant réforme des procédures fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 105 ter, alinéa 1<sup>er</sup> :

Le contribuable peut, en cas d'indigence ou de gêne le mettant dans l'impossibilité de se libérer de sa dette se rapportant aux impôts dont il est redevable réel envers le Trésor, solliciter la remise ou la modération des pénalités fiscales régulièrement mises à sa charge auprès du Ministre ayant les finances dans ses attributions. »

## **Article 60**

Les points 2°) et 6°) de l'article 13 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus sont modifiés et complétés comme suit :

« Article 13, 2°) et 6°) :

L'impôt mobilier s'applique :

2°) Aux revenus des parts des associés actifs et non actifs dans les sociétés autres que par actions qui possèdent en République Démocratique du Congo leur siège social et leur principal établissement administratif.

6°) Aux revenus des parts des associés actifs et non actifs dans les sociétés autres que par actions, étrangères, ayant un établissement permanent ou fixe en République Démocratique du Congo. »

## **Article 61**

Le point 3°) de l'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 14 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est supprimé.

## **Article 62**

L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 15 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié et complété comme suit :

« Article 15, alinéa 1<sup>er</sup> :

Les revenus des parts des associés actifs et non actifs dans les sociétés autres que par actions comprennent les intérêts et tous profits attribués à quelque titre et sous quelque forme que ce soit. »

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus un article 15 bis libellé comme suit :

« Article 15 bis :

L'impôt mobilier s'applique aussi aux revenus réputés distribués et autres réintégrations se rapportant :

- à des omissions ou dissimulations de recettes ;
- et, de façon générale, à toutes les déductions de charges pouvant se traduire par un enrichissement des associés ou actionnaires.

La base imposable à considérer, dans ce cas, est égale à la somme de ces réintégrations nettes de l'impôt sur les bénéfices et profits. »

### Article 63

Le point 10°) de l'article 43 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié et complété comme suit :

« Article 43, point 10°) :

Les dépenses engagées à l'occasion d'opérations qui conditionnent l'existence ou le développement de l'entreprise mais dont le montant ne peut être rapporté à des productions de biens et de services déterminées. »

### Article 64

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus un article 43 bis D libellé comme suit :

« Article 43 D :

Les intérêts servis aux associés ou actionnaires possédant en droit ou en fait la direction de l'entreprise ne sont déductibles que lorsque les sommes laissées ou mises à la disposition de l'entreprise n'excèdent pas, pour l'ensemble desdits associés ou actionnaires, le montant du capital social libéré. »

### Article 65

Les points 6°) et 7°) de l'article 46 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus sont modifiés et complétés, en ce compris l'ajout du point 8°), comme suit :

« Article 46, points 6°), 7°) et 8°) :

- 6°) Les provisions constituées en vue de faire face à des pertes, à des charges ou à des dépréciations d'éléments de l'actif, à l'exception des provisions suivantes :
- provisions pour reconstitution des gisements miniers ;
  - provisions obligatoires pour créances constituées par les établissements de crédit et de microfinance conformément à leurs réglementations spécifiques en vigueur et certifiées par le commissaire aux comptes ;
  - provisions obligatoires constituées, dans le cadre des engagements réglementés, par des sociétés d'assurance et de réassurance conformément à

la réglementation des assurances et certifiées par le commissaire aux comptes ;

7°) La quotité des frais ci-après :

- 50 % des frais de communication. Toutefois, les frais d'internet sont déductibles à 100% pour autant que l'internet soit utilisé pour des besoins exclusivement professionnels ;
- 60 % des frais de représentation.

8°) Les libéralités, dons et subventions. Toutefois, leurs versements au Fonds Social de la République, à des organismes de recherche, à des œuvres ou organismes d'utilité publique à caractère philanthropique et social et à des associations sportives, à condition que ceux-ci soient situés en République Démocratique du Congo, sont admis en déduction dès lors qu'ils sont justifiés et dans la limite de 0,5 % du chiffre d'affaires de l'exercice. »

### **Article 66**

Le point 3°) de l'article 48 de l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus est modifié comme suit :

« Article 48, point 3°) :

Sont immunisés :

3°) les indemnités et avantages en nature concernant le logement, le transport et les frais médicaux pour autant que :

- l'indemnité de logement ne dépasse 30% du traitement brut ;
- l'indemnité journalière de transport soit égale au coût du billet pratiqué localement avec un maximum de six courses de taxi pour les cadres et six courses bus pour les autres membres du personnel. Dans tous les cas, la réalité et la nécessité du transport alloué à l'employé doivent être démontrées ;
- les frais médicaux ne revêtent pas un caractère exagéré. »

### **Article 67**

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n° 69/009 du 10 février 1969 relative aux impôts cédulaires sur les revenus un article 84 bis libellé comme suit :

« Article 84 bis :

Sans préjudice des dispositions du paragraphe 1<sup>er</sup> de l'article 84, ci-dessus, les primes permanentes et non permanentes, collations et autres avantages payés aux agents et fonctionnaires de l'Etat sont imposés à l'impôt professionnel sur les rémunérations au taux proportionnel de 3%. »

### **Article 68**

Les alinéas 2 et 3 de l'article 2 de l'Ordonnance-loi n° 89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises sont modifiés et complétés comme suit :

« Article 2, alinéas 2 et 3 :

Cette réévaluation peut être effectuée :

- pour tous les éléments immobilisés corporels et les immobilisations financières ;
- pour le montant maximum autorisé par l'application des coefficients de réévaluation prévus à l'article 7 de la présente Ordonnance-loi en ce qui concerne les immobilisations amortissables.

La réévaluation des éléments immobilisés corporels et des immobilisations financières doit être globale. »

### **Article 69**

L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 4 de l'Ordonnance-loi n° 89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises est modifié et complété comme suit :

« Article 4, alinéa 1<sup>er</sup> :

Les immobilisations réévaluables doivent être soit la propriété de l'entreprise soit prises en contrat de location acquisition, et se trouver en exploitation à la date du 31 décembre 1988. »

### **Article 70**

L'alinéa 1<sup>er</sup> de l'article 6 de l'Ordonnance-loi n° 89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises est modifié comme suit :

« Article 6, alinéa 1<sup>er</sup> :

La constatation de l'écart de réévaluation doit rester sans influence sur le résultat imposable de l'entreprise. »

### **Article 71**

L'article 9 de l'Ordonnance-loi n°89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises est modifié et complété comme suit :

« Article 9 :

- 1°) L'écart de réévaluation des immobilisations amortissables doit être inscrit dans le compte « écart de réévaluation » figurant au passif du bilan dans les capitaux propres.
- 2°) Les amortissements des immobilisations réévaluées doivent être calculés et comptabilisés sur la base des valeurs réévaluées mais l'augmentation corrélative de chaque annuité d'amortissements ne doit pas entraîner de diminution du bénéfice comptable et du bénéfice fiscal. Cette neutralité est obtenue chaque année par une réintégration dans les bénéfices d'une fraction équivalente à l'augmentation corrélative de chaque annuité d'amortissements.
- 3°) En cas de cession d'un élément amortissable réévalué, la plus-value ou la moins-value est calculée par rapport à la nouvelle valeur comptable; mais le résultat comptable et le résultat fiscal ne doivent pas être modifiés car cette réduction de la plus-value ou augmentation de la moins-value doit être exactement compensée par la réintégration du solde de la plus-value de réévaluation se rapportant à l'immobilisation cédée.
- 4°) L'écart de réévaluation des éléments amortissables ne peut pas être incorporé au résultat de l'exercice de réévaluation, il n'est pas distribuable et il ne peut pas être utilisé à la compensation des pertes. Toutefois, il peut être incorporé en tout ou partie au capital. »

### **Article 72**

Les alinéas 2 et 3 de l'article 15 de l'Ordonnance-loi n° 89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises sont modifiés et complétés comme suit :

« Article 15, alinéas 2 et 3 :

Les amortissements pratiqués après la réévaluation doivent figurer au tableau des amortissements et aux notes annexes.

Ces tableaux doivent faire apparaître les reprises de l'exercice opérées sur l'écart de réévaluation des immobilisations amortissables tel que défini à l'article 9.1°. »

### **Article 73**

L'article 16 de l'Ordonnance-loi n° 89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises est modifié comme suit :

« Article 16 :

Toutes les entreprises procédant à la réévaluation doivent faire parvenir aux services des impôts, avant le 30 avril de chaque année, une déclaration spéciale des résultats de la réévaluation en plus de la déclaration des revenus réalisés au cours de l'exercice. »

### **Article 74**

L'article 20 de l'Ordonnance-loi n° 89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises est modifié et complété comme suit :

« Article 20 :

Les entreprises qui n'auront pas procédé aux opérations de réévaluation à la fin de l'exercice comptable et qui n'auront pas déposé la déclaration spéciale des résultats de réévaluation, seront passibles d'une astreinte fiscale de 100.000 Francs congolais par jour jusqu'à la régularisation de leur situation au regard des dispositions de la présente Ordonnance-loi. »

### **Article 75**

L'article 21 de l'Ordonnance-loi n° 89-017 du 18 février 1989 relative à la réévaluation de l'actif immobilisé des entreprises est modifié et complété comme suit :

« Article 21 :

Après réévaluation, le non-respect des dispositions de la présente Ordonnance-loi entraîne la réintégration de l'écart de réévaluation des immobilisations amortissables dans les bénéfices imposables au taux de droit commun. »

### **CHAPITRE III : DES MESURES RELATIVES AUX RECETTES NON FISCALES**

#### **Article 76**

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises dans les articles 45 à 55 de la Loi de finances n°21/029 du 31 décembre 2021 pour l'exercice 2022, sont d'application dans le cadre de la présente Loi.

Les mesures relatives aux recettes non fiscales reprises dans la présente Loi modifient et complètent, ipso facto, les dispositions correspondantes de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales et celles de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central.

#### **Article 77**

Le libellé de la taxe de « désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de navire, aéronef, train, véhicule d'occasion, friperie à l'importation et véhicule routier transfrontalier, reprise au numéro 07 du point X relative à la Santé publique de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir central, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit :

« Taxe de désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de navire, aéronef, train, véhicule d'occasion, friperie à l'importation, containers et véhicule routier transfrontalier ».

**Article 78**

Le fait générateur libellé « *torchage de l'air* » relatif aux taxes sur les installations classées de la catégorie I.a, reprises au numéro 03 du point XXVIII se rapportant au secteur de l'Environnement, de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit : « *torchage de gaz* »

**Article 79**

Le fait générateur libellé « *Affectation ou utilisation d'élément de la police* », de la taxe de gardiennage par la Police Nationale Congolaise (personne physique ou morale) reprise au point II.4 relatif à la Police Nationale Congolaise de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit : « *Affectation ou utilisation d'élément de la police pour la garde statique et/ou mobile* »

**Article 80**

Conformément aux dispositions des articles 12, 17, 20, 21 et 23 de la Loi n°004/002 du 15 mars 2004 portant organisation et fonctionnement des partis politiques, le libellé des droits d'enregistrement d'un parti ou regroupement politique repris au point 1 de l'annexe II.2 relative au Secrétariat Général/Partis Politiques ainsi que son fait générateur sont modifiés comme suit :

N°	LIBELLE	FAITS GENERATEURS
1	Droit sur le dépôt d'actes relatifs aux activités du parti ou regroupement politique	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Demande d'enregistrement d'un parti ou d'un regroupement politique ;</li> <li>- déclaration de patrimoine et des sources des revenus du parti,</li> <li>- autorisation de changement d'adresse du siège du parti politique,</li> <li>- changement de dénomination du parti ou du regroupement politique,</li> <li>- signalement du changement des membres de la direction du parti ou regroupement politique,</li> <li>- modification des statuts ou charte et règlement intérieur du parti ou regroupement politique,</li> <li>- dépôt de dossier contentieux.</li> </ul>

**Article 81**

Conformément à l'article 240 du Code Minier révisé, le fait générateur libellé « *Vente des produits miniers marchands* », correspondant à la redevance minière, reprise au numéro 11 du point XXIV relatif aux mines de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 portant fixation des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit : « *Sortie des produits marchands des installations ou usines* ».

**Article 82**

Il est ajouté à l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, telle que modifiée et complétée à ce jour, l'article 94 ter libellé comme suit :

« Article 94 ter :

Toute modification de l'adresse physique (siège social, siège d'exploitation, domicile ou résidence) ou toute cessation d'activités effectuée par toute personne physique ou morale, assujettie aux droits, taxes et/ou redevances générateurs des recettes non fiscales, doivent faire l'objet d'une communication auprès de l'Administration de recettes non fiscales dans le quinze (15) jours qui suivent l'action.

Le défaut de communication de ces éléments, dans le délai prévu à l'alinéa précédent est sanctionné d'une amende équivalant en Franc congolais de 1.000 USD, pour les personnes physiques, et 10.000 USD, pour les personnes morales. »

**Article 83**

Il est inséré dans l'Ordonnance-loi n°013/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, deux articles qui suivent :

- Article 112 bis : « le montant de l'excédent de gestion réalisé par un établissement est, conformément à l'article 35 de la loi n°11/011 du 13 juillet 2011 relative aux finances publiques, telle que modifiée et complétée à ce jour, intégralement versée au compte du Trésor public. Il résulte de la consolidation des charges et

produits d'exploitation de l'établissement public, constaté dans le procès-verbal du conseil d'administration à la fin de l'exercice comptable:

La loi de finances de chaque année prévoit à charge de l'établissement public, le montant à payer au Trésor public, au titre d'acompte, à valoir sur l'excédent de gestion. Ce montant, mensualisé, est payable au plus tard le 15 de chaque mois. Les modalités pratiques y afférentes sont arrêtées par la Commission mixte Secrétariat général du Portefeuille-Administration des recettes non fiscales.

Tout établissement public a l'obligation de transmettre au Secrétaire général du Portefeuille et à l'Administration des Recettes non fiscales, le procès-verbal de la réunion du conseil d'administration constatant l'excédent de gestion ou autre résultat en vue de permettre à ceux-ci d'exercer pleinement leurs prérogatives respectives, sous peine des astreintes prévues par la présente Ordonnance-loi.

Le solde de l'excédent de gestion dégagé après déduction des acomptes payés, est payable dans les 90 jours qui suivent la tenue de la réunion du Conseil d'Administration, visée à l'alinéa précédent. »

- Article 112 ter :

« Toutes les entreprises minières du Portefeuille de l'Etat et celles censées ou réputées avoir cédé à l'Etat les parts sociales ou actions, en vertu des dispositions des articles 71d, 80h et 104 de la Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code Minier, telle que modifiée et complétée à ce jour, sont tenues de verser à l'Etat les dividendes qui lui sont dues.

Exceptionnellement, l'Administration des recettes non fiscales dispose, en cette matière, du droit de rappel de 10 ans, hormis l'exercice en cours. »

#### **Article 84**

Conformément à la Loi n°20/017 du 25 novembre 2020 relative aux Télécommunications et aux Technologies de l'Information et de la Communication, le point XXII de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central est modifié et complété suivant le tableau repris à l'annexe XXII de la présente Loi.

**Article 85**

L'article 12 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 12 :

Les pénalités d'assiette se rapportant aux manquements énumérés à l'article précédent de la présente Ordonnance-loi sont calculées de la manière suivante :

- 25 % : des droits dus en cas de déclaration tardive ou de déclaration incomplète ;
- 50 % : des droits dus en cas de défaut de déclaration ;
- 75% : des droits dus en cas de fausse déclaration ;
- 100 % : des droits dus en cas de récidive. »

**Article 86**

L'article 93 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est modifié et complété comme suit :

- Il ne peut être procédé à un autre contrôle portant sur un même acte générateur au titre d'un exercice déjà contrôlé.
- Toutefois, cette disposition ne s'applique pas en cas de fraude, de contre-vérification, ou suite à une enquête destinée à établir la réalité des faits dénoncés, ou lorsque le contrôle a porté sur un droit, une taxe ou une redevance au titre d'une période inférieure à un exercice fiscal, ou s'est limité à une catégorie des droits, taxes et redevances auxquels l'assujetti est soumis.

**Article 87**

L'alinéa 2 de l'article 79 bis de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est modifié et complété comme suit :

« Article 79 bis, alinéa 2 :

Lorsqu'il a été révélé ou découvert l'existence de fraude affectant les recettes non fiscales, l'Administration des recettes non fiscales peut exercer son droit de contrôle ou de rappel sur un exercice déjà prescrit. Dans ce cas, elle dispose d'un délai d'un an à dater de la révélation ou découverte des faits frauduleux pour notifier des droits dus. »

### **Article 88**

L'alinéa 5 de l'article 48 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est modifié et complété comme suit :

« Si aucune décision n'est prise dans le délai visé à l'alinéa précédent ou si la décision rendue ne lui donne pas satisfaction, le redevable doit, sous peine de forclusion, porter l'affaire devant le tribunal de grande instance du Ressort dans un délai de 30 jours à partir de :

- Soit de la notification du Receveur des recettes non fiscales ;
- Soit de l'expiration du délai de 8 jours ouvrables prévu pour la prise de décision du Receveur des recettes non fiscales. »

### **Article 89**

Il est ajouté les alinéas 4 et 5 à l'article 40 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, libellés comme suit :

« Les droits enrôlés sont mis en recouvrement par l'avertissement extrait de rôle établi et notifié par le Receveur des recettes non fiscales à charge de l'assujetti concerné.

L'avertissement extrait de rôle a force exécutoire par la seule signature du Receveur des recettes non fiscales. »

### **Article 90**

L'alinéa 2 de l'article 55 de l'Ordonnance-loi 13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est modifié et complété comme suit :

« A ce sujet, une demande de payer peut être faite à tous tiers détenteurs des biens de l'assujetti qui, à défaut de satisfaire à ladite demande endéans huit (8) jours, sera poursuivi comme s'il était débiteur direct. Dans ce cas, il sera procédé directement à la saisie de ses biens meubles et/ou immeubles. »

### **Article 91**

Il est ajouté l'article 87 ter à l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, libellé comme suit :

« Lorsque le redevable a appliqué une disposition légale ou réglementaire selon l'interprétation que l'Administration des recettes non fiscales avait fait connaître par instructions ou circulaires ministérielles publiées et qu'elle n'avait pas rapportée à la date des opérations en cause, cette dernière ne peut poursuivre aucun redressement en soutenant une interprétation différente. »

### **Article 92**

Le libellé et les faits générateurs de la taxe reprise au numéro 4 du point XXVII relatif à l'Industrie de l'annexe de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour, sont modifiés et complétés comme suit :

- Libellé : «Taxe sur le transfert et/ou de paiement des royalties, le savoir-faire d'entreprise, le contrat d'assistance en matière de propriété industrielle et de transfert de technologie ».
- Faits générateurs : « Tout contrat à titre onéreux ou gratuit, signé en matière de propriété industrielle et de transfert de technologie, toute utilisation de la marque, logo, dessin ou modèle par le concessionnaire, et/ou émission des factures ou des mémoires (vente ou cession des droits de propriété industrielle, licence ou contrat de savoir-faire d'entreprise ou know-how, d'assistance technique, de franchise, d'accords de conseil, d'accords de co-entreprise, d'acquisition de matériel et de biens d'équipement, de projet clé en main...). »

**Article 93**

Il est ajouté l'alinéa 4 à l'article 75 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, libellé comme suit :

« Tout agent de l'Administration des recettes non fiscales revêtu de la qualité d'Officier de police judiciaire, est compétent pour constater des infractions en matière de recettes non fiscales, notamment celles relevant du secteur des finances. »

**Article 94**

L'article 86 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, est modifié et complété comme suit :

« Article 86 :

Au terme du contrôle, lorsqu'il a été constaté des irrégularités, les agents chargés de la mission de contrôle établissent et notifient à l'assujetti une feuille d'observations assortie de l'avis de redressement indiquant les faits et les motifs du redressement. Ils invitent ce dernier à fournir des observations motivées dans un délai de 20 (vingt) jours au maximum à compter de la date de réception de la feuille d'observations. Passé ce délai, les droits, taxes et redevances retenus à charge de l'assujetti sont immédiatement mis en recouvrement. »

**Article 95**

L'article 92 de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, est modifié et complété comme suit :

« Dans le cas de taxation d'office, lorsque l'assujetti conteste le redressement opéré par l'Administration des recettes non fiscales, la charge de la preuve lui incombe. »

**Article 96**

Le taux de la redevance annuelle sur la concession prévue à l'article 165 de la loi n°20/077 du 25 novembre 2020 relative aux télécommunications et aux technologies

de l'information et de la communication, et à l'annexe XXII de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevance du Pouvoir Central telle que modifiée et complétée à ce jour reste maintenu au taux de 3% du chiffre d'Affaires en vertu de la présente Loi.

La redevance annuelle visée à l'alinéa précédent est payable bimensuellement au plus tard le 15 du mois qui suit celui de la réalisation des revenus.

### **Article 97**

Il est inséré à l'annexe XVIII se rapportant au secteur du Portefeuille, de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central un droit repris au numéro 08, libellé comme suit :

- Quotité de 50% des pas de porte et/ou de rente dont bénéficient les entreprises du portefeuille de l'Etat ;
- Sont redevables légaux et tenus de verser au compte du Trésor public cette quotité, les sociétés minières issues des contrats et conventions miniers.

### **Article 98**

Le libellé du fait générateur des droits proportionnels sur les sociétés anonymes prévu à l'annexe IX relative aux Cours, Tribunaux et Parquets, de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central est modifié comme suit :

« Le fait générateur des droits proportionnels sur les sociétés anonymes est la libération effective du montant des actions lors de la création ou de l'augmentation du capital social ».

### **Article 99**

L'acte générateur intitulé « Frais de mesurage et de bornage de parcelle » prévu au point 05 de l'Annexe XXVIII relatif aux Affaires Foncières de l'Ordonnance-loi n°18/003 du 13 mars 2018 fixant la nomenclature des droits, taxes et redevances du Pouvoir Central, telle que modifiée et complétée à ce jour, est modifié et complété comme suit : « *Taxe de mesurage, de numérisation et de bornage de parcelle* ».

Le fait générateur de cette taxe est l'exécution des travaux de mesurage, de numérisation et de bornage de parcelle.

### **Article 100**

Le point d de l'article 1<sup>er</sup> de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales est modifié et complété comme suit :

« Astreinte : est une sanction pécuniaire infligée à :

- Toute entité concernée par les dispositions de l'article 2 de l'Acte Uniforme relatif au Droit Comptable et à l'Information Financière n'ayant pas déposé, dans le délai légal, les états financiers ou tableaux de synthèse au Conseil Permanent de la Comptabilité au Congo ;
- Toute société commerciale dans laquelle l'Etat détient une participation n'ayant pas déposé dans le délai de quinze (15) jours, les procès-verbaux des assemblées générales ordinaires, des conseils d'administration ou, le cas échéant, des ordonnances portant prolongation de la tenue des assemblées générales ordinaires ou de paiement des dividendes auprès de l'Administration des recettes non fiscales ;
- Tout tiers-détenteur saisi par le Receveur des recettes non fiscales, n'ayant pas informé ce dernier, par écrit, dans le délai maximum de soixante-douze (72) heures de la réception de la demande, de la situation de fonds ou du patrimoine du redevable qu'il détient ».

### **Article 101**

Il est inséré à l'article 1<sup>er</sup> point b de l'Ordonnance-loi n°13/003 du 23 février 2013 portant réforme des procédures relatives à l'assiette, au contrôle et aux modalités de recouvrement des recettes non fiscales, un deuxième alinéa libellé comme suit :

« Elle est également chargée de la gestion exclusive des imprimés de valeur et administratifs dont la délivrance est subordonnée au paiement des droits, taxes et redevances. A cet effet, elle initie et assure en collaboration avec les services d'assiette, la commande de ces imprimés ».

## TROISIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX DEPENSES DU BUDGET GENERAL

### TITRE I : DE LA CONFIGURATION DES DEPENSES DU BUDGET GENERAL

#### Article 102

Les dépenses du Budget général de l'exercice 2023 sont arrêtées à **30.299.631.685.019 FC** (*trente mille deux cent quatre-vingt-dix-neuf milliards six cent trente et un millions six cent quatre-vingt-cinq mille dix-neuf Francs Congolais*).

Elles sont constituées des dépenses courantes et des dépenses en capital.

Les dépenses courantes sont composées des titres ci-après :

- Dette publique en capital arrêtée à **1.006.872.707.493 FC** (*mille six milliards huit cent soixante-douze millions sept cent sept mille quatre cent quatre-vingt-treize Francs Congolais*).
- Frais financiers évalués à **630.649.795.606 FC** (*six cent trente milliards six cent quarante-neuf millions sept cent quatre-vingt-quinze mille six cent six Francs Congolais*).
- Dépenses de personnel chiffrées à **7.673.723.678.800 FC** (*sept mille six cent soixante-treize milliards sept cent vingt-trois millions six cent soixante-dix-huit mille huit cent Francs Congolais*).
- Biens et matériels se chiffrent à **369.465.805.251 FC** (*trois cent quatre-vingt-neuf milliards quatre cent soixante-cinq millions huit cent cinq mille deux cent cinquante-et-un Franc Congolais*).
- Dépenses de prestation arrêtées à **1.564.638.068.802 FC** (*mille cinq cent soixante-quatre milliards six cent trente-huit millions soixante-huit mille huit cent deux Francs Congolais*).

- Transferts et interventions de l'Etat évalués à **7.414.115.697.125 FC** (**sept mille quatre cent quatorze milliards cent quinze millions six cent quatre-vingt-dix-sept mille cent vingt-cinq Francs Congolais**).

Les dépenses courantes sont réparties conformément aux états figurant aux annexes III, IV, V, VI, VII, et VIII.

Les dépenses en capital sont essentiellement constituées des titres 7 et 8 repartis de la manière suivante :

- Equipements fixées à **6.867.071.772.858 FC** (**six mille huit cent soixante-sept milliards soixante-onze millions sept cent soixante-douze mille huit cent cinquante-huit Francs Congolais**).
- Construction, réfection, réhabilitation, addition d'ouvrage et édifice, acquisition immobilière fixées à **4.753.094.159.085 FC** (**quatre mille sept-cent-cinquante-trois milliards quatre-vingt-quatorze millions cent cinquante-neuf mille quatre-vingt-cinq Francs Congolais**).

La répartition de ces dépenses est indiquée dans les états figurant aux annexes IX et X.

## **TITRE II : DES MESURES RELATIVES AUX DEPENSES**

### **Article 103**

Le Ministre ayant les finances dans ses attributions est, en vue de préserver l'équilibre du budget du Pouvoir Central de l'exercice 2023, autorisé à lever des fonds au titre des bons et obligations du trésor, dans le respect des critères de soutenabilité budgétaire fixés à l'article 15 de la Loi relative aux finances publiques.

### **Article 104**

Les dépenses de personnel relatives aux rémunérations des fonctionnaires et agents de l'Etat, civils et militaires, sont évaluées et exécutées conformément aux barèmes approuvés par le Ministre ayant le budget dans ses attributions, suivant les équivalences établies pour l'ensemble du pays.

Les rémunérations des secteurs transférés aux Provinces sont comprises dans l'enveloppe des rémunérations reprise dans la présente Loi.

### **Article 105**

Un montant de **410.454.441.058 FC** (quatre cent dix milliards quatre cent cinquante-quatre millions quatre cent quarante-et-un mille cinquante-huit Francs Congolais) est inscrit dans le budget 2023 au titre d'investissement public sur les fonds d'allocations de Droits de Tirages Spéciaux (DTS).

Les projets d'investissement sur financement de l'allocation de DTS concernent les secteurs sociaux et porteurs de croissance repris à l'annexe XVIII.

### **Article 106**

Un montant de **891.690.438.506 FC** (huit cent quatre-vingt-onze milliards six cent quatre-vingt-dix millions quatre cent trente-huit mille cinq cent six Franc Congolais) est inscrit dans le budget 2023 sous la rubrique budgétaire « Investissements PDL de 145 territoires ». Ces investissements tels que détaillés et repartis conformément aux états figurants aux annexes XIX de la présente Loi seront mis en exécution suivant les modalités à définir par la Circulaire portant exécution du Budget

2023.

## QUATRIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS SPECIFIQUES AUX BUDGETS ANNEXES ET AUX COMPTES SPECIAUX

### Article 107

Les recettes des budgets annexes, de même que leurs dépenses, sont évaluées à **541.914.354.612 FC** (*cing cent quarante-et-un milliards neuf cent quatorze millions trois cent cinquante-quatre mille six cent douze Francs congolais*).

Elles sont constituées des recettes issues des différents actes générateurs des recettes des universités et instituts supérieurs ainsi que des hôpitaux généraux de référence répertoriés à ce jour, tels que repris dans l'état figurant à l'annexe XIII de la présente Loi.

### Article 108

Les recettes des comptes spéciaux sont arrêtées, en équilibre avec les dépenses correspondantes, à **1.615.236.769.759 FC** (*mille six cent quinze milliards deux cent trente-six millions sept cent soixante-neuf mille sept cent cinquante-neuf Francs congolais*).

Elles concernent les comptes d'affectation spéciale repris à l'état figurant à l'annexe XIV de la présente Loi.

## CINQUIEME PARTIE : DES DISPOSITIONS FINALES

### Article 109

La perception des impôts, droits, taxes, redevances et autres revenus du Pouvoir Central s'effectue conformément aux textes en vigueur et aux différentes modifications apportées par la présente Loi.

### Article 110

En attendant la mise en place des procédures et des modalités d'application des dispositions de la Loi relative aux finances publiques et du Règlement général sur la comptabilité publique relatives à la fonction d'ordonnateur, le Ministre ayant le budget dans ses attributions ou son délégué liquide, par un visa préalable, toute

dépense engagée et jugée régulière, tandis que le Ministre ayant les finances dans ses attributions ou son délégué en assure l'ordonnancement.

### **Article 111**

Pour un suivi efficient de l'exécution du Budget et une meilleure appréciation du plan d'engagement et du plan de trésorerie, le Ministre ayant les finances dans ses attributions transmet journallement au Ministre ayant le budget dans ses attributions, la situation des encaissements et des décaissements du Compte général et des sous comptes du Trésor public.

### **Article 112**

Les annexes I, II, III, IV, V, VI, VII, VIII, IX, X, XI, XII, XIII, XIV, XV, XVI, XVII, XVIII, XIX, XX, XXI et XXII font partie intégrante de la présente Loi.

### **Article 113**

Toutes les dispositions antérieures contraires à la présente Loi sont abrogées.

### **Article 114**

La présente Loi entre en vigueur le 1<sup>er</sup> janvier 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

Pour copie certifiée conforme à l'original

Le 28 décembre 2022

**Le cabinet du Prédident de la République**

**Guylain NYEMBO MBWIZYA**

Directeur de Cabinet



# **ANNEXES**

## ANNEXE I : SYNTHÈSE DU BUDGET 2023

N°	RECETTES	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
A	BUDGET GENERAL	20 408 330 686 833	30 299 631 685 019
1	RECETTES INTERNES	14 755 887 850 062	22 786 473 012 183
2	RECETTES EXTERIEURES	5 652 442 836 771	7 513 158 672 836
B	BUDGETS ANNEXES	409 966 145 608	541 914 354 613
C	COMPTES SPECIAUX	1 434 712 561 829	1 615 236 769 759
	<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>22 253 009 394 270</b>	<b>32 456 782 809 392</b>
N°	DEPENSES	BUDGET 2022	PROJET DE LOI 2023
		(EN FC)	(EN FC)
A	BUDGET GENERAL	20 408 330 686 833	30 299 631 685 019
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	955 801 562 979	1 006 872 707 493
2	FRAIS FINANCIERS	261 435 094 933	630 649 795 606
3	DEPENSES DE PERSONNEL	6 313 784 267 000	7 673 723 678 800
4	BIENS ET MATERIELS	321 488 692 028	389 465 805 251
5	DEPENSES DE PRESTATIONS	790 951 697 640	1 564 638 068 802
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	4 510 504 456 759	7 414 115 697 125
7	EQUIPEMENTS	3 818 992 948 795	6 867 071 772 858
8	CONSTRUCTIONS, REFECTIONS, REHABILITATIONS	3 435 371 966 698	4 753 094 159 084
B	BUDGETS ANNEXES	409 966 145 608	541 914 354 613
C	COMPTES SPECIAUX	1 434 712 561 829	1 615 236 769 759
	<b>DEPENSES TOTALES</b>	<b>22 253 009 394 270</b>	<b>32 456 782 809 392</b>
	<b>SOLDE</b>	<b>0</b>	<b>0</b>

0001071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.  
 Pour copie certifiée conforme à l'original.  
 Le 28 décembre 2022  
 Le Cabinet du Président de la République  
 Guylain NYEMBO MBWIZYA  
 Directeur de Cabinet

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022  
 Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



ANNEXE II : SYNTHESE DES RECETTES DU BUDGET GENERAL

N°	RECETTES	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
<b>A</b>	<b>RECETTES INTERNES</b>	<b>14 755 887 850 062</b>	<b>22 786 473 012 183</b>
<b>I</b>	<b>RECETTES COURANTES</b>	<b>14 755 887 850 062</b>	<b>22 486 473 012 183</b>
1.1.	Recettes des Douanes et Accises	4 565 868 327 074	4 949 459 787 207
1.2.	Recettes des Impôts	7 130 987 873 447	13 389 594 177 109
1.3.	Recettes non Fiscales	2 664 076 529 740	3 532 004 267 020
1.3.1.	DGRAD	2 664 076 529 740	3 532 004 267 020
1.3.2.	AUTRES		
1.4.	Recettes de Pétroliers Producteurs	394 955 119 801	615 414 780 847
1.4.1.	DGI	124 009 876 833	197 310 786 995
1.4.2.	DGRAD	270 945 242 968	418 103 993 852
<b>II</b>	<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>0</b>	<b>300 000 000 000</b>
2.1.	Dons et legs intérieurs courants		
2.2.	Dons et legs intérieurs projets		
2.3.	Remboursements prêts et avances		
2.4.	Produits des emprunts intérieurs	0	300 000 000 000
<b>B</b>	<b>RECETTES EXTERIEURES</b>	<b>5 652 442 836 771</b>	<b>7 513 158 672 836</b>
<b>I</b>	<b>Recettes Extérieures d'Appuis Budgétaires</b>	<b>2 878 115 000 000</b>	<b>2 553 783 542 310</b>
1.1.	Emprunt Programme	688 983 120 000	1 104 838 039 031
1.2.	Dons Budgétaires	624 755 880 000	1 038 491 062 221
1.3.	Allocations DTS	1 564 376 000 000	410 454 441 058
<b>II</b>	<b>Recettes Extérieures de Financement des Investissements</b>	<b>2 774 327 836 771</b>	<b>4 959 375 130 526</b>
2.1.	Dons Projets	1 759 009 557 332	1 032 445 667 390
2.2.	Emprunts Projets	1 015 318 279 439	3 926 929 463 136
	<b>RECETTES TOTALES</b>	<b>20 408 330 686 833</b>	<b>30 299 631 685 019</b>

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



**ANNEXE III : DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL**

CODE	NATURE	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
1	DETTE PUBLIQUE EN CAPITAL	955 801 562 979	1 006 872 707 493
11	Dette intérieure	302 627 575 170	318 498 059 009
12	Dette extérieure	653 173 987 809	688 374 648 484

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original

Le 28 décembre 2022

Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA

Directeur de Cabinet



**ANNEXE IV : FRAIS FINANCIERS**

CODE	NATURE	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
2	FRAIS FINANCIERS	261 435 094 933	630 649 795 606
21	Intérêts sur la dette intérieure	187 110 668 178	449 938 377 779
22	Intérêts sur la dette extérieure	74 324 426 755	180 711 417 827

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022  
Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022  
Le Cabinet du Président de la République  
**Guylain NYEMBO MBWIZYA**  
Directeur de Cabinet



**ANNEXE V : DEPENSES DE PERSONNEL**

CODE	NATURE	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
3	DEPENSES DE PERSONNEL	6 313 784 267 000	7 673 723 678 800
31	Traitement de base du personnel	4 024 553 576 507	4 524 811 823 320
32	Dépenses accessoires de personnel	2 289 230 690 493	3 148 911 855 480

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022

**Le Cabinet du Président de la République**

**Guylain NYEMBO MBWIZYA**  
Directeur de Cabinet



**ANNEXE VI : BIENS ET MATERIELS**

CODE	NATURE	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
4	BIENS ET MATERIELS	321 488 692 028	389 465 805 251
41	Fournitures et petits matériels	254 997 297 509	311 291 396 857
42	Matériaux de Construction, de Quincaillerie et Pièces de rechange pour équipements	15 108 293 852	16 593 796 030
44	Produits chimiques, fournitures énergétiques et semences	24 444 028 592	27 163 108 005
45	Matériels textiles et héraldiques	26 939 072 076	34 417 504 360

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

Pour copie certifiée conforme à l'original

Le 28 décembre 2022

**Le Cabinet du Président de la République**

**Guylain NYEMBO MBWIZYA**

*Directeur de Cabinet*



**ANNEXE VII : DEPENSES DE PRESTATIONS**

CODE	NATURE	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
<b>5</b>	<b>DEPENSES DE PRESTATIONS</b>	<b>790 951 697 640</b>	<b>1 564 638 068 802</b>
51	Dépenses de Base	112 534 060 998	108 686 838 939
52	Publicité, Impression, Reproduction, Reliure et Conservation.	38 586 974 926	51 749 159 034
53	Dépenses de Transport	71 896 231 749	85 217 722 588
54	Location Immobilière, d'équipements et de matériel	19 511 511 315	21 263 801 589
55	Entretien et réparations de matériel et d'équipement	31 815 274 573	34 107 339 510
56	Soins vétérinaires et de protection de l'environnement	484 034 517	538 568 582
57	Entretien, décoration et réparation d'ouvrages et d'édifices	5 013 243 431	6 811 130 925
58	Autres Services	511 110 366 132	1 256 263 507 636

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022  
**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

Pour copie certifiée conforme à l'original  
 Le 28 décembre 2022  
**Le Cabinet du Président de la République**  
**Guylain NYEMBO MSWIZYA**  
*Directeur de Cabinet*



**ANNEXE VIII : TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT**

CODE	NATURE	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
6	TRANSFERTS ET INTERVENTIONS DE L'ETAT	4 510 504 456 759	7 414 115 697 125
61	Subventions	76 142 932 158	523 289 872 536
62	Transferts	1 367 438 910 697	2 065 570 095 872
63	Interventions de l'Etat	2 920 803 833 106	4 474 333 420 632
64	Prestations sociales	146 118 780 798	350 922 308 084

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022  
**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

Pour copie certifiée conforme à l'original  
 Le 28 décembre 2022

**Le Cabinet du Président de la République**

**Guylain NYEMBO MBWIZYA**  
 Directeur de Cabinet



**ANNEXE IX : EQUIPEMENTS**

CODE	NATURE	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
7	EQUIPEMENTS	3 818 992 948 795	6 867 071 772 858
71	Equipements et Mobiliers	84 561 189 309	187 129 282 520
72	Equipement de Santé	79 661 662 213	228 561 992 714
73	Equipements éducatif, culturel et sportif	201 475 329 709	97 411 225 571
74	Equipements agro-sylvo pastoraux et industriels	444 780 069 134	799 853 867 940
75	Equipements de construction et de transport	319 983 489 469	312 277 753 157
76	Equipements de Communication	5 688 566 519	7 171 273 196
77	Equipements militaires	315 168 718 222	153 133 227 699
78	Equipements divers	2 367 673 924 220	5 081 533 150 060

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022  
Le Cabinet du Président de la République

**Guylain NYEMBO MBWIZYA**  
Directeur de Cabinet



**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

**ANNEXE X : CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES,  
ACQUISITION IMMOBILIERE**

CODE	NATURE	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
8	CONSTRUCTION, REFECTION, REHABILITATION, ADDITION D'OUVRAGES ET D'EDIFICES, ACQUISITION IMMOBILIERE	3 435 371 966 698	4 753 094 159 084
81	Acquisition de terrains	0	6 749 953 260
81	Acquisition de bâtiments	20 110 733 566	11 919 060 707
81	Acquisition des Immobilisations financières	16 314 252 488	0
82	Construction d'ouvrages et d'édifices	1 756 417 506 238	3 098 025 694 932
83	Réhabilitation, réfection et addition d'ouvrages et édifices	1 642 529 474 406	1 636 399 450 186

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022  
Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



## ANNEXE XI: REPARTITION DES RECETTES A CARACTERE NATIONAL DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	PROVINCE	TRANSFERT 40%			
		2022	TAUX (%)	2023	TAUX (%)
1	BAS UELE	85 496 230 634	2,10	149 575 426 964	2,10
2	EQUATEUR	83 460 606 096	2,05	146 014 107 276	2,05
3	HAUT KATANGA	413 638 906 310	10,16	723 660 160 935	10,16
4	HAUT LOMAMI	140 458 093 186	3,45	245 731 058 586	3,45
5	HAUT UELE	91 195 979 344	2,24	159 547 122 097	2,24
6	ITURI	103 409 726 578	2,54	180 915 040 235	2,54
7	KASAI	113 994 974 181	2,80	199 433 902 622	2,80
8	KASAI ORIENTAL	92 417 354 067	2,27	161 683 913 909	2,27
9	KONGO CENTRAL	334 249 549 291	8,21	584 768 693 038	8,21
10	KWANGO	130 279 970 492	3,20	227 924 460 138	3,20
11	KWILU	138 829 593 555	3,41	242 882 002 834	3,41
12	LOMAMI	89 974 604 620	2,21	157 410 330 282	2,21
13	LUALABA	168 956 836 731	4,15	295 589 534 240	4,15
14	KASAI CENTRAL	115 216 348 903	2,83	201 570 694 434	2,83
15	MAI NDOMBE	131 094 220 307	3,22	229 348 988 014	3,22
16	MANIEMA	131 094 220 307	3,22	229 348 988 014	3,22
17	MONGALA	85 496 230 634	2,10	149 575 426 964	2,10
18	NORD KIVU	208 855 077 694	5,13	365 391 400 157	5,13
19	NORD UBANGI	87 938 980 082	2,16	153 849 010 594	2,16
20	SANKURU	90 381 729 529	2,22	158 122 594 221	2,22
21	SUD KIVU	195 419 955 558	4,80	341 886 689 893	4,80
22	SUD UBANGI	85 903 355 543	2,11	150 287 690 903	2,11
23	TANGANYIKA	153 486 090 235	3,77	268 523 504 599	3,77
24	TSHOPO	117 659 098 349	2,89	205 844 278 061	2,89
25	TSHUAPA	81 017 856 649	1,99	141 740 523 648	1,99
26	KINSHASA	601 323 488 798	14,77	1 052 013 836 319	14,77
	TOTAL	4 071 249 077 675	100,00	7 122 639 378 979	100,00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa le 28 décembre 2022

Félix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022  
Le Cabinet du Président de la République  
**Guylain NYEMBO MBWIZYA**  
Directeur de Cabinet



## ANNEXE XII: REPARTITION DES FONDS DE PEREQUATION DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	PROVINCE	BUDGET 2022				BUDGET 2023			
		ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)	ENVELOPPE DE 40%	TAUX (%)	FONDS DE PEREQUATION	TAUX (%)
1	BAS UELE	85 906 230 634	2,10	27 432 674 454	5,39	149 575 426 964	2,10	95 986 781 259	5,39
2	EQUATEUR	83 460 606 086	2,05	28 101 764 374	5,52	146 014 107 276	2,05	98 327 922 264	5,52
3	HAUT KATANGA	413 638 906 310	10,16	5 670 139 405	1,11	723 660 160 936	10,16	19 839 787 465	1,11
4	HAUT LOMAMI	140 468 093 166	3,45	16 698 146 667	3,28	245 731 056 586	3,45	58 426 736 418	3,28
5	HAUT UELE	91 185 979 344	2,24	25 718 132 300	5,05	159 547 122 087	2,24	89 987 607 429	5,05
6	ITURI	103 409 726 578	2,54	22 080 557 619	4,48	180 915 040 235	2,54	79 359 149 859	4,48
7	KASAI	113 994 974 181	2,80	20 574 505 640	4,04	199 433 902 622	2,80	71 990 085 943	4,04
8	KASAI ORIENTAL	92 417 354 067	2,27	25 378 245 089	4,99	151 683 913 909	2,27	88 798 343 896	4,99
9	KONGO CENTRAL	334 249 549 291	8,21	7 016 883 843	1,38	594 768 893 038	8,21	24 552 039 055	1,38
10	KWANGO	130 279 970 492	3,20	18 002 682 610	3,54	227 924 460 138	3,20	62 991 325 200	3,54
11	KWILU	138 829 593 555	3,41	16 894 022 391	3,45	242 882 002 834	3,41	59 112 094 030	3,45
12	LOMAMI	89 974 604 620	2,21	26 067 247 218	5,12	157 410 330 282	2,21	91 209 158 662	5,12
13	LUAI ABA	168 956 838 731	4,15	13 881 594 302	2,73	295 559 534 240	4,15	48 571 624 251	2,73
14	KASAI CENTRAL	115 216 348 903	2,63	20 356 401 538	4,00	201 570 894 424	2,63	71 226 940 156	4,00
15	MAI NDOMBE	131 094 220 307	3,22	17 890 874 644	3,52	229 348 988 014	3,22	62 600 074 733	3,52
16	MANIEMA	131 094 220 307	3,22	17 890 874 644	3,52	229 348 988 014	3,22	62 600 074 733	3,52
17	MOINGALA	85 496 230 634	2,10	27 432 674 454	5,39	149 575 426 964	2,10	95 986 781 259	5,39
18	NORD KIVU	208 855 077 634	5,13	11 229 749 776	2,21	365 391 400 157	5,13	39 292 834 433	2,21
19	NORD UBANGI	87 938 980 082	2,16	26 670 655 718	5,24	153 649 010 594	2,16	93 320 481 778	5,24
20	SANKURU	90 381 729 529	2,22	25 949 827 185	5,10	158 122 594 221	2,22	90 796 306 595	5,10
21	SUD KIVU	195 419 955 558	4,80	12 001 746 094	2,36	341 886 689 893	4,80	41 994 216 538	2,36
22	SUD UBANGI	85 903 355 543	2,11	27 302 651 776	5,36	150 287 690 903	2,11	95 531 897 603	5,36
23	TANGANYIKA	153 486 090 235	3,77	15 280 600 093	3,00	258 523 504 599	3,77	53 467 437 836	3,00
24	TSHOPO	117 659 098 349	2,89	19 933 777 285	3,92	205 844 278 051	2,89	69 748 180 153	3,92
25	TSHUAPA	81 017 856 649	1,99	28 949 653 443	5,69	141 740 523 648	1,99	101 292 583 237	5,69
26	KINSHASA	601 323 488 798	14,77	3 900 360 254	0,77	1 052 013 836 319	14,77	13 647 409 658	0,77
	TOTAL	4 071 249 077 675	100,00	508 906 134 799	100,00	7 122 639 378 979	100,00	1 780 659 844 745	100,00

Vu pour être annexé à la Loi relative au budget de l'exercice 2023, le 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022 à Kinshasa  
Le Cabinet du Président de la République

Fait à Kinshasa le 28 décembre 2022  
Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



Sylvain NYEMBO NYEMBO  
Directeur de Cabinet

## ANNEXE XIII: SYNTHÈSES DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	LIBELLE	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
	<b>RECETTES ATTENDUES</b>	<b>409 966 145 608</b>	<b>541 914 354 613</b>
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	314 139 018 869	275 489 657 704
2	SANTE PUBLIQUE	95 827 126 739	266 424 696 909
	<b>DEPENSES ATTENDUES</b>	<b>409 966 145 608</b>	<b>541 914 354 613</b>
1	ENSEIGNEMENT SUPERIEUR ET UNIVERSITAIRE	314 139 018 869	275 489 657 704
2	SANTE PUBLIQUE	95 827 126 739	266 424 696 909
	<b>SOLDE</b>	.	.

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022  
Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



## ANNEXE XIV: SYNTHES DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	LIBELLE	BUDGET 2022	BUDGET 2023
		(EN FC)	(EN FC)
	<b>RECETTES ATTENDUES</b>	<b>1 434 712 561 829</b>	<b>1 615 236 769 759</b>
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	256 008 366 928	260 169 539 824
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	744 702 233 250	832 756 255 525
3	REGIES DE VOIES AERIENNES	39 967 694 129	59 064 614 273
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL	9 162 191 576	26 010 761 950
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	15 854 080 679	10 103 865 951
6	FONDS DE CONTREPARTIE		18 187 521 229
7	FONDS FORESTIER NATIONAL	13 387 225 963	17 520 361 612
8	CADASTRE MINIER	30 247 038 463	30 336 212 052
9	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME	19 291 499 774	56 997 850 000
10	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	306 092 231 067	304 089 787 343
	<b>DEPENSES ATTENDUES</b>	<b>1 434 712 561 829</b>	<b>1 615 236 769 759</b>
1	FONDS NATIONAL D'ENTRETIEN ROUTIER	256 008 366 928	260 169 539 824
2	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE	744 702 233 250	832 756 255 525
3	REGIES DE VOIES AERIENNES	39 967 694 129	59 064 614 273
4	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION NATIONAL	9 162 191 576	26 010 761 950
5	FONDS DE PROMOTION CULTUREL	15 854 080 679	10 103 865 951
6	FONDS DE CONTREPARTIE		18 187 521 229
7	FONDS FORESTIER NATIONAL	13 387 225 963	17 520 361 612
8	CADASTRE MINIER	30 247 038 463	30 336 212 052
9	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME	19 291 499 774	56 997 850 000
10	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES	306 092 231 067	304 089 787 343
	<b>SOLDE</b>		

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022  
Le Cabinet du Président de la République

**Guylain NYEMBO MBWIZYA**  
Directeur de Cabinet



Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022  
**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO**

**ANNEXE XV : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'IMPORTATION**

*Suite*

<b>A) Taux de 5% Position tarifaire</b>	
1. Vanille en poudre	
2. Farine de fèves de soja	0905.20.00
3. Glucose et sirop utilisés dans l'industrie Pharmaceutique	1208.10.00
4. Poudre de cacao, sans addition de sucre ou d'autres édulcorants	1702.30.10
5. Dolomie non calcinée ni frittée, dite « crue »	1805.00.00
6. Chaux vive	2518.20.00
7. Autres préparations tensio-actives des types utilisées comme intrants par l'industrie locale	2522.10.00
8. Plaques, feuilles, bandes rubans, pellicules et autres formes plates, auto-adhésifs, en matières plastiques, même en rouleaux d'une largeur n'excédant pas 20 cm, des types utilisés par l'industrie locale pour la fabrication des collants (scotches)	3402.90.11
9. Papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crêpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, colorés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles des types utilisés pour la fabrication des papiers hygiéniques	4803.10.00
10. Boîtes et caisses en papier ou carton ondulé	4819.10.00
11. Autres accessoires de tuyauterie (raccords, coudes, manchons, par exemples) en fonte, fer ou acier	7307.99.00
12. Autres feuilles et bandes minces en aluminium (même imprimées ou fixées sur papier, carton, matières plastiques ou supports similaires) d'une épaisseur n'excédant pas 0,2 mm (support non compris)	7607.19.00
<b>B) Taux de 10% Position tarifaire</b>	
1. Huile de palme brute	
2. Pâtes alimentaires non cuites ni farcies ni autrement préparées, contenant des œufs	1511.10.00
3. Autres pâtes alimentaires, non cuites ni farcies	1902.11.00
4. Autres ciments Portland	1902.19.00
5. Dentifrices	2523.29.00
6. Ebauches de bouteilles	3306.10.00
7. Autres pneumatiques des types utilisés pour les voitures de tourisme (y compris les voitures du type break et les voitures de course) autres ceux qu'à base de caoutchouc neufs	3923.30.10
8. Autres pneumatiques des types utilisés pour motocycles base de caoutchouc synthétique	4011.10.99
9. autres pneumatiques des types utilisés pour motocycles autres que ceux à base de caoutchouc	4011.40.11
10. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 à base de caoutchouc synthétiques	4011.40.19
11. Autres pneumatiques des types utilisés pour les chariots tracteurs du n°87.09 autres que ceux à base de caoutchouc	4011.99.91
12. Pneumatiques rechapés ou usagés des types utilisés pour les voitures de types tourisme (y compris les voitures du types « break » et les voitures de course)	4011.99.99
13. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés Pour autobus ou camions	4012.11.00
14. Pneumatiques rechapés ou usages des types utilisés pour véhicules aériens	4012.12.00
15. Autres pneumatiques rechapés ou usagés	4012.13.00
16. Autres pneumatiques usagés	4012.19.00
17. Autres (bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et "flaps"), en caoutchouc.	4012.20.00
18. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'une épaisseur de 0,25 mm ou plus, étamés	4012.90.00
19. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'une épaisseur inférieure de 0,25 mm ou plus, étamés	7210.11.00
20. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu plombé y compris le fer tendre	7210.12.00
21. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu zingué électriquement	7210.20.00
22. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu autrement zingué, ondulé	7210.30.00
23. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu autrement zingué	7210.41.00
24. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqués revêtu d'oxyde de chrome ou de chrome et oxyde de chrome	7210.49.00
25. Produits laminés plats en fer ou en acier non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqué ou revêtu d'alliage d'aluminium et de zinc, ondulé	7210.50.00
26. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, revêtus d'alliage d'aluminium et de zinc	7210.61.10
27. Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, Revêtus d'alliage d'aluminium et de zinc	7210.61.90
28. Produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur de 600 mm ou plus, plaqués ou revêtus, peints, vernis ou revêtus de matières plastiques	7210.69.00
29. Autres produits laminés plats en fer ou en aciers non alliés d'une largeur de 600 mm ou plus plaqués ou revêtus	7210.70.00
30. Serviettes hygiéniques	7210.90.00
	9619.00.10

Suite

C). Taux de 20% Position tarifaire	
1. Viandes des animaux de l'espèce bovine, fraîches, réfrigérées ou congelées	02.01
2. Viandes des animaux de l'espèce bovine, congelées	02.02
3. Viandes des animaux de l'espèce porcine, fraîches, Réfrigérées ou congelées	02.03
4. Viandes des animaux des espèces ovine ou caprine fraîches, réfrigérées ou congelées	02.04
5. Œufs de volailles de l'espèce	0407.21.00
6. Autres papiers des types utilisés pour papiers de toilette, pour serviettes à démaquiller, pour essuie-mains, pour serviettes ou pour papiers similaires à usages domestiques, d'hygiène ou de toilette, ouate de cellulose et nappes de fibres de cellulose, même crêpés, plissés, gaufrés, estampés, perforés, colorés en surface, décorés en surface ou imprimés, en rouleaux ou en feuilles.	4803.00.90
7. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus, d'une épaisseur de 4,75 mm ou plus.	7211.14.00
8. Autres produits laminés plats, en fer ou en aciers non alliés, d'une largeur inférieure à 600 mm, non plaqués ni revêtus d'une épaisseur inférieure à 4,75mm	7211.19.10
9. Barres en fer ou en aciers non alliés, simplement forgées, laminées ou filées à chaud ainsi que celles ayant subi une torsion après laminage Comportant des indentations, bourrelets, creux ou reliefs obtenus au cours du laminage ou ayant subi une torsion après laminage	7214.20.00
10. Profilés en L	7216.21.00

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022  
Le Cabinet du Président de la République

**Guylain NYEMBO MBWIZYA**  
Directeur de Cabinet



Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022

**Félix-Antoine TSHISEKEDI TSH**

## ANNEXE XVI : PRODUITS SOUMIS AUX DROITS DE DOUANE A L'EXPORTATION

55) 09.01	Café, même torréfié ou décaféiné; coques et pellicules de café; succédanés du café contenant du café, quelles que soient les proportions du mélange.			
	- Café non torréfié :			
	-Non décaféiné :			
	--- café vert Robusta, en fèves :			
11.11	---- W/S (Washed Supérieur)	kg	exempt	0%
11.12	---- N/S (Natural Supérieur)	kg	exempt	0%
11.13	---- W/M (Washed Moyen)	kg	exempt	0%
11.14	---- N/M (Natural Moyen)	kg	exempt	0%
11.15	---- W/I (Washed Inférieur)	kg	exempt	0%
11.16	---- N/I (Natural Inférieur)	kg	exempt	0%
11.17	---- C/M (Courant Moyen)	kg	exempt	0%
11.18	---- C/I (Courant Inférieur)	kg	exempt	0%
11.20	--- déchets et brisures de café vert Robusta	kg	exempt	0%
	--- café vert Arabica, en fèves :			
11.31	---- K9 (Kivu 9)	kg	exempt	0%
11.32	---- K3 (Kivu 3)	kg	exempt	0%
11.33	---- K4 (Kivu 4)	kg	exempt	0%
11.34	---- K5 (Kivu 5)	kg	exempt	0%
11.35	---- K6 (Kivu 6)	kg	exempt	0%
11.36	---- K7 (Kivu 7)	kg	exempt	0%
11.37	---- K8 (Kivu 8)	kg	exempt	0%
11.40	--- déchets et brisures de café vert Arabica	kg	exempt	0%
56) 22.01	Eaux, y compris les eaux minérales naturelles ou artificielles et les eaux gazéifiées, non additionnées de sucre ou d'autres édulcorants ni aromatisées ; glace et neige			
10.00	- Eaux minérales et eaux gazéifiées	l	exempt	0%
	- Autres :			
90.10	-- autres eaux conditionnées pour la table	l	exempt	0%
90.20	-- glace et neige	l	exempt	0%
	-- autres, y compris l'eau douce :			
90.91	--- eau douce	l	5%	0%
90.99	--- autres	l	exempt	0%
57) 26.02	Minerais de manganèse et leurs concentrés, y compris les minerais de manganèse ferrugineux et leurs concentrés d'une teneur en manganèse de 20 % ou plus en poids, sur produit sec.			
00.10	- d'une teneur de 35 à 55 % en manganèse	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur supérieure ou égale à 56 % en manganèse	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
58) 26.03	Minerais de cuivre et leurs concentrés.			
	- concentrés simples de cuivre :			
00.11	-- d'une teneur de 16 à 20 % en cuivre	kg	10%	0%
00.12	--- d'une teneur de 21 à 25 % en cuivre	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 26 à 35 % en cuivre	kg	10%	0%

00.14	-- d'une teneur de 36 à 40 % en cuivre	kg	10%	0%
00.15	- d'une teneur de 41 à 45 % en cuivre	kg	10%	0%
00.16	-- d'une teneur de 45 % en cuivre ou plus	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-cobalt :			
00.21	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.22	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.23	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 0 à 12 % en cobalt	kg	10%	0%
00.24	-- d'une teneur de 23 à 35 % en cuivre et de 13 à 15 % en cobalt	kg	10%	0%
00.29	-- autres	kg	10%	0%
	- concentrés mixtes cuivre-argent			
00.31	-- d'une teneur de 10 à 22 % en cuivre et de 0 à 20 % en argent	kg	10%	0%
00.32	-- d'une teneur de 23 à 45 % en cuivre et de 0 à 20 % en cobalt	kg	10%	0%
00.39	-- autres	kg	10%	0%
<b>59) 2604.00.00</b>	<b>Minerais de nickel et leurs concentrés.</b>	kg	10%	0%
<b>60) 26.05</b>	<b>Minerais de cobalt et leurs concentrés.</b>			
	- concentrés simples de cobalt :			
00.10	-- d'une teneur de 0 à 7 % en cobalt	kg	10%	0%
00.20	-- d'une teneur de 8 à 10 % en cobalt	kg	10%	0%
00.30	-- d'une teneur de 11 à 13 % en cobalt	kg	10%	0%
00.40	-- d'une teneur de 14 à 16 % en cobalt	kg	10%	0%
<b>61) 2607.00.00</b>	<b>Minerais de plomb et leurs concentrés.</b>	kg	10%	0%
<b>62) 2608.00.00</b>	<b>Minerais de zinc et leurs concentrés.</b>	kg	10%	0%
<b>63) 26.09</b>	<b>Minerais d'étain et leurs concentrés.</b>			
00.10	- d'une teneur de 55 à 65 % en étain	kg	10%	0%
00.20	- d'une teneur de 66 à 70 % en étain	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
<b>64) 26.11</b>	<b>Minerais de tungstène et leurs concentrés.</b>			
00.10	- provenant de gîtes primaires obtenus par broyage	kg	10%	0%
	- autres :			
00.91	-- d'une teneur de 55 à 65 % en oxyde de tungstène (oxyde de wolfram)	kg	10%	0%
00.92	-- d'une teneur de 66 à 70 % en oxyde de tungstène (oxyde de wolfram)	kg	10%	0%
00.99	-- autres	kg	10%	0%
<b>65) 26.12</b>	<b>Minerais d'uranium ou de thorium et leurs concentrés.</b>			
10.00	- Minerais d'uranium et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Minerais de thorium et leurs concentrés :			
20.10	-- monazite (terres rares)	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
<b>66) 2614.00.00</b>	<b>Minerais de titane et leurs concentrés.</b>	kg	10%	0%
<b>67) 26.15</b>	<b>Minerais de niobium, de tantale, de vanadium ou de zirconium et leurs concentrés.</b>			
10.00	- Minerais de zirconium et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres :			

Suite

	-- de niobium :			
90.11	--- d'une teneur de 55 à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.12	--- d'une teneur de 61 à 65 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- de tantale :			
90.21	--- d'une teneur de 20 à 25 % en tantale et supérieure ou égale à 60 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.22	--- d'une teneur de 26 à 30 % en tantale et de 40 à 59 % en oxyde de niobium ou colombite	Kg	10%	0%
90.23	--- d'une teneur supérieure ou égale à 35 % en tantale et inférieure ou égale à 39 % en oxyde de niobium ou colombite	kg	10%	0%
90.90	--- autres	kg	10%	0%
<b>68) 26.16</b>	<b>Minerais de métaux précieux et leurs concentrés.</b>			
10.00	- Minerais d'argent et leurs concentrés	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
<b>69) 26.17</b>	<b>Autres minerais et leurs concentrés.</b>			
10.00	- Minerais d'antimoine et leurs concentrés	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- Cassitérites :			
90.11	--- provenant de gîtes primaires obtenues par broyage	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
	-- Wolfram :			
90.21	--- provenant de gîtes primaires et obtenu par broyage	kg	10%	0%
90.29	--- autres	kg	10%	0%
90.30	-- de bismuth	kg	10%	0%
90.40	-- de germanium	kg	10%	0%
90.50	-- malachite	kg	10%	0%
90.60	-- de beryllium ou de glucium	kg	10%	0%
90.70	-- monasite	kg	10%	0%
90.80	-- struverite	kg	10%	0%
	-- autres :			
90.91	--- résines rhénifères	kg	10%	0%
90.99	--- autres minerais	kg	10%	0%
<b>70) 2619.00.00</b>	<b>Scories, laitiers (autres que le laitier granulé), battitures et autres déchets de la fabrication du fer ou de l'acier.</b>	kg	10%	0%
<b>71) 26.20</b>	<b>Scories, cendres et résidus (autres que ceux provenant de la fabrication de la fonte, du fer ou de l'acier) contenant des métaux, de l'arsenic ou leurs composés.</b>			
	- Contenant principalement du Zinc :			
11.00	-- Mattes de galvanisation	kg	10%	0%
19.00	-- Autres	kg	10%	0%
	- Contenant principalement du plomb :			
21.00	-- Boues d'essence au plomb et boues de composés antidétonants contenant du plomb	kg	10%	0%

29.00	-- Autres	kg	10%	0%
30.00	- Contenant principalement du cuivre	kg	10%	0%
40.00	- Contenant principalement de l'aluminium	kg	10%	0%
60.00	- Contenant de l'arsenic, du mercure, du thallium ou leurs mélanges, des types utilisés pour l'extraction de l'arsenic ou de ces métaux ou pour la fabrication de leurs composés chimiques	kg	10%	0%
	- Autres :			
91.00	-- Contenant de l'antimoine, du beryllium, du cadmium, du chrome ou leurs mélanges	kg	10%	0%
	-- Autres :			
99.10	--- contenant principalement de l'oxyde de tantale (tantalite)	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
<b>72) 26.21</b>	<b>Autres scories et cendres, y compris les cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux.</b>			
10.00	-Cendres et résidus provenant de l'incinération des déchets municipaux	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
<b>73) 2709.00.00</b>	<b>Huiles brutes de pétrole ou de minéraux bitumineux.</b>	kg	5%	0%
<b>74) 2716.00.00</b>	<b>Énergie électrique.</b>	1000 kwh	5%	0%
<b>75) 2817. 00.00</b>	<b>Oxyde de zinc et peroxyde de zinc</b>		5%	0%
<b>75) 28.22</b>	<b>Oxydes et hydroxydes de cobalt; oxydes de cobalt du commerce.</b>			
	- hydroxydés de cobalt :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt	kg	10%	0%
00.12	-- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt	kg	10%	0%
00.13	-- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt	kg	10%	0%
00.14	-- d'une teneur supérieure ou égale à 41% en cobalt	kg	10%	0%
00.19	-- autres	kg	10%	0%
00.90	- autres	kg	10%	0%
<b>76) 28.30</b>	<b>Sulfures; polysulfures, de constitution chimique définie ou non.</b>			
10.00	- Sulfures de sodium	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- sulfure de denickelage :			
90.11	--- d'une teneur de 20 à 25% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.12	--- d'une teneur de 26 à 35% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.13	--- d'une teneur de 36 à 40% en cobalt et supérieure ou égale à 5 % en nickel	kg	10%	0%
90.19	--- autres	kg	10%	0%
90.90	-- autres	kg	10%	0%
<b>77) 28.36</b>	<b>Carbonates; peroxocarbonates (percarbonates); carbonate d'ammonium du commerce contenant du carbamate d'ammonium.</b>			
20.00	- Carbonate de disodium	kg	10%	0%
30.00	- Hydrogénocarbonate (bicarbonate) de Sodium	kg	10%	0%
40.00	- Carbonate de potassium	kg	10%	0%

50.00	- Carbonate de calcium	Kg	10%	0%
60.00	- Carbonate de baryum	kg	10%	0%
	- Autres :			
91.00	-- Carbonates de lithium	kg	10%	0%
92.00	-- Carbonate de strontium	kg	10%	0%
	-- Autres :			
	-- carbonate de cobalt :			
99.11	--- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 5 à 10% en cuivre	kg	10%	0%
99.12	--- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%
99.13	--- d'une teneur supérieure à 25% en cobalt et de 11 à 15% en cuivre	kg	10%	0%
99.19	---- autres	kg	10%	0%
	---- Carbonate de cuivre			
99.21	--- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 1 à 2,5% en cobalt	kg	10%	0%
99.22	--- d'une teneur inférieure ou égale à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.23	--- d'une teneur supérieure à 25% en cuivre et de 2,6 à 4% en cobalt	kg	10%	0%
99.29	-- autres	kg	10%	0%
99.90	--- autres	kg	10%	0%
<b>78) 44.03</b>	<b>Bois bruts, même écorcés, désaubierés ou équarris.</b>			
	-- Autres :			
	-- d'essences spécialement dénommées :			
99.11	---- benge/Mutenye (Guibourtiademeusei)	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.12	---- bubinga (Guibourtiademeusei)	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.13	---- khaya (Khayaanthotheca)	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.14	---- kotibe (Nesogordoniadewewrei)	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.15	---- lati (AmphimasPterocarpoides)	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.16	---- longhi (Gambeya africana)	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.17	---- mukulungu (AutranellaCongolensis)	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.18	---- padouk (Pterocarpussoyauxii)	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.19	---- wenge (MiletiaLaurentii)	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.20	--- d'essences non spécialement dénommées	m <sup>3</sup>	10%	0%
	--- autres :			
99.91	---- bois écorcés	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.92	---- bois désaubierés	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.93	---- bois équarris ou semi-équarris	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.94	---- rondins / grumes LM-B-BC	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.95	---- bois rabotés ou poncés	m <sup>3</sup>	10%	0%
99.99	---- autres	m <sup>3</sup>	10%	0%
<b>79) 44.07</b>	<b>Bois sciés ou désossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm.</b>			
	-- Autres :			
	--- sciés ou désossés longitudinalement tranchés ou déroulés :			
29.11	---- sciages avivés d'une épaisseur inférieure à 50 mm	m <sup>3</sup>	exempt	0%

29.12	--- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 50 et inférieure ou égale à 100 mm	m <sup>3</sup>	exempt	0%
29.13	--- sciages avivés d'une épaisseur supérieure à 100 et inférieure ou égale à 150 mm	m <sup>3</sup>	exempt	0%
29.19	--- autres	m <sup>3</sup>	5%	0%
<b>80) 71.02</b>	<b>Diamants, même travaillés, mais non montés ni sertis.</b>			
	- Industriels :			
	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés :			
21.10	--- d'exploitation artisanale	carat	1,50%	0%
21.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%
	- Non industriels :			
	-- Bruts ou simplement sciés, clivés ou débrutés :			
31.10	--- d'exploitation artisanale	carat	1,50%	0%
31.20	--- de production industrielle	carat	3%	0%
<b>81) 71.06</b>	<b>Argent (y compris l'argent doré ou vermeil et l'argent platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.</b>			
	- Poudres :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
10.90	-- autres	kg	10%	0%
	- Autres :			
	-- Sous formes brutes :			
91.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en argent	kg	10%	0%
91.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en argent	kg	10%	0%
91.90	--- autres	kg	10%	0%
<b>82) 71.08</b>	<b>Or (y compris l'or platiné), sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.</b>			
	- A usages non monétaires :			
	-- Poudres :			
	--- d'exploitation artisanale :			
11.11	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	1,50%	0%
11.12	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	1,50%	0%
11.19	---- autres	kg	1,50%	0%
	--- de production industrielle :			
11.21	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
11.22	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
11.29	---- autres	kg	3%	0%
	-- Sous autres formes brutes :			
	--- d'exploitation artisanale :			
12.11	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	1,50%	0%
12.12	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	1,50%	0%
12.19	---- autres	kg	1,50%	0%
	--- de production industrielle :			
12.21	---- d'une teneur de 90 à 98% en or	kg	3%	0%
12.22	---- d'une teneur supérieure ou égale à 99,99% en or	kg	3%	0%
12.29	---- autres	kg	3%	0%
<b>83) 71.10</b>	<b>Platine, sous formes brutes ou mi-ouvrées, ou en poudre.</b>			
	- Platine :			

Suite

	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
11.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en platine	kg	10%	0%
11.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en platine	kg	10%	0%
11.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Palladium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
21.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en palladium	kg	10%	0%
21.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en palladium	kg	10%	0%
21.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Rhodium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
31.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en rhodium	kg	10%	0%
31.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en rhodium	kg	10%	0%
31.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Iridium, osmium et ruthénium :			
	-- Sous formes brutes ou en poudre :			
41.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.20	--- d'une teneur de 99 à 99,9% en iridium, en osmium ou en ruthénium	kg	10%	0%
41.90	--- autres	kg	10%	0%
<b>84) 72.04</b>	<b>Déchets et débris de fonte, de fer ou d'acier (ferrailles); déchets lingotés en fer ou en acier.</b>			
	- Déchets et débris d'aciers alliés :			
21.00	-- D'aciers inoxydables	kg	5%	0%
29.00	-- Autres	kg	5%	0%
<b>85) 72.24</b>	<b>Autres aciers alliés en lingots ou autres formes primaires; demi-produits en autres aciers alliés.</b>			
10.00	- Lingots et autres formes primaires	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
<b>86) 74.01</b>	<b>Mattes de cuivre; cuivre de ciment (précipité de cuivre).</b>			
	- mattes de cuivre :			
00.11	-- d'une teneur inférieure ou égale à 45% en cuivre	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 46 à 60% en cuivre	kg	5%	0%
00.13	-- d'une teneur de 61 à 80% en cuivre	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
<b>87) 74.02</b>	<b>Cuivre non affiné et alliages de cuivre sous forme brute</b>			
00.10	- Cuivre non affiné	kg	5%	0%
00.90	- Cuivre blister kg		5%	0%
	- Cuivre noir kg			
	- Autres			
<b>87) 74.03</b>	<b>Cuivre affiné et alliages de cuivre sous forme brute.</b>			
	- Cuivre affiné :			
	-- Cathodes et sections de cathodes :			

11.10	-- cuivre électrolytique en plaques ou feuilles à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.20	-- cuivre électrolytique en cathodes (spot bleu) à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
11.30	-- cuivre en cathodes à raffiner, à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
	-- nodules et scraps :			
11.41	--- nodules d'une teneur de 90 à 99,9 % en cuivre	kg	10%	0%
11.42	--- scraps d'une teneur inférieure ou égale à 30 % en cuivre	kg	10%	0%
11.90	-- autre cuivre électrolytique à plus de 99,9 % de cuivre	kg	10%	0%
12.00	-- Barres à fil (wire-bars)	kg	10%	0%
13.00	-- Billettes	kg	10%	0%
	-- Autres :			
19.10	--- lingots ou lingots- bars à plus de 99,99 % de cuivre	kg	10%	0%
19.90	--- autres	kg	10%	0%
	- Alliages de cuivre :			
21.00	-- A base de cuivre-zinc (laiton)	kg	10%	0%
22.00	-- A base de cuivre-étain (bronze)	kg	10%	0%
29.00	-- Autres alliages de cuivre (à l'exception des alliages mères du n° 74.05)	kg	10%	0%
<b>88) 74.04</b>	<b>Déchets et débris de cuivre.</b>			
00.10	- nodules d'une teneur inférieure à 99,85% en cuivre	kg	5%	0%
00.20	- scraps	kg	5%	0%
00.30	- déchets	kg	5%	0%
00.90	- autres	kg	5%	0%
<b>89) 74.05</b>	<b>Alliages mères de cuivre.</b>			
00.10	- alliage rouge d'une teneur inférieure ou égale à 80% en cuivre et inférieure ou égale à 7% en cobalt	kg	10%	0%
00.20	- alliage rouge d'une teneur de 81 à 90% en cuivre et inférieure ou égale à 5% en cobalt	kg	10%	0%
00.90	-autres	kg	10%	0%
<b>90) 74.06</b>	<b>Poudres et paillettes de cuivre.</b>			
10.00	- Poudres à structure non lamellaire	kg	10%	0%
20.00	- Poudres à structure lamellaire; paillettes	kg	10%	0%
<b>91) 75.02</b>	<b>Nickel sous forme brute.</b>			
	- Nickel non allié :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en nickel	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en nickel	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de nickel	kg	5%	0%
<b>92) 78.01</b>	<b>Plomb sous forme brute.</b>			
	- Plomb affiné :			
10.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
10.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
10.90	-- autres	kg	5%	0%
	- Autres :			
91.00	-- contenant de l'antimoine comme autre élément prédominant en poids	kg	5%	0%
99.00	-- Autres	kg	5%	0%

<b>93) 78.02</b>	<b>Déchets et débris de plomb.</b>			
	- débris :			
00.11	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.12	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.19	-- autres	kg	5%	0%
	- déchets :			
00.21	-- d'une teneur de 90 à 98% en plomb	kg	5%	0%
00.22	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en plomb	kg	5%	0%
00.29	-- autres	kg	5%	0%
<b>94) 78.04</b>	<b>Tables, feuilles et bandes, en plomb; poudres et paillettes de plomb.</b>			
	- Poudres et paillettes			
20.10	-- d'une teneur inférieure ou égale à 30% en plomb	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
<b>95) 79.01</b>	<b>Zinc sous forme brute.</b>			
	- Zinc non allié :			
11.00	-- Contenant en poids 99,99 % ou plus de zinc	kg	5%	0%
12.00	-- Contenant en poids moins de 99,99 % de zinc	kg	5%	0%
20.00	- Alliages de zinc	kg	5%	0%
<b>96) 79.03</b>	<b>Poussières, poudres et paillettes, de zinc.</b>			
	- poussières de zinc :			
10.10	-- d'une teneur de 69 à 80% en zinc	kg	10%	0%
10.20	-- d'une teneur de 79 à 90% en zinc	kg	10%	0%
10.30	-- d'une teneur de 30 à 40% en zinc et de 20 à 30% en plomb	kg	10%	0%
10.40	-- d'une teneur de 41 à 50% en zinc et inférieure ou égale à 10% en plomb	kg	10%	0%
10.90	-- autres	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
<b>97) 80.01</b>	<b>Etain sous forme brute.</b>			
10.00	- Etain non allié	kg	10%	0%
20.00	- Alliages d'étain	kg	10%	0%
<b>98) 8002.00.00</b>	<b>Déchets et débris d'étain.</b>	kg	10%	0%
<b>99) 81.05</b>	<b>Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt et ouvrages en cobalt, y compris les déchets et débris.</b>			
	- Mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres :			
	-- mattes de cobalt :			
20.11	--- mattes de cobalt-fer d'une teneur inférieure ou égale à 30% en cobalt	kg	10%	0%
20.12	--- mattes de cobalt-nickel d'une teneur de 10 à 20% en cobalt, de 20 à 40% en cuivre et de 5 à 10 % en nickel	kg	10%	0%
20.19	--- autres	kg	10%	0%
	- cobalt séparateur magnétique :			
20.21	--- d'une teneur de 55 à 60% en cobalt	kg	10%	0%
20.22	--- d'une teneur de 61 à 65% en cobalt	kg	10%	0%
20.29	--- autres	kg	10%	0%
20.90	---- mattes de cobalt et autres produits intermédiaires de la métallurgie du cobalt; cobalt sous forme brute; poudres	kg	10%	0%

30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
	- Autres : en cobalt			
90.10	-- cobalt électrolytique en cathodes brisées d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
90.20	-- cobalt en granules d'une teneur supérieure ou égale à 99,3 %	kg	10%	0%
90.30	-- cobalt cathodique d'une teneur inférieure à 99,3 % en cobalt	kg	10%	0%
	-- alliages blancs en lingots, en granules ou en poudre:			
90.41	--- d'une teneur de 20 à 30 % en cobalt et de 21 à 25% en cuivre	kg	10%	0%
90.42	--- d'une teneur de 21 à 30 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.43	--- d'une teneur de 31 à 40 % en cobalt et de 10 à 20% en cuivre	kg	10%	0%
90.49	-- autres	kg	10%	0%
	-- alliages cobalt-nickel en lingots, en granules ou en poudre:			
90.51	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.52	--- d'une teneur de 30 à 40 % en cobalt, de 16 à 25% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.53	--- d'une teneur de 41 à 50 % en cobalt, de 7 à 15% en cuivre et de 10 à 15% en nickel	kg	10%	0%
90.59	-- autres	kg	10%	0%
	-- cobalt autrement présenté :			
90.91	--- d'une teneur inférieure ou égale à 90 % en cobalt	kg	10%	0%
90.92	--- d'une teneur de 91 à 95% en cobalt	kg	10%	0%
90.93	--- d'une teneur de 96 à 99% en cobalt	kg	10%	0%
90.99	--- autres	kg	10%	0%
<b>100) 8106.00.00</b>	<b>Bismuth et ouvrages en bismuth, y compris les déchets et débris.</b>	kg	5%	0%
<b>101) 81.07</b>	<b>Cadmium et ouvrages en cadmium, y compris les déchets et débris.</b>			
	- Cadmium sous forme brute; poudres :			
20.10	-- d'une teneur de 90 à 98% en cadmium	kg	10%	0%
20.20	-- d'une teneur de 99 à 99,9% en cadmium	kg	10%	0%
20.90	-- autres	kg	10%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	10%	0%
90.00	- Autres	kg	10%	0%
<b>102) 81.08</b>	<b>Titane et ouvrages en titane, y compris les déchets et débris.</b>			
20.00	- Titane sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
<b>103) 81.09</b>	<b>Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris.</b>			
20.00	- Zirconium sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
30.00	- Déchets et débris	kg	5%	0%
90.00	- Autres	kg	5%	0%
<b>104) 81.12</b>	<b>Béryllium, chrome, germanium, vanadium, gallium, hafnium (celtium), indium, niobium (columbium), rhénium et thallium, ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris.</b>			
	- Béryllium :			
12.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
13.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%

Suite

19.00	--Autres	kg	10%	0%
	- Chrome :			
21.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
22.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
29.00	-- Autres	kg	10%	0%
	- Thallium :			
	-- Autres:			
51.00	-- Sous forme brute; poudres	kg	5%	0%
52.00	-- Déchets et débris	kg	5%	0%
59.00	-- Autres	kg	5%	0%
	- Autres :			
	--- sous forme brute; déchets et débris; poudres :			
92.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
92.20	--- d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
92.90	--- autres	kg	5%	0%
	-- Autres :			
99.10	--- d'une teneur de 90 à 98% en thallium	kg	5%	0%
99.20	--- d'une teneur de 99 à 99,99% en thallium	kg	5%	0%
99.90	--- autres	kg	5%	0%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022

Felix Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022

**Le Cabinet du Président de la République**

**Guylain NYEMBO MBWIZYA**  
Directeur de Cabinet



Suite

**ANNEXE XVII: TAUX DES DROITS D'ACCISES APPLICABLES AUX MARCHANDISES ET SERVICES VISES A L'ARTICLE 3 DE L'ORDONNANCE-LOI N°18/002 DU 13 MARS 2018 PORTANT CODE DES ACCISES TELLE QUE MODIFIEE ET COMPLETEE PAR LA PRESENTE LOI.**

N° d'ordre	LIBELLE	TAUX D'IMPOSITION
<b>I.</b>	<b>MARCHANDISES</b>	
1.	agents de surface organiques autres que les savons	
2.	alcool éthylique dénaturé de tous titres:	10%
i.	alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, à usage médicaux	
ii.	alcool éthylique dénaturé de tous titres, à l'exception de l'alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus à usage médicaux	5%
3.	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus, à tous autres usages industriels	10%
4.	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol	10%
5.	alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	10%
6.	articles d'équipement pour la construction (réservoirs, cuves et récipients d'une contenance excédant 300 litres, portes et fenêtres, volets et stores, etc.) en matières plastiques	10%
7.	articles de literie et articles similaires (matelas, couvre pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) en matières plastiques alvéolaires	10%
8.	articles de transport ou d'emballage en matières plastiques	10%
9.	autres boissons dont le titre alcoométrique volumique n'excède pas 0,5% vol	10%
10.	autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple) dont le titre alcoométrique volumique excède 0,5 % vol	15%
11.	autres ouvrages en matières plastiques	45%
12.	autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques	10%
13.	autres produits pour pipes à eau	20%
14.	autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués	60%
15.	baignoirs, douches, éviers, lavabos, bidets, cuvettes d'aisance et leurs sièges et couvercles, réservoirs de chasse et articles similaires pour usages sanitaires ou hygiéniques, en matières plastiques	60%
16.	bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et « flaps », en caoutchouc	10%
17.	bières de malt :	10%
i.	d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant moins de 6°	
ii.	d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant 6° et plus	24%
18.	boissons à base de jus de fruits ou de légumes, limonades et autres boissons sucrées, aromatisées ou non	28%
19.	bouchons, couvercles, capsules et autres dispositifs de fermeture en matières plastiques	10%
20.	cartouche pour cigarettes électroniques	10%
21.	chambres à air, en caoutchouc	60%
22.	cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac ou en succédanés de tabac	10%
23.	cigarettes électroniques	60%
24.	cirages et crèmes pour chaussures, encaustiques, brillants pour carrosseries, verre ou métaux, pâtes et poudres à récurer et préparations similaires, (même sous forme de papier, ouates, feutres, nontissés, matière plastique ou caoutchouc alvéolaires, imprégnés, enduits ou recouverts de ces préparations), y compris les cires artificielles et les cires préparées	10%
25.	courroies transporteuses ou de transmission, en caoutchouc vulcanisé	
26.	dentifrices	10%
27.	dépilatoires	5%
28.	désodorisants corporels et antisudoraux	20%
29.	désodorisants corporels, préparations pour bains, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques	20%
30.	eaux - de - vie dénaturées de tous titres	20%
31.	eaux - de - vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses	80%
32.	eaux minérales naturelles ou artificielles, traitées et/ou conditionnées, gazéifiées ou non	80%
33.	essences, avgas, jet A1, kérosène, pétrole lampant, gasoils et huiles de graissage et lubrifiants, contenant ou non du biodiesel :	5%
i.	essences et gasoils et autres produits	
ii.	avgas, jet A1, kérosène et pétrole lampant	25%
iii.	huiles de graissage et lubrifiants	15%
34.	extraits et sauces de tabac	10%
35.	gaz naturel, propane et butanes liquéfiés	60%
36.	jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, contenant un ou plusieurs agents chimiques de stérilisation	15%
37.	laques pour cheveux	15%
38.	liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, même contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux en toutes proportions	15%
39.	mélanges de boissons fermentées	10%
40.	mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques	45%
41.	moûts de raisin fermentés ou non avec addition d'alcool	45%
42.	papiers, ouates, feutres et nontissés, imprégnés, enduits ou recouverts de savon ou de détergents	45%
43.	parfums et eaux de toilette	10%
44.	pipe à eau	20%
45.	plaques et feuilles en matières plastiques alvéolaires	80%
46.	pneumatiques neufs, rechapés ou usagés, en caoutchouc	10%
47.	préparations capillaires autres que les shampooings	10%
48.	préparations des types utilisés pour l'ensimage des matières textiles, l'huilage ou le graissage du cuir, des pelleteries ou d'autres matières même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	15%
49.	préparations lubrifiantes, y compris les huiles de coupe, les préparations pour le dégrillage des écrous, les préparations anti-rouille ou anticorrosion et les préparations pour le démoulage, à base de lubrifiants même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	10%

Suite

N° d'ordre	LIBELLE	TAUX D'IMPOSITION
50	préparations pour bain	
51	préparations pour l'entretien ou les soins de la peau, y compris les poudres et les poudres compactes, ainsi que les préparations antisoaires et les préparations pour bronzer	20%
52	préparations pour l'ondulation et le défrisage permanent	15%
53	préparations pour le prérasage, le rasage ou l'après-rasage	15%
54	préparations pour manucures ou pédicures	15%
55	préparations pour parfumer et désodoriser les locaux	20%
56	préparations tensio-actives, préparations pour lessives (y compris les préparations auxiliaires de lavage) et préparations de nettoyage, même contenant du savon, autres que les préparations organiques tensio-actives à usage de savon ou destinées au lavage de la peau	10%
57	produits de beauté	
58	produits de maquillage	15%
59	produits et préparations organiques tensio-actifs à usage de savon, même contenant du savon	15%
60	produits et préparations organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, même contenant du savon	10%
61	revêtements de sols et tapis de pieds, en caoutchouc	10%
62	revêtements de sols et tapis de pieds, en matières plastiques	10%
63	savons	10%
64	shampooings	10%
65	sièges et autres meubles, en matières plastiques, à l'exclusion de ceux utilisés en médecine, en chirurgie, en art dentaire et en art vétérinaire	15%
66	succédanés de tabac fabriqués ne contenant pas de tabac	10%
67	tabac pressé ou saucé, utilisé pour la fabrication du tabac à priser	60%
68	tabacs « homogénéisés » ou « reconstitués »	60%
69	tubes et tuyaux en caoutchouc, même pourvus de leurs accessoires (joints, coudes, raccords par exemple)	60%
70	tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple) en matières plastiques à l'exclusion de boyaux artificiels	10%
71	vaisselle, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en matières plastiques	10%
72	véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, neufs ou usagés	10%
73	véhicules automobiles pour le transport de marchandises, neufs ou usagés	10%
74	vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques	10%
75	vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool	45%
76	voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que les véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus), y compris les voitures du type « break » et les voitures de course, neufs ou usagés	45%
77	bières sans alcool	10%
78	autres eaux conditionnées pour la table	15%
79	autres boissons non alcooliques additionnées de sucre ou non et utilisant des matières premières et autres substances autres que les fruits, les légumes et les jus de fruits et les jus de légumes :	5%
		15%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022  
Le Cabinet du Président de la République

Guylain NYEMBO MBWIZYA  
Directeur de Cabinet

## ANNEXE XVIII : SYNTHÈSE DE L'UTILISATION DES ALLOCATIONS DTS POUR L'EXERCICE 2023

N°	MINISTERES	SECTION	NOMBRE DE PROJETS	MONTANT (EN FC)
1	TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DE DESENCLAVEMENT	51	5	131 214 268 078
2	POUVOIR JUDICIAIRE	20	1	496 132 517
3	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	42	44	127 536 916 384
4	AGRICULTURE	44	4	34 691 834 415
5	DEVELOPPEMENT RURAL	45	13	25 474 395 673
6	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE	50	13	26 408 466 852
7	PECHE ET ELEVAGE	82	21	64 632 427 139
	<b>TOTAL</b>		<b>101</b>	<b>410 454 441 058</b>

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022 -  
Le Cabinet du Président de la République

**Guylain NYEMBO MSWIZYA**  
Directeur de Cabinet

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO



*Suite*

**ANNEXE XIX: REPARTITION DES CREDITS ALLOUES AUX PROJETS DU PROGRAMME DE  
DEVELOPPEMENT LOCAL PAR TERRITOIRE**

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	MONTANT PAR TERRITOIRE (EN FC)
<b>01</b>	<b>BAS-UELE</b>	<b>36 613 475 054</b>
011100	TERRITOIRE D'AKETI	6 098 758 064
011200	TERRITOIRE D'ANGO	6 103 610 625
011300	TERRITOIRE DE BAMBESA	6 104 520 480
011400	TERRITOIRE DE BONDO	6 091 479 225
011500	TERRITOIRE DE BUTA	6 109 676 325
011600	TERRITOIRE DE POKO	6 105 430 335
<b>02</b>	<b>EQUATEUR</b>	<b>42 676 445 490</b>
021100	TERRITOIRE DE BASANKUSU	6 098 151 495
021200	TERRITOIRE DE BIKORO	6 096 028 500
021300	TERRITOIRE DE BOLOMBA	6 099 667 920
021400	TERRITOIRE DE BOMONGO	6 096 938 355
021500	TERRITOIRE DE INGENDE	6 098 454 780
021600	TERRITOIRE DE LUKOLELA	6 096 331 785
021700	TERRITOIRE DE MAKANZA	6 090 872 655
<b>03</b>	<b>HAUT-KATANGA</b>	<b>36 633 491 865</b>
031100	TERRITOIRE DE KAMBOVE	6 111 496 035
031200	TERRITOIRE DE KASENGA	6 109 979 610
031300	TERRITOIRE DE KIPUSHI	6 112 405 890
031400	TERRITOIRE DE MITWABA	6 104 520 480
031500	TERRITOIRE DE PWETO	6 106 946 760
031600	TERRITOIRE DE SAKANIA	6 088 143 090
<b>04</b>	<b>HAUT-LOMAMI</b>	<b>31 404 555 180</b>
041100	TERRITOIRE DE BUKAMA	6 101 487 630
041200	TERRITOIRE DE KABONGO	6 113 012 460
041300	TERRITOIRE DE KAMINA	6 125 143 860
041400	TERRITOIRE DE KANIAMA KASESE	6 095 725 215
041500	TERRITOIRE DE MALEMBA-NKULU	6 969 186 015
<b>05</b>	<b>HAUT-UELE</b>	<b>36 609 532 350</b>
051100	TERRITOIRE DE DUNGU	6 101 790 915
051200	TERRITOIRE DE FARADJE	6 091 782 510
051300	TERRITOIRE DE NIANGARA	6 090 266 085
051400	TERRITOIRE DE RUNGU	6 113 012 460
051500	TERRITOIRE DE WAMBA	6 111 192 750
051600	TERRITOIRE DE WATSA	6 101 487 630
<b>06</b>	<b>ITURI</b>	<b>30 519 834 015</b>
061100	TERRITOIRE D'ARU	6 092 161 010
061200	TERRITOIRE DE DJUGU	6 108 463 185
061300	TERRITOIRE D'IRUMU	6 118 774 875
061400	TERRITOIRE DE MAHAGI	6 099 250 600
061500	TERRITOIRE DE MAMBASA	6 101 184 345
<b>07</b>	<b>KASAI</b>	<b>30 450 459 937</b>
071100	TERRITOIRE DE DEKESE	6 090 266 085
071200	TERRITOIRE D'ILEBO	6 094 208 790
071300	TERRITOIRE DE KAMONIA	6 069 036 075
071400	TERRITOIRE DE LUEBO	6 099 707 347
071500	TERRITOIRE DE MWEKA	6 097 241 640

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	MONTANT PAR TERRITOIRE (EN FC)
<b>08</b>	<b>KASAI-ORIENTAL</b>	<b>30 480 749 070</b>
081100	TERRITOIRE DE KABEYA KAMWANGA	6 086 626 665
081200	TERRITOIRE DE KATANDA	6 106 643 475
081300	TERRITOIRE DE LUPATAPATA	6 094 512 075
081400	TERRITOIRE DE MIABI	6 092 995 650
081500	TERRITOIRE DE TSHILENGE	6 099 971 205
<b>09</b>	<b>KONGO CENTRAL</b>	<b>61 308 607 823</b>
091100	TERRITOIRE DE KASANGULU	6 104 672 123
091200	TERRITOIRE DE KIMVULA	6 102 397 485
091300	TERRITOIRE DE LUKULA	6 108 159 900
091400	TERRITOIRE DE LUOZI	6 133 029 270
091500	TERRITOIRE DE MADIMBA	6 104 823 765
091600	TERRITOIRE DE MBANZA NGUNGU	6 108 159 900
091700	TERRITOIRE DE MOANDA	6 096 938 355
091800	TERRITOIRE DE SEKE BANZA	6 105 430 335
091900	TERRITOIRE DE SONGOLOLO	6 293 467 035
092000	TERRITOIRE DE TSHELA	6 151 529 655
<b>10</b>	<b>KWANGO</b>	<b>30 522 905 685</b>
101100	TERRITOIRE DE FESHI	6 107 553 330
101200	TERRITOIRE DE KAHEMBA	6 101 487 630
101300	TERRITOIRE DE KASONGOLUNDA	6 111 799 320
101400	TERRITOIRE DE KENGE	6 099 061 350
101500	TERRITOIRE DE POPOKABAKA	6 103 004 055
<b>11</b>	<b>KWILU</b>	<b>30 483 254 204</b>
111100	TERRITOIRE DE BAGATA	6 099 971 205
111200	TERRITOIRE DE BULUNGU	6 097 544 925
111300	TERRITOIRE DE IDIOFA	6 092 692 365
111400	TERRITOIRE DE GUNGU	6 103 082 909
111500	TERRITOIRE DE MASIMANIMBA	6 089 962 800
<b>12</b>	<b>LOMAMI</b>	<b>30 487 694 963</b>
121100	TERRITOIRE DE KABINDA	6 099 667 980
121200	TERRITOIRE DE KAMIJI	6 092 995 650
121300	TERRITOIRE DE LUBAO	6 099 061 350
121400	TERRITOIRE DE LUILU	6 100 274 490
121500	TERRITOIRE DE NGANDAJIKA	6 095 695 493
<b>13</b>	<b>LUALABA</b>	<b>30 525 938 535</b>
131100	TERRITOIRE DE DILOLO	6 094 815 360
131200	TERRITOIRE DE KAPANGA	6 136 365 405
131300	TERRITOIRE DE LUBUDI	6 103 610 625
131400	TERRITOIRE DE MUTSHATSHA	6 097 848 210
131500	TERRITOIRE DE SANDOA	6 093 298 935
<b>14</b>	<b>KASAI CENTRAL</b>	<b>31 494 168 619</b>
141100	TERRITOIRE DE DEMBA	6 518 201 220
141200	TERRITOIRE DE DIBAYA	6 235 994 528
141300	TERRITOIRE DE DIMBELENGE	6 635 261 951
141400	TERRITOIRE DE KAZUMBA	6 002 010 150
141500	TERRITOIRE DE LUIZA	6 102 700 770
<b>15</b>	<b>MAI-NDOMBE</b>	<b>53 815 159 989</b>
151100	TERRITOIRE DE BOLOBO	6 991 929 363
151200	TERRITOIRE D'INONGO	6 229 939 246
151300	TERRITOIRE DE KIRI	6 991 929 363
151400	TERRITOIRE DE KUTU	6 991 929 363
151500	TERRITOIRE DE KWAMOUTH	6 991 929 363
151600	TERRITOIRE DE MUSHIE	6 997 498 956

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	MONTANT PAR TERRITOIRE/c (EN FC)
151700	TERRITOIRE D'OSHWE	6 312 786 965
151800	TERRITOIRE DE YUMBI	6 307 217 370
<b>16</b>	<b>MANIEMA</b>	<b>42 844 846 913</b>
161100	TERRITOIRE KABAMBARE	6 100 274 490
161200	TERRITOIRE DE KAILO	6 105 733 620
161300	TERRITOIRE DE KASONGO	6 150 316 515
161400	TERRITOIRE DE KIBOMBO	6 085 413 525
161500	TERRITOIRE DE LUBUTU	6 238 953 983
161600	TERRITOIRE DE PANGI	6 111 496 035
161700	TERRITOIRE DE PUNIA	6 052 658 745
<b>17</b>	<b>MONGALA</b>	<b>18 411 219 210</b>
171100	TERRITOIRE DE BONGANDANGA	6 251 007 135
171200	TERRITOIRE DE BUMBA	6 070 249 275
171300	TERRITOIRE DE LISALA	6 089 962 800
<b>18</b>	<b>NORD-KIVU</b>	<b>36 329 297 010</b>
181100	TERRITOIRE DE BENI (OICHA)	6 093 602 220
181200	TERRITOIRE DE LUBERO	6 096 331 785
181300	TERRITOIRE DE MASISI	6 092 389 080
181400	TERRITOIRE DE NYIRAGONGO	6 100 577 775
181500	TERRITOIRE DE RUTSHURU	5 828 531 130
181600	TERRITOIRE DE WALIKALE	6 117 865 020
<b>19</b>	<b>NORD-UBANGI</b>	<b>24 400 794 675</b>
191100	TERRITOIRE DE BOSOBOLO	6 097 544 925
191200	TERRITOIRE DE BUSINGA	6 100 881 060
191300	TERRITOIRE DE MOBAYI MBONGO	6 106 340 190
191400	TERRITOIRE DE YAKOMA	6 096 028 500
<b>20</b>	<b>SANKURU</b>	<b>36 574 957 860</b>
201100	TERRITOIRE DE KATAKO KOMBE	6 093 298 935
201200	TERRITOIRE DE KOLE	6 103 004 055
201300	TERRITOIRE DE LODJA	6 095 421 930
201400	TERRITOIRE DE LOMELA	6 089 659 515
201500	TERRITOIRE DE LUBEFU	6 099 061 350
201600	TERRITOIRE DE LUSAMBO	6 094 512 075
<b>21</b>	<b>SUD-KIVU</b>	<b>48 766 105 005</b>
211100	TERRITOIRE DE FIZI	6 094 208 790
211200	TERRITOIRE D'IDJWI	6 100 274 490
211300	TERRITOIRE DE KALEHE	6 089 962 800
211400	TERRITOIRE DE KABARE	6 099 061 350
211500	TERRITOIRE DE MWENGA	6 089 659 515
211600	TERRITOIRE DE SHABUNDA	6 094 512 075
211700	TERRITOIRE D'UVIRA	6 097 848 210
211800	TERRITOIRE DE WALUNGU	6 100 577 775
<b>22</b>	<b>SUD-UBANGI</b>	<b>24 409 893 225</b>
221100	TERRITOIRE DE BUDJALA	6 106 643 475
221200	TERRITOIRE DE GEMENA	6 093 298 935
221300	TERRITOIRE DE KUNGU	6 102 094 200
221400	TERRITOIRE DE LIBENGE	6 107 856 615
<b>23</b>	<b>TANGANYIKA</b>	<b>36 632 278 725</b>
231100	TERRITOIRE DE KABALO	6 103 610 625
231200	TERRITOIRE DE KALEMIE	6 095 725 215
231300	TERRITOIRE DE KONGOLO	6 102 094 200
231400	TERRITOIRE DE MANONO	6 094 512 075
231500	TERRITOIRE DE MOBA	6 102 094 200
231600	TERRITOIRE DE NYUNZU	6 134 242 410
<b>24</b>	<b>TSHOPO</b>	<b>42 712 839 690</b>

CODE	PROVINCES ET TERRITOIRES	MONTANT PAR TERRITOIRE (EN FC)
241100	TERRITOIRE DE BAFWASENDE	6 092 389 080
241200	TERRITOIRE DE BANALIA	6 094 815 360
241300	TERRITOIRE DE BASOKO	6 101 487 630
241400	TERRITOIRE D'ISANGI	6 104 520 480
241500	TERRITOIRE D'OPALA	6 108 159 900
241600	TERRITOIRE D'UBUNDU	6 104 823 765
241700	TERRITOIRE DE YAHUMA	6 106 643 475
<b>25</b>	<b>TSHUAPA</b>	<b>36 581 933 415</b>
251100	TERRITOIRE DE BEFALE	6 099 364 635
251200	TERRITOIRE DE BOENDE	6 106 643 475
251300	TERRITOIRE DE BOKUNGU	6 094 512 075
251400	TERRITOIRE DE DJOLU	6 097 544 925
251500	TERRITOIRE D'IKELA	6 091 175 940
251600	TERRITOIRE DE MONKOTO	6 092 692 365
	<b>TOTAL</b>	<b>891 690 438 506</b>

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022  
Le Cabinet du Président de la République  
Guylain NYEMBO MBWIZYA, Directeur de Cabinet



Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022  
Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

## ANNEXE XX : MODIFICATION DU TARIF DES DROITS ET TAXES A L'IMPORTATION

Suite

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
2930.10.00	<b>Thiocomposés organiques.</b> - 2-(N,N-Diméthylamino) éthanethioi	5%
2932.96.00	<b>Composés hétérocycliques à hétéroatome(s) d'oxygène exclusivement.</b> - Carbofurane (ISO)	5%
2934.92.00	<b>Acides nucléiques et leurs sels, de constitution chimique définie ou non; autres composés hétérocycliques.</b> -- Autres fentanyl et leurs derives	5%
3911.20.00	<b>Résines de pétrole, résines de coumarone-indène, polyterpènes, polysulfures, polysulfones et autres produits mentionnés dans la Note3 du présent Chapitre, non dénommés ni compris ailleurs, sous formes primaires.</b> - Poly (1,3-phénylène méthylphosphonate)	5%
8106 10.00 90.00	<b>Bismuth et ouvrages en bismuth, y compris les déchets et débris</b> - Contenant plus de 99,99 % en poids de bismuth - Autres	5%
8109 21.00 29.00 31.00 39.00	<b>Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris.</b> - Zirconium sous forme brute; poudres : -- Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium -- Autres - Déchets et débris : -- Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium -- Autres	5%
8112 31.00 41.00 61.00	<b>Béryllium, chrome, hafnium (celtium), rhénium, thallium, cadmium, germanium, vanadium, gallium, indium et niobium (columbium), ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris.</b> - Hafnium (celtium) : -- Sous forme brute; déchets et débris; poudres - Rhénium : -- Sous forme brute; déchets et débris; poudres - Cadmium : -- Déchets et débris	5%
8428.70.00	<b>Autres machines et appareils de levage, de chargement, de déchargement ou de manutention (ascenseurs, escaliers mécaniques, transporteurs, téléphériques, par exemple).</b> - Robots industriels	5%
8462 11.00 19.00	<b>Machines (y compris les presses) à forger ou à estamper, moutons, marteaux-pilons et martinets pour le travail des métaux (à l'exclusion des laminoirs); machines (y compris les presses, les lignes de refendage et les lignes de découpe à longueur) à rouler, cintrer, plier, dresser, planer, cisailer, poinçonner, gruger ou à grignoter les métaux (à l'exclusion des bancs à étirer); presses pour le travail des métaux ou des carbures métalliques, autres que celles visées ci-dessus.</b> - Machines pour le travail à chaud (y compris les presses) à forger par matricage ou à forgeage libre ou à estamper, moutons, marteaux-pilons et martinets : -- Machine pour le forgeage à matrice fermée -- Autres - Machines (y compris les presses plieuses) à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, pour produits plats : -- Machines de formage des profilés -- Presses plieuses, à commande numérique -- Presses à panneaux, à commande numérique -- Machines à profiler à galets, à commande numérique -- Autres machines à rouler, cintrer, plier, dresser ou planer, à commande numérique. - Lignes de refendage, lignes de découpe à longueur et autres machines (à l'exclusion des presses) à cisailer, autres que les machines combinées à poinçonner et à cisailer, pour produits plats : -- Lignes de refendage et lignes de découpe à longueur -- Machines à cisailer, à commande numérique - Machines (à l'exclusion des presses) à poinçonner, à gruger ou à grignoter, pour produits plats, y compris les machines combinées à poinçonner et à cisailer.	

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux 5%
22.00	- A commande numérique	5%
23.00	- Machines pour travailler les tubes, tuyaux, profilés creux, profilés et barres (à l'exclusion des presses):	
24.00	- A commande numérique	
25.00	- Autres	
26.00	- Presses à froid à métaux :	
	- Presses hydrauliques	
	- Presses mécaniques	
	- Servopresses	
	- Autres	
32.00	- Autres	
33.00		
42.00		
51.00		
59.00		
61.00		
62.00		
63.00		
69.00		
90.00		
8479.83.00	<b>Machines et appareils mécaniques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent Chapitre.</b> - Presses isostatiques à froid	5%
8485	<b>Machines pour la fabrication additive.</b>	5%
10.00	- Par dépôt métallique	
20.00	- Par dépôt de matières plastiques ou de caoutchouc	
30.00	- Par dépôt de plâtre, de ciment, de céramique ou de verre	
80.00	- Autres	
90.00	- Parties	
8514	<b>Fours électriques industriels ou de laboratoires, y compris ceux fonctionnant par induction ou par pertes diélectriques; autres appareils industriels ou de laboratoires pour le traitement thermique des matières par induction ou par pertes diélectriques.</b>	5%
	- Fours à résistance (à chauffage indirect) :	
	- Presses isostatiques à chaud	
	- Autres	
	- Autres fours :	
11.00	- Fours à faisceau d'électrons	
19.00	- Fours à plasma et fours à arc sous vide	
	- Autres	
31.00		
32.00		
39.00		
8525	<b>Appareils d'émission pour la radiodiffusion ou la télévision, même incorporant un appareil de réception ou un appareil d'enregistrement ou de reproduction du son; caméras de télévision; appareils photographiques numériques et caméscopes.</b>	5%
	- Caméras de télévision, appareils photographiques numériques et caméscopes :	
	- Ultrarapides, mentionnés dans la Note 1 de sous-positions du présent Chapitre	
	- Autres, résistants aux rayonnements, mentionnés dans la Note 2 de sous-positions du présent Chapitre	
	- Autres, à vision nocturne, mentionnés dans la Note 3 de sous-positions du présent Chapitre	
	- Autres	
81.00		
82.00		
83.00		
89.00		

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Tutu</i>
8543.40.00	<b>Machines et appareils électriques ayant une fonction propre, non dénommés ni compris ailleurs dans le présent Chapitre.</b> - Cigarettes électroniques et dispositifs de vaporisation électriques personnels similaires	5%
8701 21.00 22.00 23.00 24.00 29.00	<b>Tracteurs (à l'exclusion des chariots-tracteurs du n° 87.09).</b> - Tracteurs routiers pour semi- remorques : -- Uniquement à moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi- diesel) -- Equipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) et d'un moteur électrique - Equipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par étincelles et d'un moteur électrique -- Uniquement à moteur électrique pour la propulsion -- Autres	5%
8704 41.00 42.00 43.00 51.00 52.00 60.00 90.00	<b>Véhicules automobiles pour le transport de marchandises.</b> - Autres, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par compression (diesel ou semi-diesel) et d'un moteur électrique : -- D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes -- D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes mais n'excédant pas 20 tonnes -- D'un poids en charge maximal excédant 20 tonnes - Autres, équipés à la fois, pour la propulsion, d'un moteur à piston à allumage par étincelles et d'un moteur électrique : -- D'un poids en charge maximal n'excédant pas 5 tonnes -- D'un poids en charge maximal excédant 5 tonnes - Autres, uniquement à moteur électrique pour la propulsion - Autres	5%
8806 10.00 21.00 22.00 23.00 24.00 29.00 91.00 92.00 93.00 94.00 99.00	<b>Véhicules aériens sans pilote.</b> - Conçus pour le transport de passagers - Autres, conçus uniquement pour être téléguidés : -- D'un poids maximal au décollage n'excédant pas 250 g -- D'un poids maximal au décollage excédant 250 g mais n'excédant pas 7 kg -- D'un poids maximal au décollage excédant 7 kg mais n'excédant pas 25 kg -- D'un poids maximal au décollage excédant 25 kg mais n'excédant pas 150 kg -- Autres - Autres : -- D'un poids maximal au décollage n'excédant pas 250 g -- D'un poids maximal au décollage excédant 250 g mais n'excédant pas 7 kg -- D'un poids maximal au décollage excédant 7 kg mais n'excédant pas 25 kg -- D'un poids maximal au décollage excédant 25 kg mais n'excédant pas 150 kg -- Autres	5%
8807 10.00 20.00 30.00 90.00	<b>Parties des appareils des n°s 88.01, 88.02 ou 88.06.</b> - Hélices et rotors, et leurs parties - Trains d'atterrissage et leurs parties - Autres parties d'avions, d'hélicoptères ou de véhicules aériens sans pilote - Autres	5%
9027	<b>Instruments et appareils pour analyses physiques ou chimiques (polarimètres, refractomètres, spectromètres, analyseurs de gaz ou de fumées, par exemple); instruments et appareils pour essais de viscosité, de porosité, de dilatation, de tension superficielle ou similaires ou pour mesures calorimétriques, acoustiques ou photométriques (y compris les indicateurs de temps de pose); microtomes.</b> - Autres instruments et appareils : -- Spectromètres de masse -- Autres	5%

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
89.00		<i>Suite</i>
309 10.00 90.00	Farines, poudres et agglomérés sous forme de pellets de poisson, crustacés, mollusques et autres invertébrés aquatiques, propres à l'alimentation humaine. - De poisson - Autres	10%
1515.60.00	Autres graisses et huiles végétales ou d'origine microbienne (y compris l'huile de jojoba) et leurs fractions, fixes, même raffinées, mais non chimiquement modifiées. - Graisses et huiles d'origine microbienne et leurs fractions	10%
3006.93.00	Préparations et articles pharmaceutiques - Placebos et troussees pour essais cliniques masqués (ou à double insu), destinés à un essai clinique reconnu, présentés sous forme de doses	10%
3204.18.00	Matières colorantes organiques synthétiques, même de constitution chimique définie; préparations visées à la Note 3 du présent Chapitre, à base de matières colorantes organiques synthétiques; produits organiques synthétiques des types utilisés comme agents d'avivage fluorescents ou comme luminophores, même de constitution chimique définie. - Matières colorantes caroténoïdes et préparations à base de ces matières	10%
3816.00.00	Ciments, mortiers, bétons et compositions similaires réfractaires y compris les pisés de dolomie, autres que les produits du n° 38.01.	10%
3822.11.00	Réactifs de diagnostic ou de laboratoire sur tout support et réactifs de diagnostic ou de laboratoire préparés, même sur un support, même présentés sous forme de troussees, autres que ceux du n° 30.06; matériaux de référence certifiés. - Pour le paludisme	10%
3824.89.00	Liants préparés pour moules ou noyaux de fonderie; produits chimiques et préparations des industries connexes (y compris celles consistant en mélanges de produits naturels), non dénommés ni compris ailleurs. - Contenant des paraffines chlorées à chaîne courte	10%
4402.20.00	Charbon de bois (y compris le charbon de coques ou de noix), même aggloméré. - De coques ou de noix	10%
81.03 91.00 99.00	Tantale et ouvrages en tantale, y compris les déchets et débris. - Autres : - Creusets - Autres	10%
8109 91.00 99.00	Zirconium et ouvrages en zirconium, y compris les déchets et débris. - Autres : - Contenant moins d'une partie de hafnium pour 500 parties en poids de zirconium - Autres	10%
8112 39.00 49.00 69.00	Béryllium, chrome, hafnium (celtium), rhénium, thallium, cadmium, germanium, vanadium, gallium, indium et niobium (columbium), ainsi que les ouvrages en ces métaux, y compris les déchets et débris. - Hafnium (celtium) : - Autres - Rhénium : - Autres - Cadmium : - Autres	10%
8419	Appareils, dispositifs ou équipements de laboratoire, même chauffés électriquement (à l'exclusion des fours et autres appareils du n° 85.14), pour le traitement de matières par des opérations impliquant un changement de température telles que le chauffage, la cuisson, la torréfaction, la distillation, la rectification, la stérilisation, la pasteurisation, l'étuvage, le séchage, l'évaporation, la vaporisation, la condensation ou le refroidissement, autres que les appareils domestiques; chauffe-eau non électriques, à chauffage instantané ou à accumulation.	

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Suite</i>
12.00 33.00 34.00 35.00	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Chauffe-eau solaires</li> <li>- Séchoirs :</li> <li>- Appareils de lyophilisation, appareils de cryodesiccation et séchoirs à pulvérisation</li> <li>- Autres, pour produits agricoles</li> <li>- Autres, pour le bois, la pâte à papier, le papier ou le carton</li> </ul>	10%
8421.32.00	<p><b>Centrifugeuses, y compris les essoreusescentrifuges; appareils pour la filtration ou l'épuration des liquides ou des gaz.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Appareils pour la filtration ou l'épuration des gaz :</li> <li>- Convertisseurs catalytiques et filtres à particules, même combinés, pour l'épuration ou la filtration des gaz d'échappement des moteurs à allumage par étincelles ou par compression.</li> </ul>	10%
8517  13.00 14.00 71.00 79.00	<p><b>Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil; autres appareils pour l'émission, la transmission ou la réception de la voix, d'images ou d'autres données, y compris les appareils pour la communication dans un réseau filaire ou sans fil (tel qu'un réseau local ou étendu), autres que ceux des n°s 84.43, 85.25, 85.27 ou 85.28.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Postes téléphoniques d'usagers, y compris les téléphones intelligents et autres téléphones pour réseaux cellulaires et pour autres réseaux sans fil :</li> <li>- Téléphones intelligents</li> <li>- Autres téléphones pour réseaux cellulaires ou autres réseaux sans fil</li> <li>- Parties :</li> <li>- Antennes et réflecteurs d'antennes de tous types; parties reconnaissables comme étant utilisées conjointement avec ces articles</li> <li>- Autres</li> </ul>	10%
8539  51.00 52.00	<p><b>Lampes et tubes électriques à incandescence ou à décharge, y compris les articles dits « phares et projecteurs scellés » et les lampes et tubes à rayons ultraviolets ou infrarouges; lampes à arc; sources lumineuses à diodes émettrices de lumière (LED).</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Sources lumineuses à diodes émettrices de lumière (LED):</li> <li>- Modules à diodes émettrices de lumière (LED)</li> <li>- Lampes et tubes à diodes émettrices de lumière (LED)</li> </ul>	10%
8541	<p><b>Dispositifs à semi-conducteur (par exemple, diodes, transistors, transducteurs à semi-conducteur); dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière (LED), même assemblées avec d'autres diodes émettrices de lumière (LED); cristaux piézo-électriques montés.</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Dispositifs photosensibles à semi-conducteur, y compris les cellules photovoltaïques même assemblées en modules ou constituées en panneaux; diodes émettrices de lumière (LED) :</li> <li>- Diodes émettrices de lumière (LED)</li> <li>- Cellules photovoltaïques non assemblées en modules ni constituées en panneaux</li> <li>- Cellules photovoltaïques assemblées en modules ou constituées en panneaux</li> <li>- Autres</li> </ul>	10%

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Note</i>
41.00 42.00 43.00 49.00 51.00 59.00	<ul style="list-style-type: none"> <li>- Transducteurs à semi-conducteur</li> <li>- Autres</li> </ul>	
8708.22.00	<b>Parties et accessoires des véhicules automobiles des n°s 87.01 à 87.05.</b> - Autres parties et accessoires de carrosseries (y compris les cabines) : - Pare-brises, vitres arrières et autres glaces visés à la Note 1 de sous-positions du présent Chapitre	10%
24.04.	<b>Produits contenant du tabac, du tabac reconstitué, de la nicotine ou des succédanés de tabac ou de nicotine, destinés à une inhalation sans combustion; autres produits contenant de la nicotine, destinés à l'absorption de la nicotine dans le corps humain.</b>	20%
36.03  10.00 20.00 30.00 40.00 50.00 60.00	<b>Mèches de sûreté; cordeaux détonants; amorces et capsules fulminantes; allumeurs; détonateurs électriques.</b> - Mèches de sûreté - Cordeaux détonants - Amorces fulminantes - Capsules fulminantes - Allumeurs - Détonateurs électriques	20%
4401  32.00 41.00 49.00	<b>Bois de chauffage en rondins, bûches, ramilles, fagots ou sous formes similaires; bois en plaquettes ou en particules; sciures, déchets et débris de bois, même agglomérés sous forme de bûches, briquettes, granulés ou sous formes similaires.</b> - Briquettes de bois - Sciures - Autres	20%
4407  13.00 14.00 23.00	<b>Bois sciés ou dédossés longitudinalement, tranchés ou déroulés, même rabotés, poncés ou collés par assemblage en bout, d'une épaisseur excédant 6 mm.</b> - De E-P-S ( <i>épicéa (Picea spp.)</i> , <i>pin (Pinus spp.)</i> et <i>sapin (Abies spp.)</i> ) - De Hem-fir ( <i>hemlock de l'Ouest (Tsuga heterophylla)</i> et <i>sapin (Abies spp.)</i> ) - Teak	20%
4412  41.00 42.00 49.00  51.00 52.00 59.00  91.00 92.00 99.00	<b>Bois contre-plaqués, bois plaqués et bois stratifiés similaires.</b> - Bois de placage stratifié (lamibois (LVL)) : -- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux -- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères -- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois de conifères - A âme panneautée, lattée ou lamellée : -- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux -- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères -- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois de conifères - Autres : -- Ayant au moins un pli extérieur en bois tropicaux -- Autres, ayant au moins un pli extérieur en bois autres que de conifères -- Autres, ayant les deux plis extérieurs en bois autres que de conifères	20%
4414  10.00 90.00	<b>Cadres en bois pour tableaux, photographies, miroirs ou objets similaires.</b> - En bois tropicaux - Autres	20%
4418	<b>Ouvrages de menuiserie et pièces de charpente pour construction, y compris les panneaux cellulaires, les panneaux assemblés pour revêtement de sol et les</b> <del>bardeaux («shingles» et «shakes»), en bois.</del> <del>En bois, portes en bois, Bandes en bois, Kimsasa</del>	20%

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Taxite</i>
11.00 19.00 21.00 29.00 30.00 81.00 82.00 83.00 89.00 92.00	-- En bois tropicaux -- Autres - Portes et leurs cadres, chambranles et seuils : -- En bois tropicaux -- Autres - Poteaux et poutres autres que les produits des n°s 4418.81 à 4418.89 - Bois d'ingénierie structural : -- Bois lamellé-collé (BLC) -- Bois lamellé croisé (CLT ou X-lam) -- Poutres en I -- Autres - Autres : -- Panneaux cellulaires en bois	20%
4419.20.00	<b>Articles en bois pour la table ou la cuisine.</b> - En bois tropicaux	20%
4420  11.00 19.00	<b>Bois marquetés et bois incrustés; coffrets, écrins et étuis pour bijouterie ou orfèvrerie, et ouvrages similaires, en bois; statuettes et autres objets d'ornement, en bois; articles d'ameublement en bois ne relevant pas du Chapitre 94.</b>  - Statuettes et autres objets d'ornement : -- En bois tropicaux -- Autres	20%
4421.20.00	<b>Autres ouvrages en bois.</b> - Cercueils	20%
5703  21.00 29.00 31.00 39.00	<b>Tapis et autres revêtements de sol en matières textiles (y compris le gazon), touffetés, même confectionnés.</b> - De nylon ou d'autres polyamides : -- Gazon -- Autres - D'autres matières textiles synthétiques ou de matières textiles artificielles : -- Gazon -- Autres	20%
5802.10.00	<b>Tissus bouclés du genre éponge, autres que les articles du n° 58.06; surfaces textiles touffetées, autres que les produits du n° 57.03.</b> - Tissus bouclés du genre éponge, en coton	20%
6815  11.00 12.00 13.00 19.00	<b>Ouvrages en pierres ou en autres matières minérales (y compris les fibres de carbone, les ouvrages en ces matières et en tourbe), non dénommés ni compris ailleurs.</b> - Fibres de carbone; ouvrages en fibres de carbone pour usages autres qu'électriques; autres ouvrages en graphite ou autre carbone pour usages autres qu'électriques : -- Fibres de carbone -- Textiles en fibres de carbone -- Autres ouvrages en fibres de carbone -- Autres	20%
7019  61.00 62.00 63.00 64.00 65.00 66.00 69.00	<b>Fibres de verre (y compris la laine de verre) et ouvrages en ces matières (fils, stratifils (rovings), tissus, par exemple).</b> - Etoffes liées mécaniquement : -- Tissus de stratifils (rovings) à maille fermée -- Autres étoffes de stratifils (rovings) à maille fermée -- Tissus de fils à maille fermée, à armure toile non enduits ni stratifiés -- Tissus de fils à maille fermée, à armure toile, enduits ou stratifiés -- Tissus à maille ouverte d'une largeur n'excédant pas 30 cm -- Tissus à maille ouverte d'une largeur excédant 30 cm -- Autres - Etoffes liées chimiquement : -- Voiles (fines couches)	20%
	Voiles (fines couches)	20%

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux <i>Taxe</i>
72.00 73.00 80.00	- Autres étoffes à maille ouverte - Laine de verre et ouvrages en ces matières	
7104  21.00 29.00  91.00 99.00	<b>Pierres synthétiques ou reconstituées, même travaillées ou assorties mais non enfilées ni montées ni serties; pierres synthétiques ou reconstituées non assorties, enfilées temporairement pour la facilité du transport.</b> - Autres, brutes ou simplement sciées ou dégrossies : - Diamants - Autres - Autres : - Diamants - Autres	20%
7419 20.00 80.00	<b>Autres ouvrages en cuivre.</b> - Coulés, moulés, estampés ou forgés, mais non autrement travaillés - Autres	20%
8414.70.00	<b>Pompes à air ou à vide, compresseurs d'air ou d'autres gaz et ventilateurs; hottes aspirantes à extraction ou à recyclage, à ventilateur incorporé, même filtrantes; enceintes de sécurité biologique étanches aux gaz, même filtrantes.</b> - Enceintes de sécurité biologique étanches aux gaz	20%
8524  11.00 12.00 19.00  91.00 92.00 99.00	<b>Modules d'affichage à écran plat, même comprenant des écrans tactiles.</b> - Sans pilotes ni circuits de commande : - A cristaux liquides - A diodes émettrices de lumière organiques (OLED) - Autres - Autres : - A cristaux liquides - A diodes émettrices de lumière organiques (OLED) - Autres	20%
8549  11.00  12.00 13.00  14.00 19.00  21.00	<b>Déchets et débris électriques et électroniques.</b> - Déchets et débris de piles, de batteries de piles et d'accumulateurs électriques ; piles et batteries de piles électriques hors d'usage et accumulateurs électriques hors d'usage : - Déchets et débris d'accumulateurs au plomb et à l'acide; accumulateurs au plomb et à l'acide hors d'usage - Autres, contenant du plomb, du cadmium ou du mercure - Triés par type de composant chimique et ne contenant ni plomb, ni cadmium ni mercure - En vrac et ne contenant ni plomb, ni cadmium ni mercure - Autres - Des types utilisés principalement pour la récupération des métaux précieux : - Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs à mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB) - Autres - Autres assemblages électriques et électroniques et les cartes de circuits imprimés : - Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs à mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB) - Autres - Autres : - Contenant des piles et batteries de piles électriques, des accumulateurs électriques, des interrupteurs au mercure, du verre de tubes cathodiques et autres verres activés, ou des composants électriques ou électroniques contenant du cadmium, du mercure, du plomb ou des polychlorobiphényles (PCB) - Autres	20%
29.00		

CODIFICATION	DESIGNATION	Taux
31.00   39.00  91.00   99.00		<i>Suite</i>          20%
9004       20.00 40.00	Sommiers ; articles de literie et articles similaires (matelas, couvre-pieds, édredons, coussins, poufs, oreillers, par exemple) comportant des ressorts ou bien rembourrés ou garnis intérieurement de toutes matières, y compris ceux en caoutchouc alvéolaire ou en matières plastiques alvéolaires, recouverts ou non.  - Matelas : - Couvre-pieds, couvre-lits, édredons et couettes	20%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original

Le 28 décembre 2022

**Le Cabinet du Président de la République**

**Guylain NYEMBO MBWIZYA**

Directeur de Cabinet



ANNEXE XXI : TAUX DES DROITS D'ACCISES APPLICABLES AUX MARCHANDISES ET SERVICES VISES A L'ARTICLE 3 *Suite*

N° d'ordre	MARCHANDISES	TAUX D'IMPOSITION
1.	agents de surface organiques autres que les savons	10%
2.	alcool éthylique dénaturé de tous titres:	
	i. alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus à usage médical	5%
	ii. alcool éthylique dénaturé de tous titres, à l'exception de l'alcool éthylique dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus à usage médical	10%
3	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de 80% vol ou plus à tous autres usages industriels	10%
4	alcool éthylique non dénaturé d'un titre alcoométrique volumique de moins de 80% vol	10%
5	alcools acycliques et leurs dérivés halogénés, sulfonés, nitrés ou nitrosés	10%
6	articles d'équipement pour la construction (réservoirs, cuves et récipients d'une contenance excédant 300 litres, portes et fenêtres, volets et stores, etc.) en matières plastiques	10%
7	autres boissons dont le titre alcoométrique volumique n'excède pas 0,5% vol	15%
8	autres boissons fermentées (cidre, poiré, hydromel, par exemple) dont le titre alcoométrique volumique excède 0,5 % vol	45%
9	autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques	20%
10	autres produits pour pipes à eau	60%
11	autres tabacs et succédanés de tabac, fabriqués	60%
12	bandages, bandes de roulement pour pneumatiques et « flaps », en caoutchouc	10%
13	bières de malt :	
	i. d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant moins de 6°	24%
	ii. d'un titre alcoométrique volumique excédant 0,5 % vol titrant 6° et plus	28%
14	boissons à base de jus de fruits ou de légumes, limonades et autres boissons sucrées, aromatisées ou non	10%
15	autres boissons à base de jus naturel, d'une valeur Brix n'excédant pas 15	5%
16	cartouche pour cigarettes électroniques	60%
17	chambres à air, en caoutchouc	10%
18	cigares (y compris ceux à bouts coupés), cigarillos et cigarettes, en tabac, ne contenant pas de tabac ou en succédanés de tabac	60%
19	cigarettes électroniques	60%
20	cirages et crèmes pour chaussures, encaustiques, brillants pour carrosseries, verre ou métaux, pâtes et poudres à récurer et préparations similaires, (même sous forme de papier, ouates, feutres, nontissés, matière plastique ou caoutchouc alvéolaires, imprégnés, enduits ou recouverts de ces préparations), y compris les cires artificielles et les cires préparées	10%
21	désodorisants corporels et antisudoraux	20%
22	désodorisants corporels, préparations pour bains, autres produits de parfumerie ou de toilette préparés et autres préparations cosmétiques	20%
23	eaux - de - vie dénaturées de tous titres	80%
24	eaux - de - vie, liqueurs et autres boissons spiritueuses	80%
25	eaux minérales naturelles ou artificielles, traitées et/ou conditionnées, gazéifiées ou non	5%
26	essences, avgas, jet A1, kérosène, pétrole lampant, gasoils et huiles de graissage et lubrifiants, contenant ou non du biodiesel :	
	i. essences et gasoils et autres produits	25%
	ii. avgas, jet A1, kérosène et pétrole lampant	15%
	iii. huiles de graissage et lubrifiants	10%
27	extraits et sauces de tabac	60%
28	gaz naturel, propane et butanes liquéfiés	15%
29	jus de fruits (y compris les moûts de raisin) ou de légumes, non fermentés, sans addition d'alcool, avec ou sans addition de sucre ou d'autres édulcorants, contenant un ou plusieurs agents chimiques de stérilisation	10%
30	laques pour cheveux	15%
31	liquides pour freins hydrauliques et autres liquides préparés pour transmissions hydrauliques, même contenant des huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux en toutes proportions	10%
32	mélanges de boissons fermentées	45%
33	mélanges de boissons fermentées et de boissons non alcooliques	45%
34	moûts de raisin fermentés ou non avec addition d'alcool	45%
35	papiers, ouates, feutres et nontissés, imprégnés, enduits ou recouverts de savon ou de détergents	10%
36	parfums et eaux de toilette	20%
37	pipe à eau	80%
38	pneumatiques neufs, rechapés ou usagés, en caoutchouc	10%
39	préparations capillaires autres que les shampooings	15%
40	préparations des types utilisés pour l'ensimage des matières textiles, l'huilage ou le graissage du cuir, des pelletteries ou d'autres matières même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	10%

N° d'ordre	MARCHANDISES	TAUX D'IMPOSITION
41	préparatidns lubrifiantes, y compris les huiles de coupe, les préparations pour le dégrillage des écrous, les préparations antirouille ou anticorrosion et les préparations pour le démoulage, à base de lubrifiants même contenant comme constituants de base 70% ou davantage en poids, d'huiles de pétrole ou de minéraux bitumineux	10%
42	préparatjns pour bain	20%
43	préparatjns pour l'entretien ou les soins de la peau, y compris les poudres et les poudres compactés, ainsi que les préparations antisolaires et les préparations pour bronzer	15%
44	préparatjns pour l'ondulation et le défrisage permanent	15%
45	préparatjns pour le prérasage, le rasage ou l'après-rasage	15%
46	préparatjns pour manucures ou pédicures	15%
47	préparatjns pour parfumer et désodoriser les locaux	20%
48	préparatjns tensio-actives, préparatjns pour lessives (y compris les préparatjns auxiliaires de lavage) et préparatjns de nettoyage, même contenant du savon, autres que les préparatjns organiques tensio-actives à usage de savon ou destinées au lavage de la peau	10%
49	produits de beauté	15%
50	produits de maquillage	15%
51	produits et préparatjns organiques tensio-actifs à usage de savon, même contenant du savon	10%
52	produits et préparatjns organiques tensio-actifs destinés au lavage de la peau, sous forme de liquide ou de crème, même contenant du savon	10%
53	revêtements de sols et tapis de pieds, en caoutchouc	10%
54	savons	10%
55	shampooings	10%
56	succédanés de tabac fabriqués ne contenant pas de tabac	15%
57	tabac pressé ou saucé, utilisé pour la fabrication du tabac à priser	60%
58	tabacs « homogénéisés » ou « reconstitués »	60%
59	tubes et tuyaux en caoutchouc, même pourvus de leurs accessoires (joints, coudes, raccords par exemple)	10%
60	tubes et tuyaux et leurs accessoires (joints, coudes, raccords, par exemple) en-matières plastiques à l'exclusion de boyaux artificiels	10%
61	vaisselle, autres articles de ménage ou d'économie domestique et articles d'hygiène ou de toilette, en matières plastiques	10%
62	véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus, neufs ou usagés	10%
63	véhicules automobiles pour le transport de marchandises, neufs ou usagés	10%
64	vermouths et autres vins de raisins frais préparés à l'aide de plantes ou de substances aromatiques	45%
65	vins de raisins frais, y compris les vins enrichis en alcool	45%
66	voitures de tourisme et autres véhicules automobiles principalement conçus pour le transport de personnes (autres que les véhicules automobiles pour le transport de dix personnes ou plus, chauffeur inclus), y compris les voitures du type « break » et les voitures de course, neufs ou usagés	10%
67	bières sans alcool	15%
68	autres eaux conditionnées pour la table	5%
69	boissons énergisantes et autres boissons non alcooliques additionnées de sucre ou non et utilisant des matières premières et autres substances autres que les fruits, les légumes et les jus de fruits et les jus de légumes ;	15%
<b>II. SERVICES</b>		
1	accès à l'internet	10%
2	data	10%
3	messagerie	10%
4	voix	10%
5	Allocation d'une liaison spécialisée pour la transmission de données même s'il n'y a pas transfert effectif de données	10%
6	Services à valeur ajoutée fournis à titre onéreux ou non	10%

Vu pour être annexé à la Loi de finances n°22/071 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa, le 28 décembre 2022.

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022  
Le Cabinet du Président de la République  
Guvlain NYEMBO MBWIZYA  
Directeur de Cabinet



ANNEXE XXII : NOMENCLATURE DES DROITS, TAXES ET REDEVANCES DU SECTEUR DES PTNTIC TELLE QUE MODIFIEE ET *Suite*  
COMPLETEE PAR LA PRESENTE LOI

N°	Libellé des droits, taxes et redevances	Fait générateur
1	Taxe d'homologation : - des équipements terminaux - installations radioélectriques	<i>Demande d'homologation des équipements terminaux et installations radioélectriques</i>
2	Taxe de licence de : A. réseau et services des Télécommunications (Téléphonie, Internet, Télédistribution) ; B. infrastructures de réseau : - Etablissement, détention et exploitation d'infrastructures de réseau (réseau VSAT, réseau faisceaux hertziens, réseau fibre optique) - Activité de gestion et du partage des infrastructures passives des télécommunications par un non exploitant de réseau. C. services et des applications (réseaux mobiles virtuels ; (MVNO), Internet (VNO, sans réseau propre), Voix sur IP(VoIP), services à valeur ajoutée, carrier et autres ; D. établissement ou d'exploitation d'une station de radiodiffusion sonore et Télévisuelle ; E. réseau d'infrastructures de base	<i>Demande de licence</i>
3	Taxe d'assignation de fréquences additionnelles liées à la concession, par MHZ	<i>Demande des fréquences additionnelles</i>
4	Taxe d'autorisation de : A. détention, installation et exploitation de : - stations radioélectriques privées (REP), 1 <sup>ère</sup> à 8 <sup>ème</sup> catégorie - stations terriennes de toutes catégories ou terminaux satellitaires B. installateur ou constructeur d'équipements des télécommunications C. détention, installation et exploitation du réseau Trunking D. détention, d'installation et d'exploitation de Boucle Local Radio(BLR), Boucle local câblé (BLC) et Borne Internet E. création des sites web Start up, agrégation et intégration des applications, applications mobiles, service des contenus. F. détention, d'installation et d'exploitation de : - réseaux temporaires, expérimentaux, virtuels - faisceaux hertziens G. commercialisation des services supports	<i>Demande d'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation, de construction, de commercialisation, de création des sites web, agrégation et intégration des applications mobiles service des contenus.</i>
5	Taxe d'autorisation de revente des capacités satellitaires	<i>Demande d'autorisation de revente</i>
6	Droits sur la déclaration de : - distribution des signaux audio et/ou vidéo, dans un hôtel, bâtiment ouvert au public - exploitation des systèmes de télésurveillance et vidéosurveillance dans les espaces fermés ou ouverts au public - réseau indépendant à fibre optique ou avec autre support - détention et d'exploitation d'un PABX, IPABX, serveur dédié et serveur non dédié - monteur, d'équipement de télécommunications et technologies de l'information et de la communication ; - monteur de réseau de télécommunications et technologies de l'information et de la communication ; - Importateur, exportateur, vendeur ou dépanneur d'équipements des télécommunications et technologies de l'information et de la communication ; - équipements des télécommunications et technologies de l'information et de la communication établis à bord des navires ou bateaux étrangers accostés dans les ports nationaux ou en rade dans les eaux territoriales nationales ; - cyber café et hot spot - télé centres et points d'échange internet communautaires - services à valeur ajoutée	<i>Demande d'agrément de distribution des signaux audio et/ou vidéo, dans un hôtel, bâtiment ouvert au public, des systèmes de télésurveillance et vidéosurveillance, d'un réseau indépendant, d'équipements des télécommunications installés ou établis à bord de navires ou bateaux étrangers accostés dans les ports nationaux ou en rade dans les eaux territoriales nationales, monteur d'équipements ou de réseaux, importateur, exportateur, vendeur ou dépanneur d'équipements, d'exploitation de cyber café et hot spot ; télé centres et points</i>
7	Taxe sur l'autorisation d'exploitation : - du service courrier professionnel - du service courrier amateur - messagerie financière ou transfert des fonds	<i>Demande d'autorisation d'exploitation</i>
8	Taxe sur la révision du titre obtenu de télécommunications ou de service postal	<i>Demande de révision du titre obtenu de télécommunication ou de service postal</i>
9	Taxe sur le renouvellement du titre obtenu des télécommunications et technologies de l'information et de la communication	<i>Demande de renouvellement d'un titre obtenu des Télécommunications et technologies de l'information et de la communication ou de service postal</i>
10	Duplicata du titre obtenu des télécommunications et technologies de l'information et de la communication ou de service postal	<i>Demande de duplicata</i>
	Redevance annuelle sur : A. la licence de réseau et service des télécommunications (Téléphonie, Internet, Télédistribution) :	

N°	Libellé des droits, taxes et redevances	Fait générateur
11	<p><b>a. Téléphonie fixe :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Câblé, à fibre optique : chiffres d'affaires</li> <li>- Sans fil</li> </ul> <p>§ chiffres d'affaires § fréquences</p> <p><b>b. Téléphonie mobile (2G, 3G, 4G, 5G) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chiffre d'affaires</li> <li>- fréquences</li> </ul> <p><b>c. Téléphonie mobile en milieu rural :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chiffre d'affaires</li> <li>- fréquences</li> </ul> <p><b>d. Télé-centre (téléphonie communautaire)</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- chiffre d'affaires</li> </ul> <p><b>d. Internet</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chiffre d'affaires</li> <li>- Fréquences</li> </ul> <p><b>e. Télédistribution (des signaux radio et télévision par câble, onde radio ou satellite) :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Chiffre d'affaires</li> <li>- Fréquences</li> </ul> <p><b>B. la licence d'infrastructures de réseau :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- <b>Etablissement, détention et exploitation d'infrastructure de :</b> <ul style="list-style-type: none"> <li>1° réseau VSAT</li> <li>2° réseau faisceaux hertziens :</li> <li>3° réseau fibre optique :</li> </ul> </li> <li>- <b>Activité de gestion et de partage des infrastructures passives des télécommunications par un non exploitant de réseau :</b></li> </ul> <p><b>C. La licence fourniture des services et applications (réseaux mobiles virtuels (MVNO), Internet (VNO) (sans réseau propre), Voix sur IP (VoIP), services à valeur ajoutée, carrier et autres.</b></p> <p><b>D. la licence d'établissement et d'exploitation d'une station de radiodiffusion sonore ou Télévisuelle :</b></p> <p><b>E. réseau d'infrastructures de base :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- Fourniture des capacités de transport par fibre optique ou par satellite,</li> <li>- Station d'atterrage ou Centre de transit international,</li> <li>- autres.</li> </ul>	<p style="text-align: right;"><i>Suite</i></p> <p>Réalisation de chiffres d'affaires et/ou détention des fréquences</p>
12	<p>Redevance annuelle sur :</p> <p><b>A. l'exploitation de :</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- stations radioélectriques privées (REP)</li> <li>- stations terriennes de toutes catégories ou terminaux satellitaires</li> </ul> <p><b>B. l'installateur et constructeur d'équipements des télécommunications :</b></p> <p><b>C. la vente des capacités satellitaires</b></p> <p><b>D. l'exploitation du réseau Trunking</b></p> <p><b>E. l'exploitation de Boucle Locale câblé et borne internet dans les espaces ouverts au public par les privés.</b></p> <p><b>F. la création des sites web, agrégation et intégration des applications, applications mobiles, service des contenus.</b></p> <p><b>G. - les réseaux temporaires, expérimentaux, virtuels,</b> - les faisceaux hertziens.</p> <p><b>H. la commercialisation des services supports (par les opérateurs et les Etablissements ouverts au public).</b></p>	<p>Exploitation, détention des faisceaux hertziens, ou commercialisation des services supports.</p>
13	<p>Redevance annuelle sur l'agrément de :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- distribution des signaux audio et/ou vidéo, dans un hôtel, bâtiment ouvert au public</li> <li>- exploitation des systèmes de télésurveillance et vidéosurveillance dans les espaces fermés ou ouverts au public ;</li> <li>- réseau indépendant à fibre optique ou avec autre support,</li> <li>- détention et exploitation d'un PABX, IPABX, serveur dédié et serveur non dédié,</li> <li>- cyber café ;</li> <li>- hot spot ;</li> <li>- télé centres et points d'échange internet communautaires ;</li> <li>- services à valeur ajoutée.</li> <li>- Monteur d'équipement de télécommunications et technologies de l'information et de la communication,</li> <li>- Monteur de réseau de télécommunications et technologies de l'information et de la communication,</li> <li>- vendeur d'équipements de Télécommunications et technologies de l'information et de la communication,</li> <li>- dépanneur d'équipements de Télécommunications et technologies de l'information et de la communication.</li> </ul>	<p>Distribution ou Exploitation</p>
14	<p>Redevance annuelle sur l'exploitation du :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>- service courrier professionnel,</li> <li>- service courrier amateur,</li> <li>- de la messagerie ou transfert des fonds</li> </ul>	<p>Exploitation de services ou réalisation du chiffre d'affaires</p>

Vu pour être annexé à la Loi de finances n° 22/011 du 28 décembre 2022 pour l'exercice 2023.

Fait à Kinshasa le 28 décembre 2022

Félix-Antoine TSHISEKEDI TSHILOMBO

Pour copie certifiée conforme à l'original  
Le 28 décembre 2022  
Le Cabinet du Président de la République

**Guylain NYEMBO MBWIZYA**  
Directeur de Cabinet



**DEVELOPPEMENT PAR ACTES  
GENERATEURS DES RECETTES  
DE LA LOI DE FINANCES DE  
L'EXERCICE 2023**

# III

## **CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023**

- 1.DGDA
- 2.DGI
- 3.DGRAD
- 4.RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS
- 5.RECETTES EXCEPTIONNELLES
- 6.RECETTES EXTERIEURES
- 7.BUDGETS ANNEXES
- 8.COMPTES SPECIAUX
- 9.ANNEXE DES RECETTES MINIERES
- 10.DEPENSES FISCALES

## **III.1**

# **TABLEAU SYNTHÈSE DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023**

### III.1.1. TABLEAU SYNTHÈSE GÉNÉRALE DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	<b>BUDGET GENERAL</b>	15 331 381 676 484	14 807 524 868 328	96,6	20 408 330 686 834	10 204 165 343 417	12 006 114 514 429	117,7	30 299 631 685 019	93,4	48,5
I.1.	<b>RECETTES INTERNES (P.C)</b>	10 886 827 809 013	11 880 936 823 328	109,1	14 755 887 850 063	7 377 943 925 031	9 745 977 641 291	132,1	22 786 473 012 183	70,2	54,4
I.1.1.	<b>RECETTES COURANTES</b>	10 736 827 809 013	11 625 046 823 328	108,3	14 755 887 850 063	7 377 943 925 031	9 745 977 641 291	132,1	22 486 473 012 183	69,3	52,4
I.1.1.1	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)/Hors Miniers	2 332 786 633 422	2 386 854 747 110	102,3	3 900 919 424 827	1 950 459 712 413	1 292 261 735 099	66,3	3 934 950 892 292	12,1	0,9
I.1.1.2	Recettes des Impôts (DGI)/ Hors Pétroliers et Miniers	3 134 854 343 481	3 736 877 576 697	119,2	3 906 937 276 189	2 003 468 638 094	2 097 755 201 598	104,7	4 865 333 727 106	15,0	24,5
I.1.1.3	Recettes Non Fiscales	891 234 667 944	839 898 690 092	94,2	1 463 810 984 768	731 905 492 384	616 632 548 348	84,3	1 839 288 637 424	5,7	25,7
1°	DGRAD / Hors Pétroliers et Miniers	891 234 667 944	839 898 690 092	94,2	1 463 810 984 768	731 905 492 384	601 370 548 348	82,2	1 839 288 637 424	5,7	25,7
2°	Autres Recettes /DGRAD	0	0		0	0	15 262 000 000		0	0,0	
I.1.1.4	Recettes des Pétroliers Producteurs	264 846 418 864	441 980 294 940	166,9	394 955 119 801	197 477 559 901	349 530 494 023	177,0	615 414 780 846	1,9	55,8
1°	DGI	104 846 418 864	131 834 326 594	125,7	124 009 876 833	62 004 938 417	105 587 662 571	170,3	197 310 786 994	0,6	59,1
2°	DGRAD	160 000 000 000	310 145 968 346	193,8	270 945 242 968	135 472 621 484	243 942 831 452	180,1	418 103 993 852	1,3	54,3
I.1.1.5	Recettes minières	4 113 105 745 302	4 219 435 514 489	102,6	5 089 265 044 478	2 494 632 522 239	5 389 797 662 222	216,1	11 231 484 974 516	34,6	120,7
1°	DGI	2 535 591 510 999	2 507 272 150 000	98,9	3 224 050 597 259	1 562 025 298 629	4 239 219 585 234	271,4	8 524 260 450 004	26,3	164,4
2°	DGDA	664 948 902 247	647 263 029 816	97,3	664 948 902 247	332 474 451 123	407 214 707 684	122,5	1 014 508 894 916	3,1	52,6
3°	DGRAD	912 565 332 056	1 064 900 334 673	116,7	1 200 265 544 972	600 132 772 486	743 363 369 304	123,9	1 692 715 629 597	5,2	41,0
I.1.2.	<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	150 000 000 000	255 890 000 000	170,6	0	0	0		300 000 000 000	0,9	
I.2.	<b>RECETTES EXTERIEURES</b>	4 444 553 867 471	2 926 588 045 000	65,8	5 652 442 836 771	2 826 221 418 386	2 260 136 873 138	80,0	7 513 158 672 836	23,1	32,9
I.2.1.	<b>RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES</b>	1 921 415 250 000	85 554 760 704	4,5	2 878 115 000 000	1 439 057 500 000	604 102 000 000	42,0	2 553 783 542 310	7,9	-11,3
I.2.1.1	Emprunt programme	1 003 350 000 000	85 554 760 704	8,5	688 983 120 000	344 491 560 000	0	0,0	1 104 838 039 031	3,4	60,4
I.2.1.2	Dons budgétaires	918 065 250 000	0	0,0	2 189 131 880 000	1 094 565 940 000	604 102 000 000	55,2	1 448 945 503 279	4,5	-33,8
I.2.2.	<b>RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS</b>	2 523 138 617 471	2 841 033 284 296	112,6	2 774 327 836 771	1 387 163 918 386	1 656 034 873 138	119,4	4 959 375 130 526	15,3	78,8
I.2.2.1	Dons projets	1 576 127 387 464	2 215 745 191 364	140,6	1 759 009 557 332	879 504 778 666	912 904 455 302	103,8	1 032 445 667 390	3,2	-41,3
I.2.2.2	Emprunts projets	947 011 230 008	625 288 092 932	66,0	1 015 318 279 439	507 659 139 720	743 130 417 836	146,4	3 926 929 463 136	12,1	286,8
II.	<b>BUDGETS ANNEXES</b>	397 639 326 487	305 053 116 533	76,7	409 966 145 608	204 983 072 804	161 848 340 690	79,0	541 914 354 613	1,7	32,2
III.	<b>COMPTES SPECIAUX</b>	892 557 305 872	872 931 105 605	97,8	1 434 712 561 829	717 356 280 914	710 493 584 986	99,0	1 615 236 769 760	5,0	12,6
	<b>TOTAL RECETTES DU BUDGET</b>	16 621 578 308 843	15 985 509 090 466	96,2	22 253 009 394 270	11 126 504 697 135	12 878 456 440 105	115,7	32 456 782 809 392	100,0	45,9

## **III.1.2**

# **RECETTES DU BUDGET GENERAL**

### III.1.2.1. TABLEAU SYNTHÈSE DES RECETTES DU BUDGET GÉNÉRAL DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
I.	<b>BUDGET GENERAL</b>	15 331 381 676 484	14 807 524 868 328	96,6	20 408 330 686 834	10 204 165 343 417	12 006 114 514 429	117,7	30 299 631 685 019	100,0	48,5
I.1.	<b>RECETTES INTERNES (P.C)</b>	10 886 827 809 013	11 880 936 823 328	109,1	14 755 887 850 063	7 377 943 925 031	9 745 977 641 291	132,1	22 786 473 012 183	75,2	54,4
I.1.1.	<b>RECETTES COURANTES</b>	10 736 827 809 013	11 625 046 823 328	108,3	14 755 887 850 063	7 377 943 925 031	9 745 977 641 291	132,1	22 486 473 012 183	74,2	52,4
I.1.1.1.	Recettes des Douanes et Accises (DGDA)/Hors Miniers	2 332 786 633 422	2 386 854 747 110	102,3	3 900 919 424 827	1 950 459 712 413	1 292 261 735 099	66,3	3 934 950 892 292	13,0	0,9
I.1.1.2.	Recettes des Impôts (DGI)/ Hors Pétroliers et Miniers	3 134 854 343 481	3 736 877 576 697	119,2	3 906 937 276 189	2 003 468 638 094	2 097 755 201 598	104,7	4 865 333 727 106	16,1	24,5
I.1.1.3.	Recettes Non Fiscales	891 234 667 944	839 898 690 092	94,2	1 463 810 984 768	731 905 492 384	616 632 548 348	84,3	1 839 288 637 424	6,1	25,7
1°	DGRAD / Hors Pétroliers et Miniers	891 234 667 944	839 898 690 092	94,2	1 463 810 984 768	731 905 492 384	601 370 548 348	82,2	1 839 288 637 424	6,1	25,7
2°	Autres Recettes /DGRAD	0	0		0	0	15 262 000 000		0	0,0	
I.1.1.4.	Recettes des Pétroliers Producteurs	264 846 418 864	441 980 294 940	166,9	394 955 119 801	197 477 559 901	349 530 494 023	177,0	615 414 780 846	2,0	55,8
1°	DGI	104 846 418 864	131 834 326 594	125,7	124 009 876 833	62 004 938 417	105 587 662 571	170,3	197 310 786 994	0,7	59,1
2°	DGRAD	160 000 000 000	310 145 968 346	193,8	270 945 242 968	135 472 621 484	243 942 831 452	180,1	418 103 993 852	1,4	54,3
I.1.1.5.	Recettes minières	4 113 105 745 302	4 219 435 514 489	102,6	5 089 265 044 478	2 494 632 522 239	5 389 797 662 222	216,1	11 231 484 974 516	37,1	120,7
1°	DGI	2 535 591 510 999	2 507 272 150 000	98,9	3 224 050 597 259	1 562 025 298 629	4 239 219 585 234	271,4	8 524 260 450 004	28,1	164,4
2°	DGDA	664 948 902 247	647 263 029 816	97,3	664 948 902 247	332 474 451 123	407 214 707 684	122,5	1 014 508 894 916	3,3	52,6
3°	DGRAD	912 565 332 056	1 064 900 334 673	116,7	1 200 265 544 972	600 132 772 486	743 363 369 304	123,9	1 692 715 629 597	5,6	41,0
I.1.2.	<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	150 000 000 000	255 890 000 000	170,6	0	0	0		300 000 000 000	1,0	
I.2.	<b>RECETTES EXTERIEURES</b>	4 444 553 867 471	2 926 588 045 000	65,8	5 652 442 836 771	2 826 221 418 386	2 260 136 873 138	80,0	7 513 158 672 836	24,8	32,9
I.2.1.	<b>RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES</b>	1 921 415 250 000	85 554 760 704	4,5	2 878 115 000 000	1 439 057 500 000	604 102 000 000	42,0	2 553 783 542 310	8,4	-11,3
I.2.1.1.	Emprunt programme	1 003 350 000 000	85 554 760 704	8,5	688 983 120 000	344 491 560 000	0	0,0	1 104 838 039 031	3,6	60,4
I.2.1.2.	Dons budgétaires	918 065 250 000	0	0,0	2 189 131 880 000	1 094 565 940 000	604 102 000 000	55,2	1 448 945 503 279	4,8	-33,8
I.2.2.	<b>RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS</b>	2 523 138 617 471	2 841 033 284 296	112,6	2 774 327 836 771	1 387 163 918 386	1 656 034 873 138	119,4	4 959 375 130 526	16,4	78,8
I.2.2.1.	Dons projets	1 576 127 387 464	2 215 745 191 364	140,6	1 759 009 557 332	879 504 778 666	912 904 455 302	103,8	1 032 445 667 390	3,4	-41,3
I.2.2.2.	Emprunts projets	947 011 230 008	625 288 092 932	66,0	1 015 318 279 439	507 659 139 720	743 130 417 836	146,4	3 926 929 463 136	13,0	286,8
<b>TOTAL RECETTE DU BUDGET GENERAL</b>		15 331 381 676 484	14 807 524 868 328	96,6	20 408 330 686 834	10 204 165 343 417	12 006 114 514 429	117,7	30 299 631 685 019	100,0	48,5

### **III.1.3**

## **RECETTES DE DOUANES ET ACCISES**

### III.1.3.1. TABLEAU SYNTHÈSE DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.	<b>Impôts généraux sur les biens et services</b>	1 364 499 662 914	1 366 036 579 738	100,1	2 016 221 054 347	1 008 110 527 173	634 043 131 104	62,9	1 703 633 743 537	34,4	-15,5
II.	<b>Droits d'accises</b>	762 300 359 094	774 644 196 679	101,6	1 150 746 025 629	575 373 012 815	454 018 904 504	78,9	1 442 686 781 362	29,1	25,4
III.	<b>Droits de douane et autres droits à l'importation</b>	856 697 391 247	763 240 010 930	89,1	1 196 324 154 365	598 162 077 182	597 600 818 519	99,9	1 496 131 112 288	30,2	25,1
IV.	<b>Taxes à l'exportation</b>	12 922 407 859	13 416 454 079	103,8	21 554 399 668	10 777 199 834	7 149 981 911	66,3	45 577 175 890	0,9	111,5
V.	<b>Amendes et Pénalités</b>	1 315 714 555	116 780 535 499	8 875,8	181 022 693 065	90 511 346 533	6 663 606 745	7,4	261 430 974 132	5,3	44,4
	<b>TOTAL DGDA</b>	<b>2 997 735 535 669</b>	<b>3 034 117 776 926</b>	<b>101,2</b>	<b>4 565 868 327 074</b>	<b>2 282 934 163 537</b>	<b>1 699 476 442 783</b>	<b>74,4</b>	<b>4 949 459 787 207</b>	<b>100,0</b>	<b>8,4</b>

### III.1.3.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES DOUANES ET ACCISES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FINJUI	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX. ACCR
I.	Impôts généraux sur les biens et services	1 364 499 662 914	1 366 036 579 738	100,1	2 016 221 054 347	1 008 110 527 173	634 043 131 104	62,9	1 703 633 743 537	34,4	-15,5
II.	Droits d'accises	762 300 359 094	774 644 196 679	101,6	1 150 746 025 629	575 373 012 815	454 018 904 504	78,9	1 442 686 781 362	29,1	25,4
17132100	Accises perçues en régime intérieur	566 544 125 141	555 900 986 264	98,1	829 547 153 308	414 773 576 654	332 307 616 471	80,1	1 121 487 909 040	22,7	35,2
17132200	Accises perçues à l'importation	195 756 233 953	218 743 210 414	111,7	321 198 872 321	160 599 436 161	121 711 288 033	75,8	321 198 872 321	6,5	0,0
III.	Droits de douane et autres droits à l'importation	856 697 391 247	763 240 010 930	89,1	1 196 324 154 365	598 162 077 182	597 600 818 519	99,9	1 496 131 112 288	30,2	25,1
17151110	Droits de douane	856 694 489 445	763 147 587 591	89,1	1 196 324 154 365	598 162 077 182	597 585 770 180	99,9	1 496 120 359 321	30,2	25,1
17151120	Autres droits à l'importation	2 901 801	92 423 339	3 185,0	0	0	15 048 339		10 752 967	0,0	
IV.	Taxes à l'exportation	12 922 407 859	13 416 454 079	103,8	21 554 399 668	10 777 199 834	7 149 981 911	66,3	45 577 175 890	0,9	111,5
17152100	Droits de sortie des minerais	4 372 759 212	3 579 769 435	81,9	5 791 036 422	2 895 518 211	2 131 689 893	73,6	32 813 216 708	0,7	466,6
17152200	Droits de sortie des produits agricoles et végétaux	8 549 648 647	9 836 684 644	115,1	15 763 363 246	7 881 681 623	5 018 292 018	63,7	12 763 959 182	0,3	-19,0
V.	Amendes et Pénalités	1 315 714 555	116 780 535 499	8 875,8	181 022 693 065	90 511 346 533	6 663 606 745	7,4	261 430 974 132	5,3	44,4
<b>TOTAL DGDA</b>		<b>2 997 735 535 669</b>	<b>3 034 117 776 926</b>	<b>101,2</b>	<b>4 565 868 327 074</b>	<b>2 282 934 163 537</b>	<b>1 699 476 442 783</b>	<b>74,4</b>	<b>4 949 459 787 207</b>	<b>100,0</b>	<b>8,4</b>

**CANEVAS DES RECETTES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023**  
**PRESENTATION DES IMPOTS, DROITS, TAXES ET REDEVANCES PAR ORGANISME GENERATEUR**

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.	BUDGET GENERAL	15 331 381 676 484	14 807 524 868 328	96,6	20 408 330 686 834	10 204 165 343 417	12 006 114 514 429	117,7	30 299 631 685 019	93,4	48,5
I.1	RECETTES DU POUVOIR CENTRAL	10 886 827 809 013	11 880 936 823 328	109,1	14 755 887 850 063	7 377 943 925 031	9 745 977 641 292	132,1	22 786 473 012 183	70,2	54,4
I.1.1	RECETTES COURANTES	10 736 827 809 013	11 625 046 823 328	108,3	14 755 887 850 063	7 377 943 925 031	9 745 977 641 292	132,1	22 486 473 012 183	69,3	52,4
I.1.1.1	<b>DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (DGDA)</b>	<b>2 997 735 535 669</b>	<b>3 034 117 776 926</b>	<b>101,2</b>	<b>4 565 868 327 074</b>	<b>2 282 934 163 537</b>	<b>1 699 476 442 783</b>	<b>74,4</b>	<b>4 949 459 787 207</b>	<b>15,2</b>	<b>8,4</b>
	17 130 000 Impôts généraux sur les biens et services	1 364 499 662 914	1 366 036 579 738	100,1	2 016 221 054 347	1 008 110 527 173	634 043 131 104	62,9	1 703 633 743 537	5,2	-15,5
	17 131 120 Taxe sur la Valeur Ajoutée	1 364 499 662 914	1 366 036 579 738	100,1	2 016 221 054 347	1 008 110 527 173	634 043 131 104	62,9	1 703 633 743 537	5,2	-15,5
	17 132 000 Droits d'accises	762 300 359 094	774 644 196 679	101,6	1 150 746 025 629	575 373 012 815	454 018 904 504	78,9	1 442 686 781 362	4,4	25,4
	17 132 100 <i>Accises perçues en régime intérieur</i>	566 544 125 141	555 900 986 264	98,1	829 547 153 308	414 773 576 654	332 307 616 471	80,1	1 121 487 909 040	3,5	35,2
	17 132 110 <i>Alcools et boissons</i>	279 656 342 625	280 482 300 200	100,3	419 157 363 098	209 578 681 549	167 395 936 458	79,9	544 460 986 128	1,7	29,9
	17 132 111 Alcools	1 342 882 997	3 067 444 201	228,42	1 519 140 597	759 570 299	1 986 254 503	261,5	6 216 016 582	0,0	309,2
	17 132 112 <i>Bières</i>	220 304 750 881	231 776 933 700	105,21	338 198 006 562	169 099 003 281	136 789 426 299	80,9	445 306 884 955	1,4	31,7
		167 829 352 936	187 882 778 511	111,95	266 069 431 300	133 034 715 650	113 725 305 321	85,5	355 618 510 165	0,3	33,7
		52 475 397 946	43 894 155 189	83,65	72 128 575 262	36 064 287 631	23 064 120 978	64,0	89 688 374 790	0,0	24,3
	17 132 113 <i>Autres boissons fermentées</i>	852 015 295	1 176 921 869	138,13	1 518 550 209	759 275 104	795 203 306	104,7	1 934 495 953	1,4	27,4
		500 838 025	1 001 371 317	199,94	679 898 528	339 949 264	795 203 306	233,9	1 934 495 953	0,0	184,5
		351 177 271	175 550 552		838 651 681	419 325 841	0	0,0	0	0,0	-100,0
	17 132 114 Boissons distillées	8 167 942 967	7 214 400 809	88,33	11 088 101 408	5 544 050 704	3 245 314 272	58,5	10 894 333 622	0,0	-1,7
	17 132 115 Eaux minérales	1 487 068 029	1 724 603 714	115,97	2 349 383 719	1 174 691 860	1 272 003 448	108,3	6 300 525 488	0,0	168,2
	17 132 116 Limonades et Jus	47 501 682 454	35 521 995 908	74,78	64 484 180 602	32 242 090 301	23 307 734 630	72,3	73 808 729 529	0,2	14,5
	17 132 120 Tabacs fabriqués et leurs succédanés ainsi que les produits et instruments servant à fumer	32 614 476 241	29 355 774 995	90,01	38 652 425 226	19 326 212 613	12 818 047 122	66,3	64 028 388 375	0,2	65,7
	17 132 130 cosmétiques et autres produits d'entretien	6 464 347 880	6 982 891 525	108,02	7 661 098 789	3 830 549 394	3 987 879 227	104,1	15 048 980 378	0,0	96,4

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>I.1.1.1</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (Suite)</b>										
17 132 140	<i>Articles et ouvrages en matières plastiques et caoutchouc</i>	<u>1 972 271 490</u>	<u>1 766 037 207</u>	<u>89,54</u>	<u>2 589 515 014</u>	<u>1 294 757 507</u>	<u>1 949 037 642</u>	<u>150,5</u>	<u>2 589 515 014</u>	<u>0,0</u>	<u>0,0</u>
17 132 141	Articles et ouvrages en matières plastiques	1 972 271 490	1 766 037 207	89,5	2 589 515 014	1 294 757 507	1 949 037 642	150,5	2 589 515 014	0,0	0,0
17 132 150	Services des télécommunication	245 836 686 906	237 313 982 338	96,5	361 486 751 182	180 743 375 591	146 156 716 022	80,9	495 360 039 145	1,5	37,0
<b>17 132 200</b>	<b>Accises perçues à l'importation</b>	<b>195 756 233 953</b>	<b>218 743 210 414</b>	<b>111,7</b>	<b>321 198 872 321</b>	<b>160 599 436 161</b>	<b>121 711 288 033</b>	<b>75,8</b>	<b>321 198 872 321</b>	<b>1,0</b>	<b>0,0</b>
17 132 210	Alcools et boissons	11 964 657 629	11 846 581 927	99,0	18 254 955 827	9 127 477 914	6 616 680 582	72,5	20 934 621 426	0,1	14,7
17 132 212	<i>Bières</i>	<u>1 264 254 561</u>	<u>1 981 416 811</u>	<u>156,7</u>	<u>3 341 110 040</u>	<u>1 670 555 020</u>	<u>1 002 304 943</u>	<u>60,0</u>	<u>2 543 779 943</u>	<u>0,0</u>	<u>-23,9</u>
	Bières de malt titrant-6°	1 199 679 780	1 691 628 613	141,0	3 202 166 384	1 601 083 192	815 312 342	50,9	2 062 524 278	0,0	-35,6
	Bières de malt titrant+6°	64 574 781	289 788 198	448,8	138 943 655	69 471 828	186 992 602	269,2	481 255 665	0,0	246,4
17 132 211	Alcools	3 522 286 917	3 700 982 936	105,1	5 750 849 326	2 875 424 663	2 521 778 831	87,7	7 476 650 509	0,0	30,0
<b>17 132 213</b>	<b><i>Autres boissons fermentées</i></b>	<b><u>3 551 443 972</u></b>	<b><u>3 233 776 444</u></b>	<b><u>91,1</u></b>	<b><u>4 483 214 823</u></b>	<b><u>2 241 607 412</u></b>	<b><u>1 757 142 473</u></b>	<b><u>78,4</u></b>	<b><u>4 253 956 324</u></b>	<b><u>0,0</u></b>	<b><u>-5,1</u></b>
	Autres boissons fermentées	3 101 212 253	3 056 254 351	98,6	3 924 959 064	1 962 479 532	1 129 396 114	57,5	2 320 339 813	0,0	-40,9
	Autres boissons dont le titre alcoolométrique vol n'excede pas 0,5%(Bières sans l' alcools)	450 231 719	177 522 093	39,4	558 255 759	279 127 879	627 746 359	224,9	1 933 616 511	0,0	246,4
17 132 214	Boissons distillées	1 293 296 142	1 025 422 159	79,3	1 587 927 492	793 963 746	177 714 761	22,4	1 718 770 232	0,0	8,2
17 132 215	Eaux Minérales	474 079 593	334 341 616	70,5	595 472 810	297 736 405	121 164 671	40,7	257 815 535	0,0	-56,7
17 132 216	Limonades et Jus	1 859 296 443	1 570 641 962	84,5	2 496 381 337	1 248 190 668	1 036 574 902	83,0	4 683 648 882	0,0	87,6
17 132 220	Tabacs fabriqués et leurs succédanés ainsi que les produits et instruments servant à fumer	61 328 305 299	75 895 373 721	123,8	110 615 751 603	55 307 875 801	37 058 274 920	67,0	101 321 505 178	0,3	-8,4
17 132 230	Cosmetiques et autres produits d'entretien	9 052 841 482	7 649 882 240	84,5	12 096 122 989	6 048 061 495	3 077 460 783	50,9	6 386 938 066	0,0	-47,2
17 132 240	<i>Articles et ouvrages en matières plastiques et caoutchouc</i>	<u>34 106 626 478</u>	<u>33 180 684 518</u>	<u>97,3</u>	<u>47 939 012 967</u>	<u>23 969 506 483</u>	<u>19 001 208 738</u>	<u>79,3</u>	<u>32 678 119 037</u>	<u>0,1</u>	<u>-31,8</u>
17 132 241	Articles et ouvrages en matières plastiques	17 079 928 600	16 598 355 086	97,2	21 954 712 544	10 977 356 272	7 895 404 877	71,9	2 341 824 441	0,0	-89,3
17 132 242	Articles et ouvrages en caoutchouc synthétique	17 026 697 878	16 582 329 432	97,4	25 984 300 423	12 992 150 212	11 105 803 861	85,5	30 336 294 595	0,1	16,7
17 132 250	<i>Huiles Minérales</i>	<u>16 603 071 016</u>	<u>19 483 688 016</u>	<u>117,3</u>	<u>28 178 594 513</u>	<u>14 089 297 256</u>	<u>10 160 646 009</u>	<u>72,1</u>	<u>35 426 303 873</u>	<u>0,1</u>	<u>25,7</u>
17 132 251	Huiles de graissage et lubrifiants	16 603 071 016	19 483 688 016	117,3	28 178 594 513	14 089 297 256	10 160 646 009	72,1	35 426 303 873	0,1	25,7
17 132 260	Véhicules	62 700 732 049	70 686 999 992	112,7	104 114 434 422	52 057 217 211	45 797 017 001	88,0	124 451 384 742	0,4	19,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>I.1.1.1</b>	<b>DIRECTION GENERALE DES DOUANES ET ACCISES (Suite)</b>										
37 137 000	Amendes et pénalités sur impôts et taxes sur les biens et services	73 707 921	49 290 039 895	66 872,1	3 945 155 069	1 972 577 534	40 271 885	2,0	118 462 139 656	0,4	2 902,7
37 137 100	Amendes et pénalités relevant des accises perçues en régime intérieur	73 707 921	1 193 586 754	1 619,3	84 928 503	42 464 252	40 271 885	94,8	62 488 817 873	0,2	73 478,1
37 137 200	Amendes et pénalités relevant des accises perçues à l'importation	0	48 096 453 141		3 860 226 565	1 930 113 283	0		55 973 321 783	0,2	1 350,0
17 151 100	Droits de douane et autres droits à l'importation	856 697 391 247	763 240 010 930	89,1	1 196 324 154 365	598 162 077 182	597 600 818 519	99,9	1 496 131 112 288	4,6	25,1
17 151 110	Droits de douane	856 694 489 445	763 147 587 591	89,1	1 196 324 154 365	598 162 077 182	597 585 770 180	99,9	1 496 120 359 321	4,6	25,1
17 151 120	Autres droits à l'importation	2 901 801	92 423 339	3 185,0	0	0	15 048 339		10 752 967	0,0	
17 151 121	Produits partiels des ventes publiques	2 901 801	21 777 114	750,5		0	15 048 339		10 752 967	0,0	
17 151 123	Taxes sur ventes publiques	0	70 646 225			0	0		0	0,0	
17 152 000	Taxes à l'exportation	12 922 407 859	13 416 454 079	103,8	21 554 399 668	10 777 199 834	7 149 981 911	66,3	45 577 175 890	0,1	111,5
17 152 100	Droits de sortie des minerais	4 372 759 212	3 579 769 435	81,9	5 791 036 422	2 895 518 211	2 131 689 893	73,6	32 813 216 708	0,1	466,6
17 152 120	Diamant artisanal	3 031 510 619	2 718 145 283	89,7	4 166 247 507	2 083 123 753	1 459 268 383	70,1	3 256 214 906	0,0	-21,8
17 152 140	Or artisanal	57 304 251	57 488 067	100,3	69 421 704	34 710 852	73 548 686	211,9	193 467 781	0,0	178,7
17 152 300	Autres produits	1 283 944 342	804 136 086	62,6	1 555 367 211	777 683 605	598 872 824	77,0	29 363 534 021	0,1	1 787,9
17 152 200	Droits de sortie des produits agricoles	8 549 648 647	9 836 684 644	115,1	15 763 363 246	7 881 681 623	5 018 292 018	63,7	12 763 959 182	0,0	-19,0
17 152 230	Bois en grumes	8 143 673 252	9 079 505 774	111,5	14 731 554 474	7 365 777 237	4 517 117 040	61,3	11 549 973 327	0,0	-21,6
17 152 240	Bois scié	405 975 394	757 178 870	186,5	1 031 808 772	515 904 386	501 174 977	97,1	1 213 985 855	0,0	17,7
37 156 000	Amendes et pénalités sur impôts sur le commerce et transactions internationales	1 242 006 634	67 490 495 604	5 434,0	177 077 537 996	88 538 768 998	6 623 334 860	7,5	142 968 834 476	0,4	-19,3
37 156 100	Amendes et pénalités à l'importation	863 958 780	2 165 793 522	250,7	71 698 234 833	35 849 117 417	6 623 334 860	18,5	102 710 571 497	0,4	43,3
37 156 200	Amendes et pénalités à l'exportation	378 047 854	65 324 702 082	17 279,5	105 379 303 163	52 689 651 582	0	0,0	40 258 262 979	0,3	-61,8

## **III.1.4**

# **RECETTES DES IMPOTS**

### III.1.4.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES DES IMPOTS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TAUX ACRR
I	Impôts sur les rémunérations	1 487 153 766 174	1 531 070 833 214	102,95	1 921 309 294 848	960 654 647 424	817 744 055 827	85,12	2 039 131 760 799	15,23	6,13
II.	Impôts sur les bénéfices et profits et sur les revenus des capitaux immobiliers	2 369 959 226 458	2 710 198 799 913	114,36	2 982 361 008 515	1 491 180 504 257	4 377 683 007 218	293,57	8 466 895 504 718	63,23	183,90
III.	Impôts et Taxes sur les biens et services	1 749 042 387 680	1 802 294 809 854	103,04	2 160 140 715 444	1 080 070 357 722	1 071 769 597 045	99,23	2 718 851 366 822	20,31	25,86
IV.	Autres recettes	64 290 474 168	200 585 283 717	312,00	67 176 854 640	33 588 427 320	69 778 126 741	207,74	164 715 544 771	1,23	145,20
<b>TOTAL DGI HORS PETROLIERS</b>		<b>5 670 445 854 480</b>	<b>6 244 149 726 698</b>	<b>110,12</b>	<b>7 130 987 873 447</b>	<b>3 565 493 936 724</b>	<b>6 336 974 786 832</b>	<b>177,73</b>	<b>13 389 594 177 109</b>	<b>100,00</b>	<b>87,77</b>

### III.1.4.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES IMPOTS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL.	VOTE	STRUCT	TX ACCR
<b>I</b>	<b>IMPOTS SUR LES REMUNERATIONS</b>	<b>1 487 153 766 174</b>	<b>1 531 070 833 214</b>	<b>102,95</b>	<b>1 921 309 294 848</b>	<b>960 654 647 424</b>	<b>817 744 055 827</b>	<b>85,12</b>	<b>2 039 131 760 799</b>	<b>15,23</b>	<b>6,13</b>
1 711 111	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions politiques et Fonctionnaires et Agents publics	704 128 633 431	647 656 727 736	91,98	874 968 763 169	437 484 381 584	392 274 561 419	89,67	901 038 714 287	6,73	2,98
1 711 112	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions politiques	65 604 802 139	76 941 180 943	117,28	113 210 188 664	56 605 094 332	43 896 300 094	77,55	251 472 466 482	1,88	122,13
1 711 113	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics	<u>211 736 905 274</u>	<u>381 997 719 547</u>	<u>180,41</u>	<u>342 179 506 666</u>	<u>171 089 753 333</u>	<u>87 063 512 956</u>	<u>50,89</u>	<u>246 410 774 195</u>	<u>1,84</u>	<u>-27,99</u>
17 111 131	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics	185 307 539 020	306 093 350 835	165,18	288 602 580 248	144 301 290 124	75 590 977 451	52,38	215 972 658 176	1,61	-25,17
17 111 132	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des régies financières	26 429 366 254	75 904 368 712	287,20	53 576 926 418	26 788 463 209	11 472 535 505	42,83	30 438 116 019	0,23	-43,19
17 111 200	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	265 257 692 503	195 346 887 274	73,64	312 581 731 487	156 290 865 744	153 247 088 093	98,05	334 995 383 064	2,50	7,17
17 111 400	Impôts exceptionnels sur les rémunérations des expatriés	240 425 732 827	229 128 317 715	95,30	278 369 104 863	139 184 552 432	141 262 593 265	101,49	305 214 422 772	2,28	9,64
<b>II</b>	<b>IMPÔTS SUR LES BÉNÉFICES ET PROFITS ET SUR LES REVENUS DES CAPITAUX MOBILIERS</b>	<b>2 369 959 226 458</b>	<b>2 710 198 799 913</b>	<b>114,36</b>	<b>2 982 361 008 515</b>	<b>1 491 180 504 257</b>	<b>4 377 683 007 218</b>	<b>293,57</b>	<b>8 466 895 504 718</b>	<b>63,23</b>	<b>183,90</b>
17 112 100	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	1 991 425 883 097	2 193 792 619 041	110,16	2 442 238 208 356	1 221 119 104 178	3 327 816 076 444	272,52	7 114 445 423 566	53,13	191,31
17 112 112	Impôt spécial sur les profits excédentaires	0	158 801 139		100 000 000 000	50 000 000 000	782 679 767 260	1 565,36	742 045 890 004	5,54	642,05
17 112 300	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petites tailles	9 019 993 919	8 520 440 688	94,46	13 310 252 261	6 655 126 130	9 510 758 573	142,91	18 008 364 724	0,13	35,30
17 112 400	Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents	180 555 943 813	164 042 791 849	90,85	156 472 271 874	78 236 135 937	94 214 549 302	120,42	186 083 042 830	1,39	18,92
17 113 100	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	188 957 405 628	343 684 147 196	181,88	270 340 276 024	135 170 138 012	163 461 855 639	120,93	406 312 783 595	3,03	50,30
<b>III.</b>	<b>IMPÔTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	<b>1 749 042 387 680</b>	<b>1 802 294 809 854</b>	<b>103,04</b>	<b>2 160 140 715 444</b>	<b>1 080 070 357 722</b>	<b>1 071 769 597 045</b>	<b>99,23</b>	<b>2 718 851 366 822</b>	<b>20,31</b>	<b>25,86</b>
	Impôts sur le chiffre d'affaires / ventes locales	0	0		0	0	0		0		
17 131 110	Taxe sur la Valeur Ajoutée	1 749 042 387 680	1 802 294 809 854	<b>103,04</b>	2 160 140 715 444	1 080 070 357 722	1 071 769 597 045	<b>99,23</b>	2 718 851 366 822	<b>20,31</b>	<b>25,86</b>
<b>IV.</b>	<b>AUTRES RECETTES</b>	<b>64 290 474 168</b>	<b>200 585 283 717</b>	<b>312,00</b>	<b>67 176 854 640</b>	<b>33 588 427 320</b>	<b>69 778 126 741</b>	<b>207,74</b>	<b>164 715 544 771</b>	<b>1,23</b>	<b>145,20</b>
17 134 111	Immatriculations automobiles	4 534 635 279	3 932 078 155	86,71	4 381 160 360	2 190 580 180	2 034 548 369	92,88	4 541 591 780	0,03	3,66
27 012 229	Vente des imprimés	277 167 188	452 609 464	163,30	688 149 000	344 074 500	739 702 998	214,98	874 471 750	0,01	27,08
37 114 300	Amendes et pénalités	59 478 671 701	196 200 596 097	329,87	62 107 545 279	31 053 772 640	67 003 875 375	215,77	159 299 481 241	1,19	156,49
	<b>TOTAL DGI HORS PETROLIERS</b>	<b>5 670 445 854 480</b>	<b>6 244 149 726 698</b>	<b>110,12</b>	<b>7 130 987 873 447</b>	<b>3 565 493 936 724</b>	<b>6 336 974 786 832</b>	<b>177,73</b>	<b>13 389 594 177 109</b>	<b>100,00</b>	<b>87,77</b>

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
<b>I.1.1.2</b>	<b>DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI)</b>	<b>5 775 292 273 344</b>	<b>6 375 984 053 291</b>	<b>110,4</b>	<b>7 254 997 750 281</b>	<b>3 627 498 875 140</b>	<b>6 442 562 449 404</b>	<b>177,6</b>	<b>13 586 904 964 103</b>	<b>0,0</b>	<b>87,3</b>	
	17 111 000	Impôts sur les revenus locatifs et professionnels des personnes physiques	1 487 153 766 174	1 531 070 833 214	103,0	1 921 309 294 848	960 654 647 424	817 744 055 827	85,1	2 039 131 760 799	6,3	6,1
	17 111 110	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Hors membres des Institutions Politiques et Fonctionnaires et Agents publics	704 128 633 431	647 656 727 736	92,0	874 968 763 169	437 484 381 584	392 274 561 419	89,7	901 038 714 287	2,8	3,0
	17 111 120	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Membres des Institutions Politiques	65 604 802 139	76 941 180 943	117,3	113 210 188 664	56 605 094 332	43 896 300 094	77,5	251 472 466 482	0,8	122,1
	17 111 130	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Fonctionnaires et Agents Publics	<u>211 736 905 274</u>	<u>381 997 719 547</u>	<u>180,4</u>	<u>342 179 506 666</u>	<u>171 089 753 333</u>	<u>87 063 512 956</u>	<u>50,9</u>	<u>246 410 774 195</u>	<u>0,8</u>	<u>-28,0</u>
	17 111 131	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Autres Fonctionnaires et Agents Publics	185 307 539 020	306 093 350 835	165,2	288 602 580 248	144 301 290 124	75 590 977 451	52,4	215 972 658 176	0,7	-25,2
	17 111 132	Impôts sur les revenus salariaux des nationaux / Agents des Régies Financières	26 429 366 254	75 904 368 712	287,2	53 576 926 418	26 788 463 209	11 472 535 505	42,8	30 438 116 019	0,1	-43,2
	17 111 200	Impôts sur les revenus salariaux des expatriés	265 257 692 503	195 346 887 274	73,6	312 581 731 487	156 290 865 744	153 247 088 093	98,1	334 995 383 064	1,0	7,2
	171 114 300	Impôts exceptionnels sur les rémunérations versées aux expatriés	240 425 732 827	229 128 317 715	95,3	278 369 104 863	139 184 552 432	141 262 593 265	101,5	305 214 422 772	0,9	9,6
	<b>17 112 000</b>	<b>Impôts sur revenus professionnels et locatifs des sociétés et autres entreprises</b>	<b>2 285 848 239 693</b>	<b>2 498 348 979 311</b>	<b>109,3</b>	<b>2 836 030 609 324</b>	<b>1 418 015 304 662</b>	<b>4 319 808 814 151</b>	<b>304,6</b>	<b>8 257 893 508 117</b>	<b>25,4</b>	<b>191,2</b>
	17 112 100	Impôt sur les bénéfices et profits des grandes et moyennes entreprises non pétrolières de production	1 991 425 883 097	2 193 792 619 041	110,2	2 442 238 208 356	1 221 119 104 178	3 327 816 076 444	272,5	7 114 445 423 566	21,9	191,3
	17 112 112	Impôts spécial sur les profits excédentaires	0	158 801 139		100 000 000 000	50 000 000 000	782 679 767 260		742 045 890 004	2,3	642,0
	17 112 200	Impôts sur les bénéfices des sociétés pétrolières de production	104 846 418 864	131 834 326 594	125,7	124 009 876 833	62 004 938 417	105 587 662 571	170,3	197 310 786 994	0,6	59,1
	17 112 300	Impôt sur les bénéfices et profits des entreprises de petite taille	<u>9 019 993 919</u>	<u>8 520 440 688</u>	<u>94,5</u>	<u>13 310 252 261</u>	<u>6 655 126 130</u>	<u>9 510 758 573</u>	<u>142,9</u>	<u>18 008 364 724</u>	<u>0,1</u>	<u>35,3</u>
	17 112 310	Impôt sur les bénéfices et profits des petites entreprises	8 264 517 397	7 723 866 698	93,5	10 310 252 261	5 155 126 130	7 998 320 557	155,2	12 758 364 724	0,0	23,7
	17 112 320	Impôt sur les bénéfices et profits des micro - entreprises	755 476 522	796 573 990	105,4	3 000 000 000	1 500 000 000	1 512 438 016	100,8	5 250 000 000	0,0	75,0
	17 112 400	Impôt professionnel sur les prestations de services de non résidents	180 555 943 813	164 042 791 849	90,9	156 472 271 874	78 236 135 937	94 214 549 302	120,4	186 083 042 830	0,6	18,9

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>I.1.1.2 DIRECTION GÉNÉRALE DES IMPÔTS (DGI) (Suite)</b>											
17 113 000	Impôts mobiliers	188 957 405 628	343 684 147 196	181,9	270 340 276 024	135 170 138 012	163 461 855 639	120,9	406 312 783 595	1,3	50,3
17 113 100	Impôts sur les revenus des capitaux mobiliers des nationaux	188 957 405 628	343 684 147 196	181,9	270 340 276 024	135 170 138 012	163 461 855 639	120,9	406 312 783 595	1,3	50,3
37 114 000	Amendes et pénalités sur impôts sur les revenus locatifs professionnels et mobiliers	59 478 671 701	196 200 596 097	329,9	62 107 545 279	31 053 772 640	67 003 875 375	215,8	159 299 481 241	0,5	156,5
37 114 100	Amendes et pénalités sur impôts sur les revenus	59 478 671 701	196 200 596 097	329,9	62 107 545 279	31 053 772 640	67 003 875 375	215,8	159 299 481 241	0,5	156,5
17 130 000	Impôts généraux sur les biens et services	1 749 042 387 680	1 802 284 264 574	103,0	2 160 140 715 444	1 080 070 357 722	1 071 769 597 045	99,2	2 718 851 366 822	8,4	25,9
17 131 110	Taxe sur la Valeur Ajoutée	1 749 042 387 680	1 802 284 264 574	103,0	2 160 140 715 444	1 080 070 357 722	1 071 769 597 045	99,2	2 718 851 366 822	8,4	25,9
17 134 000	Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	4 534 635 279	3 932 078 155	86,7	4 381 160 360	2 190 580 180	2 034 548 369	92,9	4 541 591 780	0,0	3,7
17 134 111	Immatriculations des véhicules	4 534 635 279	3 932 078 155	86,7	4 381 160 360	2 190 580 180	2 034 548 369	92,9	4 541 591 780	0,0	3,7
	<b>IMPOTS ET TAXES SUR LES BIENS ET SERVICES</b>	<b>0</b>	<b>10 545 280</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>		
1 714 131	Impôt sur le chiffre d'affaires à l'intérieur	0	10 545 280		0	0	0		0	0,0	
27 000 000	<b>VENTES DE BIENS ET SERVICES</b>	<b>277 167 188</b>	<b>452 609 464</b>	<b>163,3</b>	<b>688 149 000</b>	<b>344 074 500</b>	<b>739 702 998</b>	<b>215,0</b>	<b>874 471 750</b>	<b>0,0</b>	<b>27,1</b>
27 012 200	Vente des documents	277 167 188	452 609 464	163,3	688 149 000	344 074 500	739 702 998	215,0	874 471 750	0,0	27,1
27 012 270	Vente des imprimés	277 167 188	452 609 464	163,3	688 149 000	344 074 500	739 702 998	215,0	874 471 750	0,0	27,1
	<b>SOUS - TOTAL DGI / HORS PETROLIERS</b>	<b>5 670 445 854 480</b>	<b>6 244 149 726 698</b>	<b>110,1</b>	<b>7 130 987 873 447</b>	<b>3 565 493 936 724</b>	<b>6 336 974 786 832</b>	<b>177,7</b>	<b>13 389 594 177 109</b>	<b>41,3</b>	<b>87,8</b>
	<b>PETROLIERS PRODUCTEURS / DGI</b>	<b>104 846 418 864</b>	<b>131 834 326 594</b>	<b>125,7</b>	<b>124 009 876 833</b>	<b>62 004 938 417</b>	<b>105 587 662 571</b>	<b>170,3</b>	<b>197 310 786 994</b>	<b>0,6</b>	<b>59,1</b>
	<b>TOTAL GENERAL DGI</b>	<b>5 775 292 273 344</b>	<b>6 375 984 053 291</b>	<b>110,4</b>	<b>7 254 997 750 281</b>	<b>3 627 498 875 140</b>	<b>6 442 562 449 404</b>	<b>177,6</b>	<b>13 586 904 964 103</b>	<b>41,9</b>	<b>87,3</b>

## **III.1.5**

# **RECETTES NON FISCALES**

### III.1.5.1. TABLEAU SYNTHESE DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	NATURE DES RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
I.	RECETTES ADMINISTRATIVES	607 043 130 505	558 655 485 962	92,0	1 005 011 637 520	502 505 818 760	372 342 574 717	74,1	1 125 013 452 221	31,9	11,9
II.	RECETTES JUDICIAIRES	77 383 759 052	33 585 253 120	43,4	153 121 484 993	76 560 742 496	17 382 140 905	22,7	147 086 722 699	4,2	-3,9
III.	RECETTES DOMANIALES	1 085 282 920 247	1 284 168 030 284	118,3	1 452 392 703 866	726 196 351 933	933 137 342 347	128,5	2 065 200 976 779	58,5	42,2
IV.	RECETTES DE PARTICIPATIONS	34 090 190 196	28 390 255 398	83,3	53 550 703 362	26 775 351 681	21 871 859 685	81,7	194 703 115 322	5,5	263,6
V.	PART DES PROVINCES										
<b>TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS</b>		<b>1 803 800 000 000</b>	<b>1 904 799 024 765</b>	<b>105,6</b>	<b>2 664 076 529 740</b>	<b>1 332 038 264 870</b>	<b>1 344 733 917 652</b>	<b>101,0</b>	<b>3 532 004 267 021</b>	<b>100,0</b>	<b>32,6</b>

**III.1.5.2. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES NON FISCALES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023 PAR SERVICE D'ASSIETTE**

CODES	MINISTERES ET SERVICES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
<b>I.</b>	<b>RECETTES ADMINISTRATIVES</b>	<b>607 043 130 505</b>	<b>558 655 485 962</b>	<b>92,0</b>	<b>1 005 011 637 520</b>	<b>502 505 818 760</b>	<b>372 342 574 717</b>	<b>74,1</b>	<b>1 125 013 452 221</b>	<b>31,9</b>	<b>11,9</b>
22	AFFAIRES ETRANGERES	20 568 880 626	22 817 050 415	110,9	21 028 895 055	10 514 447 528	12 086 038 922	114,9	26 243 048 789	0,7	24,8
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	1 241 402 928	844 117 837	68,0	1 276 505 020	638 252 510	1 133 509 535	177,6	2 605 612 944	0,1	104,1
25 b	INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES	279 478 693	1 477 185 186	528,6	567 000 000	283 500 000	1 154 194 227	407,1	38 972 702 000	1,1	6 773,5
29	ÉCONOMIE NATIONALE	3 523 454 416	981 895 739	27,9	21 000 000 000	10 500 000 000	3 938 544 304	37,5	12 232 899 380	0,3	-41,7
30	FINANCES	3 635 439 385	36 966 429 333	1 016,8	6 695 718 642	3 347 859 321	6 646 619 798	198,5	19 005 468 832	0,5	183,8
31	BUDGET	415 018 440	510 336 668	123,0	477 271 206	238 635 603	372 007 892	155,9	1 129 753 655	0,0	136,7
32	PLAN	150 270 561	100 814 860	67,1	4 410 755 366	2 205 377 683	52 321 902	2,4	122 918 781	0,0	-97,2
	SANTE	102 887 985 055	110 610 388 233	107,5	123 696 728 709	61 848 364 355	80 141 581 261	129,6	174 857 105 519	5,0	41,4
40	ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE (ESU)	2 951 288 892	1 401 624 552	47,5	8 967 874 356	4 483 937 178	605 423 508	13,5	9 417 547 875	0,3	5,0
41	RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE	16 096 524	8 233 993	51,2	19 604 696	9 802 348	4 214 775	43,0	19 604 696	0,0	0,0
42	INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS	847 162 429	909 300 977	107,3	1 511 461 718	755 730 859	659 165 660	87,2	2 487 360 984	0,1	64,6
44	AGRICULTURE	22 775 492 518	14 046 109 411	61,7	47 952 425 458	23 976 212 729	2 922 519 966	12,2	47 952 425 458	1,4	0,0
46	INDUSTRIE	11 317 597 285	10 878 291 456	96,1	20 571 476 123	10 285 738 061	7 659 701 319	74,5	24 645 795 855	0,7	19,8
47	COMMERCE EXTÉRIEUR	52 221 991 176	59 876 988 195	114,7	60 822 536 060	30 411 268 030	27 838 625 665	91,5	62 419 568 138	1,8	2,6
50	RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Sec. Gén & CNE)	9 129 303 944	1 947 197 044	21,3	38 373 899 700	19 186 949 850	1 451 650 578	7,6	56 753 638 627	1,6	47,9
51	TRANSPORTS ET VOIES DE COMMUNICATIONS	17 660 454 400	7 989 631 286	45,2	37 948 095 915	18 974 047 958	4 796 221 715	25,3	77 090 141 102	2,2	103,1
52	AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT	73 798 377 392	71 873 557 080	97,4	142 593 623 865	71 296 811 933	64 475 483 930	90,4	157 687 088 390	4,5	10,6
52	POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION	203 549 501 850	147 070 960 315	72,3	242 785 712 808	121 392 856 404	121 381 029 838	100,0	286 199 273 616	8,1	17,9
53	COMMUNICATION ET MEDIAS	1 088 864 187	926 650 116	85,1	5 707 911 396	2 853 955 698	392 734 393	13,8	3 232 851 704	0,1	-43,4
57	TOURISME	2 749 029 847	691 395 172	25,2	3 237 898 886	1 618 949 443	708 629 268	43,8	3 445 651 443	0,1	6,4
58	CULTURE ET ARTS	1 140 674 775	1 522 696 300	133,5	1 286 462 137	643 231 069	636 294 930	98,9	1 740 281 500	0,0	35,3
60	SPORTS ET LOISIRS	1 002 790 306	1 892 787 050	188,8	2 820 661 038	1 410 330 519	1 325 311 044	94,0	3 045 924 919	0,1	8,0
62	EMPLOI ET TRAVAIL	51 288 882 251	33 937 685 404	66,2	174 448 329 282	87 224 164 641	14 466 457 618	16,6	62 749 224 000	1,8	-64,0
63	PRÉVOYANCE SOCIALE	0	0		0	0	0		12 113 202 900	0,3	
64	AFFAIRES SOCIALES	0	14 936 405		0	0	14 232 097		0	0,0	
82	PECHE ET ELEVAJE	1 257 640 325	1 093 109 570	86,9	10 647 320 407	5 323 660 204	1 162 397 970	21,8	10 308 064 228	0,3	-3,2
86	DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)	21 546 052 300	28 266 113 368	131,2	26 163 469 677	13 081 734 838	16 317 662 603	124,7	28 536 296 886	0,8	9,1
<b>II.</b>	<b>RECETTES JUDICIAIRES</b>	<b>77 383 759 052</b>	<b>33 585 253 120</b>	<b>43,4</b>	<b>153 121 484 993</b>	<b>76 560 742 496</b>	<b>17 382 140 905</b>	<b>22,7</b>	<b>147 086 722 699</b>	<b>4,2</b>	<b>-3,9</b>
34	JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX	1 414 331 690	1 655 516 219	117,1	4 148 634 694	2 074 317 347	727 048 763	35,1	6 118 804 535	0,2	47,5
85	POLICE NATIONALE	72 724 594 434	26 937 229 170	37,0	125 329 699 656	62 664 849 828	12 796 643 902	20,4	125 329 699 656	3,5	0,0
87	COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS	3 244 832 928	4 992 507 731	153,9	23 643 150 643	11 821 575 322	3 858 448 240	32,6	15 638 218 508	0,4	-33,9
<b>III.</b>	<b>RECETTES DOMANIALES</b>	<b>1 085 282 920 247</b>	<b>1 284 168 030 284</b>	<b>118,3</b>	<b>1 452 392 703 866</b>	<b>726 196 351 933</b>	<b>933 137 342 347</b>	<b>128,5</b>	<b>2 065 200 976 779</b>	<b>58,5</b>	<b>42,2</b>
27	DEFENSE NATIONALE	2 334 147 939	7 241 729 843	310,3	2 741 863 394	1 370 931 697	1 293 606 558	94,36	4 712 859 356	0,1	71,9
43	URBANISME ET HABITAT	4 223 549 143	5 223 520 341	123,7	8 653 044 291	4 326 522 146	4 869 790 923	112,6	22 320 903 464	0,6	158,0
48	MINES (Secr. Gén. + CAMI) -	912 565 332 056	1 064 900 334 673	116,7	1 200 265 544 972	600 132 772 486	743 363 369 304	123,9	1 696 125 206 209	48,0	41,3
49	HYDROCARBURES	18 199 305 432	44 163 482 028	242,7	53 381 013 365	26 690 506 682	37 829 022 713	141,7	60 084 957 043	1,7	12,6
55	AFFAIRES FONCIÈRES	51 173 597 958	42 444 898 846	82,9	67 036 579 165	33 518 289 583	43 617 414 211	130,1	106 515 608 159	3,0	58,9
56	ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE	96 786 987 719	120 194 064 554	124,2	120 314 658 678	60 157 329 339	102 164 138 637	169,8	175 441 442 548	5,0	45,8
<b>IV.</b>	<b>RECETTES DE PARTICIPATIONS</b>	<b>34 090 190 196</b>	<b>28 390 255 398</b>	<b>83,3</b>	<b>53 550 703 362</b>	<b>26 775 351 681</b>	<b>21 871 859 685</b>	<b>81,7</b>	<b>194 703 115 322</b>	<b>5,5</b>	<b>263,6</b>
74	PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)	34 090 190 196	28 390 255 398	83,3	53 550 703 362	26 775 351 681	21 871 859 685	81,7	194 703 115 322	5,5	263,6
	<b>SOUS - TOTAL RECETTES DGRAD HORS PETROLIERS</b>	<b>1 803 800 000 000</b>	<b>1 904 799 024 765</b>	<b>105,6</b>	<b>2 664 076 529 740</b>	<b>1 332 038 264 870</b>	<b>1 344 733 917 653</b>	<b>101,0</b>	<b>3 532 004 267 021</b>	<b>100,0</b>	<b>32,6</b>

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR	
I.1.1.3	RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS											
I.1.1.3.	DIRECTION GENERALE DES RECETTES ADMIN. JUDIC. DOMANIALE ET DE PARTICIPATIONS (DGRAD)											
22	AFFAIRES ÉTRANGÈRES ET COOPÉRATION INTERNATIONALE	20 568 880 626	22 817 050 415	110,9	21 028 895 055	10 514 447 528	12 086 038 922	114,9	26 243 048 789	0,1	24,8	
	27 012 000	Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	425 574 363	0	0,0	499 472 000	249 736 000	7 080 000	2,8	757 201 550	0,0	51,6
	27 012 220	Droits d'octroi de la Carte consulaire	310 720 559	0	0,0	374 354 000	187 177 000	0	0,0	470 091 750	0,0	25,6
	27 012 284	Droits sur les actes d'état civil délivrés à l'étranger par les ambassades et consulats de la RDC	114 853 804	0	0,0	125 118 000	62 559 000	7 080 000	11,3	287 109 800	0,0	129,5
	27 420 000	Droits administratifs	20 143 306 263	22 817 050 415	113,3	20 529 423 055	10 264 711 528	12 078 958 922	117,7	25 485 847 239	0,1	24,1
	27 421 100	Droits de délivrance de laissez-passer tenant lieu de passeport	255 344 618	0	0,0	140 757 750	70 378 875	6 341 732	9,0	276 595 920	0,0	96,5
	27 421 200	Droits de légalisation par la représentation diplomatique ou consulaire (Droits de légalisation simple)	51 274 020	116 610 913	227,4	23 980 950	11 990 475	55 084 399	459,4	56 841 616	0,0	137,0
	27 421 500	Taxe de délivrance de la Note verbale	2 358 605	4 629 171	196,3	3 398 095	1 699 048	5 284 753	311,0	2 325 185	0,0	-31,6
	27 421 600	Droits de délivrance du Passeport ordinaire	15 330 931 875	22 695 810 331	148,0	19 289 025 000	9 644 512 500	12 012 248 038	124,6	22 577 823 258	0,1	17,1
	27 421 710	Droits de délivrance des Visas d'entrée	4 503 397 146	0	0,0	1 072 261 260	536 130 630	0	0,0	2 572 261 260	0,0	139,9
25 a	INTÉRIEUR ET SECURITE	1 241 402 928	844 117 837	68,0	1 276 505 020	638 252 510	1 133 509 535	177,6	2 605 612 944	0,0	104,1	
	17 134 000	Taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services	104 716 247	54 680 177	52,2	111 980 610	55 990 305	35 083 292	62,7	189 200 129	0,0	69,0
	17 134 700	(Droits de délivrance ou de renouvellement de Permis de port d'armes d'autodéfense, de chasse ou de sport)	104 716 247	54 680 177	52,2	111 980 610	55 990 305	35 083 292	62,7	189 200 129	0,0	69,0
	17 136 000	Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	0	3 963 671		20 853 000	10 426 500	4 419 949	42,4	272 974 493	0,0	1 209,0
	17 136 121	Taxe sur l'autorisation spéciale de fabrication artisanale, d'importation et/ou de vente d'armes de chasse ou d'autodéfense	0	3 963 671		20 853 000	10 426 500	4 419 949	42,4	67 549 887	0,0	223,9

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>25 a</b>	<b>INTÉRIEUR ET SECURITE (Suite)</b>										
	17 136 122 <i>Taxe sur l'autorisation spéciale de vente des dispositifs anti-incendie</i>								144 712 303		
	17 136 123 <i>Taxe sur l'autorisation spéciale de service de maintenance, d'entretien et de recharge des dispositifs anti-incendie</i>								60 712 303		
	<b>17 181 000</b> <b>Autres recettes à la charge des sociétés et autres entreprises</b>	<b>285 461 407</b>	<b>201 413 754</b>	<b>70,6</b>	<b>285 461 407</b>	<b>142 730 704</b>	<b>70 400 000</b>	<b>49,3</b>	<b>420 787 250</b>	<b>0,0</b>	<b>47,4</b>
	17 182 600 <i>(Produits de vente de carte de résidence pour étranger)</i>	285 461 407	201 413 754	70,6	285 461 407	142 730 704	70 400 000	49,3	420 787 250	0,0	47,4
	<b>27 426 000</b> <b>Droits administratifs d'autorisation d'exploitation</b>	<b>402 884 401</b>	<b>235 682 815</b>	<b>58,5</b>	<b>405 885 245</b>	<b>202 942 623</b>	<b>350 400 932</b>	<b>172,7</b>	<b>740 514 164</b>	<b>0,0</b>	<b>82,4</b>
	27 426 820 <i>Droits de délivrance du permis d'exploitation d'une société de gardiennage</i>	402 884 401	235 682 815	58,5	405 885 245	202 942 623	350 400 932	172,7	740 514 164	0,0	82,4
	<b>27 420 000</b> <b>Droits administratifs</b>	<b>448 340 873</b>	<b>348 377 420</b>	<b>329,5</b>	<b>452 324 758</b>	<b>226 162 379</b>	<b>673 205 362</b>	<b>297,7</b>	<b>982 136 909</b>	<b>0,0</b>	<b>117,1</b>
	27 426 111 <i>Redevance annuelle d'exploitation d'une société de gardiennage</i>	448 340 873	348 377 420	77,7	452 324 758	226 162 379	673 205 362	297,7	839 712 303	0,0	85,6
	27 426 112 <i>Redevance annuelle d'exploitation de vente, de recharge et de maintenance des dispositifs anti-incendie</i>								50 212 303	0,0	
	27 426 113 <i>Redevance annuelle de vente des dispositifs anti-incendie</i>								92 212 303	0,0	
<b>25 b</b>	<b>INTÉRIEUR / RELATION AVEC LES PARTIS POLITIQUES</b>	<b>279 478 693</b>	<b>1 477 185 186</b>	<b>528,6</b>	<b>567 000 000</b>	<b>283 500 000</b>	<b>1 154 194 227</b>	<b>407,1</b>	<b>38 972 702 000</b>	<b>0,1</b>	<b>6 773,5</b>
	<b>27 022 300</b> <b>Droits d'inscription, d'enregistrements, d'examen et de concours</b>	<b>277 667 654</b>	<b>1 476 197 906</b>	<b>531,6</b>	<b>440 000 000</b>	<b>220 000 000</b>	<b>1 152 089 227</b>	<b>523,7</b>	<b>38 795 874 500</b>	<b>0,1</b>	<b>8 717,2</b>
	27 022 321 <i>Droits d'enregistrement d'un parti ou regroupement politique</i>	277 667 654	674 690 906	243,0	440 000 000	220 000 000	540 086 785	245,5	4 402 969 000	0,0	900,7
	27 022 360 <i>Droits de dépôt des candidatures aux élections</i>	0	801 507 000		0	0	612 002 442		34 392 905 500	0,1	
	<b>37 440 000</b> <b>Amendes transactionnelles</b>	<b>1 811 039</b>	<b>987 280</b>	<b>54,5</b>	<b>127 000 000</b>	<b>63 500 000</b>	<b>2 105 000</b>	<b>3,3</b>	<b>176 827 500</b>	<b>0,0</b>	<b>39,2</b>
	37 441 000 <i>Amendes transactionnelles administratives</i>	1 811 039	987 280	54,5	127 000 000	63 500 000	2 105 000	3,3	176 827 500	0,0	39,2

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
<b>27</b>	<b>DEFENSE NATIONALE</b>	<b>2 334 147 939</b>	<b>7 241 729 843</b>	<b>310,3</b>	<b>2 741 863 394</b>	<b>1 370 931 697</b>	<b>1 293 606 558</b>	<b>94,4</b>	<b>4 712 859 356</b>	<b>0,0</b>	<b>71,9</b>
	17 135 000 Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	282 311 560	630 263 192	223,3	287 424 200	143 712 100	915 992 049	637,4	1 004 687 357	0,0	249,5
	17 135 300 Taxe sur autorisation ou renouvellement de l'autorisation de l'importation, fabrication, achat, vente, transport ou emmagasinage des produits explosifs	282 311 560	630 263 192	223,3	287 424 200	143 712 100	915 992 049	637,4	1 004 687 357	0,0	249,5
	17 136 000 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	2 051 836 379	6 611 466 651	322,2	2 454 439 194	1 227 219 597	377 614 509	30,8	3 708 171 999	0,0	51,1
	17 136 228 Taxe sur autorisation ou renouvellement de l'autorisation de minage	1 949 777 703	622 175 911	31,9	2 172 069 783	1 086 034 891	84 431 255	7,8	3 337 081 452	0,0	53,6
	17 136 322 Taxe d'agrément de boufeu	91 395 829	48 903 300	53,5	93 484 174	46 742 087	237 233 254	507,5	344 462 890	0,0	268,5
	17 136 326 Taxe d'agrément des dépôts d'explosifs (mine ou carrière)	10 662 847	5 940 387 440	55 711,1	188 885 237	94 442 619	55 950 000	59,2	26 627 657	0,0	-85,9
<b>29</b>	<b>ÉCONOMIE NATIONALE</b>	<b>3 523 454 416</b>	<b>981 895 739</b>	<b>27,9</b>	<b>21 000 000 000</b>	<b>10 500 000 000</b>	<b>3 938 544 304</b>	<b>37,5</b>	<b>12 232 899 380</b>	<b>0,0</b>	<b>-41,7</b>
	17 135 000 Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	1 174 292 484	651 744 036	55,5	707 927 471	353 963 736	219 486 127	62,0	531 153 130	0,0	-25,0
	17 136 223 Droits d'octroi du numéro d'identification nationale	1 174 292 484	651 744 036	55,5	707 927 471	353 963 736	219 486 127	62,0	531 153 130	0,0	-25,0
	27 012 000 Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	13 501 890	1 338 266	9,9	351 565 500	175 782 750	7 551 826	4,3	25 273 750	0,0	-92,8
	27 012 233 Droits de vente d'une revue économique	13 501 890	1 338 266	9,9	351 565 500	175 782 750	7 551 826	4,3	25 273 750	0,0	-92,8
	37 440 000 Amendes transactionnelles	2 335 660 042	328 813 437	14,1	19 940 507 029	9 970 253 515	3 711 506 351	37,2	11 676 472 500	0,0	-41,4
	37 444 000 Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le prix et le commerce	2 335 660 042	328 813 437	14,1	19 940 507 029	9 970 253 515	3 711 506 351	37,2	11 676 472 500	0,0	-41,4
<b>30</b>	<b>FINANCES</b>	<b>3 635 439 385</b>	<b>36 966 429 333</b>	<b>1 016,8</b>	<b>6 695 718 642</b>	<b>3 347 859 321</b>	<b>6 646 619 798</b>	<b>198,5</b>	<b>19 005 468 832</b>	<b>0,1</b>	<b>183,8</b>
	27 012 000 Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	1 052 503 312	40 468 474	3,8	0	0	0		0	0,0	
	27 012 212 Vente du bulletin des Finances	1 052 503 312	40 468 474	3,8	0	0			0	0,0	
	27 482 000 Restitution au Trésor Public	47 836 615	28 710 039 325	60 016,9	3 283 846 498	1 641 923 249	289 448 782	17,6	7 473 372 291	0,0	127,6
	27 482 100 Droits sur le recouvrement de débit comptable	47 836 615	1 325 619 325	2 771,1	8 621 567	4 310 784	58 413 226	1 355,05	29 992 786	0,0	247,9
	27 482 300 Droits su la récupération des sommes indûment payées par le Trésor public	0	27 384 420 000		3 275 224 931	1 637 612 465	231 035 556	14,11	7 443 379 504	0,0	127,3
	37 440 000 Amendes transactionnelles	2 535 099 459	8 215 921 535	324,1	3 411 872 144	1 705 936 072	6 357 171 016	372,7	11 532 096 541	0,0	238,0
	37 442 000 Astreintes pour défaut ou retard de transmission des tableaux de synthèse exigés par le système comptable	459 881 323	8 206 258 640	1 784,4	2 433 545 100	1 216 772 550	202 295 921	16,6	5 377 221 446	0,0	121,0
	37 443 000 Amendes pour non respect de la législation de change	2 075 218 136	9 662 895	0,5	978 327 044	489 163 522	6 154 875 095	1 258,2	6 154 875 095	0,0	529,1

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>31</b>	<b>BUDGET</b>		<b>415 018 440</b>	<b>510 336 668</b>	<b>123,0</b>	<b>477 271 206</b>	<b>238 635 603</b>	<b>372 007 892</b>	<b>155,9</b>	<b>1 129 753 655</b>	<b>0,0</b>	<b>136,7</b>
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	415 018 440	510 336 668	123,0	477 271 206	238 635 603	372 007 892	155,9	1 129 753 655	0,0	136,7
	27 012 281	Droits de vente de Dossier d'Appel d'Offres(DAO)	240 503 357	510 336 668	212,2	453 883 966	226 941 983	369 654 796	162,9	1 096 375 983	0,0	141,6
	27 012 282	Droits sur dossier de marché passé par la procédure de gré à gré	174 515 083	0		23 387 240	11 693 620	2 353 096	20,1	33 377 672	0,0	42,7
<b>32</b>	<b>PLAN</b>		<b>150 270 561</b>	<b>100 814 860</b>	<b>67,1</b>	<b>4 410 755 366</b>	<b>2 205 377 683</b>	<b>52 321 902</b>	<b>2,4</b>	<b>122 918 781</b>	<b>0,0</b>	<b>-97,2</b>
	17 136 300	Taxes d'agrément	150 270 561	8 737 674	5,8	4 307 016 052	2 153 508 026	3 394 137	0,2	120 027 777	0,0	-97,2
	17 136 381	Taxe d'agrément pour la distribution de l'aide alimentaire	150 270 561	8 737 674	5,8	4 307 016 052	2 153 508 026	3 394 137	0,2	120 027 777	0,0	-97,2
	27 420 000	Droits administratifs	0	92 077 187		103 739 314	51 869 657	48 927 765	94,3	2 891 004	0,0	-97,2
	27 427 220	Droits d'enregistrement d'une association sans but lucratif	0	92 077 187		103 739 314	51 869 657	48 927 765	94,3	2 891 004	0,0	-97,2
<b>34</b>	<b>JUSTICE ET GARDE DES SCEAUX</b>		<b>1 414 331 690</b>	<b>1 655 516 219</b>	<b>117,1</b>	<b>4 148 634 694</b>	<b>2 074 317 347</b>	<b>727 048 763</b>	<b>35,1</b>	<b>6 118 804 535</b>	<b>0,0</b>	<b>47,5</b>
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	25 765 055	97 381 050	378,0	48 000 000	24 000 000	1 457 800	6,1	287 052 560	0,0	498,0
	27 012 111	Droits de vente d'un bien saisi et confisqué	25 765 055	97 381 050	378,0	48 000 000	24 000 000	1 457 800	6,1	287 052 560	0,0	498,0
	27 022 000	Vente résiduelle des services des établissements non marchands	655 234 326	1 284 087 691	196,0	1 636 049 062	818 024 531	341 653 618	41,8	1 932 141 409	0,0	18,1
	27 022 220	Droits d'authentification de document	324 052 736	957 015 028	295,3	294 799 610	147 399 805	162 353 686	110,1	530 839 736	0,0	80,1
	27 022 331	Droits relatifs au fonctionnement d'une Association Sans But Lucratif	102 478 863	163 877 849	159,9	244 118 452	122 059 226	101 654 952	83,3	1 087 327 273	0,0	345,4
	27 022 540	Quotité du Trésor Public sur la vente du journal officiel	105 826 305	21 610 500	20,4	132 450 000	66 225 000	33 485 880	50,6	55 143 100	0,0	-58,4
	27 022 570	Droits d'insertion payante dans le journal officiel d'un document dactylographié ou manuscrit	122 876 423	141 584 314	115,2	964 681 000	482 340 500	44 159 100	9,2	258 831 300	0,0	-73,2
	27 425 000	Droits administratifs de vérification, de contrôle et de surveillance	159 551 853	154 572 541	96,9	818 307 230	409 153 615	316 266 234	77,3	745 504 815	0,0	-8,9
	27 425 710	Droits sur l'acte relatif à la nationalité congolaise	159 551 853	154 572 541	96,9	818 307 230	409 153 615	316 266 234	77,3	745 504 815	0,0	-8,9
	27 484 000	Recettes diverses	573 780 456	119 474 937	20,8	813 465 749	406 732 875	50 817 011	12,5	2 090 313 352	0,0	157,0
	27 484 300	Droits pour la censure d'une chanson ou d'un spectacle	78 578 189	61 318 835	78,0	184 134 424	92 067 212	37 940 234	41,2	405 633 578	0,0	120,3
	27 484 620	Autres recettes judiciaires	495 202 267	58 156 102	11,7	629 331 325	314 665 663	12 876 777	4,1	1 684 679 774	0,0	167,7
	37 440 000	Amendes transactionnelles	0	0		832 812 653	416 406 327	16 854 100	4,0	1 063 792 400	0,0	27,7
	37 448 300	Amendes transactionnelles Brigade anti-fraude				832 812 653	416 406 327	16 854 100	4,0	1 063 792 400	0,0	27,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>37</b>	<b>SANTE PUBLIQUE</b>	<b>102 887 985 055</b>	<b>110 610 388 233</b>	<b>107,5</b>	<b>123 696 728 709</b>	<b>61 848 364 355</b>	<b>80 141 581 261</b>	<b>129,6</b>	<b>174 857 105 519</b>	<b>0,5</b>	<b>41,4</b>
	17 135 000 Taxes sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	883 931 645	1 577 332 794	178,4	1 352 856 794	676 428 397	962 743 412	142,3	3 450 634 536	0,0	155,1
	17 135 120 Taxe sur l'autorisation de mise sur le marché des produits pharmaceutiques	747 262 024	1 177 047 671	467,6	1 163 925 805	581 962 903	637 979 057	109,6	1 984 526 924	0,0	70,5
	17 135 250 Taxe sur autorisation d'ouverture d'un laboratoire pharmaceutique, d'analyse clinique et bio médical, d'imagerie médicale et radiodiagnostic	136 669 621	327 822 995	94,9	153 807 360	76 903 680	78 074 498	101,5	1 245 629 134	0,0	709,9
	17 135 261 Autorisation d'ouverture d'une maison de vente en gros des produits pharmaceutiques	0	72 462 129		35 123 629	17 561 814	123 486 924	703,2	87 345 080	0,0	148,7
	17 135 262 Taxe sur autorisation d'ouverture d'une maison de vente en gros de réactifs de laboratoire						123 202 933		133 133 398	0,0	
	17 153 000 Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	3 399 013 058	4 815 361 882	141,7	4 288 124 030	2 144 062 015	2 352 425 406	109,7	12 456 631 174	0,0	190,5
	17 153 140 Taxe sur l'autorisation d'importation de médicament ou de tabac	3 399 013 058	4 815 361 882	141,7	4 288 124 030	2 144 062 015	2 352 425 406	109,7	12 456 631 174	0,0	190,5
	27 022 000 Ventes résiduelles de services des établissements non marchands	2 705 648	10 326 378	381,7	3 265 784	1 632 892	6 101 391	373,7	26 589 354	0,0	714,2
	27 022 222 Droits d'Authentification des titres scolaires des Instituts Techniques Médicaux	2 705 648	10 326 378	381,7	3 265 784	1 632 892	6 101 391	373,7	26 589 354	0,0	714,2
	27 420 000 Droits administratifs	98 602 334 704	103 997 981 053	105,5	116 896 949 795	58 448 474 898	75 099 861 776	128,5	152 127 161 289	0,5	30,1
	27 423 300 Taxe pour la délivrance de l'attestation de qualité des produits pharmaceutiques exportés	0	89 617 971			0			120 446 553	0,0	
	27 423 400 Taxe de contrôle sanitaires aux postes frontaliers des produits d'origine, toxiques, soporifiques et stupéfiants	80 136 442 898	2 536 797 977	3,2	95 557 582 647	47 778 791 324	56 980 134 511	119,3	118 252 303 012	0,4	23,7
	27 425 720 Taxe pour la délivrance du certificat international de vaccination	661 328 327	2 095 443 921	316,9	823 755 441	411 877 720	1 791 763 251	435,0	3 852 162 568	0,0	367,6
	27 425 831 Taxe de désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de navire, aéronef et train	0	0		18 742 194	9 371 097	300 255 458	3 204,1	300 255 458	0,0	1 502,0
	27 425 832 Taxe de désinsectisation, désinfection et/ou de dératisation de véhicules d'occasion à l'importation et véhicule routier transfrontalier	12 842 334 952	8 743 930 329	68,1	14 973 146 525	7 486 573 262	10 003 338 193	133,6	14 196 563 223	0,0	-5,2
	27 425 833 Taxe sur la désinfection et le contrôle sanitaire de friperie	4 962 228 526	90 134 849 601	1 816,4	5 523 722 988	2 761 861 494	6 024 370 362	218,1	9 208 417 520	0,0	66,7
									97 554 888	0,0	
									35 852 856	0,0	
									6 063 605 211	0,0	
	37 440 000 Amendes transactionnelles	0	209 386 126		1 155 532 306	577 766 153	1 720 449 276	297,8	6 796 089 166	0,0	488,1
	37 441 000 Amendes transactionnelles	0	209 386 126		1 155 532 306	577 766 153	1 720 449 276	297,8	6 796 089 166	0,0	488,1

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>40</b>	<b>ENSEIGNEMENT SUPÉRIEUR ET UNIVERSITAIRE</b>	<b>2 951 288 892</b>	<b>1 401 624 552</b>	<b>47,5</b>	<b>8 967 874 356</b>	<b>4 483 937 178</b>	<b>605 423 508</b>	<b>13,5</b>	<b>9 417 547 875</b>	<b>0,0</b>	<b>5,0</b>
	17 136 300 Taxes d'agrément	154 902 878	56 328 594	36,4	469 192 500	234 596 250	75 411 888	32,1	475 146 500	0,0	1,3
	17 136 334 Taxe d'agrément d'un établissement privé d'enseignement supérieur et universitaire	154 902 878	56 328 594	36,4	469 192 500	234 596 250	75 411 888	32,1	475 146 500	0,0	1,3
	<b>27 022 000 Ventes résiduelles de services des établissements non marchands</b>	<b>2 796 386 014</b>	<b>1 333 732 028</b>	<b>47,7</b>	<b>8 498 681 856</b>	<b>4 249 340 928</b>	<b>504 228 421</b>	<b>11,9</b>	<b>8 942 401 375</b>	<b>0,0</b>	<b>5,2</b>
	27 022 223 Droits d'authentification d'un titre académique d'une université ou d'un institut supérieur	226 068 671	748 052 032	330,9	302 752 596	151 376 298	231 044 075	152,6	308 137 560	0,0	1,8
	27 022 232 Droits pour l'octroi d'équivalence de diplôme	5 236 548	293 830 192	5 611,1	6 563 975	3 281 988	113 863 430	3 469,3	6 672 270	0,0	1,6
	27 022 233 Droits d'enterinement ou d'homologation de titre académique	2 559 691 616	263 939 104	10,3	8 172 682 885	4 086 341 443	155 314 916	3,8	8 611 416 345	0,0	5,4
	27 022 411 Taxe de délivrance d'une attestation en vue d'une exonération pour frais d'études	5 389 179	21 949 000	407,3	0	0	4 006 000		16 175 200	0,0	
	27 022 483 Taxe de délivrance d'une attestation d'exonération pour rapatriement de l'étranger des effets personnels d'un diplômé	0	5 961 700		16 682 400	8 341 200	0	0,0	0	0,0	
	<b>37 440 000 Amendes transactionnelles</b>	<b>0</b>	<b>11 563 930</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>25 783 200</b>		<b>0</b>	<b>0,0</b>	
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratifs		11 563 930		0	0	25 783 200		0	0,0	
<b>41</b>	<b>RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET INNOVATION TECHNOLOGIQUE</b>	<b>16 096 524</b>	<b>8 233 993</b>	<b>51,2</b>	<b>19 604 696</b>	<b>9 802 348</b>	<b>4 214 775</b>	<b>43,0</b>	<b>19 604 696</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	17 136 000 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	10 426 045	6 370 000	61,1	14 868 189	7 434 095	3 467 749	46,6	14 868 189	0,0	0,0
	17 136 171 Taxe sur le permis de recherche dans le domaine scientifique	5 740 182	2 080 000	36,2	5 692 869	2 846 435	1 000 000	35,1	5 692 869	0,0	0,0
	17 136 172 Taxe d'agrément et d'identification d'un Centre privé de recherche	4 685 863	4 290 000	91,6	9 175 320	4 587 660	2 467 749	53,8	9 175 320	0,0	0,0
	<b>27 416 000 Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques</b>	<b>2 977 475</b>	<b>1 783 993</b>	<b>59,9</b>	<b>3 065 391</b>	<b>1 532 696</b>	<b>747 025</b>	<b>48,7</b>	<b>3 065 391</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	27 416 210 Taxe d'enregistrement des résultats en matière de recherche scientifique	2 977 475	1 783 993	59,9	3 065 391	1 532 696	747 025	48,7	3 065 391	0,0	0,0
	<b>27 420 000 Droits administratifs</b>	<b>390 489</b>	<b>80 000</b>	<b>20,5</b>	<b>417 060</b>	<b>208 530</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>417 060</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	27 428 160 Droits d'octroi ou de renouvellement de la carte de chercheur indépendant	390 489	80 000	20,5	417 060	208 530		0,0	417 060	0,0	0,0
	<b>37 440 000 Amendes transactionnelles</b>	<b>2 302 515</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>1 254 056</b>	<b>627 028</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>1 254 056</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratifs	2 302 515	0	0,0	1 254 056	627 028	0	0,0	1 254 056	0,0	0,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>42</b>	<b>INFRASTRUCTURES ET TRAVAUX PUBLICS</b>	<b>847 162 429</b>	<b>909 300 977</b>	<b>107,3</b>	<b>1 511 461 718</b>	<b>755 730 859</b>	<b>659 165 660</b>	<b>87,2</b>	<b>2 487 360 984</b>	<b>0,0</b>	<b>64,6</b>
	17 134 800 <b>Autres taxes sur la détention ou l'utilisation des biens et services</b>	0	0		12 162 593	6 081 297	11 048 140	181,7	0	0,0	
	<i>Redevance pour l'utilisation temporaire du domaine public de l'Etat (hormis pour la construction et l'implantation des panneaux destinés à la publicité)</i>	0	0		12 162 593	6 081 297	11 048 140	181,7	0	0,0	
	<b>17 136 300 Taxes d'agrément</b>	<b>212 562 221</b>	<b>601 470 798</b>	<b>283,0</b>	<b>365 970 150</b>	<b>182 985 075</b>	<b>388 195 640</b>	<b>212,1</b>	<b>997 352 724</b>	<b>0,0</b>	<b>172,5</b>
	17 136 313 <i>Taxe d'agrément des bureaux d'études du secteur des travaux publics et infrastructures</i>	22 244 395	159 607 519	717,5	79 762 725	39 881 363	50 785 916	127,3	238 002 904	0,0	198,4
	17 136 314 <i>Taxe d'agrément des entreprises de construction</i>	190 317 826	441 863 279	232,2	286 207 425	143 103 713	337 409 724	235,8	371 448 304	0,0	29,8
	17 136 315 <i>Agrément des entreprises d'aménagement intérieur</i>	0	0		0	0	0		198 373 664	0,0	
	17 136 324 <i>Enregistrement des indépendants dans le secteur de construction et d'aménagement intérieur</i>	0	0		0	0	0		189 527 852	0,0	
	<b>27 012 000 Vente résiduelle de biens des établissements non marchands</b>	<b>537 852 269</b>	<b>147 880 471</b>	<b>27,5</b>	<b>924 981 420</b>	<b>462 490 710</b>	<b>102 162 636</b>	<b>22,1</b>	<b>1 010 764 323</b>	<b>0,0</b>	<b>9,3</b>
	27 012 112 <i>Droits de Vente de matériel ou mobilier déclassé</i>	537 852 269	147 880 471	27,5	924 981 420	462 490 710	102 162 636	22,1	1 010 764 323	0,0	9,3
	<b>27 021 000 Ventes de services des établissements marchands</b>	<b>96 747 939</b>	<b>144 676 613</b>	<b>149,5</b>	<b>205 177 455</b>	<b>102 588 728</b>	<b>155 839 094</b>	<b>151,9</b>	<b>161 904 794</b>	<b>0,0</b>	<b>-21,1</b>
	27 021 100 <i>Droits relatifs aux prestations diverses</i>	96 747 939	144 676 613	149,5	205 177 455	102 588 728	155 839 094	151,9	161 904 794	0,0	-21,1
	<b>37 440 000 Amendes transactionnelles</b>	<b>0</b>	<b>15 273 095</b>		<b>3 170 100</b>	<b>1 585 050</b>	<b>1 920 150</b>	<b>121,1</b>	<b>317 339 143</b>	<b>0,0</b>	<b>9 910,4</b>
	37 441 000 <i>Amendes transactionnelles administratives</i>		15 273 095		3 170 100	1 585 050	1 920 150	121,1	317 339 143	0,0	9 910,4

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
43	<b>URBANISME ET HABITAT</b>	<b>4 223 549 143</b>	<b>5 223 520 341</b>	<b>123,7</b>	<b>8 653 044 291</b>	<b>4 326 522 146</b>	<b>4 869 790 923</b>	<b>112,6</b>	<b>22 320 903 464</b>	<b>0,1</b>	<b>158,0</b>
	17 136 100 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction et de recherche	3 604 472 863	3 417 166 863	94,8	4 863 337 046	2 431 668 523	4 361 886 197	179,4	7 170 479 284	0,0	47,4
	17 136 141 Taxe sur permis de demolir un immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	455 917 614	1 008 934 794	221,3	597 964 873	298 982 437	45 330 580	15,2	314 218 503	0,0	-47,5
	17 136 142 Taxe sur permis de construire (autorisation de bâtir) un immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	2 435 981 701	1 642 748 408	67,4	3 373 059 099	1 686 529 550	3 910 627 374	231,9	6 837 948 471	0,0	102,7
	17 136 143 Autorisation de transformation d'immeuble à étage	712 573 548	765 483 661	107,4	892 313 073	446 156 537	9 956 720	2,2	18 312 310	0,0	-97,9
	17 136 146 Taxe sur permis de construire une station service de plus de trois pompes	0	0		0	0	395 971 523		0	0,0	
	27 012 000 Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	0	0		2 923 235 820	1 461 617 910	0	0,0	0	0,0	-100,0
	27 012 212 Droits du livret de bail (Baux à loyer)	0	0		2 923 235 820	1 461 617 910	0	0,0	0	0,0	-100,0
	27 428 000 Autres droits administratifs	1 225 364	215 638 350	17 597,9	12 736 570	6 368 285	40 225 613	631,7	11 033 633 204	0,0	86 529,6
	27 428 223 Taxe sur établissement d'avis urbanistique sur la concession foncière de 50 ares et plus pour la terre urbaine ou de 10 ha et plus pour la terre rurale	0	215 638 350		10 000 000	5 000 000	5 640 600	112,8	63 761 837	0,0	537,6
	27 428 231 Taxe sur morcellement d'une parcelle ou d'une concession foncière de 50 ares et plus pour les terres urbaines ou de 10 ha et plus pour les terres rurales	1 225 364	0		2 736 570	1 368 285	0	0,0	0	0,0	-100,0
	27 022 322 Taxe d'agrement et d'enregistrement d'une agence immobilière	0	0		0	0	0		6 392 138 844	0,0	
	17 136 311 Taxe d'agrement et d'enregistrement d'un bureau d'études d'architecture et d'urbanisme	0	0		0	0	34 585 013		4 577 732 523	0,0	
	27 415 100 Loyers	562 403 921	1 163 040 235	206,8	789 155 256	394 577 628	463 190 997	117,4	3 763 520 094	0,0	376,9
	27 415 221 Droits de location de maison du domaine privé de l'État relevant du Pouvoir Central	562 403 921	1 163 040 235	206,8	789 155 256	394 577 628	463 190 997	117,4	3 647 750 398	0,0	362,2
	27 415 222 Préavis bail non professionnel à usage commercial, industriel et socio-culturel	0	0		0	0	0		115 769 696	0,0	
	37 440 000 Amendes transactionnelles	55 446 995	427 674 893	771,3	64 579 600	32 289 800	4 488 116	13,9	353 270 882	0,0	447,0
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	55 446 995	427 674 893	771,3	64 579 600	32 289 800	4 488 116	13,9	353 270 882	0,0	447,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
<b>44</b>	<b>AGRICULTURE</b>	<b>22 775 492 518</b>	<b>14 046 109 411</b>	<b>61,7</b>	<b>47 952 425 458</b>	<b>23 976 212 729</b>	<b>2 922 519 966</b>	<b>12,2</b>	<b>47 952 425 458</b>	<b>0,1</b>	<b>0,0</b>	
	17 135 000	Taxe sur l'autorisation de commercialisation de divers produits ou d'ouverture d'établissements	2 668 508 819	1 694 219	0,1	3 575 109 516	1 787 554 758	6 123 326	0,3	3 575 109 516	0,0	0,0
	17 135 231	Taxe sur l'autorisation d'ouverture d'une officine de vente d'intrants agricoles	2 668 508 819	1 694 219	0,1	3 575 109 516	1 787 554 758	6 123 326	0,3	3 575 109 516	0,0	0,0
	27 022 000	Ventes de services des établissements non marchands	252 941 468	344 736 880	136,3	827 368 530	413 684 265	33 739 734	8,2	827 368 530	0,0	0,0
	27 022 432	Taxe sur la mise en quarantaine aux postes frontaliers de végétaux , produits végétaux et produits d'origine végétale	77 943 463	62 386 206	80,0	226 333 432	113 166 716	21 151 777	18,7	226 333 432	0,0	0,0
	27 022 435	Taxe sur la destruction des denrées alimentaires périmées ou avariées aux postes frontaliers	174 998 005	282 350 675	161,3	601 035 098	300 517 549	12 587 957	4,2	601 035 098	0,0	0,0
	27 423 000	Taxes rémunérateur sur les opérations de commerce, la circulation, l'importation des végétaux et des animaux	6 566 680 525	455 043 892	6,9	9 182 019 028	4 591 009 514	342 329 090	7,5	9 182 019 028	0,0	0,0
	27 423 121	Taxe sur l'autorisation d'importation ou d'exportation des végétaux, produits végétaux et produits d'origine végétale	178 661 577	393 167 445	220,1	623 741 915	311 870 958	111 803 114	35,8	623 741 915	0,0	0,0
	27 423 122	Taxe sur l'autorisation d'importation des produits phytosanitaires ou intrants agricoles	2 819 798 351	13 552 275	0,5	3 777 798 233	1 888 899 117	105 998 273	5,6	3 777 798 233	0,01	0,00
	27 423 123	Taxe sur l'Autorisation d'exportation des végétaux, des produits végétaux et produits d'origine végétale	3 568 220 598	48 324 171	1,4	4 780 478 879	2 390 239 440	124 527 703	5,2	4 780 478 879	0,01	0,00
	27 420 000	Droits administratifs	13 251 612 306	13 206 848 329	99,7	32 631 767 420	16 315 883 710	2 537 204 025	15,6	32 631 767 420	0,1	0,0
	27 425 110	Taxe sur l'acte de traitement phytosanitaire de végétaux	69 527 485	46 004 833	66,2	180 409 413	90 204 707	222 792 732	247,0	180 409 413	0,0	0,0
	27 425 122	Taxe à l'exportation sur la délivrance d'un certificat phytosanitaire ou d'origine	1 966 541 032	85 596 366	4,4	2 634 654 792	1 317 327 396	47 419 968	3,6	2 634 654 792	0,0	0,0
	27 425 140	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers des végétaux, produits végétaux, produits d'origine végétale, produits phytosanitaires ou intrants agricoles	8 203 649 720	13 075 247 130	159,4	22 289 777 767	11 144 888 884	2 181 851 130	19,6	22 289 777 767	0,1	0,0
	27 423 220	Taxe sur l'autorisation d'importation ou d'exportation de denrées alimentaires d'origine minérale	3 011 894 069	0	0,0	7 526 925 448	3 763 462 724	85 140 195	2,3	7 526 925 448	0,0	0,0
	37 440 000	Amendes transactionnelles	35 749 400	37 786 091	105,7	1 736 160 964	868 080 482	3 123 791	0,4	1 736 160 964	0,0	0,0
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	35 749 400	37 786 091	105,7	1 736 160 964	868 080 482	3 123 791	0,4	1 736 160 964	0,0	0,0

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>46</b>	<b>INDUSTRIE</b>		<b>11 317 597 285</b>	<b>10 878 291 456</b>	<b>96,1</b>	<b>20 571 476 123</b>	<b>10 285 738 061</b>	<b>7 659 701 319</b>	<b>74,5</b>	<b>24 645 795 855</b>	<b>0,1</b>	<b>19,8</b>
	17 134 000	Taxe sur la détention ou l'utilisation des biens et services	4 125 001 447	3 155 808 377	76,5	8 881 767 958	4 440 883 979	3 858 653 691	86,9	10 161 639 365	0,0	14,4
	17 134 500	Taxes relatives à la métrologie légale	4 125 001 447	3 155 808 377	76,5	8 881 767 958	4 440 883 979	3 858 653 691	86,9	10 161 639 365	0,0	14,4
	17 134 510	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le mètre comme unité de longueur	573 470 428	674 466 226	117,6	1 120 712 704	560 356 352	2 050 822 252	366,0	3 978 402 274	0,0	255,0
	17 134 520	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le kilogramme comme unité de masse	501 077 844	657 355 487	131,2	946 946 126	473 473 063	53 715 458	11,3	504 037 695	0,0	-46,8
	17 134 530	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le carat comme unité de masse	80 363 186	18 350 450	22,8	473 203 295	236 601 648	38 489 308	16,3	421 980 636	0,0	-10,8
	17 134 540	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant le môle comme unité de masse	14 643 322	0	0,0	75 562 857	37 781 429	173 258 317	458,6	447 118 727	0,0	491,7
	17 134 550	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant l'ampère comme unité de courant électrique	299 309 502	0	0,0	400 919 788	200 459 894	13 098 750	6,5	270 237 104	0,0	-32,6
	17 134 560	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial utilisant unité de température	72 482 618	0	0,0	243 304 516	121 652 258	0	0,0	120 907 633	0,0	-50,3
	17 134 570	Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial de conditionnement en masse et en volume	400 857 329	33 446 016	8,3	792 884 462	396 442 231	0	0,0	291 492 618	0,0	-63,2
	17 134 580	Autres Taxes relatives aux opérations de vérification et de détention des instruments de mesure à usage industriel et/ou commercial	2 090 349 141	1 583 547 656	75,8	4 702 246 725	2 351 123 363	622 099 179	26,5	1 908 365 984	0,0	-59,4
	17 134 610	Taxe relative à la normalisation	92 448 078	188 642 542	204,1	125 987 485	62 993 743	907 170 428	1 440,1	2 219 096 694	0,0	1 661,4
	27 012 000	Vente résiduelle de biens des établissements non marchands	44 320 455	69 511 336	156,8	101 329 536	50 664 768	235 528 008	464,9	600 621 235	0,0	492,7
	27 012 236	Droits sur la vente du recueil des normes	44 320 455	69 511 336	156,8	101 329 536	50 664 768	235 528 008	464,9	600 621 235	0,0	492,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>46</b>	<b>INDUSTRIE (suite)</b>										
	27 416 000 Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	6 318 386 488	7 010 094 565	110,9	10 057 953 431	5 028 976 715	3 516 453 460	69,9	12 049 999 013	0,0	19,8
	27 416 310 Taxe relative à la protection de la propriété industrielle	3 942 776 120	4 812 123 837	122,0	6 720 507 526	3 360 253 763	1 700 280 680	50,6	8 051 549 414	0,0	19,8
	27 416 330 Taxe sur le transfert des royalties, le savoir-faire d'entreprise ou know-how et le contrat d'assistance en matière de propriété industrielle	2 375 610 368	2 197 970 729	92,5	3 337 445 905	1 668 722 953	1 816 172 780	108,8	3 998 449 599	0,0	19,8
	37 440 000 Amendes transactionnelles	829 888 895	642 877 178	77,5	1 530 425 198	765 212 599	49 066 160	6,4	1 833 536 241	0,0	19,8
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	829 888 895	642 877 178	77,5	1 530 425 198	765 212 599	49 066 160	6,4	1 833 536 241	0,0	19,8
<b>47</b>	<b>COMMERCE EXTÉRIEUR</b>	<b>52 221 991 176</b>	<b>59 876 988 195</b>	<b>114,7</b>	<b>60 822 536 060</b>	<b>30 411 268 030</b>	<b>27 838 625 665</b>	<b>91,5</b>	<b>62 419 568 138</b>	<b>0,2</b>	<b>2,6</b>
	17 136 200 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité d'exploitation ou professionnelle et d'agrément	10 025 794 470	2 398 411 084	23,9	11 678 366 700	5 839 183 350	2 723 486 150	46,6	6 485 749 725	0,0	-44,5
	17 136 224 Taxe sur l'octroi du numéro import / export (personne physique/personne morale)	10 025 794 470	2 398 411 084	23,9	11 678 366 700	5 839 183 350	2 723 486 150	46,6	6 485 749 725	0,0	-44,5
	17 153 000 Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	140 575 891	62 543 986	44,5	2 151 580 860	1 075 790 430	2 310 630 747	214,8	155 281 920	0,0	-92,8
	17 153 240 Taxe sur l'autorisation annuelle d'exportation des mitrilles (personne physique/personne morale)	140 575 891	62 543 986	44,5	2 151 580 860	1 075 790 430	2 310 630 747	214,8	155 281 920	0,0	-92,8
	37 440 000 Amendes transactionnelles	42 055 620 815	57 416 033 125	136,5	46 992 588 500	23 496 294 250	22 804 508 768	97,1	55 778 536 493	0,2	18,7
	37 445 000 Amendes transactionnelles pour infraction à la législation sur le commerce	42 055 620 815	57 416 033 125	136,5	46 992 588 500	23 496 294 250	22 804 508 768	97,1	55 778 536 493	0,2	18,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>48</b>	<b>MINES (Secrétariat Général &amp; CAMI)</b>	<b>912 565 332 056</b>	<b>1 064 900 334 673</b>	<b>116,7</b>	<b>1 200 265 544 972</b>	<b>600 132 772 486</b>	<b>743 363 369 304</b>	<b>123,9</b>	<b>1 696 125 206 209</b>	<b>5,2</b>	<b>41,3</b>
17 136 000	Taxe sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément	4 359 902 900	5 977 682 994	137,1	2 395 717 758	1 197 858 879	2 392 437 388	199,7	4 283 256 049	0,0	78,8
17 136 131	Taxe sur l'autorisation de traitement ou de transformation des substances autre que des produits d'exploitation artisanale	0	23 988 694			0			23 988 694	0,0	
17 136 214	Redevance pour agrément de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales	2 531 164 002	3 854 738 037	152,3	1 964 352 600	982 176 300	1 233 983 977	125,6	2 467 967 954	0,0	25,6
17 136 225	Taxe sur l'autorisation d'achat des substances minérales autres que l'or et le diamant (cassiterite)	0	243 417 483		950 897	475 449	325 250 379	68 409,2	325 250 379	0,0	34 104,6
17 136 251	Taxe d'agrément de coopérative minière	0	620 000 000		103 022 161	51 511 081	99 657 916	193,5	302 661 005	0,0	193,8
17 136 312	Taxe d'agrément d'un bureau d'études environnementales, minières, de recherche minière	100 601 151	207 787 016	206,5	62 559 000	31 279 500	135 636 253	433,6	135 636 253	0,0	116,8
17 136 323	Taxe d'agrément des mandataires en Mines et des carrières	1 328 401 727	549 090 455	41,3	93 838 500	46 919 250	410 258 653	874,4	549 090 455	0,0	485,1
17 136 327	Taxe d'agrément des acheteurs de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales de production artisanale	399 736 019	478 661 309	119,7	170 994 600	85 497 300	187 650 210	219,5	478 661 309	0,0	179,9
<b>17 150 000</b>	<b>Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales</b>	<b>2 161 680 584</b>	<b>14 221 889 539</b>	<b>657,9</b>	<b>445 211 550</b>	<b>222 605 775</b>	<b>146 832 056</b>	<b>66,0</b>	<b>416 046 401</b>	<b>0,0</b>	<b>-6,6</b>
17 153 210	Taxe sur l'autorisation d'exportation des produits miniers autres que l'or et le diamant	1 937 247 179	159 850 090	8,3	195 601 140	97 800 570	72 794 240	74,4	220 730 861	0,0	12,8
17 153 220	Taxe sur l'autorisation d'exportation des matières minérales à l'état brut	224 433 404	14 062 039 449	6 265,6	249 610 410	124 805 205	74 037 816	59,3	195 315 540	0,0	-21,8
<b>27 011 000</b>	<b>Ventes de biens des établissements marchands</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>208 384 029</b>	<b>104 192 015</b>	<b>720 947 369</b>	<b>691,9</b>	<b>720 947 368</b>	<b>0,0</b>	<b>246,0</b>
27 011 300	Quotité de la taxe ad valorem à payer à chaque exportation d'Or, de Diamant ou des pierres de couleur de production artisanale pour le Trésor Public	0	0		208 384 029	104 192 015	720 947 369	691,9	720 947 368	0,0	246,0
<b>27 021 000</b>	<b>Ventes des services des établissements marchands</b>	<b>540 955 489</b>	<b>1 520 311 467</b>	<b>281,0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>1 985 032 298</b>		<b>1 985 032 298</b>	<b>0,0</b>	
27 021 300	Taxe rémunératoire de la valeur expertisée des substances précieuses	540 955 489	1 520 311 467	281,0	0	0	1 985 032 298		1 985 032 298	0,0	
<b>27 415 000</b>	<b>Loyers</b>	<b>899 098 601 860</b>	<b>1 034 509 125 500</b>	<b>115,1</b>	<b>1 132 428 168 093</b>	<b>566 214 084 047</b>	<b>729 570 595 527</b>	<b>128,9</b>	<b>1 650 307 579 409</b>	<b>5,1</b>	<b>45,7</b>
27 415 410	Redevance minière	840 822 676 238	952 848 472 139	113,3	1 070 062 548 875	535 031 274 438	671 958 899 214	125,6	1 520 448 936 713	4,7	42,1

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>48</b>	<b>MINES (Secrétariat Général &amp; CAMI) (suite)</b>										
27 415 421	Quotité de 50% sur les droits superficiels annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche	2 711 362 250	1 528 426 269	56,4	3 352 871 751	1 676 435 876	1 401 249 680	83,6	2 540 811 415	0,0	-24,2
27 415 422	Quotité de 50% sur les droits superficiels annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation	27 343 501 094	11 078 714 081	40,5	25 219 625 207	12 609 812 604	15 542 326 104	123,3	27 343 501 094	0,1	8,4
27 415 423	Quotité 50% sur les droits superficiels annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	2 713 626 671	4 761 863 530	175,5	1 387 830 022	693 915 011	1 217 473 309	175,4	2 713 626 671	0,0	95,5
27 415 424	Quotité de 50% sur les droits superficiels annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	254 154 790	1 497 943 152	589,4	286 711 400	143 355 700	420 001 149	293,0	420 001 149	0,0	46,5
27 415 430	Redevance pour acheteur supplémentaire	3 956 011 512	91 505 749	2,3	3 883 733 102	1 941 866 551	589 194 201	30,3	1 273 797 000	0,0	-67,2
27 415 441	Taxe pour approbation et Enregistrement d'hypothèque, de cession, d'amodiation, de contrat d'option et/ou de transmission	236 473 180	280 470 530	118,6	1 328 606 286	664 303 143	24 836 181	3,7	148 811 840	0,0	-88,8
27 415 442	Droits d'enregistrement d'une drague extractrice de plus 4 pouces	88 533 717	135 323 100	152,8	133 369 000	66 684 500	31 592 942	47,4	2 510 617	0,0	-98,1
27 415 482	Quotité de 50% de pas des Portes dont bénéficient les Entreprises du portefeuille de l'Etat	2 704 103 609	23 911 197 240	884,3	0	0	0		31 440 545 000	0,1	
27 415 483	Quotité de 50% des royalties ou prime de cession dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat	18 268 158 800	38 375 209 711	210,1	26 772 872 450	13 386 436 225	38 385 022 746	286,7	63 975 037 910	0,2	139,0
<b>27 418 000</b>	<b>Autres revenus de la propriété</b>	<b>64 240 460</b>	<b>43 997 535</b>	<b>68,5</b>	<b>31 279 500</b>	<b>15 639 750</b>	<b>1 469 335 926</b>	<b>9 394,9</b>	<b>1 469 335 926</b>	<b>0,0</b>	<b>4 597,4</b>
27 418 110	Taxe d'agrément de laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	0	1 650 000		31 279 500	15 639 750	68 780 306	439,8	68 780 306	0,0	119,9
27 418 140	Taxe d'agrément d'entité de traitement et/ou de transformation de toutes catégories (A, B et C) et tailleries	0	0		0	0	1 400 555 620		1 400 555 620	0,0	
	Frais de dépôt pour agrément d'entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	64 240 460	42 347 535	65,9	0	0	0		0	0,0	
<b>27 420 000</b>	<b>Droits administratifs</b>	<b>2 427 427 381</b>	<b>5 661 660 942</b>	<b>233,2</b>	<b>3 391 740 450</b>	<b>1 695 870 225</b>	<b>4 618 059 546</b>	<b>272,3</b>	<b>6 103 970 405</b>	<b>0,0</b>	<b>80,0</b>
27 426 160	Redevance annuelle pour les entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	998 680 097	5 037 207 605	504,4	2 085 300 000	1 042 650 000	3 100 719 245	297,4	3 100 719 245	0,0	48,7
27 426 185	Redevance annuelle anticipative pour le laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	1 140 556 741	50 277 350	4,4	1 251 180 000	625 590 000	1 443 295 442	230,7	2 886 590 884	0,0	130,7
27 428 271	Frais de dépôt d'un bureau d'étude environnementale	0	11 094 372		4 170 600	2 085 300	37 903 334	1 817,6	37 903 334	0,0	808,8
27 428 272	Frais de dépôt bureau d'études Géologique	0	74 563 974		1 042 650	521 325	27 198 492	5 217,2	27 198 492	0,0	2 508,6
27 428 273	Frais de dépôt pour laboratoire d'analyse	0	408 857 551		0	0	0		0	0,0	
27 428 274	Frais de dépôt pour autorisation d'exportation des produits marchands	288 190 542	79 660 089	27,6	50 047 200	25 023 600	8 943 034	35,7	51 558 450	0,0	3,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>48</b>	<b>MINES (Secrétariat Général &amp; CAMI) (suite)</b>										
	<b>27 483 000</b> <b>Caution</b>	<b>262 045 892</b>	<b>441 495 678</b>	<b>168,5</b>	<b>255 125 318</b>	<b>127 562 659</b>	<b>212 971 049</b>	<b>167,0</b>	<b>273 237 908</b>	<b>0,0</b>	<b>7,1</b>
	27 483 100 <i>Caution des comptoirs d'or, de diamant, des pierres de couleur et de autres substances autorisées</i>	201 779 034	246 289 869	122,1	194 858 459	97 429 230	212 971 049	218,6	212 971 049	0,0	9,3
	27 483 400 <i>Caution pour bureau d'études Géologiques</i>	60 266 859	195 205 809	323,9	60 266 859	30 133 430	0	0,0	60 266 859	0,0	0,0
	<b>37 156 000</b> <b>Amendes et pénalités sur le commerce et les transactions internationales</b>	<b>1 899 208</b>	<b>101 900 000</b>	<b>5 365,4</b>	<b>1 899 208</b>	<b>949 604</b>	<b>4 261 000</b>	<b>448,7</b>	<b>11 790 912</b>	<b>0,0</b>	<b>520,8</b>
	37 156 300 <i>Imposition sur l'exportation des échantillons destinés aux analyses et essais industriels</i>	1 899 208	101 900 000	5 365,4	1 899 208	949 604	4 261 000	448,7	11 790 912	0,0	520,8
	<b>37 440 000</b> <b>Amendes transactionnelles</b>	<b>3 648 578 282</b>	<b>2 422 271 018</b>	<b>66,4</b>	<b>61 108 019 066</b>	<b>30 554 009 533</b>	<b>2 242 897 146</b>	<b>7,3</b>	<b>30 554 009 533</b>	<b>0,1</b>	<b>-50,0</b>
	37 441 000 <i>Amendes transactionnelles administratives</i>	3 648 578 282	2 422 271 018	66,4	61 108 019 066	30 554 009 533	2 242 897 146	7,3	30 554 009 533	0,1	-50,0
<b>49</b>	<b>HYDROCARBURES</b>	<b>18 199 305 432</b>	<b>44 163 482 028</b>	<b>242,7</b>	<b>53 381 013 365</b>	<b>26 690 506 682</b>	<b>37 829 022 713</b>	<b>141,7</b>	<b>60 084 957 043</b>	<b>0,2</b>	<b>12,6</b>
	<b>17 136 000</b> <b>Taxe sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation, professionnelle et d'agrément</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>2 867 051 500</b>	<b>1 433 525 750</b>	<b>193 275 584</b>	<b>13,5</b>	<b>677 336 500</b>	<b>0,0</b>	<b>-76,4</b>
	17 136 186 <i>Taxe sur l'autorisation de construction de la canalisation</i>				10 426 500	5 213 250	0	0,0	505 475 000	0,0	4 748,0
	17 136 351 <i>Agrément pour installation ou construction des installations de stockage et/ou d'entreposage des produits pétroliers</i>	0	0		521 325 000	260 662 500	61 687 735	23,7	0	0,0	-100,0
	17 136 430 <i>Agrément de prestataire de services dans le secteur des hydrocarbures</i>	0	0		208 530 000	104 265 000	31 825 092	30,5	50 547 500	0,0	-75,8
	17 136 353 <i>Agrément pour laboratoire d'analyse de certification des produits pétroliers</i>	0	0		1 918 240 000	959 120 000	26 052 752	2,7	121 314 000	0,0	-93,7
	17 136 600 <i>Autorisation d'importation et/ou de transformation de dérivés d'hydrocarbures</i>	0	0		208 530 000	104 265 000	73 710 005	70,7	0	0,0	-100,0
	<b>17 150 000</b> <b>Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales</b>	<b>2 121 055 551</b>	<b>3 594 241 277</b>	<b>169,5</b>	<b>10 760 944 025</b>	<b>5 380 472 012</b>	<b>1 778 887 831</b>	<b>33,1</b>	<b>12 126 345 250</b>	<b>0,0</b>	<b>12,7</b>
	17 153 110 <i>Taxe sur l'autorisation d'importation et de commercialisation des produits pétroliers et des Bitumes</i>	1 012 165 141	1 686 649 560	166,6	5 546 947 325	2 773 473 662	745 822 540	26,9	5 981 791 150	0,0	7,8
	17 153 120 <i>Taxe sur l'autorisation de Transport et stockage des produits pétroliers et bitumes</i>	1 108 890 410	1 907 591 717	172,0	5 213 996 700	2 606 998 350	1 033 065 291	39,6	6 144 554 100	0,0	17,8
	<b>27 012 000</b> <b>Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>1 314 235 000</b>	<b>0,0</b>	
	27 012 250 <i>Droits de vente des rapports, cartes géologiques résultats de recherches géologiques, pétrolières et gazières</i>	0	0		0	0	0		1 314 235 000	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>49</b>	<b>HYDROCARBURES (Suite)</b>										
	<b>27 415 000 Loyers</b>	<b>16 075 542 765</b>	<b>39 879 277 246</b>	<b>248,1</b>	<b>39 734 250 140</b>	<b>19 867 125 070</b>	<b>33 908 867 839</b>	<b>170,7</b>	<b>44 904 531 864</b>	<b>0,1</b>	<b>13,0</b>
	27 415 131 <i>Redevances superficielles sur permis d'exploration</i>	10 124 538 623	10 010 365 007	23 442,3	2 419 062 010	1 209 531 005	1 400 000	0,1	3 607 070	0,0	-99,9
	27 415 133 <i>Redevances superficielles sur la canalisation des produits pétroliers (Transfrontalier, National, Local et Gazoduc)</i>	2 287 961	0	0,0	10 426 500	5 213 250	12 792 400	245,4	10 994 928 426	0,0	105 351,8
	27 415 141 <i>Bonus de signature des contrats de fourniture des produits pétroliers</i>	148 251 000	1 479 659 695	56,0	3 067 911 630	1 533 955 815	1 214 828 887	79,2	4 043 800 000	0,0	31,8
	27 415 143 <i>Bonus de renouvellement des contrats de fourniture des produits pétroliers</i>	245 800 820	18 589 153 044	56,0	0	0	0		0	0,0	
	<i>Bonus de signature des conventions pétrolières d'exploration-production</i>	5 024 251 871	9 799 875 500	0,0	0	0	0		0	0,0	
	27 415 151 <i>Bonus de signature des conventions de canalisation (Transfrontalier, National, Local ou provincial, signature de l'avenant, cession d'intérêt)</i>	530 412 489	224 000	0,0	17 639 750 000	8 819 875 000	32 679 846 551	370,5	0	0,0	-100,0
	27 415 171 <i>Bonus de signature zone fiscale (A, B, C et D)</i>	0	0		9 341 200 000	4 670 600 000	0	0,0	24 000 000 000	0,1	156,9
	27 415 172 <i>Bonus de signature du droit d'exploration zone fiscale (A, B, C et D)</i>	0	0		7 255 900 000	3 627 950 000	0	0,0	0	0,0	-100,0
	27 415 159 <i>Bonus de signature du contrat gazier zone fiscale (A, B, C et D) et son renouvellement</i>	0	0		0	0	0		5 862 196 368	0,0	
	<b>37 440 000 Amendes transactionnelles</b>	<b>2 707 116</b>	<b>689 963 505</b>	<b>25 487,0</b>	<b>18 767 700</b>	<b>9 383 850</b>	<b>1 947 991 459</b>	<b>20 759,0</b>	<b>1 062 508 429</b>	<b>0,0</b>	<b>5 561,4</b>
	37 441 000 Amendes transactionnelles administratives	2 707 116	677 427 074	25 023,9	18 767 700	9 383 850	1 944 916 459	20 726,2	1 060 486 550	0,0	5 550,6
	37 446 000 Amendes pour non-exécution de programme en matière d'hydrocarbures	0	12 536 431		0	0	3 075 000		2 021 879	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
50	<b>RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Secrétariat Général &amp; CNE)</b>	<b>9 129 303 944</b>	<b>1 947 197 044</b>	<b>21,3</b>	<b>38 373 899 700</b>	<b>19 186 949 850</b>	<b>1 451 650 578</b>	<b>7,6</b>	<b>56 753 638 627</b>	<b>0,2</b>	<b>47,9</b>
	17 130 000 <b>Impôts généraux sur les biens et services</b>	<b>4 775 187 308</b>	<b>91 999 551</b>	<b>1,9</b>	<b>16 033 532 186</b>	<b>8 016 766 093</b>	<b>112 456 103</b>	<b>1,4</b>	<b>12 525 127 650</b>	<b>0,0</b>	<b>-21,9</b>
	17 136 411 <i>Taxe d'agrément d'un organisme de contrôle de la qualité de l'eau de consommation</i>	287 009 111	91 999 551	32,1	347 459 861	173 729 931	23 502 409	13,5	23 502 409	0,0	-93,2
	17 136 412 <i>Taxe d'agrément d'un fournisseur des équipements et appareillages des installations de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'énergie ou de l'eau de consommation</i>	3 183 458 205	0	0,0	11 126 108 070	5 563 054 035	28 828 170	0,5	9 374 991 805	0,0	-15,7
	17 136 413 <i>Taxe d'agrément d'un prestataire de service pour les études, la conception, le conseil, la surveillance et le contrôle, la maintenance, l'extension, la mise en normes, la rénovation sur l'installation de production, de transport, de distribution et de commercialisation de l'électricité ou de l'eau de consommation</i>	1 304 719 991	0	0,0	4 559 964 255	2 279 982 128	60 125 524	2,6	3 126 633 436	0,0	-31,4
	<b>17 150 000 Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales</b>	<b>377 797 708</b>	<b>1 314 357 295</b>	<b>347,9</b>	<b>4 272 698 616</b>	<b>2 136 349 308</b>	<b>878 936 517</b>	<b>41,1</b>	<b>18 287 033 218</b>	<b>0,1</b>	<b>328,0</b>
	17 153 130 <i>Taxe sur l'autorisation de production, d'autoproduction, d'importation, d'exportation, de commercialisation, de transport et de stockage de carbure de calcium, des acides, du charbon et de la tourbe</i>	377 797 708	1 247 604 790	330,2	2 822 394 408	1 411 197 204	597 516 950	42,3	13 544 012 176	0,0	379,9
	17 153 140 <i>Taxe sur l'autorisation de production, d'autoproduction, d'importation, d'exportation, de commercialisation, de transport et de stockage des gaz autres que les hydrocarbures (gaz comprimés, liquéfiés ou dissous; gaz naturels; gaz rares et gaz frigorigènes non polluants)</i>	0	66 752 505		1 450 304 208	725 152 104	281 419 566	38,8	4 783 021 042	0,0	227,0
	<b>27 012 000 Vente résiduelle de biens des établissements non marchands</b>	<b>283 494 714</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>343 205 250</b>	<b>171 602 625</b>	<b>2 211 225</b>	<b>1,3</b>	<b>343 205 200</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	27 012 241 <i>Droit de vente des publications du ministère de l'Energie et ressources hydrauliques</i>	283 494 714	0	0,0	343 205 250	171 602 625	2 211 225	1,3	343 205 200	0,0	0,0
	<b>27 418 000 Autres revenus de la propriété</b>	<b>72 103 718</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>72 103 718</b>	<b>0,0</b>	
	27 418 210 <i>Frais d'instruction des dossiers des requérants, d'arbitrage, de rémunération des services de l'Autorité de Régulation du secteur de l'eau</i>	72 103 718	0	0,0	0	0	0		72 103 718	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
50	<b>RESSOURCES HYDRAULIQUES ET ELECTRICITE (Secrétariat Général &amp; CNE) (SUITE)</b>										
	27 422 000 Droits administratifs sur la détention ou l'utilisation de certains biens	280 566 050	368 811 793	131,5	980 571 438	490 285 719	95 557 751	19,5	2 629 687 772	0,0	168,2
	27 422 220 Taxe sur l'approbation d'une étude, d'un schéma et d'un plan des infrastructures de production et de transport d'eau et d'électricité	89 324 264	4 653 049	5,2	312 186 105	156 093 053	85 439 551	54,7	264 671 342	0,0	-15,2
	27 422 230 Taxe sur l'accès ou le raccordement aux réseaux de transport de l'électricité, des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des fleuves, des lacs et de leurs affluents, pour immeuble à usage non résidentiel et celui résidentiel de plus de deux étages	191 241 785	364 158 744	190,4	668 385 333	334 192 667	10 118 200	3,0	2 365 016 430	0,0	253,8
	<b>27 424 000 Droits administratifs</b>	<b>3 340 154 447</b>	<b>155 834 225</b>	<b>4,7</b>	<b>16 743 892 210</b>	<b>8 371 946 105</b>	<b>356 873 282</b>	<b>4,3</b>	<b>17 725 059 377</b>	<b>0,1</b>	<b>5,9</b>
	27 426 510 Taxe sur octroi ou la modification des concessions et /ou des licences de production de l'énergie électrique pour les projets d'intérêt national.	0	0		0	0	0		2 090 242 371	0,0	
	27 426 530 Taxe sur l'octroi ou la modification des concessions et/ou des licences d'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des fleuves, des lacs et de leurs affluents	0	0		1 350 000 000	675 000 000	4 857 000	0,7	675 000 000	0,0	-50,0
	27 426 560 Taxe sur l'octroi ou la modification des contrats de délégation de gestion d'un ouvrage ou d'une installation de production et/ou de transport appartenant à l'Etat	0	0		975 000 000	487 500 000	6 453 000	1,3	975 000 000	0,0	0,0
	27 426 610 Redevance sur l'exercice d'une activité ou le service public de production, de transport, d'importation, d'exportation ou de commercialisation de l'énergie électrique et d'eau	2 681 204 956	2 693 202	0,1	9 370 745 327	4 685 372 664	22 547 695	0,5	10 928 231 006	0,0	16,6
	27 426 621 Redevance sur l'utilisation de la ressource énergétique par les infrastructures de production de l'électricité d'intérêt national	0	2 769 999		83 610 228	41 805 114	48 864 294	116,9	0	0,0	-100,0
	27 426 622 Redevance sur l'exploitation des eaux naturelles de surface ou souterraines, thermales, des lacs ou du fleuve et de ses affluents	0	113 747 707		1 653 073 074	826 536 537	202 922 466	24,6	1 156 000 000	0,0	-30,1
	27 426 623 Redevance sur la consommation de l'électricité par les usagers finaux		9 999 220		1 008 451 331	504 225 666	31 058 652	6,2	0	0,0	-100,0
	27 426 860 Taxe d'homologation d'un permis des personnes physiques et morales, prestataires des services ou des travaux, non établies en République Démocratique du Congo	658 949 490	26 624 097	4,0	2 303 012 250	1 151 506 125	40 170 175	3,5	1 900 586 000	0,0	-17,5
	<b>37 440 000 Amendes transactionnelles</b>	<b>0</b>	<b>16 194 179</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>5 615 700</b>		<b>5 171 421 693</b>	<b>0,0</b>	
	37 441 000 Amendes Transactionnelles	0	16 194 179		0	0	5 615 700		5 171 421 693	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>51</b>	<b>TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT</b>	<b>17 660 454 400</b>	<b>7 989 631 286</b>	<b>45,2</b>	<b>37 948 095 915</b>	<b>18 974 047 958</b>	<b>4 796 221 715</b>	<b>25,3</b>	<b>77 090 141 102</b>	<b>0,2</b>	<b>103,1</b>
	<b>17 130 000</b> Impôts et taxes sur les biens et services	<b>1 012 223 399</b>	<b>1 297 260 365</b>	<b>128,2</b>	<b>1 066 233 847</b>	<b>533 116 923</b>	<b>404 876 225</b>	<b>75,9</b>	<b>1 369 452 431</b>	<b>0,0</b>	<b>28,4</b>
	17 134 100 Immatriculation véhicules routiers, ferroviaires et de navigation	0	708 453 452		0	0	0		0	0,0	
	17 134 860 Taxe d'agrément et d'autorisation de construction d'un bateau ou d'une embarcation	63 454 395	30 784 976	48,5	67 673 925	33 836 962	85 103 937	251,5	90 296 424	0,0	33,4
	17 134 870 Taxe sur l'autorisation d'installation d'une balise d'approche sur une piste privée d'aviation	216 768 321	3 595 000	1,7	231 182 772	115 591 386	37 900 741	32,8	468 220 533	0,0	102,5
	17 134 880 Taxe sur l'autorisation d'exécuter un ouvrage d'art d'accostage ou d'opérer une fouille	63 072 701	13 550 746	21,5	67 266 848	33 633 424	2 951 215	8,8	71 592 989	0,0	6,4
	17 136 150 Taxe sur autorisation d'extraction de sable dans le lit mineur ou majeur d'une voie navigable et ses abords	128 958 856	170 140 458	131,9	137 534 237	68 767 119	56 406 445	82,0	146 378 542	0,0	6,4
	17 136 216 Taxe de délivrance d'une licence d'exploitation des services aériens de transport public	48 811 073	10 850 700	22,2	52 056 865	26 028 433	35 377 616	135,9	87 143 198	0,0	67,4
	17 136 226 Droits sur la délivrance de la patente de pilote et du role d'équipage	7 272 850	7 205 600	99,1	7 756 473	3 878 236	51 815 947	1 336,1	64 697 818	0,0	734,1
	17 136 261 Taxe d'homologation d'un port ou beach	183 529 636	35 367 370	19,3	195 733 812	97 866 906	9 778 851	10,0	208 320 709	0,0	6,4
	17 136 333 Taxe d'agrément des services publics et professions auxiliaires de transport terrestre (transporteur public routier, transporteur public ferroviaire)	300 355 567	306 467 063	102,0	307 028 914	153 514 457	125 541 473	81,8	222 704 005	0,0	-27,5
	17 136 382 Taxe d'agrément d'un service ou d'une profession lié(e) à l'aéronautique	0	10 845 000		0	0	0		10 098 213	0,0	
	<b>17 150 000</b> Impôts sur le commerce extérieur et les transactions internationales	<b>130 813 677</b>	<b>7 101 666</b>	<b>5,4</b>	<b>139 512 398</b>	<b>69 756 199</b>	<b>59 357 549</b>	<b>85,1</b>	<b>296 041 455</b>	<b>0,0</b>	<b>112,2</b>
	17 151 130 Taxe sur l'autorisation d'importation d'un aéronef	130 813 677	7 101 666	5,4	139 512 398	69 756 199	59 357 549	85,1	296 041 455	0,0	112,2
	<b>17 180 000</b> Autres recettes à caractère fiscal	<b>243 780 545</b>	<b>58 999 246</b>	<b>24,2</b>	<b>259 991 229</b>	<b>129 995 614</b>	<b>74 868 753</b>	<b>57,6</b>	<b>297 869 446</b>	<b>0,0</b>	<b>14,6</b>
	17 182 210 Droits de circulation au-dessus du territoire national aux aéronefs immatriculés à l'étranger	178 648 529	13 566 670	7,6	190 528 126	95 264 063	64 168 595	67,4	213 359 850	0,0	12,0
	17 182 300 Taxe sur l'autorisation de sortie d'aéronefs, immatriculés à l'étranger, basés sur le territoire national	65 132 017	45 432 576	69,8	69 463 103	34 731 551	10 700 158	30,8	84 509 595	0,0	21,7
	<b>27 022 000</b> Ventes résiduelles de service des établissements non marchands	<b>1 477 182</b>	<b>95 644 783</b>	<b>6 474,8</b>	<b>96 493 646</b>	<b>48 246 823</b>	<b>10 142 536</b>	<b>21,0</b>	<b>113 278 307</b>	<b>0,0</b>	<b>17,4</b>
	27 022 350 Droit d'admission aux examens en vue d'obtention d'une licence ou d'un certificat pour certains métiers de l'aéronautique.	1 477 182	95 644 783	6 474,8	96 493 646	48 246 823	10 142 536	21,0	113 278 307	0,0	17,4

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
51	<b>TRANSPORTS, VOIES DE COMMUNICATION ET DESENCLAVEMENT (suite)</b>										
	<b>27 420 000 Droits administratifs</b>	<b>15 745 816 564</b>	<b>6 427 528 726</b>	<b>40,8</b>	<b>32 847 353 425</b>	<b>16 423 676 713</b>	<b>4 217 663 654</b>	<b>25,7</b>	<b>73 939 727 792</b>	<b>0,2</b>	<b>125,1</b>
	27 422 110 <i>Taxe sur permis de sortie des bateaux et ou son renouvellement</i>	429 548 716	742 045 549	172,8	544 813 025	272 406 512	290 870 354	106,8	551 426 374	0,0	1,2
	27 422 120 <i>Droit de délivrance d'un permis de conduire national et international ou son duplicata</i>	2 919 152 989	333 259 396	11,4	15 024 606 820	7 512 303 410	197 031 786	2,6	52 838 042 092	0,2	251,7
	27 422 130 <i>Taxe sur le permis de naviguer ou son duplicata</i>	391 684 117	249 202 303	63,6	446 643 607	223 321 803	77 431 753	34,7	249 202 303	0,0	-44,2
	27 422 140 <i>Délivrance d'une autorisation de transport d'inflammables ou d'explosifs par bateaux</i>	0	0		0	0	0		2 337 961	0,0	
	27 422 240 <i>Taxe sur délivrance d'une lettre de mer ou son renouvellement</i>	39 048 859	33 320 924	85,3	103 894 302	51 947 151	34 204 700	65,8	44 322 921	0,0	-57,3
	27 424 410 <i>Droits du livret matricule et du carnet de paie ou de son duplicata</i>	36 598 543	161 288 466	440,7	39 032 237	19 516 119	8 965 211	45,9	43 407 740	0,0	11,2
	27 424 420 <i>Droit de visite annuelle d'un port ou d'un beach</i>	129 661 735	188 872 552	145,7	342 797 400	171 398 700	75 288 785	43,9	265 181 859	0,0	-22,6
	27 425 210 <i>Redevance de surveillance des véhicules de transport routier</i>	2 080 383 519	1 916 481 542	92,1	2 218 722 852	1 109 361 426	1 571 830 390	141,7	4 207 027 140	0,0	89,6
	27 425 220 <i>Frais de surveillance des véhicules de transport ferroviaire</i>	565 232 230	22 738 657	4,0	602 818 497	301 409 249	795 330 459	263,9	853 175 155	0,0	41,5
	27 425 231 <i>Droit de contrôle technique des aéronefs</i>	3 168 255 913	114 973 116	3,6	3 646 680 813	1 823 340 406	20 852 955	1,1	4 509 456 340	0,0	23,7
	27 425 241 <i>Droits de jaugeage d'un bateau</i>	13 326 756	5 238 741	39,3	14 212 945	7 106 473	2 692 711	37,9	4 205 404	0,0	-70,4
	27 426 310 <i>Taxe sur la délivrance de certificat de navigabilité ou son duplicata</i>	43 735 337	10 871 440	24,9	46 319 371	23 159 686	28 766 595	124,2	49 643 080	0,0	7,2
	27 426 320 <i>Taxe de délivrance du certificat de radiation d'un aéronef</i>	0	727 949		0	0	13 103 000		15 227 804	0,0	
	27 426 410 <i>Droits sur la délivrance des titres de sécurité des navires et bateaux</i>	468 586 304	1 981 592	0,4	499 745 904	249 872 952	125 067 838	50,1	581 165 553	0,0	29,3
	27 426 840 <i>Taxe d'homologation des installations pétrolières d'aviation</i>	14 057 589	4 157 000	29,6	14 992 377	7 496 189	86 191 403	1 149,8	86 191 403	0,0	41,7
	27 428 132 <i>Droits d'inscription d'un aéronef au matricule aéronautique de la RDC</i>	0	0		0	0	10 327 549		0	0,0	
	27 428 131 <i>Droits de délivrance ou validation d'une licence ou autres documents liés à l'aéronautique civile</i>	46 077 653	28 286 257	61,4	49 141 681	24 570 840	59 856 866	243,6	135 992 239	0,0	176,7
	27 428 211 <i>Droits fixes de police fluviale et lacustre pour le transport des marchandises et des personnes</i>	2 558 183 669	893 947 242	34,9	2 728 295 297	1 364 147 648	44 585 600	3,3	3 462 562 107	0,0	26,9
	27 428 212 <i>Droit fixe de police maritime</i>	2 842 282 635	1 720 136 002	60,5	6 524 636 298	3 262 318 149	775 265 700	23,8	6 041 160 318	0,0	-7,4
	<b>37 440 000 Amendes transactionnelles</b>	<b>526 343 033</b>	<b>103 096 500</b>	<b>19,6</b>	<b>3 538 511 371</b>	<b>1 769 255 685</b>	<b>29 312 999</b>	<b>1,7</b>	<b>1 073 771 672</b>	<b>0,0</b>	<b>-69,7</b>
	37 441 000 <i>Amendes transactionnelles</i>	526 343 033	103 096 500	19,6	3 538 511 371	1 769 255 685	29 312 999	1,7	1 073 771 672	0,0	-69,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>52</b>	<b>AUTORITÉ DE RÉGULATION DES PTT / ARPTC</b>	<b>73 798 377 392</b>	<b>71 873 557 080</b>	<b>97,4</b>	<b>142 593 623 865</b>	<b>71 296 811 933</b>	<b>64 475 483 930</b>	<b>90,4</b>	<b>157 687 088 390</b>	<b>0,5</b>	<b>10,6</b>
	17 133 000 Taxes sur des services déterminés	73 798 377 392	71 873 557 080	97,4	129 630 567 150	64 815 283 575	64 473 571 930	99,5	145 554 389 250	0,4	12,3
	17 133 100 Taxe de numérotation	56 652 759 496	54 984 184 491	97,1	109 377 597 806	54 688 798 903	56 626 384 414	103,5	113 252 768 828	0,3	3,5
	17 133 200 Taxe de régulation des télécommunications	17 145 617 896	16 889 372 590	98,5	20 252 969 344	10 126 484 672	7 847 187 516	77,5	32 301 620 421	0,1	59,5
	<b>37 440 000 Amendes transactionnelles</b>				<b>12 963 056 715</b>	<b>6 481 528 358</b>	<b>1 912 000</b>	<b>0,0</b>	<b>12 132 699 140</b>	<b>0,0</b>	<b>-6,4</b>
	37 441 000 Amendes transactionnelles				12 963 056 715	6 481 528 358	1 912 000	0,0	12 132 699 140	0,0	-6,4
<b>52</b>	<b>POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC)</b>	<b>203 549 501 850</b>	<b>147 070 960 315</b>	<b>72,3</b>	<b>242 785 712 808</b>	<b>121 392 856 404</b>	<b>121 381 029 838</b>	<b>100,0</b>	<b>286 199 273 616</b>	<b>0,9</b>	<b>17,9</b>
	17 130 000 Impôts et taxes sur les biens et services	2 203 495 355	1 201 920 761	54,5	6 347 378 706	3 173 689 353	16 458 039 995	518,6	77 329 662 868	0,2	1 118,3
	17 133 300 Droits sur la déclaration d'autorisation d'exploitation d'un réseau indépendant d'Internet (Intranet)	148 175 222	131 262 689	88,6	524 263 300	262 131 650	182 116 324	69,5	524 263 300	0,0	0,0
	17 134 610 Taxe sur l'autorisation d'exploitation des concessions des cabines publiques ou télé centre	0	861 303		0	0	0		0	0,0	
	17 134 620 Taxe sur l'autorisation d'exploitation des chaînes de radiodiffusion sonore et télévisuelle commerciale	1 008 663 613	6 598 714	0,7	3 350 383 750	1 675 191 875	73 342 047	4,4	16 865 650 627	0,1	403,4
	17 134 630 Taxe sur l'autorisation d'exploitation de cabine radiophonique (phonie à usage public)	0	5 618 000		0	0	0		0	0,0	
	17 134 640 Taxe sur l'autorisation d'exploitation de service support	0	0		0	0	0		1 091 826 000	0,0	
	17 134 651 Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des stations radio électriques privées de toute catégorie	573 811 608	395 617 092	68,9	1 060 479 315	530 239 658	8 044 269 527	1 517,1	12 907 593 295	0,0	1 117,1
	17 134 652 Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des faisceaux hertziens	139 968 309	77 396 232	55,3	383 695 200	191 847 600	5 413 253 329	2 821,6	8 521 924 579	0,0	2 121,0
	17 134 653 Taxe sur l'autorisation de détention, d'installation et d'exploitation des stations terriennes de toute catégorie ou terminale satellitaire	119 437 266	201 853 080	169,0	601 715 111	300 857 556	31 110 753	10,3	749 720 520	0,0	24,6
	17 134 654 Taxe sur l'autorisation de détention d'installation et d'exploitation du système trunking ou paging	0	13 054 310		0	0	0		0	0,0	
	17 134 660 Autorisation d'installation et d'exploitation d'un réseau VSAT	0	118 200 110		62 559 000	31 279 500	93 788 472	299,8	0	0,0	-100,0
	17 136 160 Taxe d'homologation des équipements de télécommunication à fabriquer, importer ou commercialiser sur le territoire national	115 052 778	193 085 578	167,8	119 051 750	59 525 875	59 985 300	100,8	110 763 349	0,0	-7,0
		0	23 995 600		0	0	0		0	0,0	
	17 136 231 Taxe sur l'autorisation d'exploitation du service courrier professionnel, amateur ou social	98 386 560	34 378 054	34,9	245 231 280	122 615 640	2 204 350 124	1 797,8	4 408 700 248	0,0	1 697,8
	17 136 132 Taxe sur l'autorisation d'exploitation de messagerie financière ou transfert de fonds	0	0		0	0	0		521 650 200	0,0	
	17 181 220 Taxe sur l'autorisation d'installation, d'établissement, de fourniture et/ou d'exploitation d'un réseau à fibre optique ou d'une autre infrastructure à haut débit	0	0		0	0	355 824 119		31 627 570 750	0,1	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	<b>POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)</b>										
	<b>27 021 000 Ventes de services des établissements marchands</b>	<b>70 865 072 912</b>	<b>95 892 176 171</b>	<b>135,3</b>	<b>131 038 575 839</b>	<b>65 519 287 920</b>	<b>31 374 232 652</b>	<b>47,9</b>	<b>120 514 504 256</b>	<b>0,4</b>	<b>-8,0</b>
	27 021 210 <i>Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation de Téléphonie (chiffre d'affaires et fréquences)</i>	70 865 072 912	80 375 798 578	113,4	106 252 255 813	53 126 127 907	6 171 887 291	11,6	78 860 719 563	0,2	-25,8
	27 021 220 <i>Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation d'Internet (chiffre d'affaires et fréquences)</i>	0	15 516 377 593		24 786 320 026	12 393 160 013	25 202 345 361	203,4	40 078 110 799	0,1	61,7
	27 021 230 <i>Redevance annuelle sur la concession et/ou contrat d'exploitation de télédistribution (chiffre d'affaires et fréquences)</i>	0	0		0	0	0		1 575 673 894	0,0	
	<b>27 022 000 Ventes résiduelles de services des établissements non marchands</b>	<b>0</b>	<b>350 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 719 327</b>		<b>0</b>	<b>0,0</b>	
	27 022 280 <i>Droit de délivrance du duplicata de titre obtenu de télécommunication ou de service postal</i>	0	350 000		0	0	14 719 327		0	0,0	
	<b>27 415 000 Loyers</b>	<b>23 386 012 103</b>	<b>10 928 355 411</b>	<b>46,7</b>	<b>41 018 235 000</b>	<b>20 509 117 500</b>	<b>2 575 460 998</b>	<b>12,6</b>	<b>13 748 920 000</b>	<b>0,0</b>	<b>-66,5</b>
	27 415 510 <i>Taxe sur la concession ou le contrat d'exploitation de service public des télécommunications (Licence) ou son renouvellement</i>	5 895 940 057	4 793 609 618	81,3	28 431 360 000	14 215 680 000	172 271 892	1,2	7 076 650 000	0,0	-75,1
	27 415 520 <i>Taxe sur l'autorisation de concession de gestion du country code (cc 243)</i>	0	149 343 077		0	0	0		0	0,0	
	27 415 530 <i>Taxe sur l'autorisation de concession de gestion de nom du domaine (.cd)</i>	0	2 548 000		0	0	0		0	0,0	
	27 415 540 <i>Taxe sur l'autorisation de fourniture des services publics ou accès Internet</i>	17 490 072 046	5 975 599 817	34,2	11 961 285 000	5 980 642 500	2 402 489 106	40,2	5 863 510 000	0,0	-51,0
	27 415 550 <i>Taxe sur l'autorisation de télédistribution des signaux de radio et/ou de télévision par câble, onde radio ou satellite</i>		7 254 900		625 590 000	312 795 000	700 000	0,2	808 760 000	0,0	29,3
	<b>27 420 000 Droits administratifs</b>	<b>104 839 995 095</b>	<b>36 583 953 408</b>	<b>34,9</b>	<b>57 199 095 897</b>	<b>28 599 547 948</b>	<b>70 488 868 582</b>	<b>246,5</b>	<b>67 423 759 128</b>	<b>0,2</b>	<b>17,9</b>
	27 422 700 <i>Droits sur la déclaration de distribution des signaux audio et/ou vidéo dans un hôtel ou un bâtiment d'utilité publique</i>	111 286 751	195 333 500	175,5	173 079 900	86 539 950	25 386 227	29,3	404 380 000	0,0	133,6
	27 422 810 <i>Droits sur la déclaration semestrielle d'équipements de télécommunications établis à bord des navires ou bateaux étrangers accostés dans les ports nationaux ou en rade dans les eaux territoriales nationales</i>	97 549 864	105 058 950	107,7	154 312 200	77 156 100	98 205 739	127,3	703 621 200	0,0	356,0
	27 422 850 <i>Droits sur la déclaration de détention, d'installation et d'exploitation d'un commutateur (PABX, serveurs), service des contenus et application mobiles, agrégation et intégration des applications</i>	45 936 312	20 588 671	44,8	141 800 400	70 900 200	243 812 604	343,9	883 772 490	0,0	523,3

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
52	<b>POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)</b>										
	27 425 600 <i>Taxe de renouvellement ou de modification d'un titre obtenu de télécommunications ou de service postal</i>	48 608 588 779	1 275 774 714	2,6	2 022 219 675	1 011 109 838	50 986 358	5,0	177 118 440	0,0	-91,2
	27 426 121 <i>Redevance annuelle sur l'exploitation du service courrier professionnel, amateur ou social</i>	689 941 858	377 096 982	54,7	786 566 499	393 283 250	184 876 896	47,0	786 566 499	0,0	0,0
	27 426 122 <i>Redevance annuelle sur l'exploitation du système TRUNKING</i>	7 027 262	16 542 097	235,4	1 251 180	625 590	6 930 450 000	1 107 826,2	23 260 443	0,0	1 759,1
	27 426 124 <i>Redevance annuelle sur l'exploitation de messagerie financière ou transfert de fonds</i>	411 626 672	2 489 513	0,6	536 952 966	268 476 483	114 406 416	42,6	647 834 167	0,0	20,7
	27 426 131 <i>Redevance annuelle sur la déclaration de distribution des signaux audio et/ou vidéo dans un hôtel ou un bâtiment d'utilité publique</i>	154 089 347	67 303 952	43,7	187 677 000	93 838 500	10 577 255 365	11 271,8	404 380 000	0,0	115,5
	27 426 132 <i>Redevance annuelle sur la déclaration d'exploitation d'un réseau indépendant (intranet, téléphonie et multimédia interne)</i>	0	0		0	0	4 149 698 311		477 903 816	0,0	
	27 426 133 <i>Redevance annuelle sur la déclaration de détention, installation et exploitation d'un commutateur (PABX, serveur), service des contenus et applications mobiles, agrégation et intégration des applications</i>	0	53 716 786		18 288 081	9 144 041	3 938 103 185	43 067,4	3 938 103 185	0,0	21 433,7
	27 426 152 <i>Redevance annuelle sur l'installation, établissement, fourniture et/ou exploitation d'un réseau à fibre optique ou autre infrastructure à haut débit</i>	0	0		0	0	20 526 350		28 273 742	0,0	
	27 426 153 <i>Redevance annuelle sur l'installation et exploitation d'un réseau VSAT</i>	0	0		0	0	156 584 729		156 584 729	0,0	
	27 426 181 <i>Redevance annuelle d'exploitation de concession des cabines publiques ou télécentres</i>	10 171 210	22 204 518	218,3	208 530	104 265	152 066 636	145 846,3	10 109 500	0,0	4 748,0
	27 426 182 <i>Redevance annuelle sur la détention, l'installation et l'exploitation des radios électriques privées de toute catégorie</i>	751 203 722	958 623 017	127,6	571 290 873	285 645 437	552 531 023	193,4	454 928 043	0,0	-20,4
	27 426 183 <i>Redevance annuelle sur la détention, l'installation et l'exploitation des stations terriennes de toute catégorie ou terminal satellitaire</i>	188 374 453	346 792 147	184,1	189 126 906	94 563 453	10 428 962	11,0	202 505 606	0,0	7,1
	27 426 184 <i>Redevance annuelle sur la détention, l'installation et l'exploitation des faisceaux hertziens</i>	31 833 672 406	29 414 962 170	92,4	48 364 988 490	24 182 494 245	30 877 078 478	127,7	48 364 988 490	0,1	0,0
	27 426 186 <i>Redevance annuelle sur l'exploitation des chaînes de radiodiffusion sonore ou télévisuelle commerciale</i>	21 692 604 503	130 856 800	0,6	2 897 600 687	1 448 800 344	5 341 303 702	368,7	3 061 282 931	0,0	5,6

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
52	<b>POSTES, TÉLÉCOMMUNICATIONS ET NOUVELLES TECHNOLOGIES DE L'INFORMATION ET DE LA COMMUNICATION (PT-NTIC) (Suite)</b>										
27 428 111	Redevance annuelle sur la déclaration d'agrément de fabricant, monteur de réseau, d'équipements de télécommunications, de fourreaux de conduite allégées, enrobées et aériennes, de pylônes ou mâts d'antennes	0	2 033 247 430		11 990 475	5 995 238	47 905 335	799,1	75 214 680	0,0	527,3
27 428 112	Redevance annuelle sur la déclaration d'agrément de vendeur, installateur, dépanneur d'équipements et matériels de télécommunications	42 588 583	38 888 311	91,3	131 843 093	65 921 546	3 627 926 533	5 503,4	131 843 093	0,0	0,0
27 428 113	<i>Redevance annuelle sur la déclaration d'installateur d'équipements mutualisés et/ou de gestion et de partage d'infrastructures des télécommunications</i>	31 008 171	9 577 641	30,9	0	0	24 039 586		424 138 008	0,0	
27 428 114	Droit sur la déclaration d'agrément de fabricant, monteur de réseau, d'équipements de télécommunications, de fourreaux de conduite allégées, enrobées et aériennes, de pylônes ou mâts d'antennes	60 779 687	1 419 387 003	2 335,3	782 339 950	391 169 975	21 303 508	5,4	708 608 275	0,0	-9,4
27 428 115	Droit sur la déclaration d'agrément des vendeur, installateur, dépanneur d'équipements et matériels de télécommunications	103 545 514	95 509 206	92,2	212 440 568	106 220 284	3 296 218 430	3 103,2	3 296 218 430	0,0	1 451,6
27 428 116	<i>Droits sur la déclaration d'agrément d'installateur d'équipements mutualisés et/ou de gestion et de partage d'infrastructures de télécommunications</i>	0	0		0	0	17 471 234		2 021 900 000	0,0	
27 428 117	<i>Déclaration d'agrément d'importateur, d'exportateur d'équipement et matériels de télécommunications</i>	0	0		8 341 200	4 170 600	7 544 000	180,9	40 223 362	0,0	382,2
27 428 118	<i>Redevance sur la déclaration d'importateur, d'exportateur d'équipement et matériels de télécommunications</i>	0	0		6 777 225	3 388 613	22 758 974	671,6	0	0,0	-100,0
<b>37 440 000</b>	<b>Amendes transactionnelles</b>	<b>2 254 926 385</b>	<b>2 464 204 563</b>	<b>109,3</b>	<b>7 182 427 365</b>	<b>3 591 213 683</b>	<b>469 708 284</b>	<b>13,1</b>	<b>7 182 427 365</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
37 441 000	Amendes Transactionnelles	2 254 926 385	2 464 204 563	109,3	7 182 427 365	3 591 213 683	469 708 284	13,1	7 182 427 365	0,0	0,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>53</b>	<b>COMMUNICATION ET MEDIAS</b>	<b>1 088 864 187</b>	<b>926 650 116</b>	<b>85,1</b>	<b>5 707 911 396</b>	<b>2 853 955 698</b>	<b>392 734 393</b>	<b>13,8</b>	<b>3 232 851 704</b>	<b>0,0</b>	<b>-43,4</b>
	<b>17 130 000 Impôts et taxes sur les biens et services</b>	<b>932 389 024</b>	<b>832 316 558</b>	<b>89,3</b>	<b>4 962 378 856</b>	<b>2 481 189 428</b>	<b>165 665 606</b>	<b>6,7</b>	<b>2 572 380 578</b>	<b>0,0</b>	<b>-48,2</b>
	17 133 810 Droits sur la diffusion de la publicité dans la presse	53 081 364	67 081 019	126,4	515 886 300	257 943 150	9 825 389	3,8	47 330 414	0,0	-90,8
	17 135 282 Droit sur la déclaration préalable d'ouverture d'une maison de presse écrite (journal, texte périodique ou agence)	49 581 157	240 000	0,5	347 202 450	173 601 225	68 127 611	39,2	493 392 008	0,0	42,1
	17 136 271 Droit sur la déclaration préalable d'exploitation d'une station privée de radio ou d'une chaîne de télévision pour une radio ou une télévision à caractère non commercial (confessionnel, associatif ou communautaire)	691 114 628	495 681 777	71,7	3 786 495 106	1 893 247 553	23 444 806	1,2	928 757 328	0,0	-75,5
	17 136 272 Droit sur la déclaration préalable d'exploitation d'une station privée de radio ou d'une chaîne de télévision pour une radio ou une télévision à caractère commercial	0	0		0	0	0		972 505 046	0,0	
	17 136 321 Droit d'accréditation d'un journaliste étranger	138 611 875	269 313 761	194,3	312 795 000	156 397 500	64 267 800	41,1	130 395 783	0,0	-58,3
	<b>27 484 000 Recettes diverses</b>	<b>62 067 266</b>	<b>74 744 528</b>	<b>120,4</b>	<b>625 520 000</b>	<b>312 760 000</b>	<b>212 088 430</b>	<b>67,8</b>	<b>598 025 144</b>	<b>0,0</b>	<b>-4,4</b>
	27 484 420 Redevance de contrôle de conformité d'une radio ou télévision privée	62 067 266	74 744 528	120,4	625 520 000	312 760 000	212 088 430	67,8	598 025 144	0,0	-4,4
	<b>37 440 000 Amendes transactionnelles</b>	<b>94 407 897</b>	<b>19 589 030</b>	<b>20,7</b>	<b>120 012 540</b>	<b>60 006 270</b>	<b>14 980 356</b>	<b>25,0</b>	<b>62 445 982</b>	<b>0,0</b>	<b>-48,0</b>
	37 441 000 Amendes transactionnelles	94 407 897	19 589 030	20,7	120 012 540	60 006 270	14 980 356	25,0	62 445 982	0,0	-48,0
<b>55</b>	<b>AFFAIRES FONCIÈRES</b>	<b>51 173 597 958</b>	<b>42 444 898 846</b>	<b>82,9</b>	<b>67 036 579 165</b>	<b>33 518 289 583</b>	<b>43 617 414 211</b>	<b>130,1</b>	<b>106 515 608 159</b>	<b>0,3</b>	<b>58,9</b>
	<b>17 120 000 Impôts réels et impôts sur les transactions financières et en capital</b>	<b>21 665 826 159</b>	<b>20 012 622 015</b>	<b>92,4</b>	<b>28 662 350 194</b>	<b>14 331 175 097</b>	<b>21 855 550 029</b>	<b>152,5</b>	<b>48 983 378 156</b>	<b>0,2</b>	<b>70,9</b>
	<b>17 122 200 Droits fixes d'enregistrement</b>	<b>2 225 979 034</b>	<b>1 986 638 176</b>	<b>89,2</b>	<b>2 497 839 231</b>	<b>1 248 919 616</b>	<b>1 053 729 858</b>	<b>84,4</b>	<b>5 216 733 089</b>	<b>0,0</b>	<b>108,8</b>
	17 122 211 Nouveau certificat	1 105 686 428	1 401 314 885	126,7	1 312 487 820	656 243 910	642 886 166	98,0	1 569 642 286	0,0	19,6
	17 122 212 Remplacement d'un ancien certificat	840 597 903	297 515 507	35,4	997 690 932	498 845 466	251 855 368	50,5	1 358 231 544	0,0	36,1
	17 122 213 Annulation d'un certificat d'enregistrement	72 974 492	40 989 774	56,2	86 623 362	43 311 681	16 488 947	38,1	149 317 315	0,0	72,4
	17 122 220 Page supplémentaire	17 263 657	92 014 860	533,0	20 540 206	10 270 103	79 393 707	773,1	1 183 316 975	0,0	5 661,0
	17 122 231 Changement dénomination	53 314 234	128 999 975	242,0	63 601 650	31 800 825	28 837 300	90,7	820 082 640	0,0	1 189,4
	17 122 240 Insertion d'une mention substantielle	136 142 321	25 803 175	19,0	16 895 261	8 447 631	34 268 370	405,7	136 142 329	0,0	705,8
	<b>17 122 300 Droits proportionnels d'enregistrement</b>	<b>19 439 847 125</b>	<b>17 487 846 334</b>	<b>90,0</b>	<b>25 679 730 845</b>	<b>12 839 865 423</b>	<b>20 652 105 062</b>	<b>160,8</b>	<b>43 153 375 592</b>	<b>0,1</b>	<b>68,0</b>
	17 122 310 Mutation	11 242 348 025	13 111 229 364	116,6	13 138 645 351	6 569 322 675	10 446 977 074	159,0	20 893 954 148	0,1	59,0
	17 122 320 Inscription hypothécaire sur concession ordinaire	6 529 635 631	3 085 468 600	47,3	8 678 176 139	4 339 088 069	8 574 659 472	197,6	16 705 573 485	0,1	92,5
	17 122 330 Réinscription hypothécaire sur concession ordinaire	1 290 839 571	185 693 095	14,4	1 888 428 683	944 214 342	507 341 667	53,7	2 715 025 517	0,0	43,8
	17 122 340 Radiation hypothécaire sur concession ordinaire	256 150 574	901 316 974	351,9	1 409 593 137	704 796 568	577 036 091	81,9	1 709 047 369	0,0	21,2
	17 122 350 Contrat de location de plus de 9 ans	120 873 325	204 138 301	168,9	564 887 536	282 443 768	546 090 757	193,3	1 129 775 072	0,0	100,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>55</b>	<b>AFFAIRES FONCIÈRES (Suite)</b>										
	17 122 400 Taxe spéciale sur le transfert des contrats de location	0	538 137 506		484 780 118	242 390 059	149 715 109	61,8	613 269 475	0,0	26,5
	17 122 410 Annotation	0	0		444 544 254	222 272 127	13 844 923	6,2	444 544 254	0,0	0,0
	17 122 420 Cession de bail	0	30 213 616		35 981 852	17 990 926	7 128 037	39,6	39 983 073	0,0	11,1
	17 122 430 Transfert des contrats de location	0	507 923 890		4 254 012	2 127 006	128 742 149	6 052,7	128 742 149	0,0	2 926,4
	27 012 000 Ventes résiduelles de biens des établissements non marchands	0	97 553 298		0	0	0		207 885 004	0,0	
	27 012 114 Droits sur la vente des biens privés, immobiliers, abandonnés (sans maîtres)	0	97 553 298		0	0	0		195 106 596	0,0	
	Copies documents fonciers, immobiliers et cadastraux	0	0		0	0	0		12 778 408	0,0	
	27 415 000 Loyers	27 738 829 818	19 286 191 270	69,5	32 806 333 722	16 403 166 861	16 428 200 312	100,2	38 666 116 023	0,1	17,9
	27 415 210 Redevances sur concession ordinaire (par les étrangers, les personnes morales et physiques ainsi que les associations détenteurs d'un titre foncier ou immobilier)	27 738 829 818	19 286 191 270	69,5	32 806 333 722	16 403 166 861	16 428 200 312	100,2	38 666 116 023	0,1	17,9
	27 420 000 Droits administratifs	1 365 840 138	2 290 700 730	167,7	5 326 834 570	2 663 417 285	5 091 956 615	191,2	14 717 705 513	0,0	176,3
	27 428 222 Frais d'enquête et de constat en matières foncières	335 063 202	2 083 822 244	621,9	2 250 636 213	1 125 318 107	113 583 141	10,1	2 953 965 572	0,0	31,3
	27 428 240 Droits de consultation registres fonciers, immobiliers et cadastraux	157 891 372	58 834 633	37,3	193 816 123	96 908 062	139 378 460	143,8	1 163 320 384	0,0	500,2
	27 428 250 Droits d'établissement des contrats en matière foncière (concession ordinaire)	754 578 742	0	0,0	869 069 628	434 534 814	4 649 217 780	1 069,9	6 218 648 863	0,0	615,6
	37 440 000 Amendes transactionnelles	403 101 842	757 831 533	188,0	241 060 680	120 530 340	241 707 255	200,5	3 940 523 464	0,0	1 534,7
	37 441 000 Amendes Transactionnelles	403 101 842	757 831 533	188,0	241 060 680	120 530 340	241 707 255	200,5	3 940 523 464	0,0	1 534,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
<b>56</b>	<b>ENVIRONNEMENT ET DEVELOPPEMENT DURABLE</b>	<b>96 786 987 719</b>	<b>120 194 064 554</b>	<b>124,2</b>	<b>120 314 658 678</b>	<b>60 157 329 339</b>	<b>102 164 138 637</b>	<b>169,8</b>	<b>175 441 442 548</b>	<b>0,5</b>	<b>45,8</b>	
	<b>17 130 000</b>	<b>Impôts et taxes sur les biens et services</b>	<b>225 512 643</b>	<b>433 844 516</b>	<b>192,4</b>	<b>345 204 245</b>	<b>172 602 122</b>	<b>1 152 677 245</b>	<b>667,8</b>	<b>1 702 342 565</b>	<b>0,0</b>	<b>393,1</b>
	17 134 410	Taxe sur le certificat de légitime détention des produits de la chasse (animaux totalement ou partiellement protégés, autres animaux, trophées)	52 169 843	65 953 799	0,3	54 716 189	27 358 094	28 683 107	104,8	57 720 032	0,0	5,5
	17 135 150	Taxe sur la délivrance d'une autorisations d'achat, de vente ou d'exportation de bois d'œuvre	115 440 064	2 386 550	2,1	230 880 128	115 440 064	303 352 137	262,8	684 362 546	0,0	196,4
	17 136 213	Taxe sur le permis d'exploitation des produits et sous-produits de la faune sauvage (capture, abattage, importation, exportation ou réexportation) et de la flore sauvage (recolte, exportation d'espèces végétales ligneuses et non ligneuses grumes et bois sciés)	57 902 736	365 504 167	380,3	59 607 927	29 803 964	820 642 001	2 753,5	960 259 987	0,0	1 511,0
	<b>27 415 000</b>	<b>Loyers</b>	<b>3 851 900 474</b>	<b>4 605 115 037</b>	<b>119,6</b>	<b>8 202 247 469</b>	<b>4 101 123 734</b>	<b>5 136 786 832</b>	<b>125,3</b>	<b>29 932 804 609</b>	<b>0,1</b>	<b>264,9</b>
	27 415 311	Redevance sur la superficie concédée	0	675 569 303		349 523 541	174 761 771	95 941 331	54,9	586 476 052	0,0	67,8
	27 415 313	Taxe d'inventaire et de reconnaissance forestière	105 885 247	28 705 208	27,1	311 190 326	155 595 163	31 907 287	20,5	50 500 000	0,0	-83,8
	27 415 330	Quotité du Trésor public sur la taxe de déboisement	3 478 840 136	3 111 394 441	89,4	6 506 237 800	3 253 118 900	4 381 446 789	134,7	7 741 961 435	0,0	19,0
	27 415 340	Permis de coupe de bois industrielle	267 175 092	524 860 273	196,4	290 295 801	145 147 901	256 945 094	177,0	553 867 122	0,0	90,8
	27 415 360	Quotité du Trésor public sur le droit d'exploitation ou la vente du crédit carbone	0	264 585 812		745 000 000	372 500 000	370 546 332	99,5	21 000 000 000	0,1	2 718,8
	<b>27 420 000</b>	<b>Droits administratifs</b>	<b>85 730 928 631</b>	<b>106 111 852 159</b>	<b>123,8</b>	<b>109 093 031 272</b>	<b>54 546 515 636</b>	<b>94 033 327 584</b>	<b>172,4</b>	<b>137 828 343 760</b>	<b>0,4</b>	<b>26,3</b>
	27 424 110	Taxe d'implantation	8 895 082 291	21 047 393 105	236,6	11 118 852 864	5 559 426 432	42 427 845 337	763,2	49 258 038 565	0,2	343,0
	27 424 120	Taxe rémunératoire annuelle	38 909 861 790	42 630 318 248	109,6	48 637 327 238	24 318 663 619	32 406 253 476	133,3	64 142 496 286	0,2	31,9
	27 424 130	Taxe de pollution	37 659 701 694	41 513 637 991	110,2	49 004 412 202	24 502 206 101	16 421 329 127	67,0	20 135 300 546	0,1	-58,9
	27 425 121	Taxe à l'exportation sur délivrance d'un certificat phytosanitaire	215 910 055	661 733 664	306,5	269 887 569	134 943 785	2 353 694 772	1 744,2	3 452 451 545	0,0	1 179,2
	27 425 122	Taxe à l'exportation sur délivrance d'un certificat d'origine	40 235 963	30 752 332	76,4	45 868 998	22 934 499	1 000 000	4,4	83 604 506	0,0	82,3
	27 427 240	Taxe d'homologation d'une O.N.G nationale ou Internationale	10 136 838	228 016 818	2 249,4	16 682 400	8 341 200	423 204 872	5 073,7	756 452 312	0,0	4 434,4
	<b>37 440 000</b>	<b>Amendes transactionnelles</b>	<b>6 978 645 970</b>	<b>9 043 252 842</b>	<b>129,6</b>	<b>2 674 175 693</b>	<b>1 337 087 846</b>	<b>1 841 346 976</b>	<b>137,7</b>	<b>5 977 951 614</b>	<b>0,0</b>	<b>123,5</b>
	37 448 410	Amendes transactionnelles en matière de chasse	60 474 850	115 591 073	191,1	59 269 507	29 634 753	100 000	0,3	98 387 381	0,0	66,0
	37 448 420	Amendes transactionnelles en matière des installations classées	6 800 534 216	8 359 897 908	122,9	2 436 292 220	1 218 146 110	354 408 149	29,1	4 000 000 000	0,0	64,2
	37 448 430	Amendes transactionnelles en matière de législation forestière	117 636 904	567 763 861	482,6	178 613 966	89 306 983	1 486 838 827	1 664,9	1 879 564 233	0,0	952,3

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
<b>57</b>	<b>TOURISME</b>	<b>2 749 029 847</b>	<b>691 395 172</b>	<b>25,2</b>	<b>3 237 898 886</b>	<b>1 618 949 443</b>	<b>708 629 268</b>	<b>43,8</b>	<b>3 445 651 443</b>	<b>0,0</b>	<b>6,4</b>
	17 133 000 Taxes sur des services déterminés	0	23 513 159		0	0	0		0	0,0	
	17 133 700 Redevance sur les billets de voyage	0	23 513 159		0	0	0		0	0,0	
	17 133 710 Redevance sur les billets d'avion du réseau domestique	0	6 460 135		0	0	0		0	0,0	
	17 133 841 Redevance sur les nuitées (hôtel à partir de 2 étoiles)	0	2 581 978		0	0	0		0	0,0	
	17 133 842 Redevance sur les repas et boissons (restaurant à partir de 2 fourchettes)	0	14 471 046		0	0	0		0	0,0	
	17 136 000 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	507 244 674	128 080 807	25,3	558 849 974	279 424 987	155 777 547	55,7	1 066 926 302	0,0	90,9
	17 136 241 Taxe sur la licence d'exploitation pour hôtel (à partir de deux étoiles)	461 801 565	92 684 731	20,1	227 631 348	113 815 674	51 213 457	45,0	528 605 536	0,0	132,2
	17 136 242 Taxe sur la licence d'exploitation pour restaurant (à partir de deux fourchettes)	0	0		178 084 620	89 042 310	83 810 559	94,1	245 114 937	0,0	37,6
	17 136 243 Taxe sur la licence d'exploitation pour agence de voyage ou similaire (catégorie A et B)	0	28 504 329		104 598 648	52 299 324	14 441 813	27,6	190 240 571	0,0	81,9
	17 136 244 Taxe sur le permis d'exploitation d'un site touristique appartenant à l'Etat	45 443 109	6 891 747	15,2	48 535 358	24 267 679	6 311 718	26,0	102 965 258	0,0	112,1
	27 420 000 Droits administratifs	988 443 717	519 108 284	52,5	1 152 107 397	576 053 699	273 818 507	47,5	2 377 919 692	0,0	106,4
	27 426 210 Taxe d'agrément d'une association touristique	0	3 840 000		2 001 888	1 000 944	839 872	83,9	839 872	0,0	-70,0
	27 426 221 Taxe d'agrément d'un hôtel	99 867 456	130 062 061	130,2	117 131 301	58 565 651	40 322 933	68,9	138 785 972	0,0	18,7
	27 426 222 Taxe d'agrément d'un restaurant	69 018 858	34 558 280	50,1	78 177 897	39 088 949	41 854 624	107,1	199 885 034	0,0	155,7
	27 426 223 Taxe d'agrément d'une agence de voyage	67 945 014	200 379 620	294,9	72 568 440	36 284 220	22 495 490	62,0	215 130 160	0,0	196,5
	27 426 230 Taxe d'homologation pour hôtel (à partir de 2 étoiles), restaurant (à partir de 2 fourchettes) et agence de voyage et similaire (catégorie A et B)	751 612 389	150 268 323	20,0	882 227 871	441 113 936	168 305 587	38,2	1 823 278 654	0,0	106,7
	37 440 000 Amendes transactionnelles	1 253 341 455	20 692 922	1,7	1 526 941 516	763 470 758	279 033 214	36,5	805 450	0,0	-99,9
	37 441 000 Amendes Transactionnelles	1 253 341 455	20 692 922	1,7	1 526 941 516	763 470 758	279 033 214	36,5	805 450	0,0	-99,9

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>58</b>	<b>CULTURE ET ARTS</b>	<b>1 140 674 775</b>	<b>1 522 696 300</b>	<b>133,5</b>	<b>1 286 462 137</b>	<b>643 231 069</b>	<b>636 294 930</b>	<b>98,9</b>	<b>1 740 281 500</b>	<b>0,0</b>	<b>35,3</b>
	17 136 200 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité d'exploitation ou professionnelle et d'agrément	12 319 748	2 273 660	18,5	15 900 000	7 950 000	3 032 360	38,1	9 907 310	0,0	-37,7
	17 136 211 Taxe sur l'autorisation annuelle d'exercer une activité cinématographique	12 319 748	2 273 660	18,5	15 900 000	7 950 000	3 032 360	38,1	9 907 310	0,0	-37,7
	17 153 000 Taxes diverses non douanières sur le commerce extérieur	7 569 966	338 972 859	4 477,9	13 200 000	6 600 000	22 858 193	346,3	15 164 250	0,0	14,9
	17 153 230 Taxe sur autorisation d'exportation d'oeuvre d'art et d'artisanat	7 569 966	338 972 859	4 477,9	13 200 000	6 600 000	22 858 193	346,3	15 164 250	0,0	14,9
	27 416 000 Revenus sur droits d'auteur, recherche scientifique, brevets et marques	1 039 014 912	1 151 107 525	110,8	1 084 000 000	542 000 000	605 984 377	111,8	1 507 991 325	0,0	39,1
	27 416 111 Taxe sur la propriété intellectuelle	1 039 014 912	1 151 107 525	110,8	1 084 000 000	542 000 000	561 743 131	103,6	1 507 991 325	0,0	39,1
	27 416 112 Taxe sur les revenus des œuvres des artistes	0	0		0	0	44 241 246		0	0,0	
	27 022 000 Ventes résiduelles des établissements non marchands	2 360 039	0	0,0	3 000 000	1 500 000	1 895 000	126,3	5 000 000	0,0	66,7
	27 022 512 Droits sur le produit de vente de billet, de réservation ou de frais de participation dans une manifestation culturelle à caractère national ou international	2 360 039	0	0,0	3 000 000	1 500 000	1 895 000	126,3	5 000 000	0,0	66,7
	27 420 000 Droits administratifs	742 154	10 355 207	1 395,3	1 100 000	550 000	0	0,0	1 718 615	0,0	56,2
	27 422 831 Taxe sur la délivrance de la carte nationale pour artiste, écrivain ou autre professionnel de la culture et des arts	742 154	10 355 207	1 395,3	1 100 000	550 000	0	0,0	1 718 615	0,0	56,2
	37 440 000 Amendes transactionnelles administratives	78 667 957	19 987 049	25,4	169 262 137	84 631 069	2 525 000	3,0	200 500 000	0,0	18,5
	37 441 000 Amendes transactionnelles	78 667 957	19 987 049	25,4	169 262 137	84 631 069	2 525 000	3,0	200 500 000	0,0	18,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>60</b>	<b>SPORTS ET LOISIRS</b>	<b>1 002 790 306</b>	<b>1 892 787 050</b>	<b>188,8</b>	<b>2 820 661 038</b>	<b>1 410 330 519</b>	<b>1 325 311 044</b>	<b>94,0</b>	<b>3 045 924 919</b>	<b>0,0</b>	<b>8,0</b>
	17 111 000 Impôts professionnels des personnes physiques	459 375 611	1 047 243 558	228,0	851 622 891	425 811 446	790 654 766	185,7	739 483 729	0,0	-13,2
	17 113 810 Taxe ad valorem sur les gains des joueurs des jeux de hasard, loterie, concours de pronostic ou pari et activités similaires, par tous les (en dur, à travers les voies de télécommunication et des technologies de l'information et de la communication)	459 375 611	1 047 243 558	228,0	851 622 891	425 811 446	790 654 766	185,7	739 483 729	0,0	-13,2
	17 133 000 Taxes sur des services déterminés	30 274 590	5 722 300	18,9	729 031 307	364 515 653	21 989 331	6,0	665 472 540	0,0	-8,7
	17 133 410 Droits sur le transfert international d'athlète	19 306 061	506 500	2,6	105 943 667	52 971 833	0	0,0	121 314 000	0,0	14,5
	17 133 500 Taxe sur la publicité dans un stade national	10 968 528	5 215 800	47,6	623 087 640	311 543 820	21 989 331	7,1	544 158 540	0,0	-12,7
	17 134 000 Taxe sur la détention ou l'utilisation des biens et services	12 647 636	1 872 500	14,8	37 535 400	18 767 700	372 417	2,0	36 394 200	0,0	-3,0
	17 134 830 Taxe sur le droit de retransmission radio télévisée d'une rencontre sportive à caractère national ou international	12 647 636	1 872 500	14,8	37 535 400	18 767 700	372 417	2,0	36 394 200	0,0	-3,0
	17 136 000 Taxes sur l'autorisation d'exercer une activité de production, de traitement, d'extraction, de recherche, d'exploitation professionnel et d'agrément	438 139 818	759 935 665	173,4	697 455 108	348 727 554	482 822 507	138,5	902 666 510	0,0	29,4
	17 136 215 Taxe sur l'autorisation d'exploitation d'une entreprise de jeux du hasard ou d'une loterie	167 220 668	438 147 758	262,0	297 112 600	148 556 300	254 134 150	171,1	464 414 900	0,0	56,3
	17 136 332 Taxe d'agrément d'un établissement de loisir	270 919 150	321 787 907	118,8	400 342 508	200 171 254	228 688 357	114,2	438 251 610	0,0	9,5
	27 022 400 Ventes de services des établissements non marchands	12 468 061	12 705 075	101,9	301 522 667	150 761 334	6 335 923	4,2	326 002 500	0,0	8,1
	27 022 511 Quotité du Trésor Public sur la vente de billets d'accès à une manifestation de loisir dans une installation sportive à caractère national	10 219 626	5 044 930	49,4	27 572 490	13 786 245	2 607 550	18,9	31 900 000	0,0	15,7
	27 022 513 Quotité du trésor public sur le produit d'une rencontre sportive (nationale ou internationale)	2 248 434	7 660 145	340,7	273 950 177	136 975 089	3 728 373	2,7	294 102 500	0,0	7,4
	27 415 000 Loyers	10 448 755	45 930 029	439,6	105 943 666	52 971 833	12 735 400	24,0	103 905 441	0,0	-1,9
	27 415 221 Droits de location d'un complexe sportif (aire de jeux, tribune, local et autres espaces)	10 448 755	45 930 029	439,6	105 943 666	52 971 833	12 735 400	24,0	103 905 441	0,0	-1,9
	37 440 000 Amendes transactionnelles	39 435 837	19 377 923	49,1	97 550 000	48 775 000	10 400 700	21,3	272 000 000	0,0	178,8
	37 441 000 Amendes Transactionnelles	39 435 837	19 377 923	49,1	97 550 000	48 775 000	10 400 700	21,3	272 000 000	0,0	178,8

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>62</b>	<b>EMPLOI ET TRAVAIL</b>		<b>51 288 882 251</b>	<b>33 937 685 404</b>	<b>66,2</b>	<b>174 448 329 282</b>	<b>87 224 164 641</b>	<b>14 466 457 618</b>	<b>16,6</b>	<b>62 749 224 000</b>	<b>0,2</b>	<b>-64,0</b>
	17 182 000	Autres recettes fiscales à la charge d'autres entités ou non identifiables	28 328 970 762	32 108 979 722	113,3	103 624 307 817	51 812 153 909	12 261 961 017	23,7	36 000 000 000	0,1	-65,3
	17 182 400	Droits d'octroi de la carte de travail pour étrangers	28 328 970 762	32 108 979 722	113,3	103 624 307 817	51 812 153 909	12 261 961 017	23,7	36 000 000 000	0,1	-65,3
	<b>27 022 000</b>	<b>Ventes résiduelles des établissements non marchands</b>	<b>0</b>	<b>6 000 000</b>		<b>544 784 625</b>	<b>272 392 313</b>	<b>0</b>		<b>9 522 366 100</b>	<b>0,0</b>	<b>1 647,9</b>
	27 012 181	Droits sur la vente d'une revue de travail et de la prévoyance sociale	0	6 000 000		312 795 000	156 397 500	0		0	0,0	
	27 021 120	Droits sur diverses prestations	0	0		0	0	0		9 522 366 100	0,0	
	27 021 122	Agrément ou autorisation d'un service de santé et sécurité au travail à titre préventif ou médicale	0	0		177 250 500	88 625 250	0		0	0,0	
	27 427 232	Droit d'enregistrement d'une mutuelle	0	0		54 739 125	27 369 563	0		0	0,0	
	<b>37 440 000</b>	<b>Amendes transactionnelles administratives</b>	<b>22 959 911 489</b>	<b>1 822 705 681</b>	<b>7,9</b>	<b>70 279 236 840</b>	<b>35 139 618 420</b>	<b>2 204 496 600</b>	<b>6,3</b>	<b>17 226 857 900</b>	<b>0,1</b>	<b>-75,5</b>
	37 441 000	Amendes transactionnelles	22 959 911 489	1 822 705 681	7,9	70 279 236 840	35 139 618 420	2 204 496 600	6,3	17 226 857 900	0,1	-75,5
<b>63</b>	<b>PRÉVOYANCE SOCIALE</b>		<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>12 113 202 900</b>	<b>0,0</b>	
	<b>27 022 000</b>	<b>Ventes résiduelles des établissements non marchands</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>740 015 400</b>	<b>0,0</b>	
	27 012 181	Droits sur la vente d'une revue de la prévoyance sociale	0	0		0	0	0		303 285 000	0,0	
	27 427 332	Doits d'enregistrement d'une mutuelle	0	0		0	0	0		187 531 225	0,0	
	27 427 332	Droit d'agrément d'une mutuelle	0	0		0	0	0		249 199 175	0,0	
	<b>37 440 000</b>	<b>Amendes transactionnelles</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>11 373 187 500</b>	<b>0,0</b>	
	37 441 000	Amendes Transactionnelles administratives				0	0	0		11 373 187 500	0,0	
<b>64</b>	<b>AFFAIRES SOCIALES</b>		<b>0</b>	<b>14 936 405</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>14 232 097</b>		<b>0</b>	<b>0,0</b>	
	17 136 000	Taxes sur l'utilisation ou l'autorisation d'utiliser des biens ou d'exercer des activités	0	14 936 405		0	0	14 232 097		0	0,0	
	17 136 332	Taxe d'agrément d'un service d'action sociale ou d'un centre privé à vocation sociale	0	14 936 405		0	0	14 232 097		0	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
<b>82</b>	<b>PÊCHE ET ÉLEVAGE</b>	<b>1 257 640 325</b>	<b>1 093 109 570</b>	<b>86,9</b>	<b>10 647 320 407</b>	<b>5 323 660 204</b>	<b>1 162 397 970</b>	<b>21,8</b>	<b>10 308 064 228</b>	<b>0,0</b>	<b>-3,2</b>	
	<b>17 130 000</b>	<b>Impôts et taxes sur les biens et services</b>	<b>8 113 678</b>	<b>37 395 190</b>	<b>460,9</b>	<b>33 886 125</b>	<b>16 943 063</b>	<b>79 152 756</b>	<b>467,2</b>	<b>32 855 875</b>	<b>0,0</b>	<b>-3,0</b>
	17 134 210	Taxe pour l'octroi de Permis de pêche (industriel, semi-industriel)	6 607 230	16 963 123	256,7	26 066 250	13 033 125	23 425 621	179,7	25 273 750	0,0	-3,0
	17 134 220	Taxe sur le permis d'exploitation du matériel de pêche placé dans les engins et embarcations (ligne en main, de traine, palangre, filet, senne, chalut,...)	792 868	4 220 594	532,3	4 170 600	2 085 300	29 560 920	1 417,6	4 043 800	0,0	-3,0
	17 135 232	Taxe sur l'autorisation d'ouverture d'une officine de vente de produits(médicaments) vétérinaires, d'élevage ou de pêche ou de produits vétérinaires	317 147	13 259 835	4 181,0	2 085 300	1 042 650	22 296 807	2 138,5	2 021 900	0,0	-3,0
	17 136 325	Taxe sur l'agrément de professionnel privé en santé animale pour exercer une mission de service officiel (nationaux et étrangers)	396 434	2 951 638	744,5	1 563 975	781 988	3 869 408	494,8	1 516 425	0,0	-3,0
	<b>27 022 400</b>	<b>Ventes de services des établissements non marchands</b>	<b>2 432 148</b>	<b>73 390 170</b>	<b>3 017,5</b>	<b>252 229 792</b>	<b>126 114 896</b>	<b>601 601 895</b>	<b>477,0</b>	<b>614 997 465</b>	<b>0,0</b>	<b>-32,3</b>
	27 022 433	Taxe sur la mise en quarantaine aux postes frontaliers des animaux	806 082	8 367 732	1 038,1	15 639 750	7 819 875	1 768 680	22,6	15 164 250	0,0	-3,0
	27 022 435	Taxe sur la destruction des denrées alimentaires périmées ou avariées aux postes frontaliers	1 626 066	65 022 438	3 998,8	236 590 042	118 295 021	599 833 215	507,1	599 833 215	0,0	-34,3
	<b>27 423 000</b>	<b>Taxes rémunérateur sur les opérations de commerce, la circulation, l'importation des végétaux et des animaux</b>	<b>522 642 652</b>	<b>37 306 946</b>	<b>7,1</b>	<b>5 181 681 816</b>	<b>2 590 840 908</b>	<b>243 358 367</b>	<b>9,4</b>	<b>4 645 991 962</b>	<b>0,0</b>	<b>-1,8</b>
	27 423 131	Taxe sur l'autorisation d'importation d'animaux, de produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)	519 999 760	26 704 966	5,1	5 108 070 726	2 554 035 363	43 905 913	1,7	4 561 384 984	0,0	-2,0
	27 423 132	Taxe sur l'autorisation d'exportation d'animaux, de produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)	0	0		0	0	169 003 309		69 442 728	0,0	
	27 423 141	Taxe sur l'autorisation d'importation de produits vétérinaires et d'intrants d'élevage ou de pêche	0	0		0	0	0		15 164 250	0,0	
	27 423 142	Taxe sur l'autorisation d'exportation de produits vétérinaire et d'intrats d'élevage ou de pêche	2 642 892	10 601 980	401,2	73 611 090	36 805 545	30 449 145	82,7	0	0,0	-100,0
	<b>27 420 000</b>	<b>Droits administratifs</b>	<b>723 399 950</b>	<b>945 017 264</b>	<b>130,6</b>	<b>5 171 022 675</b>	<b>2 585 511 338</b>	<b>235 461 072</b>	<b>9,1</b>	<b>5 005 718 926</b>	<b>0,0</b>	<b>-3,2</b>
	27 425 131	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers d'animaux, produits d'origine animale ou halieutique (alimentaire ou non alimentaire)	723 399 950	945 017 264	130,6	5 171 022 675	2 585 511 338	123 110 971	4,8	5 005 718 926	0,0	-3,2
	27 425 132	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers de boissons (alcoolique ou non alcoolique)	0	0		0	0	72 077 870		0	0,0	
	27 425 133	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers de denrées alimentaires d'origine minérale	0	0		0	0	12 925 749		0	0,0	
	27 425 134	Taxe sur l'inspection sanitaire aux postes frontaliers de produits vétérinaires, d'intrants d'élevage ou de pêche	0	0		0	0	27 346 482		0	0,0	
	<b>37 440 000</b>	<b>Amendes transactionnelles</b>	<b>1 051 897</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>8 500 000</b>	<b>4 250 000</b>	<b>2 823 879</b>	<b>66,4</b>	<b>8 500 000</b>	<b>0,0</b>	<b>0,0</b>
	37 441 000	Amendes transactionnelles administratives	1 051 897	0	0,0	8 500 000	4 250 000	2 823 879	66,4	8 500 000	0,0	0,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023			
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR	
<b>85</b>	<b>POLICE NATIONALE</b>	<b>72 724 594 434</b>	<b>26 937 229 170</b>	<b>37,0</b>	<b>125 329 699 656</b>	<b>62 664 849 828</b>	<b>12 796 643 902</b>	<b>20,4</b>	<b>125 329 699 656</b>	<b>0,4</b>	<b>0,0</b>	
	<b>27 022 000</b>	<b>Ventes résiduelles des établissements non marchands</b>	<b>60 228 959 652</b>	<b>25 567 139 386</b>	<b>42,4</b>	<b>73 669 997 852</b>	<b>36 834 998 926</b>	<b>12 092 059 024</b>	<b>32,8</b>	<b>74 280 238 696</b>	<b>0,2</b>	<b>0,8</b>
	27 022 270	Droits d'octroi du casier judiciaire	1 073 843 614	901 923 782	84,0	1 148 915 000	574 457 500	596 225 242	103,8	1 112 045 000	0,0	-3,2
	27 022 450	Taxes de gardiennage par la Police Nationale Congolaise (personne physique et morale)	58 573 288 043	24 609 812 446	42,0	72 129 380 070	36 064 690 035	11 468 555 254	31,8	72 788 400 000	0,2	0,9
	27 022 481	Droits de délivrance d'une attestation de perte de pièces de bord	581 827 995	55 403 158	9,5	391 702 782	195 851 391	27 278 528	13,9	379 793 696	0,0	-3,0
	<b>37 447 000</b>	<b>Amendes de police</b>	<b>12 495 634 782</b>	<b>1 370 089 785</b>	<b>11,0</b>	<b>51 659 701 804</b>	<b>25 829 850 902</b>	<b>704 584 878</b>	<b>2,7</b>	<b>51 049 460 960</b>	<b>0,2</b>	<b>-1,2</b>
	37 447 100	Amendes transactionnelles de police spéciale de roulage	5 466 840 217	748 993 630	13,7	12 680 936 490	6 340 468 245	364 818 584	5,8	12 289 916 960	0,0	-3,1
	37 447 200	Amendes transactionnelles de police territoriale	5 857 328 804	570 890 587	9,7	37 518 517 680	18 759 258 840	281 484 994	1,5	37 202 960 000	0,1	-0,8
	37 447 300	Amendes transactionnelles de police judiciaire	1 171 465 761	50 205 567	4,3	1 460 247 634	730 123 817	58 281 300	8,0	1 556 584 000	0,0	6,6
<b>86</b>	<b>DIRECTION GÉNÉRALE DES MIGRATIONS (DGM)</b>	<b>21 546 052 300</b>	<b>28 266 113 368</b>	<b>131,2</b>	<b>26 163 469 677</b>	<b>13 081 734 838</b>	<b>16 317 662 603</b>	<b>124,7</b>	<b>28 536 296 886</b>	<b>0,1</b>	<b>9,1</b>	
	<b>27 420 000</b>	<b>Droits administratifs</b>	<b>21 031 802 552</b>	<b>28 256 600 538</b>	<b>134,4</b>	<b>25 174 969 818</b>	<b>12 587 484 909</b>	<b>16 135 877 713</b>	<b>128,2</b>	<b>27 720 762 746</b>	<b>0,1</b>	<b>10,1</b>
	27 421 400	Droits de délivrances de laissez - passer individuel	1 468 004 143	484 757 507	33,0	2 509 887 933	1 254 943 967	236 076 773	18,8	1 827 009 059	0,0	-27,2
	27 421 720	Droits de délivrance de visa d'établissement	0	2 129 963 300		0	0	0		0	0,0	
	27 421 721	Droits de délivrance de visa d'établissement spécial, permanent, ordinaire ou de travail	14 779 086 887	9 620 545 045	65,1	9 574 183 672	4 787 091 836	7 461 382 217	155,9	10 650 154 038	0,0	11,2
	27 421 722	Droits de délivrance du visa d'établissement de travail spécifique	0	4 170 272 104		5 659 228 940	2 829 614 470	6 012 844 878	212,5	5 487 169 709	0,0	-3,0
	27 421 723	Droits de transposition visa d'établissement	1 577 635 148	2 403 176 100	152,3	1 872 624 424	936 312 212	641 163 473	68,5	1 435 945 476	0,0	-23,3
	27 421 724	Droits de délivrance de visa pour mineur ou étudiant	0	242 731 986		99 265 360	49 632 680	115 235 765	232,2	162 965 140	0,0	64,2
	27 421 730	Droits de délivrance de visa de voyage	0	5 744 683 491		1 737 143 637	868 571 819	94 434 856	10,9	3 627 317 259	0,0	116,4
	27 421 731	Droits de délivrance de visa de voyage ou de transit	0	1 579 791 089		192 519 340	96 259 670	335 432 858	348,5	335 432 858	0,0	5,5
	27 421 732	Droits de délivrance de visa de portuaire ou aéroportuaire	1 827 618 500	1 294 808 864	70,8	1 965 436 956	982 718 478	648 664 239	66,0	2 623 779 192	0,0	33,5
	27 421 733	Droits de délivrance de visa de sortie ou de retour (un ou plusieurs voyages)	1 361 005 677	567 270 297	41,7	1 540 275 697	770 137 848	564 741 774	73,3	1 540 034 726	0,0	0,0
	27 421 740	Frais de prorogation de séjour des étrangers porteurs de laissez-passer des pays limitrophes	18 452 197	18 600 754	100,8	24 403 860	12 201 930	25 900 880	212,3	30 955 289	0,0	26,8
	<b>37 440 000</b>	<b>Amendes transactionnelles</b>	<b>514 249 748</b>	<b>9 512 830</b>	<b>1,8</b>	<b>988 499 858</b>	<b>494 249 929</b>	<b>181 784 890</b>	<b>36,8</b>	<b>815 534 140</b>	<b>0,0</b>	<b>-17,5</b>
	37 441 000	Amendes Transactionnelles administratives	514 249 748	9 512 830	1,8	988 499 858	494 249 929	181 784 890	36,8	815 534 140	0,0	-17,5

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>87</b>	<b>COURS, TRIBUNAUX ET PARQUETS</b>	<b>3 244 832 928</b>	<b>4 992 507 731</b>	<b>153,9</b>	<b>23 643 150 643</b>	<b>11 821 575 322</b>	<b>3 858 448 240</b>	<b>32,6</b>	<b>15 638 218 508</b>	<b>0,0</b>	<b>-33,9</b>
	17 181 000 <b>Autres recettes fiscales à la charge des sociétés et autres entreprises</b>	736 189 464	1 208 717 669	164,2	4 944 170 911	2 472 085 455	377 944 021	15,3	2 754 170 931	0,0	-44,3
	17 181 100 Droits proportionnels sur société anonyme	736 189 464	1 208 717 669	164,2	4 944 170 911	2 472 085 455	377 944 021	15,3	2 754 170 931	0,0	-44,3
	27 012 000 <b>Vente résiduelle de biens des établissements non marchands</b>	168 165 463	227 798 085	135,5	1 225 320 829	612 660 415	460 060 409	75,1	1 225 320 829	0,0	0,0
	27 012 116 Droits sur le produit de ventes publiques	168 165 463	227 798 085	135,5	1 225 320 829	612 660 415	460 060 409	75,1	1 225 320 829	0,0	0,0
	27 022 000 <b>Ventes résiduelles des établissements non marchands</b>	403 522 464	553 440 960	137,2	2 464 258 081	1 232 129 041	611 686 981	49,6	1 004 258 023	0,0	-59,2
	27 022 310 Redevance d'inscription au nouveau registre de commerce et crédit mobilier RCCM	403 522 464	553 440 960	137,2	2 464 258 081	1 232 129 041	611 686 981	49,6	1 004 258 023	0,0	-59,2
	27 428 000 <b>Autres droits administratifs</b>	537 067 462	725 854 932	135,2	3 313 288 354	1 656 644 177	681 459 492	41,1	1 809 278 350	0,0	-45,4
	27 428 260 Frais de justice	537 067 462	725 854 932	135,2	3 313 288 354	1 656 644 177	681 459 492	41,1	1 809 278 350	0,0	-45,4
	27 483 000 <b>Cautions</b>	229 259 829	513 903 842	224,2	1 385 838 818	692 919 409	733 390 817	105,8	856 200 245	0,0	-38,2
	27 483 300 Caution de mise en liberté provisoire	229 259 829	513 903 842	224,2	1 385 838 818	692 919 409	733 390 817	105,8	856 200 245	0,0	-38,2
	27 484 000 <b>Autres recettes diverses non classées ailleurs</b>	772 598 398	854 947 302	110,7	7 854 932 966	3 927 466 483	220 313 645	5,6	5 854 932 898	0,0	-25,5
	27 484 100 Droits proportionnels sur les sommes accordées en cas d'exécution forcée	9 228 329	18 454 571	200,0	59 954 896	29 977 448	21 130 140	70,5	59 954 829	0,0	0,0
	27 484 200 Droits sur les sommes allouées aux parties civiles	168 165 463	8 844 710	5,3	1 225 320 829	612 660 415	45 211 069	7,4	1 225 320 829	0,0	0,0
	27 484 620 Autres recettes judiciaires	595 204 606	827 648 021	139,1	6 569 657 240	3 284 828 620	153 972 436	4,7	4 569 657 240	0,0	-30,4
	37 440 000 <b>Amendes transactionnelles administratives</b>	370 101 121	862 015 455	232,9	2 282 704 808	1 141 352 404	484 052 519	42,4	1 961 421 356	0,0	-14,1
	37 441 000 Amendes transactionnelles	370 101 121	862 015 455	232,9	2 282 704 808	1 141 352 404	484 052 519	42,4	1 961 421 356	0,0	-14,1
	37 448 000 <b>Amendes judiciaires</b>	27 928 727	45 829 487	164,1	172 635 876	86 317 938	289 540 357	335,4	172 635 876	0,0	0,0
	37 448 100 Amendes judiciaires	27 928 727	45 829 487	164,1	172 635 876	86 317 938	289 540 357	335,4	172 635 876	0,0	0,0

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>74</b>	<b>PORTEFEUILLE (Secrétariat Général)</b>	<b>34 090 190 196</b>	<b>28 390 255 398</b>	<b>83,3</b>	<b>53 550 703 362</b>	<b>26 775 351 681</b>	<b>21 871 859 685</b>	<b>81,7</b>	<b>194 703 115 322</b>	<b>0,6</b>	<b>263,6</b>
	27 426 850 Redevance sur le chiffre d'affaires d'une entreprise placée sous le régime de gestion	0	12 852 689		200 000 000	100 000 000	177 249 482	177,2	663 411 110	0,0	231,7
	1 HOTEL KARAVIA	0	0		0	0	0		308 912 146	0,0	
	2 CONGO FLEUVE HOTEL	0	12 852 689		200 000 000	100 000 000	177 249 482	177,2	354 498 964	0,0	77,2
	<b>47 681 300 Excédent de gestion d'un établissement public</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>11 136 000 000</b>	<b>5 568 000 000</b>	<b>0</b>		<b>16 154 256 790</b>	<b>0,0</b>	<b>45,1</b>
	1 CNSS	0	0				0		2 074 680 000	0,0	
	2 OGEFREM	0	0				0		2 296 192 460	0,0	
	3 OCC	0	0				0		2 522 192 460	0,0	
	4 FPI	0	0				0		2 635 192 460	0,0	
	5 FONER	0	0				0		2 393 598 325	0,0	
	6 INPP	0	0				0		565 000 000	0,0	
	7 ONAPAC	0	0				0		339 000 000	0,0	
	8 ICCN	0	0				0		452 000 000	0,0	
	9 CEEC	0	0				0		1 279 192 460	0,0	
	10 AFRIDEX	0	0				0		867 930 500	0,0	
	11 FPC	0	0				0		644 358 325	0,0	
	12 RVF	0	0				0		84 919 800	0,0	
	<b>47 722 000 Dividendes</b>	<b>34 090 190 196</b>	<b>28 377 402 710</b>	<b>83,2</b>	<b>42 214 703 362</b>	<b>21 107 351 681</b>	<b>21 694 610 203</b>	<b>102,8</b>	<b>177 885 447 422</b>	<b>0,5</b>	<b>321,4</b>
	<b>47 722 100 Dividendes d'une entreprise du portefeuille</b>	<b>34 090 190 196</b>	<b>25 806 739 469</b>	<b>75,7</b>	<b>42 214 703 362</b>	<b>21 107 351 681</b>	<b>21 694 610 203</b>	<b>102,8</b>	<b>52 490 410 104</b>	<b>0,2</b>	<b>24,3</b>
	<b>47 722 110 Dividendes des sociétés commerciales</b>	<b>9 691 228 981</b>	<b>6 827 588 996</b>	<b>70,5</b>	<b>10 381 000 000</b>	<b>5 190 500 000</b>	<b>3 458 274 852</b>	<b>66,6</b>	<b>11 966 626 000</b>	<b>0,0</b>	<b>15,3</b>
	1 OFFICE NATIONAL DE TRANSPORT (ONATRA) ex.SCTP	736 485 873	260 000 000	35,3	840 000 000	420 000 000	0	0,0	840 000 000	0,0	0,0
	2 REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)	453 222 076	120 000 000	26,5	540 000 000	270 000 000	70 000 000	25,9	540 000 000	0,0	0,0
	3 REGIDESO	779 541 971	275 200 000	35,3	840 000 000	420 000 000	70 000 000	16,7	840 000 000	0,0	0,0
	4 CAISSE D'EPARGNE DU CONGO (CADECO)	33 991 656	33 000 000	97,1	39 000 000	19 500 000	19 500 000	100,0	42 000 000	0,0	7,7
	5 COMMIERE SA	56 652 759	30 000 000	53,0	72 000 000	36 000 000	54 000 000	150,0	84 000 000	0,0	16,7
	6 SOCIETE NATIONALE DE KILO-MOTO (SOKIMO)	0	0		0	0	0		408 000 000	0,0	
	7 SOCIETE NATIONALE D'ASSURANCE (SONAS)	436 226 248	578 500 000	132,6	504 000 000	252 000 000	245 000 000	97,2	540 000 000	0,0	7,1
	8 COMPAGNIE MARITIME DU CONGO (CMDC) (LMC)	192 619 382	153 000 000	79,4	216 000 000	108 000 000	159 000 000	147,2	222 222 000	0,0	2,9
	9 GECAMINES	2 360 531 646	2 458 333 333	104,1	2 556 000 000	1 278 000 000	1 273 333 333	99,6	2 760 000 000	0,0	8,0
	10 SONAHYDROC ex COHYDRO	409 240 864	0	0,0	438 000 000	219 000 000	73 000 000	33,3	444 000 000	0,0	1,4

N°	ACTES GENERATEURS		LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
			VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>74</b>	<b>PORTEFEUILLE (Secrétariat Général) (Suite)</b>											
11	SOCIETE NAT. DES CHEMINS DE FER CONGOLAISE (SNCC)		96 309 691	93 333 334	96,9	138 000 000	69 000 000	55 333 333	80,2	150 000 000	0,0	8,7
12	OFFICE CONGOLAIS DES POSTES ET TELECOM. (OCPT) SCPT		125 769 126	0	0,0	138 000 000	69 000 000	0	0,0	150 000 000	0,0	8,7
13	REGIE DES VOIES MARITIMES (RVM) CVM		666 236 452	891 000 000	133,7	708 000 000	354 000 000	176 800 000	49,9	710 400 000	0,0	0,3
14	SOCIETE NATIONALE D'ELECTRICITE (SNEL)		1 699 582 785	1 500 000 000	88,3	1 836 000 000	918 000 000	1 065 000 000	116,0	2 000 004 000	0,0	8,9
15	SCMK-Mn		0	0		0	0	0		12 000 000	0,0	
16	SAKIMA		56 652 759,5	45 500 000	80,3	78 000 000	39 000 000	42 500 000	109,0	80 000 000	0,0	2,6
17	SODIMICO		124 636 071	152 600 000	122,4	138 000 000	69 000 000	46 000 000	66,7	144 000 000	0,0	4,3
18	COBIL		1 227 476 456	0	0,0	1 000 000 000	500 000 000	0	0,0	2 000 000 000	0,0	100,0
19	HOTEL KARAVIA		236 053 165	168 289 998	71,3	300 000 000	150 000 000	108 808 186	72,5	0	0,0	-100,0
20	PULLMAN		0	68 832 331		0	0	0		0	0,0	
<b>47 722 120</b>	<b>Dividendes des sociétés d'économie mixte</b>		<b>24 398 961 216</b>	<b>18 979 150 473</b>	<b>77,8</b>	<b>31 833 703 362</b>	<b>15 916 851 681</b>	<b>18 236 335 351</b>	<b>114,6</b>	<b>40 523 784 104</b>	<b>0,1</b>	<b>27,3</b>
	<b>MINIERES</b>		<b>5 975 494 481</b>	<b>5 764 531 634</b>	<b>96,5</b>	<b>3 768 284 783</b>	<b>1 884 142 392</b>	<b>4 857 639 058</b>	<b>257,8</b>	<b>3 156 362 818</b>	<b>0,0</b>	<b>-16,2</b>
1	SACIM		5 975 494 481	2 334 794 200	39,1	3 768 284 783	1 884 142 392	2 634 174 792	139,8	3 156 362 818	0,0	-16,2
2	ALPHAMIN BISIE		0	3 429 737 434		0	0	2 223 464 266		0	0,0	
	<b>PETROLIERES</b>		<b>10 997 642 935</b>	<b>9 059 449 943</b>	<b>82,4</b>	<b>18 878 174 979</b>	<b>9 439 087 490</b>	<b>11 324 196 094</b>	<b>120,0</b>	<b>25 838 719 565</b>	<b>0,1</b>	<b>36,9</b>
1	FINA-CONGO		1 328 626 447	3 219 168 000	242,3	800 000 000	400 000 000	0	0,0	4 916 943 450	0,0	514,6
2	ENGEN		4 104 228 046	0	0,0	12 480 000 000	6 240 000 000	0	0,0	12 493 912 517	0,0	0,1
3	TOTAL RDC		2 934 044 532	2 953 420 855	100,7	3 000 000 000	1 500 000 000	9 538 489 647	635,9	3 950 684 172	0,0	31,7
4	SOCIR		2 630 743 909	2 886 861 088	109,7	2 598 174 979	1 299 087 490	1 785 706 448	137,5	4 477 179 427	0,0	72,3
	<b>AGRO-INDUSTRIEL</b>		<b>1 783 131 172</b>	<b>886 927 036</b>	<b>49,7</b>	<b>2 106 653 638</b>	<b>1 053 326 819</b>	<b>2 054 429 859</b>	<b>195,0</b>	<b>2 951 582 332</b>	<b>0,0</b>	<b>40,1</b>
1	KWILU- NGONGO		1 705 865 234	600 000 000	35,2	1 806 653 638	903 326 819	1 599 978 022	177,1	2 178 204 172	0,0	20,6
2	SOCOPE		77 265 938	286 927 036	371,3	300 000 000	150 000 000	454 451 837	303,0	773 378 160	0,0	157,8

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>74</b>	<b>PORTEFEUILLE (Secrétariat Général) (Suite)</b>										
	<b>FINANCIERES ET SERVICES</b>	<b>5 642 692 627</b>	<b>3 268 241 860</b>	<b>57,9</b>	<b>7 080 589 962</b>	<b>3 540 294 981</b>	<b>70 339</b>	<b>0,0</b>	<b>8 577 119 389</b>	<b>0,0</b>	<b>21,1</b>
1	SOCIETE NATIONALE DE LOTERIE (SONAL)	0	0			0	0		576 052 732	0,0	
2	BANQUE COMMERCIALE DU CONGO (BCDC)	3 599 667 336	0	0,0	3 812 348 102	1 906 174 051	0	0,0	4 307 953 355	0,0	13,0
3	SEGUSE SA	2 043 025 292	3 268 241 860	160,0	3 268 241 860	1 634 120 930	0	0,0	3 693 113 301	0,0	13,0
4	AMICONGO	0	0		0	0	70 339		0	0,0	
<b>47 722 200</b>	<b>Dividendes sur les parts ou actions cédées à l'Etat dans le capital d'une société minière d'exploitation</b>	<b>0</b>	<b>2 570 663 241</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>125 395 037 318</b>	<b>0,4</b>	
1	FRONTIER SA	0	2 570 663 241		0	0	0		14 858 766 765	0,0	
2	ALPHAMIN	0	0		0	0	0		1 419 930 944	0,0	
3	MATALKOL	0	0		0	0	0		9 116 339 609	0,0	
4	SOCIETE DU KATANGA	0	0		0	0	0		1 000 000 000	0,0	
5	MUTANDA MINING	0	0		0	0	0		76 920 000 000	0,2	
6	CONGO DONGFANG SARL	0	0		0	0	0		4 500 000 000	0,0	
7	MINING MINERAL RESS	0	0		0	0	0		200 000 000	0,0	
8	GOLDEN AFRICAN RESS	0	0		0	0	0		220 000 000	0,0	
9	METAL MINES SARL	0	0		0	0	0		200 000 000	0,0	
10	RUBAMIN SARL	0	0		0	0	0		600 000 000	0,0	
11	CONGO JINJUN CHENG	0	0		0	0	0		160 000 000	0,0	
12	HUACHIN METAL LEACH SA	0	0		0	0	0		4 000 000 000	0,0	
13	KAI PENG MINING SARL	0	0		0	0	0		700 000 000	0,0	
14	CNMC HUACHIM MABENDE	0	0		0	0	0		8 000 000 000	0,0	
15	SOCIETE CNMC CONGO SARL	0	0		0	0	0		3 500 000 000	0,0	
	<b>S/TOTAL DGRAD HORS PETROLIERS PRODUCTEURS</b>	<b>1 803 800 000 000</b>	<b>1 904 799 024 765</b>	<b>105,6</b>	<b>2 664 076 529 740</b>	<b>1 332 038 264 870</b>	<b>1 344 733 917 653</b>	<b>101,0</b>	<b>3 532 004 267 020</b>	<b>10,9</b>	<b>32,6</b>

### **III.1.6**

# **AUTRES RECETTES DGRAD**

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
	<b>AUTRES RECETTES</b>										
	47 541 000 Produits de Vente des participations de l'Etat dans une entreprise du portefeuille				0	0	0		0	0,0	
	- CILU				0	0	0			0,0	
	- CINAT				0	0	0		0	0,0	
	- OKIMO				0	0	0		0	0,0	
	- CCT				0	0	0		0	0,0	
	Bonus sur contrat chinois				0	0	0		0	0,0	
	Reliquat paie (BCC) / économie sur bancarisation				0	0	0		0	0,0	
	TVA remboursable Net				0	0	0		0	0,0	
	BIENS ZAIRIANISES				0	0	0		0	0,0	
	<b>Autres recettes</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 262 000 000</b>		<b>0</b>	<b>0,0</b>	
	<b>S / TOTAL AUTRES RECETTES</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>15 262 000 000</b>		<b>0</b>	<b>0,0</b>	
	<b>S/TOTAL RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS</b>	<b>1 803 800 000 000</b>	<b>1 904 799 024 765</b>	<b>105,6</b>	<b>2 664 076 529 740</b>	<b>1 332 038 264 870</b>	<b>1 359 995 917 653</b>	<b>102,1</b>	<b>3 532 004 267 021</b>	<b>10,9</b>	<b>32,6</b>

### **III.1.7**

## **RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS**

**III.1.7.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES PETROLIERS PRODUCTEURS DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023**

Code Art	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	<b>Pétroliers producteurs</b>	<b>264 846 418 864</b>	<b>441 980 294 940</b>	<b>166,88</b>	<b>394 955 119 801</b>	<b>197 477 559 901</b>	<b>349 530 494 023</b>	<b>177,00</b>	<b>615 414 780 846</b>	<b>100,00</b>	<b>55,82</b>
I.	<b>DGI</b>	104 846 418 864	131 834 326 594	125,74	124 009 876 833	62 004 938 417	105 587 662 571	170,29	197 310 786 994	32,06	59,11
II.	<b>DGRAD</b>	160 000 000 000	310 145 968 346	193,84	270 945 242 968	135 472 621 484	243 942 831 452	180,07	418 103 993 852	67,94	54,31

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
	<b>S/TOTAL RECETTES NON FISCALES HORS PETROLIERS</b>	<b>1 803 800 000 000</b>	<b>1 904 799 024 765</b>	<b>105,6</b>	<b>2 664 076 529 740</b>	<b>1 332 038 264 870</b>	<b>1 359 995 917 653</b>	<b>102,1</b>	<b>3 532 004 267 021</b>	<b>10,9</b>	<b>32,6</b>
	<b>PETROLIERS PRODUCTEURS DGRAD</b>	<b>160 000 000 000</b>	<b>310 145 968 346</b>	<b>193,8</b>	<b>270 945 242 968</b>	<b>135 472 621 484</b>	<b>243 942 831 452</b>	<b>180,1</b>	<b>418 103 993 852</b>	<b>1,3</b>	<b>54,3</b>
	<b>HYDROCARBURES</b>	<b>112 880 000 000</b>	<b>248 133 440 468</b>	<b>219,8</b>	<b>210 945 242 968</b>	<b>105 472 621 484</b>	<b>197 950 703 825</b>	<b>187,7</b>	<b>350 303 993 852</b>	<b>1,1</b>	<b>66,1</b>
	27 415 000 Loyers	112 880 000 000	248 133 440 468	219,8	210 945 242 968	105 472 621 484	197 950 703 825	187,7	350 303 993 852	1,1	66,1
	27 415 110 Marge distribuable	87 712 000 000	170 435 483 348	194,3	166 269 044 349	83 134 522 175	145 210 036 255	174,7	273 884 287 231	0,8	64,7
	27 415 120 Royalties des sociétés pétrolières (PERENCOREP)	25 168 000 000	77 697 957 120	308,7	44 676 198 619	22 338 099 310	52 740 667 570	236,1	76 419 706 621	0,2	71,1
	<b>PORTEFEUILLE</b>	<b>47 120 000 000</b>	<b>62 012 527 878</b>	<b>131,6</b>	<b>60 000 000 000</b>	<b>30 000 000 000</b>	<b>45 992 127 626</b>	<b>153,3</b>	<b>67 800 000 000</b>	<b>0,2</b>	<b>13,0</b>
	47 722 600 Dividendes des Pétroliers producteurs	47 120 000 000	62 012 527 878	131,6	60 000 000 000	30 000 000 000	45 992 127 626	153,3	67 800 000 000	0,2	13,0
	47 722 610 Dividendes On shore	21 296 000 000	9 690 019 307	45,5	15 000 000 000	7 500 000 000	7 229 456 999	96,4	16 950 000 000	0,1	13,0
	47 722 620 Participations Off shore	25 824 000 000	52 322 508 570	202,6	45 000 000 000	22 500 000 000	38 762 670 628	172,3	50 850 000 000	0,2	13,0
	<b>TOTAL RECETTES NON FISCALES</b>	<b>1 963 800 000 000</b>	<b>2 214 944 993 111</b>	<b>112,8</b>	<b>2 935 021 772 708</b>	<b>1 467 510 886 354</b>	<b>1 603 938 749 105</b>	<b>109,3</b>	<b>3 950 108 260 873</b>	<b>12,2</b>	<b>34,6</b>

## **III.1.8**

# **RECETTES EXCEPTIONNELLES**

### III.1.8.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXCEPTIONNELLES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	Tx REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
	Produits des emprunts intérieurs	150 000 000 000	255 890 000 000	170,6	0	0			300 000 000 000	100,0	
-	PPP - BOT - TROC	0	0		0				0		
	<b>TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	<b>150 000 000 000</b>	<b>255 890 000 000</b>	<b>170,6</b>	<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>300 000 000 000</b>	<b>100,0</b>	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
1.1.2	<b>RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	150 000 000 000	255 890 000 000	170,6	0	0	0		300 000 000 000	0,9	
	81 610 000 Produits des emprunts intérieurs	150 000 000 000	255 890 000 000	170,6	0	0	0		300 000 000 000	0,9	
	<b>TOTAL RECETTES EXCEPTIONNELLES</b>	150 000 000 000	255 890 000 000	170,6	0	0	0		300 000 000 000	0,9	

### **III.1.9**

# **RECETTES EXTERIEURES**

### III.1.9.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES EXTERIEURES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUIN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR.
I.2	RECETTES EXTERIEURES	4 444 553 867 471	2 926 588 045 000	65,8	5 652 442 836 771	2 826 221 418 386	2 260 136 873 138	80,0	7 513 158 672 836	100,0	32,9
I.2.1.	RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRES	1 921 415 250 000	85 554 760 704	4,5	2 878 115 000 000	1 439 057 500 000	604 102 000 000	42,0	2 553 783 542 310	34,0	-11,3
16 131	Emprunt programme	1 003 350 000 000	85 554 760 704	8,5	688 983 120 000	344 491 560 000	0		1 104 838 039 031	14,7	60,4
73	Dons budgétaires	918 065 250 000	0	0,0	2 189 131 880 000	1 094 565 940 000	604 102 000 000	55,2	1 448 945 503 279	19,3	-33,8
	<i>Banque Mondiale</i>	717 395 250 000	0	0,0	624 755 880 000	312 377 940 000	4 154 000 000	1,3	1 038 491 062 221	13,8	66,2
	<i>Allocation DTS</i>	0	0		1 564 376 000 000	782 188 000 000	599 948 000 000	76,7	410 454 441 058	1,3	-73,8
I.2.2.	RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS	2 523 138 617 471	2 841 033 284 296	112,6	2 774 327 836 771	1 387 163 918 386	1 656 034 873 138	119,4	4 959 375 130 526	66,0	78,8
11	Dons projets	1 576 127 387 464	2 215 745 191 364	140,6	1 759 009 557 332	879 504 778 666	912 904 455 302	103,8	1 032 445 667 390	13,7	-41,3
1 612	Emprunts projets	947 011 230 008	625 288 092 932	66,0	1 015 318 279 439	507 659 139 720	743 130 417 836	146,4	3 926 929 463 136	52,3	286,8
<b>TOTAL RECETTES EXTERIEURES</b>		<b>4 444 553 867 471</b>	<b>2 926 588 045 000</b>	<b>65,8</b>	<b>5 652 442 836 771</b>	<b>2 826 221 418 386</b>	<b>2 260 136 873 138</b>	<b>80,0</b>	<b>7 513 158 672 836</b>	<b>100,0</b>	<b>32,9</b>

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>I.2.</b>	<b>RECETTES EXTERIEURES</b>										
<b>I.2.1.</b>	<b>RECETTES EXTERIEURES D'APPUI BUDGETAIRE</b>	<b>1 921 415 250 000</b>	<b>85 554 760 704</b>	<b>4,5</b>	<b>2 878 115 000 000</b>	<b>1 439 057 500 000</b>	<b>604 102 000 000</b>	<b>42,0</b>	<b>2 553 783 542 310</b>	<b>7,9</b>	<b>-11,3</b>
	81 622 100 000 <b>Emprunt programme</b>	<b>1 003 350 000 000</b>	<b>85 554 760 704</b>	<b>8,5</b>	<b>688 983 120 000</b>	<b>344 491 560 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>1 104 838 039 031</b>	<b>3,4</b>	<b>60,4</b>
	81 622 100 001 FMI	1 003 350 000 000	0	0,0	0	0	0		0	0,0	
			85 554 760 704		0	0	0		0	0,0	
	Banque Africaine de Développement	0	85 554 760 704		0	0	0		0	0,0	
	81 622 100 905 Banque Mondiale	0	0		688 983 120 000	344 491 560 000	0	0,0	617 232 962 128	1,9	-10,4
		0	0		0	0	0		275 217 917 570	0,8	
	Eximbank of China	0	0		0	0	0		10 145 896 202	0,0	
	Eximbank of India	0	0		0	0	0		152 826 229 321	0,5	
	China national electric	0	0		0	0	0		1 030 966 810	0,0	
	Badea	0	0		0	0	0		48 384 067 000	0,1	
	Fad	0	0		0	0	0				
	57 512 200 000 <b>Dons budgétaires</b>	<b>918 065 250 000</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>2 189 131 880 000</b>	<b>1 094 565 940 000</b>	<b>604 102 000 000</b>	<b>55,2</b>	<b>1 448 945 503 279</b>	<b>4,5</b>	<b>-33,8</b>
	57 512 200 905 Banque Mondiale	717 395 250 000	0	0,0	624 755 880 000	312 377 940 000	4 154 000 000	1,3	1 038 491 062 221	3,2	66,2
	57 512 200 913 Banque Africaine de Développement	200 670 000 000	0			0	0		0	0,0	
	<b>ALLOCATION DTS</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>1 564 376 000 000</b>	<b>782 188 000 000</b>	<b>599 948 000 000</b>	<b>76,7</b>	<b>410 454 441 058</b>	<b>1,3</b>	<b>-73,8</b>
<b>I.2.2.</b>	<b>RECETTES EXTERIEURES DE FINANCEMENT DES INVESTISSEMENTS</b>	<b>2 523 138 617 471</b>	<b>2 841 033 284 296</b>	<b>112,6</b>	<b>2 774 327 836 771</b>	<b>1 387 163 918 386</b>	<b>1 656 034 873 138</b>	<b>119,4</b>	<b>4 959 375 130 526</b>	<b>15,3</b>	<b>78,8</b>
	57 522 100 000 <b>Dons projets</b>	<b>1 576 127 387 464</b>	<b>2 215 745 191 364</b>	<b>140,6</b>	<b>1 759 009 557 332</b>	<b>879 504 778 666</b>	<b>912 904 455 302</b>	<b>103,8</b>	<b>1 032 445 667 390</b>	<b>3,2</b>	<b>-41,3</b>
	57 522 100 905 Banque Mondiale	876 748 951 374	706 848 449 841	80,6	840 484 905 137	420 242 452 569	645 591 877 333	153,6	347 732 481 806	1,1	-58,6
	57 522 100 913 Banque Africaine de Développement	429 411 428 002	142 253 946 195	33,1	611 497 402 785	305 748 701 393	67 969 155 705	22,2	417 622 560 016	1,3	-31,7
	57 522 100 918 Union Européenne	269 967 008 088	284 911 731 369	105,54	307 027 249 410	153 513 624 705	197 455 316 767	128,6	267 090 625 568	0,8	-13,0
	57 522 100 756 Suisse (Alliance RSS)	0	60 871 830 300		0	0	1 888 105 496		0	0,0	
	57 522 100 752 SUEDE	0	144 127 291 612		0	0	0		0	0,0	
	57 522 100 276 Allemagne	0	188 503 493 384		0	0	0		0	0,0	
		0	416 804 636 043		0	0	0		0	0,0	
	Organisation des Nations Unies (PNUD)	0	416 804 636 043		0	0	0		0	0,0	
	57 522 100 826 Grande Bretagne (Royaume uni)	0	182 409 528 496		0	0	0		0	0,0	
		0	498 960 385		0	0	0		0	0,0	
	Etats-Unis (USAID)	0	498 960 385		0	0	0		0	0,0	
	Canada	0	88 515 323 739		0	0	0		0	0,0	
	81 621 100 000 <b>Emprunts projets</b>	<b>947 011 230 008</b>	<b>625 288 092 932</b>	<b>66,0</b>	<b>1 015 318 279 439</b>	<b>507 659 139 720</b>	<b>743 130 417 836</b>	<b>146,4</b>	<b>3 926 929 463 136</b>	<b>12,1</b>	<b>286,8</b>
	81 621 100 905 Banque Mondiale	678 632 867 718	572 955 801 423	84,4	860 618 537 111	430 309 268 556	700 738 671 796	162,8	2 813 001 165 797	8,7	226,9
	81 621 100 913 Banque Africaine de Développement	268 378 362 290	52 332 291 509	19,5	154 699 742 328	77 349 871 164	42 391 746 040	54,8	1 113 928 297 339	3,4	620,1
	<b>TOTAL RECETTES EXTERIEURES</b>	<b>4 444 553 867 471</b>	<b>2 926 588 045 000</b>	<b>65,8</b>	<b>5 652 442 836 771</b>	<b>2 826 221 418 386</b>	<b>2 260 136 873 138</b>	<b>80,0</b>	<b>7 513 158 672 836</b>	<b>23,1</b>	<b>32,9</b>

## **III.2**

# **RECETTES DES BUDGETS ANNEXES**

### III.2.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES BUDGETS ANNEXES DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	NATURE DE RECETTES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
1	Recettes des Universités et Instituts Supérieurs	304 693 519 757	209 389 358 718	68,7	314 139 018 869	157 069 509 435	119 929 620 451	76,4	275 489 657 704	50,8	-12,3
2	Recettes des Hopitaux Généraux de Référence	92 945 806 730	95 663 757 816	102,9	95 827 126 739	47 913 563 370	41 918 720 239	87,5	266 424 696 909	49,2	178,0
<b>TOTAL RECETTES DES BUDGETS ANNEXES</b>		<b>397 639 326 487</b>	<b>305 053 116 533</b>	<b>76,7</b>	<b>409 966 145 608</b>	<b>204 983 072 804</b>	<b>161 848 340 690</b>	<b>79,0</b>	<b>541 914 354 613</b>	<b>100,0</b>	<b>32,2</b>

## **III.3**

# **RECETTES DES COMPTES SPECIAUX**

### III.3.1. TABLEAU RECAPITULATIF DES RECETTES DES COMPTES SPECIAUX DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

N°	SERVICES	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TAUX REAL.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS FIN JUN	TAUX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
1	FONER	242 432 165 652	360 894 356 421	148,9	256 008 366 928	128 004 183 464	0	0,0	260 169 539 824	16,1	1,6
2	FONDS DE PROMOTION DE L'EDUCATION	4 717 480 484	3 945 939 519	83,6	9 162 191 576	4 581 095 788	1 579 670 398	34,5	26 010 761 950	1,6	183,9
3	FONDS DE PROMOTION CULTURELLE	6 198 194 311	10 555 947 431	170,3	15 854 080 679	7 927 040 339	7 621 481 027	96,1	10 103 865 951	0,6	-36,3
4	FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE / FPI	462 693 188 245	392 096 206 680	84,7	744 702 233 250	372 351 116 625	507 980 066 740	136,4	832 756 255 525	51,6	11,8
5	FONDS DE CONTRE-PARTIE	0	15 431 834 899		0	0	0		18 187 521 229	1,1	
6	REGIE DES VOIES AERIENNES / RVA	33 728 779 533	46 883 249 626	139,0	39 967 694 129	19 983 847 065	24 559 722 869	122,9	59 064 614 273	3,7	47,8
7	CADASTRE MINIER/CAMI	25 078 551 978	26 662 404 512	106,3	30 247 038 463	15 123 519 232	17 376 500 114	114,9	30 336 212 052	1,9	0,3
8	FONDS DE PROMOTION DU TOURISME	12 221 057 995	0	0,0	19 291 499 774	9 645 749 887	9 647 864 452	100,0	56 997 850 000	3,5	195,5
9	FONDS FORESTIER NATIONAL /FFN	10 958 828 637	14 254 848 790	130,1	13 387 225 963	6 693 612 982	7 336 499 543	109,6	17 520 361 612	1,1	30,9
10	FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES / FOMIN	94 529 059 037	1 898 261 728	2,0	306 092 231 067	153 046 115 534	134 391 779 843	87,8	304 089 787 343	18,8	-0,7
11	FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE CONTRE LE Covid-19	0	308 056 000		0	0	0		0	0,0	
<b>TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX</b>		<b>892 557 305 872</b>	<b>872 931 105 605</b>	<b>97,8</b>	<b>1 434 712 561 829</b>	<b>717 356 280 914</b>	<b>710 493 584 986</b>	<b>99,0</b>	<b>1 615 236 769 760</b>	<b>100,0</b>	<b>12,6</b>

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>III.</b>	<b>RECETTES DES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>892 557 305 865</b>	<b>872 931 105 605</b>	<b>97,8</b>	<b>1 434 712 561 829</b>	<b>717 356 280 914</b>	<b>202 513 518 246</b>	<b>28,2</b>	<b>1 615 236 769 759</b>	<b>5,0</b>	<b>12,6</b>
1	<b>FONDS D'ENTRETIEN ROUTIER (FONER)</b>	<b>242 432 165 652</b>	<b>360 894 356 421</b>	<b>148,9</b>	<b>256 008 366 928</b>	<b>128 004 183 464</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>260 169 539 824</b>	<b>0,8</b>	<b>1,6</b>
	Report de trésorerie	0	33 691 616 855		0	0	0		0	0,0	
	Rédevances pétrolières	230 385 001 231	319 662 434 260	138,8	243 286 561 300	121 643 280 650	0	0,0	260 169 539 824	0,8	6,9
	Péages et autres	12 047 164 421	7 540 305 306	62,6	12 721 805 628	6 360 902 814	0	0,0	0	0,0	-100,0
2	<b>FONDS DE PROMOTION A L'EDUCATION NATIONALE (FPEN)</b>	<b>4 717 480 484</b>	<b>3 945 939 519</b>	<b>83,6</b>	<b>9 162 191 576</b>	<b>4 581 095 788</b>	<b>1 579 670 398</b>	<b>34,5</b>	<b>26 010 761 950</b>	<b>0,1</b>	<b>183,9</b>
	Report de trésorerie	0	643 734 043		0	0	252 003 098		0	0,0	
	Quotité minerval (EPSP)	2 211 096 388	696 127 705	31,5	1 353 813 936	676 906 968	601 203 250	88,8	4 124 635 200	0,0	204,7
	Quotité minerval (ESU)	772 642 170	2 159 495 337	279,5	4 445 284 459	2 222 642 230	75 080 250	3,4	4 987 584 000	0,0	12,2
	Contribution FPI	0	0		0	0	40 196 560		9 821 246 315	0,0	
	Autres productions	446 273 840	446 582 433	100,1	776 098 426	388 049 213	2 001 000	0,5	0	0,0	-100,0
	Productions de publication examen d'Etat	0	0		0	0	609 186 240		0	0,0	
	Produit des frais de fréquentation de l'INPP	0	0		0	0	0		122 700 000	0,0	
	Quotité sur les redevances de l'ARPTIC	0	0		0	0	0		3 907 932 008	0,0	
	Quotité des redevances minières du Fonds Minier l'ARPTIC	0	0		0	0	0		3 046 664 427	0,0	
	Subvention de l'Etat	1 287 468 086	0	0,0	2 586 994 754	1 293 497 377	0	0,0	0	0,0	-100,0
3	<b>FONDS DE PROMOTION CULTURELLE (FPC)</b>	<b>6 198 194 311</b>	<b>10 555 947 431</b>	<b>170,3</b>	<b>15 854 080 679</b>	<b>7 927 040 339</b>	<b>7 621 481 027</b>	<b>96,1</b>	<b>10 103 865 951</b>	<b>0,0</b>	<b>-36,3</b>
	Recettes brutes des librairies installées en RDC	16 297 906	12 909 571	79,2	41 687 676	20 843 838	91 457 772	438,8	121 246 391	0,0	190,8
	Recettes brutes des spectacles présentés en RDC (Show, Concert, Billets, Théâtres, Cirques)	7 888 867	2 915 944	37,0	20 178 575	10 089 288	4 572 889	45,3	6 062 320	0,0	-70,0
	Valeur de chaque œuvre d'art lors de son exposition	7 896 662	6 046 472	76,6	20 198 515	10 099 258	6 097 185	60,4	8 083 093	0,0	-60,0
	Recettes provenant des expositions (vente d'œuvre d'art en différentes matières...)	6 599 665	7 289 860	110,5	16 880 985	8 440 493	9 145 777	108,4	12 124 639	0,0	-28,2
	Recettes provenant des expositions des cours de beauté et autres manifestations	24 350 888	21 741 241	89,3	62 286 035	31 143 018	11 432 222	36,7	15 155 799	0,0	-75,7
	Préstation publicitaire	5 694 812 061	8 830 978 739	155,1	14 566 502 005	7 283 251 003	5 091 149 326	69,9	6 749 382 452	0,0	-53,7
	Recettes brutes (maison de couture, de production, coiffure, briquetterie,...)	318 748 364	853 717 227	267,8	815 312 012	407 656 006	1 646 239 902	403,8	2 182 435 044	0,0	167,7

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>III.</b>	<b>RECETTES DES COMPTES SPECIAUX (Suite)</b>										
	Revenus des artistes musiciens et écrivains distribués par la SOCODA	7 892 764	5 831 888		20 188 544	10 094 272	7 621 481	75,5	10 103 866	0,0	-50,0
	Recettes des architectes installés en RDC	113 707 134	814 516 489		290 846 332	145 423 166	381 074 051	262,0	505 193 297	0,0	73,7
	Recettes brutes des papeteries installées en RDC	0	0		0	0	291 902 723		386 978 066	0,0	
	Recettes brutes des salles de cinema et spectacles, vidéo club	0	0		0	0	1 524 296		2 020 774	0,0	
	Produit de vente de chaque disque étranger Congolais	0	0		0	0	762 148		1 010 387	0,0	
	Produit de vente ou location des cassettes video	0	0		0	0	762 148		1 010 387	0,0	
	Produit de vente de chaque disque Congolais	0	0		0	0	762 148		1 010 387	0,0	
	Recettes des sculpteurs installés en RDC	0	0		0	0	762 148		1 010 387	0,0	
	Cachet d'un décorateur d'immeubles publics ou privé, des standars d'exposition ou des foires et autres lieux analogues	0	0		0	0	76 214 810		101 038 659	0,0	
<b>4</b>	<b>FONDS DE PROMOTION DE L'INDUSTRIE (FPI)</b>	<b>462 693 188 245</b>	<b>392 096 206 680</b>	<b>84,7</b>	<b>744 702 233 250</b>	<b>372 351 116 625</b>	<b>507 980 066 740</b>	<b>136,4</b>	<b>832 756 255 525</b>	<b>2,6</b>	<b>11,8</b>
	Frais d'expertise immo	679 077 320	43 088 290	6,3	1 092 971 346	546 485 673	0	0,0	68 368 944	0,0	-93,7
	Réprise sur provision	450 487 945	0	0,0	725 057 959	362 528 980	0	0,0	10 300 848 586	0,0	1 320,7
	Pénalités TPI/Locale	452 087 903	15 005 920	3,3	727 633 084	363 816 542	13 322 091	3,7	2 760 550 706	0,0	279,4
	Pénalités TPI/ Import	1 328 307	0	0,0	2 137 904	1 068 952	0	0,0	0	0,0	-100,0
	Interets retard/prets	132 314 515	0	0,0	212 959 510	106 479 755	0	0,0	0	0,0	-100,0
	interets prets perso/2015	72 631 686	38 144 867	52,5	116 900 318	58 450 159	30 047 172	51,4	52 642 162	0,0	-55,0
	Interets contrat/prets	9 844 147 068	12 925 656 713	131,3	15 844 102 512	7 922 051 256	8 362 432 818	105,6	7 463 979 543	0,0	-52,9
	Garanties/cautions	37 142 514	8 153 850	22,0	59 780 679	29 890 340	9 287 400	31,1	40 696 000	0,0	-31,9
	Frais d'ouverture dossier	191 250 824	131 482 690	68,7	307 817 188	153 908 594	58 308 050	37,9	170 923 200	0,0	-44,5
	Frais de port et lettres	7 668 899	3 931 480	51,3	12 343 052	6 171 526	1 394 500	22,6	4 883 520	0,0	-60,4
	Divers/Autres produits...	203 891 209	9 847 867 799	4 830,0	328 161 819	164 080 910	131 920 116	80,4	571 081 823	0,0	74,0
	Commission d'études	5 898 378 973	1 641 900 320	27,8	9 493 409 683	4 746 704 842	1 028 787 843	21,7	2 930 112 000	0,0	-69,1
	Commission de supervision	4 938 319 291	1 641 900 320	33,2	7 948 198 716	3 974 099 358	1 028 787 843	25,9	2 930 112 000	0,0	-63,1
	Commission /prorogat	493 810 097	54 329 280	11,0	794 784 733	397 392 367	0	0,0	340 731 330	0,0	-57,1
	Arriérés TPI à l import	1 589 668	0	0,0	2 558 562	1 279 281	0	0,0	0	0,0	-100,0
	Repport de trésorerie	20 468 756 768	48 225 864 463	235,6	32 944 355 491	16 472 177 746	175 278 209 013	1 064,1	185 954 014 847	0,6	464,4
	Frais hypothécaires	962 366 450	0	0,0	1 548 923 699	774 461 850	0	0,0	0	0,0	-100,0
	Remboursement prêts	35 681 952 334	14 891 108 267	41,7	57 429 913 093	28 714 956 547	17 754 057 750	61,8	33 300 750 820	0,1	-42,0
	Retour-caisse	766 001 480	0	0,0	1 232 875 321	616 437 661	0	0,0	0	0,0	-100,0
	Rétribution ANAPI	130 468 386	0	0,0	209 988 181	104 994 091	0	0,0	0	0,0	-100,0
	Rétribution BNEPI	132 792 596	63 478 746	47,8	213 728 979	106 864 490	63 747 384	59,7	317 495 234	0,0	48,6
	Rétribution AZES						20 907 068		105 831 754	0,0	

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACCR
<b>III.</b>	<b>RECETTES DES COMPTES SPECIAUX (Suite)</b>										
	Rétribution ANADEC						15 660 000		105 831 745	0,0	
	Rétrocession sur TPI	62 701 256 373	46 587 711 808	74,3	100 917 339 687	50 458 669 844	31 845 711 188	63,1	143 359 814 358	0,4	42,1
	Revenu locatif	198 305 154	1 134 118 218	571,9	319 171 093	159 585 547	959 824 730	601,4	1 438 607 670	0,0	350,7
	Taxe à l'import	242 305 077 530	181 389 346 846	74,9	389 988 737 566	194 994 368 783	106 081 668 916	54,4	188 472 259 394	0,6	-51,7
	Taxe locale	68 791 526 414	29 640 112 598	43,1	110 719 597 026	55 359 798 513	14 506 523 765	26,2	26 119 419 472	0,1	-76,4
	TPI locale arriérés	77 867	0	0,0	125 327	62 664	0	0,0	0	0,0	-100,0
	Intérêts sur DAT	0	0		0	0	105 989 275		2 904 677 000	0,0	
	Plus value sur cession dation	0	0		0	0	616 506 180		1 450 425 788	0,0	
	Vente prpduit DAIPN	0	0		0	0	0		0	0,0	
	TPI/L Eludée	258 469 290	13 876 295	5,4	416 004 952	208 002 476	0	0,0	2 955 407 433	0,0	610,4
	Retenues/prêt perso	6 892 011 377	3 328 926 549	48,3	11 092 655 770	5 546 327 885	2 742 023 317	49,4	2 091 139 988	0,0	-81,1
	Cession dation	0	0		0	0	3 493 535 020		13 065 650 210	0,0	
	Emprunt Bancaire	0	40 470 201 360		0	0	143 831 415 300		203 480 000 000	0,6	
<b>5</b>	<b>FONDS DE CONTRE - PARTIE (FCP)</b>	<b>0</b>	<b>15 431 834 899</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>18 187 521 229</b>	<b>0,1</b>	
	Subsides du gouvernement	0	0		0	0	0		18 187 521 229	0,1	
	Repport	0	8 312 086 437		0	0	0		0	0,0	
	Don Japon	0	7 119 748 462		0	0	0		0	0,0	
<b>6</b>	<b>REGIE DES VOIES AERIENNES (RVA)</b>	<b>33 728 779 533</b>	<b>46 883 249 626</b>	<b>139,0</b>	<b>39 967 694 129</b>	<b>19 983 847 065</b>	<b>24 559 722 869</b>	<b>122,9</b>	<b>59 064 614 273</b>	<b>0,2</b>	<b>47,8</b>
	Idef Go-pass	33 728 779 533	39 121 503 254	116,0	39 967 694 129	19 983 847 065	24 559 722 869	122,9	59 064 614 273	0,2	47,8
	Idef Go-pass fret	0	2 406 852 326		0	0	0		0	0,0	
	Report de Trésorerie	0	5 354 894 045		0	0	0		0	0,0	
	Concours bancaires	0	0		0	0	0		0	0,0	
<b>7</b>	<b>CADASTRE MINIER /CAMI</b>	<b>25 078 551 978</b>	<b>26 662 404 512</b>	<b>106,3</b>	<b>30 247 038 463</b>	<b>15 123 519 232</b>	<b>17 376 500 114</b>	<b>114,9</b>	<b>30 336 212 052</b>	<b>0,1</b>	<b>0,3</b>
	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation	21 479 197 234	21 563 811 978	100,4	25 219 625 207	12 609 812 604	15 333 345 320	121,6	25 765 118 952	0,1	2,2
	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	273 856 590	297 685 563	108,7	286 711 400	143 355 700	178 628 208	124,6	229 348 565	0,0	-20,0
	Quotité 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	1 043 759 568	1 995 093 506	191,1	1 387 830 105	693 915 053	858 213 565	123,7	1 652 121 280	0,0	19,0
	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche	2 281 738 586	2 805 813 465	123,0	3 352 871 751	1 676 435 876	1 006 313 022	60,0	2 689 623 255	0,0	-19,8

N°	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISATIONS FIN DECEMBRE	TX REAL	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	TX REAL	VOTE	STRUCT	TX ACRR
<b>III.</b>	<b>RECETTES DES COMPTES SPECIAUX (Suite)</b>										
<b>8</b>	<b>FONDS DE PROMOTION DU TOURISME (FPT)</b>	<b>12 221 057 995</b>	<b>0</b>	<b>0,0</b>	<b>19 291 499 774</b>	<b>9 645 749 887</b>	<b>9 647 864 452</b>	<b>100,0</b>	<b>56 997 850 000</b>	<b>0,2</b>	<b>195,5</b>
	Redevance sur le prix de nuitées	1 220 883 657	0	0,0	1 927 220 770	963 610 385		0,0	6 045 000 000	0,0	213,7
	Redevance sur le prix des repas et Boissons	846 919 294	0	0,0	1 336 900 895	668 450 448		0,0	805 800 000	0,0	-39,7
	Redevance sur les billets d'avion de réseau domestique	2 100 799 891	0	0,0	3 316 208 845	1 658 104 423		0,0	1 532 500 000	0,0	-53,8
	Redevance sur les billets d'avion de réseau international	7 995 016 126	0	0,0	12 620 499 130	6 310 249 565		0,0	17 745 000 000	0,1	40,6
	Agences et voyages	1 222 134	0	0,0	1 929 194	964 597		0,0	4 269 550 000	0,0	221 212,6
	Penalités	56 216 893	0	0,0	88 740 940	44 370 470		0,0	0	0,0	-100,0
	Redevance sur les billets d'un voyage fluvial et lacustre	0	0		0	0			25 000 000 000	0,1	
	FPT des aires protégées	0	0		0	0			600 000 000	0,0	
	Rétrocessions tourisme transfrontalier	0	0		0	0			1 000 000 000	0,0	
<b>9</b>	<b>FONDS FORESTIER NATIONAL (FFN)</b>	<b>10 958 828 637</b>	<b>14 254 848 790</b>	<b>130,1</b>	<b>13 387 225 963</b>	<b>6 693 612 982</b>	<b>7 336 499 543</b>	<b>109,6</b>	<b>17 520 361 612</b>	<b>0,1</b>	<b>30,9</b>
	Taxe de Reboisement	5 543 328 305	4 226 238 967	76,2	6 771 689 847	3 385 844 924	1 931 418 161	57,0	5 045 281 325	0,0	-25,5
	Taxe de Déboisement Quotité FFN 50%	5 415 500 332	8 795 787 188	162,4	6 615 536 116	3 307 768 058	4 869 226 240	147,2	7 741 961 435	0,0	17,0
	Taxe d'abattage Quotité FFN 50%	0	909 672 663		0	0	440 811 272		1 802 261 187	0,0	
	Crédit carbone	0	29 808 900		0	0	95 043 870		901 130 594	0,0	
	Subvention de l'Etat	0	0		0	0	0		2 029 727 071	0,0	
	Repport	0	293 341 071		0	0	0		0	0,0	
<b>10</b>	<b>FONDS MINIER DES GENERATIONS FUTURES (FOMIN)</b>	<b>94 529 059 037</b>	<b>1 898 261 728</b>	<b>2,0</b>	<b>306 092 231 067</b>	<b>153 046 115 534</b>	<b>134 391 779 843</b>	<b>87,8</b>	<b>304 089 787 343</b>	<b>0,9</b>	<b>-0,7</b>
	Quotité de 10% de la redevance minière	94 529 059 037	1 898 261 728	2,0	306 092 231 067	153 046 115 534	134 391 779 843	87,8	304 089 787 343	0,9	-0,7
<b>11</b>	<b>FONDS NATIONAL DE SOLIDARITE CONTRE LE Covid-19</b>		<b>308 056 000</b>		<b>0</b>	<b>0</b>	<b>0</b>		<b>0</b>	<b>0,0</b>	
	FNS Covid-20		308 056 000		0	0	0		0	0,0	
	<b>TOTAL RECETTES DES COMPTES SPECIAUX</b>	<b>892 557 305 872</b>	<b>872 931 105 605</b>	<b>97,8</b>	<b>1 434 712 561 829</b>	<b>717 356 280 914</b>	<b>710 493 584 986</b>	<b>99,0</b>	<b>1 615 236 769 759</b>	<b>5,0</b>	<b>12,6</b>
	<b>TOTAL GENERAL RECETTES</b>	<b>16 621 578 308 843</b>	<b>15 985 509 090 466</b>	<b>96,2</b>	<b>22 253 009 394 270</b>	<b>11 126 504 697 135</b>	<b>12 878 456 440 105</b>	<b>115,7</b>	<b>32 456 782 809 391</b>	<b>100,0</b>	<b>45,9</b>

## **IV.**

### **ANNEXE RECETTES DU SECTEUR MINIER DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023**

**(DGI, DGDA, DGRAD)**

#### IV.1. LES RECETTES DU SECTEUR MINIER DE LA LOI DE FINANCES DE L'EXERCICE 2023

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISTIIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TXACRR
<b>I.</b>	<b>DGI</b>	<b>2 535 591 510 999</b>	<b>2 507 272 150 000</b>	<b>98,9</b>	<b>3 224 050 597 259</b>	<b>1 562 025 298 629</b>	<b>4 239 219 585 234</b>	<b>271,4</b>	<b>8 524 260 450 004</b>	<b>37,9</b>	<b>164,4</b>
17 112 110	Impôts sur les bénéfices et profits	1 567 521 341 693	1 384 123 687 203	88,3	1 916 709 145 008	958 354 572 504	2 828 314 143 014	295,1	6 427 028 100 308	28,6	235,3
17 112 112	Impôt spécial sur les profits Excédentaires		159 018 990		100 000 000 000		782 679 767 260		742 045 890 004	3,3	1 214,0
17 112 400	Impôt professionnel des non résidents	54 806 932 819	68 559 089 393	125,1	56 472 271 874	28 236 135 937	48 264 849 059	170,9	61 522 065 099	0,3	8,9
17 113 000	Impôts mobilier	142 050 110 498	145 075 396 473	102,1	204 844 742 356	102 422 371 178	62 641 752 473	61,2	254 341 589 056	1,1	24,2
17 111 100	Impôts sur les salariaux de nationaux	189 661 887 236	240 529 603 343	126,8	243 577 021 171	121 788 510 585	148 680 521 692	122,1	255 961 427 850	1,1	5,1
17 111 200	impôts sur les revenus des expatriés	145 210 102 445	121 488 879 247	83,7	179 684 007 539	89 842 003 770	86 702 146 736	96,5	163 252 349 686	0,7	-9,1
17 111 400	Impôts exceptionnel sur les rémunérations des expatriés	212 110 634 274	100 403 143 792	47,3	243 039 509 610	121 519 754 805	74 257 190 422	61,1	253 970 897 137	1,1	4,5
17 131 110	Taxe sur la valeur ajoutée	211 933 813 600	331 666 631 429	156,5	267 366 184 000	133 683 092 000	189 564 324 899	141,8	329 240 219 626	1,5	23,1
27 012 270	Imprimés	0	1 395 782	#DIV/0!	0	0	156 000	#DIV/0!	0	0,0	#DIV/0!
37 114 000	Amendes et pénalités sur les revenus locatifs, professionnels et mobiliers	12 296 688 434	115 265 304 348	937,4	12 357 715 701	6 178 857 850	18 114 733 680	293,2	36 897 911 238	0,2	198,6
<b>II.</b>	<b>DGDA</b>	<b>664 948 902 247</b>	<b>647 263 029 816</b>	<b>97,3</b>	<b>664 948 902 247</b>	<b>332 474 451 123</b>	<b>407 214 707 684</b>	<b>122,5</b>	<b>1 014 508 894 916</b>	<b>4,5</b>	<b>52,6</b>
17 151 110	Droits de douane à l'importation	472 739 165 040	498 426 055 966	105,4	472 739 165 040	236 369 582 520	316 657 400 194	134,0	697 371 766 900	3,1	47,5
	Droits de douane à l'exportation		3 580 468 989				15 443 269 378		38 470 835 645	0,2	
17 131 110	Taxe sur la valeur ajoutée	77 863 515 335	92 414 465 389	118,7	77 863 515 335	38 931 757 668	70 451 349 910	181,0	175 518 784 744	0,8	125,4
17 152 120	Droits de sortie sur le diamant artisanal	3 031 510 619	0	0,00	3 031 510 619	1 515 755 310	0	0,0	0	0,00	-100,0
17 152 140	Droits de sortie sur l'or artisanal	57 304 251	0	0,00	57 304 251	28 652 126	0	0,0	0	0,00	-100,0
17 152 150	Droits de sortie sur les autres produits minéraux	1 283 944 342	0	0,00	1 283 944 342	641 972 171	0	0,0	0	0,00	-100,0
17 132 122	Droits d'accises spéciales		859 592				2 222 287		0	0,00	
17 132 100	Droits d'accises en régime intérieur	1 634 449	0	0,00	1 634 449	817 224	0	0,0	4 856 447	0,00	197,1
17 132 200	Droits d'accises à l'importation	58 692 598 283	0	0,00	58 692 598 283	29 346 299 141	0	0,0	91 531 811 717	0,41	56,0
37 156 100	Amendes à l'importation	50 485 308 870	52 023 085 514	103,05	50 485 308 870	25 242 654 435	3 254 403 314	12,9	8 107 849 111	0,04	-83,9
37 156 200	Amendes à l'exportation	6 975 024	7 187 400	103,04	6 975 024	3 487 512	1 406 062 601	40 317,1	3 502 990 352	0,02	50 121,9
37 137 200	Amendes aux Accises	786 946 034	810 906 966	103,04	786 946 034	393 473 017	0	0,0	0	0,0	-100,0

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISTIIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
<b>III.</b>	<b>DGRAD</b>	<b>912 565 332 056</b>	<b>1 064 900 334 673</b>	<b>116,7</b>	<b>1 200 265 544 972</b>	<b>600 132 772 486</b>	<b>743 363 369 304</b>	<b>123,9</b>	<b>1 692 715 629 597</b>	<b>7,5</b>	<b>41,0</b>
27 415 410	Redevance minière	840 822 676 238	952 848 472 139	113,3	1 070 062 548 875	535 031 274 438	671 958 899 214	125,6	1 520 448 936 713	6,8	42,1
27 415 421	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche	2 711 362 250	1 528 426 269	56,4	3 352 871 751	1 676 435 876	1 401 249 680	83,6	2 540 811 415	0,0	-24,2
27 415 422	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation	27 343 501 094	11 078 714 081	40,5	25 219 625 207	12 609 812 604	15 542 326 104	123,3	27 343 501 094	0,1	8,4
27 415 423	Quotité 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) d'exploitation de petites Mines	2 713 626 671	4 761 863 530	175,5	1 387 830 022	693 915 011	1 217 473 309	175,4	2 713 626 671	0,0	95,5
27 415 424	Quotité de 50% sur les droits superficiaires annuels par carré sur Certificat (permis) de recherche des rejets	254 154 790	1 497 943 152	589,4	286 711 400	143 355 700	420 001 149	293,0	420 001 149	0,0	46,5
27 415 441	Taxe pour approbation et Enregistrement d'hypothèques, de cessions, d'amodiation, contrat d'option et transmission	236 473 180	280 470 530	118,6	1 328 606 286	664 303 143	24 836 181	3,7	148 811 840	0,0	-88,8
27 415 442	Droits d'enregistrement d'une drague extractrice de plus 4 pouces	88 533 717	135 323 100	152,8	133 369 000	66 684 500	31 592 942	47,4	2 510 617	0,0	-98,1
27 415 430	Redevance pour acheteur supplémentaire	3 956 011 512	91 505 749	2,3	3 883 733 102	1 941 866 551	589 194 201	30,3	1 273 797 000	0,0	-67,2
17 136 327	Taxe d'agrément des acheteurs de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales de production artisanale	399 736 019	478 661 309	119,7	170 994 600	85 497 300	187 650 210	219,5	478 661 309	0,0	179,9
27 418 110	Taxe d'agrément de laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	0	1 650 000		31 279 500	15 639 750	68 780 306	439,8	68 780 306	0,0	119,9
17 153 210	Taxe sur l'autorisation d'exportation des produits miniers autres que l'or et le diamant	1 937 247 179	159 850 090	8,3	195 601 140	97 800 570	72 794 240	74,4	220 730 861	0,0	12,8
27 426 160	Redevance annuelle pour les entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	998 680 097	5 037 207 605	504,4	2 085 300 000	1 042 650 000	3 100 719 245	297,4	3 100 719 245	0,0	48,7
27 011 300	Quotité de la taxe ad valorem à payer à chaque exportation d'Or , de Diamant ou des pierres de couleur de production artisanale pour le Trésor Public				208 384 029	104 192 015	720 947 369	691,9	720 947 368	0,0	246,0

CODE	ACTES GENERATEURS	LOI DE FINANCES RECTIFICATIVE 2021			LOI DE FINANCES 2022				LOI DE FINANCES 2023		
		VOTE	REALISTIIONS FIN DECEMBRE	Tx Réal.	VOTE	PREVISIONS LINEAIRES 6 MOIS	REALISATIONS A FIN JUIN	Tx Réal.	VOTE	Str	TX ACRR
27 426 185	Redevance annuelle anticipative pour le laboratoire d'analyses des produits miniers marchands	1 140 556 741	50 277 350	4,4	1 251 180 000	625 590 000	1 443 295 442	230,7	2 886 590 884	0,0	130,7
27 021 300	Taxe rémunératoire de la valeur expertisée des substances précieuses	540 955 489	1 520 311 467	281,0	0	0	1 985 032 298		0	0,0	
17 136 131	Taxe sur l'autorisation de traitement ou de transformation des substances autres que les produits d'exploitation artisanale		23 988 694		0	0	0		0	0,0	
17 136 225	Taxe sur l'autorisation d'achat des substances minérales autres que l'or et le diamant	0	243 417 483		950 897	475 449	325 250 379	68 409,2	325 250 379	0,0	34 104,6
17 136 312	Taxe d'agrément d'un bureau d'études environnementales, minières, de recherche minière	100 601 151	207 787 016	206,5	62 559 000	31 279 500	135 636 253	433,6	135 636 253	0,0	116,8
17 136 323	Taxe d'agrément des mandataires en Mines et des carrières	1 328 401 727	549 090 455	41,3	93 838 500	46 919 250	410 258 653	874,4	549 090 455	0,0	485,1
17 136 214	Redevance pour agrément de comptoirs d'achat et de vente des substances minérales	2 531 164 002	3 854 738 037	152,3	1 964 352 600	982 176 300	1 233 983 977	125,6	2 467 967 954	0,0	25,6
17 153 220	Taxe sur l'autorisation d'exportation des matières minérales à l'état brut	224 433 404	14 062 039 449	6 265,6	249 610 410	124 805 205	74 037 816	59,3	195 315 540	0,0	-21,8
27 428 271	Frais de dépôt pour agrément d'entités de traitement et/ou de transformation de toutes catégories et tailleries	64 240 460	42 347 535	65,9	0	0	0		0	0,0	
27 483 100	Caution des comptoirs d'or, de diamant, des pierres de couleur et de autres substances autorisées	201 779 034	246 289 869	122,1	194 858 459	97 429 230	212 971 049	218,6	212 971 049	0,0	9,3
27 483 400	Caution pour bureau d'études Géologique	60 266 859	195 205 809	323,9	60 266 859	30 133 430	0	0,0	60 266 859	0,0	0,0
37 156 300	Imposition sur l'exportation des échantillons destinés aux analyses et essais industriels	1 899 208	101 900 000	5 365,4	1 899 208	949 604	4 261 000	448,7	11 790 912	0,0	520,8
37 440 000	Pénalités et amendes transactionnelles	3 648 578 282	2 422 271 018	66,4	61 108 019 066	30 554 009 533	2 242 897 146	7,3	30 554 009 533	0,1	-50,0
27 428 274	Frais de dépôt pour autorisation d'exportation des produits marchands	288 190 542	79 660 089	27,6	50 047 200	25 023 600	8 943 034	35,7	51 558 450	0,0	3,0
27 428 271	Frais de dépôt d'un bureau d'étude environnementale	0	11 094 372		4 170 600	2 085 300	37 903 334	1 817,6	37 903 334	0,0	808,8
27 428 272	Frais de dépôt bureau d'études géologiques		74 563 974		1 042 650	521 325	27 198 492	5 217,2	27 198 492	0,0	2 508,6
27 428 273	Frais de dépôt pour laboratoire d'analyse	0	408 857 551								
27 415 482	Quotité de 50% de pas des Portes dont bénéficient les Entreprises du portefeuille de l'Etat	2 704 103 609	23 911 197 240	884,3	0	0	0		31 440 545 000	0,1	
27 415 483	Quotité de 50% des royalties ou prime de cession dont bénéficient les entreprises du Portefeuille de l'Etat	18 268 158 800	38 375 209 711	210,1	26 772 872 450	13 386 436 225	38 385 022 746	286,7	63 975 037 910	0,3	139,0
17 136 251	Taxe d'agrément de coopérative minière	0	620 000 000		103 022 161	51 511 081	99 657 916	193,5	302 661 005	0,0	193,8
27 418 140	Taxe d'agrément d'entité de traitement et/ou de transformation de toutes catégories (A, B et C) et tailleries						1 400 555 620			0,0	
	<b>Total Recettes Minières</b>	<b>4 113 105 745 302</b>	<b>4 219 435 514 489</b>	<b>102,6</b>	<b>5 089 265 044 478</b>	<b>2 544 632 522 239</b>	<b>5 389 797 662 222</b>	<b>211,8</b>	<b>11 231 484 974 516</b>	<b>49,9</b>	<b>120,7</b>
	<b>RECETTES COURANTES</b>	<b>10 736 827 809 013</b>	<b>11 625 046 823 328</b>	<b>108,3</b>	<b>14 755 887 850 063</b>	<b>7 377 943 925 031</b>	<b>9 745 977 641 291</b>	<b>132,1</b>	<b>22 486 473 012 183</b>	<b>100,0</b>	<b>52,4</b>

**V**

**DEPENSES FISCALES**

**REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO**



**MINISTRE DU BUDGET**

**DIRECTION DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE**

**ANNEXE N° .....: EVALUATION DES DEPENSES FISCALES POUR LES EXERCICES 2020 ET 2021**

# **TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES FISCALES POUR L'EXERCICE 2021**

**Kinshasa, Janvier 2021**

## **TABLEAU RECAPITULATIF DES DEPENSES FISCALES POUR L'EXERCICE 2021**

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC	
		2020	2021	2020	2021
<b>I.</b>	<b>DGI</b>	<b>214</b>	<b>77</b>	<b>96 200 000 000</b>	<b>153 600 000 000</b>
I.1	IBP, Impôt mobilier et IERE	148	77	58 200 000 000	128 300 000 000
II.1	Taxes sur la Valeur ajoutée (DGI)	66	0	38 000 000 000	25 300 000 000
<b>II.</b>	<b>DGDA</b>	<b>1 433</b>	<b>994</b>	<b>1 811 500 000 000</b>	<b>1 981 481 800 000</b>
II.1	<i>Taxes sur la Valeur ajoutée (DGA)</i>	730	228	1 099 000 000 000	1 002 390 000 000
II.2	<i>Droits d'accises</i>	241	331	437 000 000 000	592 400 000 000
II.3	<i>Droits de douane</i>	462	435	275 500 000 000	386 691 800 000
<b>III.</b>	<b>DGRAD</b>	<b>0</b>	<b>868</b>	<b>8 400 000 000</b>	<b>7 380 000 000</b>
	<b>TOTAL GENERAL</b>	<b>1 647</b>	<b>1 939</b>	<b>1 916 100 000 000</b>	<b>2 142 461 800 000</b>

Source: Evaluation des dépenses fiscales pour l'année 2021 en République Démocratique du Congo, Ministère des Finances, Décembre 2021

REPUBLIQUE DEMOCRATIQUE DU CONGO



MINISTRE DU BUDGET

DIRECTION GENERALE DES POLITIQUES ET PROGRAMMATION BUDGETAIRE

ANNEXE N° .....: EVALUATION DES DEPENSES FISCALES POUR L' EXERCICE 2021

N°	LIBELLE DEPENSES FISCALES	DESCRIPTION	NATURE D'IMPOT/ TAXE /DROIT	BENEFICIAIRES	FORME	REFERENCE LEGALE	MISE EN ŒUVRE ET HISTORIQUE	SOURCE DE DONNEES	METHODE D'ESTIMATION	NOMBRE DE BENEFICIAIRES		COUT DE LA DEPENSE FISCALE EN FC		AUTRES REMARQUES	
										2020	2021	2020	2021		
<b>I.</b>	<b>IBP, Impôt Mobilier et IERE</b>									148	77	58 200 000 000	128 300 000 000		
1.1	Réduction du taux d'IM (Impôt Mobilier) pour les contribuables agréés au Code minier	Le titulaire des droits est redevable de l'Impôt mobilier conformément au droit commun (20%). Les intérêts payés par le titulaire en vertu des emprunts contractés en devises à l'étranger ainsi que les dividendes et autres distributions versés par le titulaire à ses actionnaires sont imposés au taux réduit à 10%.	Impôt Mobilier	Entreprises minières et actionnaires	Taux réduit	Art.232-Code minier	Loi n°18/001 du 09 mars 2018 portant le code minier	DG: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI, DPI.	Pour les intérêts payés par chaque titulaire sur les emprunts contactés en devises à l'étranger et les dividendes et autres distributions versés par le titulaire à ses actionnaires, calculer l'IM au taux de 10%, ensuite, faire la différence entre l'IM de 20% et celui de 10% pour dégager le manque à gagner.	5	12	Entreprises	21 000 000 000	110 600 000 000	
1.2	Exonération d'IBP pour les contribuables agréés au Code des investissements.	Les bénéfices réalisés par les investisseurs soumis au Code des investissements sont totalement ou partiellement exonérés de l'impôt sur les bénéfices et profits pour une durée de 3 à 5 ans en fonction de la zone économique dans laquelle l'investisseur a implémenté le projet agréé.	IBP	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération totale ou partielle.	Art. 13 - Code des investissements.	Loi n° 004/2002 du 21 février 2002 portant Code des investissements.	DG: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI, DPI.	Pour chaque entreprise bénéficiaire d'une exonération au code des Investissements, s'agissant des bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule suivante: le bénéfice réalisé ou base imposable multiplié par le taux de l'impôt concerné, qui est égal au résultat fiscal (Impôt à payer). Ce dernier est considéré comme montant de manque à gagner qui aurait dû être payé à l'administration fiscale par le truchement d'une banque Commerciale.	82	34	Entreprises bénéficiaires	16 600 000 000	5 800 000 000	
1.3	Réduction du taux d'IBP pour les contribuables agréés au Code minier.	Les bénéfices nets réalisés par les exploitants miniers sont imposés à l'impôt sur les bénéfices et profits au taux réduit de 30 % par rapport au taux de 35% du droit commun.	IBP	Entreprises	Taux réduit	Art. 247 du Code minier.	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DG: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, DUI, et des DPI.	Pour chaque entreprise minière qui réalise un bénéfice, l'IBP qui est calculé au taux de 30%, est divisé par six(6) pour trouver le montant de manque à gagner.	0	0	Entreprises	0	0	
1.4	Réduction du taux d'IERE pour les contribuables agréés au Code minier.	Les salaires versés au personnel expatrié sont visés par un impôt exceptionnel sur les rémunérations du Personnel Expatrié payable au taux de 25 % pour le droit commun, tandis que pour les expatriés relevant du code minier, le taux est fixé à 10%.	IERE	Entreprises Minières	Taux réduit	Art.260-code minier	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	Données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, de la DUI et des DPI.	(25%-10%) x salaires versés aux expatriés=manque à gagner ou dépense fiscale.	61	31	Entreprises	20 600 000 000	11 900 000 000	

										796	228			1 137 000 000 000	1 027 690 000 000
<b>II. TVA</b>										66	0			38 000 000 000	25 300 000 000
<b>II.1 Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGI)</b>															
2.1.1	Exonération sur les biens et services acquis sur le marché domestique et utilisés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures.	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics à financement extérieur bénéficient d'une prise en charge de la TVA par l'Etat.	TVA	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGI: données recueillies dans les déclarations fiscales déposées par les entreprises bénéficiaires auprès de la DGE, de la DUI et des DPI	La méthode consiste à appliquer le taux de 16% de TVA sur tous les achats effectués ou tous les services reçus par les entreprises exécutant des marchés publics à financement extérieur. Cette TVA qui devrait être acquittée est prise en charge par l'Etat et constitue le manque à gagner.	29		Entreprises	17 400 000 000	8 900 000 000	
2.1.2	Exonération des opérations effectuées sur le marché intérieur sous le régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Exonération des opérations effectuées sur le marché intérieur sous le régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.	TVA	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	DGI: données recueillies dans les déclarations fiscales déposées par les entreprises bénéficiaires auprès de la DGE, de la DUI et des DPI	La méthode consiste à appliquer le taux de 16% de TVA sur toutes les opérations effectuées par les entreprises exonérées sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur. Le montant total de la TVA due représente le manque à gagner.	12		Entreprises	15 600 000 000	16 400 000 000	
2.1.3	Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Exonération des opérations effectuées sur le marché intérieur sous le régime fiscal applicable aux entreprises éligibles au partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.	TVA	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	DGI: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	25		Entreprises	5 000 000 000		
<b>II.2 Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGDA)</b>										730	228			1 099 000 000 000	1 002 390 000 000
2.2.1	Les importations réalisées par les ASBL légalement constituées lorsque ces opérations présentent un caractère social, sportif, culturel, religieux, éducatif ou philanthropique conforme à leur objet, dans les conditions prévues par voie réglementaire	Les importations des ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique sont exonérés de la TVA	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Art 15 Ord-loi 10/001 du 20 août 2010	Art 15 Ord-loi 10/001 du 20 août 2010	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	184	50	ONG et ASBL	41 400 000 000	45 300 000 000	
2.2.2	Les importations de timbres officiels ou papiers timbrés	Les biens mobiliers dans le cadre du transfert des résidents.	TVA	Ménages	Exonération	Art 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.					79 600 000 000	
2.2.3	Exonération pour les ventes et importations d'intrants agricoles	Les ventes et les importations des intrants agricoles destinés à l'agriculture sur base d'une liste déterminée par voie réglementaire sont exonérées de la TVA	TVA	Exploitants agricoles	Exonération	Art 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	73	72	Exploitants agricoles	8 100 000 000	9 700 000 000	

II.2 Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGDA) (Suite)														
2.2.4	Exonération sur les produits pharmaceutiques	les produits pharmaceutiques destinés à la prévention, au diagnostic et au traitement des maladies, des emballages des produits pharmaceutiques et des intrants pharmaceutiques ainsi que les matériels médicaux sont exonérés de TVA à l'importation et sur le marché domestique.	TVA	Ménages	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	32		Ménages	2 700 000 000	5 500 000 000
2.2.5	Exonération des biens mobiliers	Les biens mobiliers dans le cadre du transfert des résidents	TVA	Ménages	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	15		Ménages	400 000 000	600 000 000
2.2.6	Exonération des marchandises par les entreprises minières	Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par voie réglementaire	TVA	Entreprises	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	45		Entreprises	398 300 000 000	223 300 000 000
2.2.7	Exonération des biens d'équipements destinés aux investissements de création	Importation, par les entreprises nouvelles, des biens d'équipements destinés aux investissements de création, dans les conditions déterminées .	TVA	Entreprises	Exonération	Art. 15-Code des impôts	Ordonnance-Loi n°10-01 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	87		Entreprises	86 400 000 000	1 100 000 000
2.2.8	Exonération sur les biens et services acquis sur le marché domestique et utilisés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures.	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures sont exonérés de TVA.	TVA	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les bénéficiaires auprès de la DGDA	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements pour les bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule au bénéfice imposable exonéré . Par la suite, la somme des manques à gagner de l'ensemble des entreprises visées représente la dépense fiscale.	93	69	Entreprises	159 800 000 000	271 000 000 000
2.2.9	Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur	Les importations des entreprises agréées au titre des Partenariats stratégiques sur les chaînes de valeur sont exonérées de TVA pour une période de 4 ans.TVA	TVA	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	25	4	Entreprises	15 000 000 000	390 000 000
2.2.10	Exonération des matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation	Les matériels et articles destinés à la recherche et/ou l'éducation	TVA		Exonération	Art.339.Ordonnance-loi 10/002 du 20 août 2010	Ordonnance -loi 10/002 du 20 août 2010	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.				0	
2.2.11	Exonération des matériels et articles à la recherche et/ou l'éducation	Les matériels et articles à la recherche et/ou l'éducation	TVA	Ménages	Exonération	Art 12-Code des douanes	Ordonnance -loi 10/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes.	DGDA: données des déclarations douanières de déménagement.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.			Ménages		700 000 000

II.2 Taxe sur la Valeur Ajoutée (DGDA) (Suite)														
2.2.12	Exonération en importation pour les biens approuvés dans le cadre d'une Convention minière	Importation pour les biens approuvés dans le cadre d'une Convention minière	TVA		Exonération	Convention minière	Convention minière	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	5			100 000 000	
2.2.13	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement	Les importations des biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation bénéficient d'un taux de 5%.	TVA	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232-Code minier	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	40		Entreprises	132 200 000 000	145 400 000 000
2.2.14	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier sur les carburants et consommables	Les importations de Carburants et de consommables des entreprises agréées au Code minier bénéficient d'un taux de 3%.	TVA	Entreprises	Réduction de taux	Art.232-Code minier	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	42		Entreprises	83 600 000 000	80 600 000 000
2.2.15	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement	Les importations de biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier qui sont en phase de recherche et d'exploration bénéficient d'un taux de 2%.	TVA	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232-Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	25		Entreprises	156 200 000 000	110 900 000 000
2.2.16	Exonération en importation de l'énergie électrique	Importation de l'énergie électrique	TVA		Exonération	Loi 14/011 du 17 juin 2014	Loi 14/011 du 17 juin 2014	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	11	7		8 600 000 000	10 800 000 000
2.2.17	Exonération pour les projets de coopération	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonérées de TVA.	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	9	6	ONG et ASBL	2 000 000 000	3 800 000 000
2.2.18	Exonération Boutique hors taxes	Les objets destinés à l'exercice du culte sont importés en franchise de TVA	TVA	Ménages	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	3	3	Ménages	2 100 000 000	3 700 000 000
2.2.19	Exonération dérogatoire	Les objets destinés à l'exercice du culte sont importés en franchise de TVA	TVA	ONG et ASBL	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	41	17	ONG et ASBL	2 100 000 000	10 000 000 000

III.	Droits d'accises									241	331		437 000 000 000	592 400 000 000	
3.1	<b>Exonération pour les marchandises et services soumis aux droits d'accises de la production locale</b>	Les marchandises et services soumis aux droits d'accises de la production locale	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code des investissements	Exonération	Art. 56. Ordonnance-loi 18/002 du 13 mars 2018	Art. 56. Ordonnance-loi 18/002 du 13 mars 2018	DGDA: données de déclarations fiscales déposées par les importateurs agréés au Code des investissements	Pour chaque entreprise bénéficiant du Code des investissements, la méthode consiste à appliquer le taux normal de droits d'accises aux marchandises importées. Le montant des droits d'accises normalement dus représentent le manque à gagner.	23		Entreprises agréées au Code des investissements	377 900 000 000	400 000 000	
3.2	<b>Exonération pour les contribuables agréés au Code des investissements sur l'importation des machines, d'outillages, de matériel neuf et de pièce de rechange</b>	Les importations des machines, d'outillage de matériel neuf et des pièces de rechange sont exonérées des droits d'accises pour les contribuables agréés au Code des investissements.	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération	Art. 10-Code des investissements	Loi n° 004/2001 du 21 février 2002 portant Code des investissements.	DGDA: données des déclarations fiscales déposées par les importateurs agréés au Code des investissements	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des Investissements, la méthode consiste à appliquer le taux normal des droits d'accises aux marchandises importées. le montant des droits d'accises normalement dus présente le manque à gagner.	32	106	Entreprises agréées au Code des investissements.	2 900 000 000	4 100 000 000	
3.3	<b>Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement</b>	les entreprises agréées au Code minier bénéficient d'une réduction de taux à 5% en phase d'exploitation sur les biens d'équipements miniers (s'applique aux extension de plus de 30 % de ma capacité).	Droits d'accises	Entreprises agréées au Code minier	Réduction de taux	Article 232- Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 portant Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA: données de déclaration fiscale déposées par les importateurs agréés au Code minier	Pour chaque entreprise bénéficiant du code minier, la méthode consiste à appliquer le taux normal des droits d'accises aux marchandises importées. le montant des droits d'accises normalement dus présente le manque à gagner.	23		Entreprises agréées au Code minier	300 000 000	300 000 000	
3.4	<b>Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures</b>	Les biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics à financement extérieur sont exonérés de droit d'accises	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit d'accise aux marchandises importées. Le montant de droit d'accise normalement dû représente le manque à gagner.	56	69	Entreprises	10 400 000 000	17 000 000 000	
3.5	<b>Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique</b>	Les importations des ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique sont exonérés de la TVA	Droits d'accises	ONG et ASBL	Exonération	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	80	134	ONG et ASBL	1 900 000 000	1 700 000 000	
3.6	<b>Exonération pour les boutiques hors taxes</b>	Les importations de biens destinés à être vendus dans les boutiques hors taxes sont exonérées de droit d'accises.	Droits d'accises	Ménages	Exonération	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	3	3	Ménages	4 600 000 000	7 700 000 000	
3.7	<b>Exonération pétrolière</b>	Les conventions pétrolières signées le 09 et 11 août 1969 ainsi que de leurs avenants, entre l'Etat congolais et respectivement le Groupe pétrolier off shore (exploitation maritime) et le Groupe on shore (exploitation terrestre).	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit d'accises aux marchandises importées. Le montant de droit d'accise normalement dû représente le manque à gagner.	2	2	Entreprises	36 300 000 000	559 500 000 000	

III. Droits d'accises (suite)														
3.8	Exonération dérogatoire	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonérées de droits d'accises	Droits d'accises	Entreprises	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit d'accises aux marchandises importées. Le montant de droit d'accise normalement dû représente le manque à gagner.	22	17	Entreprises	2 700 000 000	500 000 000
3.9	Exonération Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par voie réglementaire	Importation des marchandises par les entreprises minières, à l'exclusion des produits pétroliers, dans les conditions fixées par voie réglementaire	Droits d'accises	Entreprises	Réduction de taux	Code minier	Loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit d'accises aux marchandises importées. Le montant de droit d'accise normalement dû représente le manque à gagner.			Entreprises		1 200 000 000
IV. Droits de douane										462	435		275 500 000 000	386 691 800 000
4.1	Echantillons commerciaux	Les échantillons commerciaux	Droits de douane	ménages	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant code des douanes.	DGDA: données des déclarations douanières des échantillons commerciaux	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douanes aux marchandises importées. Le montant de droits de douanes normalement dû représente le manque à gagner.	9	5	Ménages	10 000 000	20 000 000
4.2	Exonération des objets de déménagement	Les objets de déménagement	Droits de douane	ménages	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi n° 010/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes	DGDA: données des déclarations douanières des objets de déménagement	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douanes aux marchandises importées. Le montant de droits de douanes normalement dû représente le manque à gagner.	38	10	ménages	400 000 000	500 000 000
4.3	Exonération des dons adressés aux organismes charitables ou philanthropique ou agréés et destinés à une distribution gratuite à des personnes nécessiteuses	Dons adressés aux organismes charitables ou philanthropiques ou agréés et destinés à une distribution gratuite à des personnes nécessiteuses	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières des entreprises agréées sous régime conditionnel de destination	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douanes aux marchandises importées. Le montant de droits de douanes normalement dû représente le manque à gagner.	6		ONG et ASBL	0	26 700 000 000
4.4	Exonération des dons ou les matériels fournis gratuitement à la rdc et aux ETD dotées de la personnalité juridique	Les dons ou les matériels fournis gratuitement à la rdc et aux ETD dotées de la personnalité juridique	Droits de douane	Etat	Exonération	Art. 12- Code des douanes	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières des entreprises agréées sous régime conditionnel de destination	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douanes aux marchandises importées. Le montant de droits de douanes normalement dû représente le manque à gagner.	6	22	ONG et ASBL	0	4 300 000 000
4.5	Exonération pour les projets de coopération	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonérées de droits de douane	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Loi 14/005 du 11 février 2014.	Loi 14/005 du 11 février 2014	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.			ONG et ASBL		60 000 000

IV.	Droits de douane (suite)																
4.6	Exonération pour les projets de coopération	Les importations effectuées pour le compte de projets de coopération sont exonérées de droits de douane	Droits de douane	Organisations internationales	Exonération	Article 339 de l'Ordonnance-Loi n°010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	9	6	Organisations internationales	700 000 000	2 040 000 000			
4.7	Exonération des objets religieux destinés à l'exercice de culte	les objets religieux destinés à l'exercice de culte	Droits de douane	ASBL	Exonération	Art. 12-Codes douanes.	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières des entreprises agréées sous régime conditionnel de destination	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.			ASBL		1 800 000			
4.8	Exonération d'autres armes de guerre	les importations d'autres armes de guerre	Droits de douane	Administration	Exonération	Tarif douanier à l'importation	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Codes douanes.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.					700 000 000			
4.9	Exonération Iroko, scies long, sciages avives d'une épaisseur inférieure à 50 mm	Les importations Iroko,scies long , sciages avives d'une épaisseur inférieure à 50 mm	Droits de douane	Ménages	Exemption	Tarif douanier à l'exportation	Tarif douanier à l'exportation	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.		0	Ménages	0	16 100 000 000			
4.10	Exonération Mahogany, scies longitudinalement, sciages avives d'une épaisseur inférieure à 50mm	Les importations Mahogany, scies longitudinalement, sciages avives d'une épaisseur inférieure à 50mm	Droits de douane	Ménages	Exemption	Tarif douanier à l'exportation	Tarif douanier à l'exportation	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.			Ménages	0	100 000 000			
4.11	Exonération en importation des biens destinés aux ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique	Les importations des ONG, ASBL et autres établissements d'utilité publique sont exonérés de droit de douane	Droits de douane	ONG et ASBL	Exonération	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	Loi 004/2001 du 20 juillet 2001	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	125	134	ONG et ASBL	24 600 000 000	26 700 000 000			
4.12	Exonérations pour les boutiques hors taxes	Les importations de biens destinés à être vendues dans les boutiques hors taxes sont exonérées de TVA	Droits de douane	Ménages	Exonération	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	Circulaire N° CAB/MIN/FIN/2013 du 10 janvier 2013	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs.	Le méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	3	3	Ménages	1 400 000 000	2 500 000 000			
4.13	Exonération pour les contribuables agréés au Code des investissements sur l'importation des machines, d'outillages, des matériels neufs et des pièces de rechange	Exonération complète des droits et taxes à l'importation pour les machines et l'outillage, le matériel neuf et les pièces de rechange	Droits de douane	Entreprises agréées au Code des investissements.	Exonération	Art. 10,11,20- Code des investissements	Loi n° 004/2002 du 21 février 2002 portant Code des investissements.	DGDA : données des déclarations douanières des entreprises agréées au Code des Investissements.	Pour les entreprises agréées au Code des investissements, la méthode consiste à appliquer le taux normal de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	30	106	Entreprises agréées au Code des investissements.	50 900 000 000	33 300 000 000			

IV.	Droits de douane (suite)																
4.14	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation sur les biens d'équipement	Les importations de biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier en phase d'exploitation bénéficient d'un taux de 5 %.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232 - Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n°18/001 du 09 mars 2018	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	38		Entreprises	33 500 000 000	30 700 000 000			
4.15	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier en phase de recherche de prospection et d'exploration sur les biens d'équipement	Les importations de biens d'équipement des entreprises agréées au Code minier qui sont en phase de recherche et d'exploration bénéficient d'un taux de 2%.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232 - Code minier	Loi n° 18/001 du 09 mars 2018	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Les montants de TVA normalement dûs représentent le manque à gagner.	25		Entreprises	60 700 000 000	43 200 000 000			
4.16	Taux réduit pour les entreprises agréées au Code minier sur les carburants et consommables.	Les importations de Carburants et de consommables des entreprises agréées au Code minier bénéficient d'un taux de 3%.	Droits de douane	Entreprises	Réduction de taux	Art. 232 - Code minier	Loi n° 007/2002 du 11 juillet 2002 relative au Code minier telle que modifiée et complétée par la loi n° 18/001 du 09 mars 2018	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	12		Entreprises	1 700 000 000	0			
4.17	Exonération en importation des intrants agricoles destinés à l'agriculture	Les ventes et les importations des intrants agricoles destinés à l'agriculture sur base d'une liste déterminée par voie réglementaire sont exonérées de droit de douane.	Droits de douane	Exploitants agricoles	Exonération	Art. 71 et 72 - Loi n° 11/022	Ordonnance - Loi n° 11/022	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les importateurs	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.	72	72	Exploitants agricoles	2 300 000 000	2 700 000 000			
4.18	Exonération des biens importés dans le cadre de l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures	Les biens acquis sur le marché domestique et destinés à l'exécution des marchés publics financés sur ressources extérieures sont exonérés de droit de douane.	Droits de douane	Entreprises	Exonération	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	Arrêté 076/CAB/MIN/FIN/2012 du 13 janvier 2012.	DGDA : données des déclarations douanières déposées par les bénéficiaires à partir de la DGE, de la DUI et des DPI	Pour chaque entreprise bénéficiant du code des investissements pour les bénéfices réalisés, la méthode consiste à appliquer la formule au bénéfice imposable exonéré. Par la suite, la somme des manques à gagner de l'ensemble des entreprises visées représente la dépense fiscale.	93	69	Entreprises	80 800 000 000	135 700 000 000			
4.19	Exonération en importation et sur le marché intérieur pendant 4 ans sous le régime du partenariat stratégique sur les chaînes de valeur.	Les importations des entreprises agréées au titre des Partenariats stratégiques sur les chaînes de valeur sont exonérées de droit de douane pour une période de 4 ans.	Droits de douane	Entreprises	Exonération	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	Décret 13/049 du 6 octobre 2013	DGDA : données des déclarations fiscales déposées par les importateurs.	La méthode consiste à appliquer le taux normal de TVA aux marchandises importées. Le montant de TVA normalement dû représente le manque à gagner.	25	4	Entreprises	7 400 000 000	170 000 000			
4.20	Exonération CKD et MKD	Les importations de biens destinés sous le régime CKD (à l'état complètement démonté) sont assortis des droits de douane respectivement de 5 % et 10 %	Droits de douane	Entreprises agréées sous régime conditionnel de destination (CKD et MKD)	Réduction de taux	Art. 12 - Code des douanes	Ordonnance - Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes	DGDA : données des déclarations douanières des Entreprises agréées sous régime conditionnel de destination (CKD et MKD)	Pour les entreprises agréées sous régime CKD et MKD, la méthode consiste à appliquer le taux réduit de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.	18	19	Entreprises agréées sous régime conditionnel de destination (CKD et MKD)	11 500 000 000	24 300 000 000			

IV. Droits de douane (suite)														
4.21	Exonération complète des droits de sortie huile brute de pétrole	Les exportations de l'huile brute de pétrole	Droits de douane	Entreprises pétrolières	Réduction de taux	Régime Général des Hydrocarbures	Convention pétrolière du 09/08/1969 pour Offshore et 11/08/1969 pour Onshore.	DGDA : données des déclarations douanières des Entreprises pétrolières	Pour les entreprises agréées sous régime CKD et MKD, la méthode consiste à appliquer le taux réduit de droits de douane aux marchandises importées. Le montant de droits de douane normalement dû représente le manque à gagner.			Entreprises pétrolières	36 400 000 000	
4.22	Exonération des matériels et articles à la recherche et/ou l'éducation	Les matériels et articles à la recherche et/ou l'éducation	Droits de douane	Ménages	Exonération	Art. 12-Code des douanes	Ordonnance-Loi 010/002 du 20 août 2010 portant Code des douanes.	DGDA: données des déclarations douanières des objets de déménagement	La méthode consiste à appliquer le taux normal de droit de douane aux marchandises importées. Le montant de droit de douane normalement dû représente le manque à gagner.			ménages	500 000 000	
<b>V. Taxes administratives (DGRAD)</b>										<b>0</b>	<b>868</b>		<b>8 400 000 000</b>	<b>7 380 000 000</b>
5.1	Exonération en importation des biens destinés aux ASBL, ONG et EUP	Importation des produits toxiques (médicaments et ciments)	Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante.	ASBL, ONG et EUP	Exonération	Loi n°004/2001 du 20 juillet portant dispositions générales applicables aux ASBL et EUP		DGRAD: Déclaration des Entreprises lors de l'importation	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe qui aurait normalement été appliqué en fonction de la valeur des produits importés		82	ASBL, ONG et EUP	7 800 000 000	400 000 000
5.2	Exonération sur l'utilisation d'équipements et fréquences radio par les ASBL, ONG et EUP	Utilisation des équipements radio électrique	Droit sur la déclaration exploitation d'un radio	ASBL, ONG et EUP	Exonération	Loi n°004/2001 juillet portant dispositions générales applicables aux ASBL et EUP		DGRAD: Déclaration des Entreprises lors de l'importation	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe qui aurait normalement été appliqué en fonction de la valeur des produits importés		82	ASBL, ONG et EUP		500 000 000
5.3	Exonération en importation des produits d'origine toxique, stupéfiante et soporifique	Importation du carburant et consommables	Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante.	Entreprises agréées au code minier	Exonération	Loi n°007/2002 du 11 juillet 2002 portant code minier		DGRAD: Déclaration des Entreprises agréées au code minier	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe qui aurait normalement été appliqué en fonction de la valeur des produits importés		5	Entreprises agréées au code minier		2 300 000 000
5.4	Exonération en importation des produits d'origine toxique, stupéfiante et soporifique	Importation des produits toxiques (ciments, etc)	Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, soporifique et stupéfiante.	Entreprises éligibles au code des investissements	Exonération	Loi n°004/2001 portant code des investissements	Entreprises éligibles au code des investissements	DGRAD: Déclaration des Entreprises agréées au code des investissements	La méthode consiste à appliquer le taux normal de la taxe qui aurait normalement été appliqué en fonction de la valeur des produits importés		25	Entreprises éligibles au code des investissements	600 000 000	400 000 000
5.5	Exonération totale des droits, taxes, redevances et impôts pour le Groupement des Entreprises chinoises	Prestation des étrangers	Droit d'octroi de la carte de travail	Entreprises chinoises	Exonération	Convention de Beijing signée, en chine le 22 avril 2008		DGRAD: Déclaration des Entreprises chinoises	La méthode consiste à appliquer aux arrêtés interministériels.		425	Entreprises chinoises		2 280 000 000
5.6	Exonération totale des droits, taxes, redevances et impôts pour le Groupement des Entreprises chinoises	Sejour des étrangers dans le Pays	Droit de délivrance de Visa d'établissement	Entreprises chinoises	Exonération	Convention de Beijing signée, en chine le 22 avril 2008		DGRAD: Déclaration des Entreprises chinoises	Le taux fixe		246	Entreprises chinoises		300 000 000
5.7	Exonération totale des droits, taxes, redevances et impôts pour le Groupement des Entreprises chinoises	Importation des produits toxiques (acide sulfurique, carburant, ciment, etc)	Taxe de contrôle des produits d'origine toxique, stupéfiante et soporifique .	Entreprises chinoises	Exonération	Convention de Beijing signée, en chine le 22 avril 2008		DGRAD: Déclaration des Entreprises chinoises			3	Entreprises chinoises		1 200 000 000
<b>TOTAL GENERAL</b>										<b>1 647</b>	<b>1 939</b>		<b>1 916 100 000 000</b>	<b>2 142 461 800 000</b>

Source: Evaluation des dépenses fiscales pour l'année 2021 en République Démocratique du Congo, Ministère des Finances, Décembre 2022